

Global Gay : Comment la révolution gay change le monde

Martel, Frédéric

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FRÉDÉRIC
MARTEL

GLOBAL GAY



COMMENT LA RÉVOLUTION GAY CHANGE LE MONDE

Flammarion

DU MÊME AUTEUR

Le Rose et le Noir. Les homosexuels en France depuis 1968, Seuil, 1996 et « Points Seuil », 2000.

La Longue Marche des gays, Gallimard, 2002.

De la culture en Amérique, Gallimard, 2006 et « Champs Flammarion », 2011.

Mainstream. Enquête sur la guerre globale de la culture et des médias, Flammarion, 2010 et « Champs Flammarion », 2011.

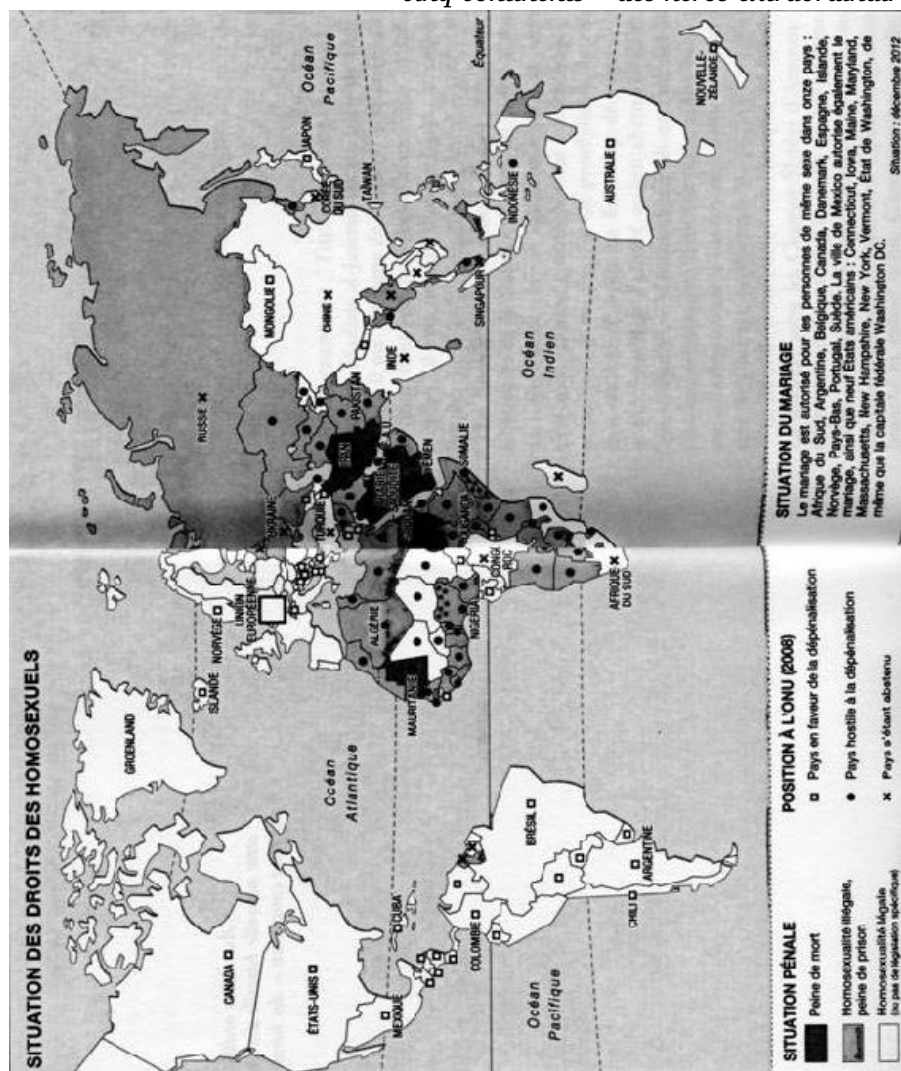
Frédéric Martel

GLOBAL GAY

Comment la révolution gay
change le monde

Flammarion

Aux héros ordinaires qui mènent cette
nouvelle bataille des droits de l'homme sur
cinq continents – des héros extraordinaires.



Prologue

« Vous CHERCHEZ “The Queen OF Amman” ? Vous m’avez trouvé. » Madian al-Jazerah est en train de finir un café americano. Il me fait signe de m’asseoir à sa table. La cinquantaine, le front haut, un petit bouc blanc bien coupé au milieu du menton, il me rappelle Randy Jones, le cow-boy de Village People.

Le Books@Café se situe à l’angle de la rue Omar-Bin-al-Khattab et de la Rainbow Street, au centre d’Amman, capitale de la Jordanie. « Je sais qu’on m’appelle la “reine d’Amman”, c’est mon surnom, mais je vous assure qu’ici, dans ce pays musulman, je ne fais pas de prosélytisme. Je suis ouvertement gay, mais je ne veux pas faire trop de vagues. Je ne hisse pas le Rainbow flag. J’ai créé ce lieu alternatif. C’est juste un café “gay friendly”. » Madian al-Jazerah est l’un des homosexuels les plus emblématiques du monde arabe et son bar, le Books@Café, un miracle en terre d’Islam – une oasis, une exception, un mystère. Un mirage peut-être.

Le nom de la rue, déjà ! « À l’époque, Al-Rainbow Street était en quelque sorte les Champs-Élysées d’Amman. Puis ce fut la dépression et le quartier a perdu de son charme. Les prix ont baissé. Les artistes s’y sont installés et avec eux les galeries d’art, les cinémas... et les gays. Peu à peu, le quartier est redevenu branché et même bobo. C’est ce qu’on appelle la “gentrification”, l’embourgeoisement. Mais le nom de la rue n’a aucun rapport avec le drapeau gay, c’est une pure coïncidence », m’indique Madian al-Jazerah. Je lui propose de ne pas mentionner son véritable nom dans mon livre pour ne pas l’exposer inutilement. « Non, au contraire, vous pouvez me citer. Je n’ai pas peur. La notoriété me protège. Et après tout, me lance-t-il, tout sourire, The Queen of Amman ne se cache pas. »

On ACCÈDE AU Books@Café par une petite cour, à l’ombre des orangers en fleur, au rez-de-chaussée d’une maison cossue. À défaut de sa splendeur d’autrefois, la bâtisse a conservé quelque chose du chaos oriental. On entre d’abord dans une librairie (l’arobase fait partie du nom du lieu, car c’est aussi un cybercafé). Sur les rayonnages : des livres en arabe et en anglais, des CD et des DVD. J’aperçois plusieurs films gays cultes : *Le Secret de Brokeback Mountain* du Taïwanais Ang Lee, *Adieu ma concubine* du Chinois Chen Kaige ou encore *My Beautiful Laundrette* de Stephen Frears. Plus loin, un double DVD de la série de HBO, *Angels in America*, l’adaptation télévisée de la célèbre pièce du

dramaturge gay-juif-américain Tony Kushner. « Ce n'est pas une librairie gay », objecte toutefois Madian al-Jazerah, qui me montre des guides touristiques, des best-sellers et un rayon BD pour les enfants. Parmi les romans, je trouve *Les Enfants de minuit* de Salman Rushdie (mais pas *Les Versets sataniques*), le livre d'Edward W. Said sur l'« orientalisme » et un texte de l'Américaine Susan Sontag consacré au sida. Et sur une étagère, je vois, bien en vue, le roman *L'Immeuble Yacoubian* de l'Égyptien Alaa el-Aswany, une magnifique fresque qui décrit une résidence Art déco du Caire, opulente et cosmopolite, véritable microcosme culturel, où cohabitent toutes les générations et les classes sociales, les pachas et les coptes, et bien sûr les hétéros et les gays. Je me dis qu'on pourrait écrire aujourd'hui un roman ici, dans ce café, sorte d'immeuble Yacoubian moderne.

Derrière la caisse de la librairie part un escalier discret. Le bar est au premier étage et, alors que le rez-de-chaussée est étroit et confiné, le club se révèle immense. C'est une succession de quatre salles prolongées par deux vastes terrasses, visiblement gagnées sur les toits, aménagées avec des verrières asymétriques sur des niveaux différents. L'été, on y est au frais et à l'ombre ; l'hiver, au soleil et à l'abri. Tantôt à l'air libre, tantôt sous des tissus fantaisistes. Depuis les terrasses, on aperçoit la ville d'Amman, blanche et ocre, ses collines, ses mosquées illuminées de vert, ses quartiers bourgeois – et ses camps palestiniens.

Madian al-Jazerah est d'origine palestinienne. Sa famille, descendant des Bédouins, vient d'Akka, aujourd'hui Saint-Jean-d'Acre, au nord d'Israël. Ses parents s'installent à Jénine, en Cisjordanie, avant de fuir les territoires palestiniens occupés et de s'exiler au Koweït, où il est né. « J'ai grandi dans le désert, dans le respect de la culture des Bédouins. Et même si ma famille était plutôt éduquée, je conserve un côté nomade. Je suis toujours ému par la beauté du désert. Le désert ne ment pas. » Une nouvelle fois chassés, ses parents émigrent en Jordanie. « C'est ça, être palestinien, résume-t-il. On est toujours un peu exilé, sans pays. On n'est jamais chez soi. »

Dans les années 1970, Madian se retrouve « naturellement », dit-il, aux États-Unis : il suit des études d'architecture à Oklahoma State University, puis vit en Californie avant de déménager côte est. « Quand on est Palestinien, on ne tient pas en place. Et les États-Unis, c'est la terre promise. C'est comme dans le film *America, America* d'Elia Kazan : moi aussi, j'ai cru au rêve américain. »

À New York, dans les années 1980, ce « sexual-liberationist » ouvre Le Frisbee, un bar arabe dans un quartier gay friendly. Dix ans plus tard, il va faire le contraire à Amman : ouvrir un café gay friendly et américanisé dans une ville musulmane.

Le Books@CafÉ EST UN CONCENTRÉ du monde arabe gay. Dans

la journée, il ressemble à un coffeeshop alternatif californien, la fumée très parfumée du narguilé en plus. Un exilé irakien, qui donne l'impression d'être très « insecure », y passe ses après-midi à consulter Internet en attendant d'obtenir des papiers pour Beyrouth. Un Syrien qui a grandi à Dubaï y révise ses cours pour l'université d'Amman. Un Jordanien « de souche » (selon son expression, pour ne pas être confondu avec un Palestinien) y consulte des brochures « Study in the USA », empilées à l'entrée de la librairie. Un jeune homme de bonne famille, dont on me dit qu'il serait un prince, porte un tee-shirt Abercrombie & Fitch et me propose de rebaptiser ce café « You Mecca Me Hot » – jeu de mots qui me fait bien rire. Un steward de British Airways – un « hummus queen », comme on appelle les Blancs qui fricotent avec les Arabes – papote avec une bande d'hommes, dont l'un étudie à l'université américaine du Caire pour devenir dentiste. Quant à Mohamad, qui porte un keffieh à damiers rouges, il vit dans le camp de réfugiés de Jabal el-Hussein à Amman et m'avertit qu'il refuse de boire du Coca-Cola ou de consommer du ketchup (il boycotte les produits israéliens et américains) ; il me montre aussi une photographie de Che Guevara, qui ne quitte pas son portefeuille, et affirme être membre du Front populaire de libération de la Palestine, le mouvement nationaliste fondé par Georges Habache, chef marxiste et chrétien – terroriste aussi. Plein d'hospitalité, Mohamad a de grands yeux noirs brillants, des cheveux d'un brun intense : il est la quintessence de la beauté arabe. Il n'est pas « gay », n'a pas fait son coming out, mais reconnaît se « poser des questions ». Les Américains ont un mot pour ça : ni gay, ni bisexuel, « questioning ». Comme les autres garçons, il « apprend » ici à devenir gay. On ne naît pas homosexuel, on le devient.

Entre narguilé ET wi-fi, les clients du café sont plus nombreux à mesure que la soirée avance. À 17 heures, les serveurs « du jour » sont remplacés par les serveurs « du soir ». Pas moins de quarante barmen s'affairent maintenant, portant des tee-shirts noirs griffés Books@Café avec fierté, même s'ils sont plutôt mal payés ici (150 dinars jordaniens en moyenne, soit environ 160 euros par mois, pourboires non inclus). L'un d'entre eux, Omar, est un nouveau venu : c'est un Palestinien exilé de Ramallah, et Madian a accepté de le prendre à l'essai par solidarité, concède-t-il, pour son peuple. Sa mission : porter les narguilés et entretenir les braises pour qu'elles soient toujours incandescentes. Il ne doit pas parler aux clients.

« Ici, on est dans un café très déterritorialisé, comme privé de territoire. On est en Jordanie, mais on pourrait être ailleurs au Proche-Orient. Les gens y passent quand ils n'ont pas de "home". Tout le monde rêve de Beyrouth, de Dubaï ou d'Istanbul et, au-delà, de partir

vivre aux États-Unis », décrypte Madian al-Jazerah. Au Books@Café, la musique est très largement américaine, mais j'entends aussi le dernier hit de Shakira, et la foule se met à chantonner sur le tube de cette Libano-Colombienne complètement mondialisée.

La jeunesse multiethnique du monde musulman en mutation se fait maintenant plus dense et prend ses aises dans les fauteuils des salons en enfilade et en dénivelés. Je ne suis plus à Amman : je suis à Santa Monica ! Un videur filtre délicatement l'entrée et passe tout le monde, hétéros et gays, au détecteur à métaux. Des couples plus âgés arrivent aussi, ayant réservé leur table. Les femmes ne portent généralement pas de voile – mais je vois une fille voilée qui joue avec son iPhone. Un mannequin, au corps élancé et élastique, me dit qu'il participe au concours « Monsieur Jordanie 2010 » – et si ça ne tenait qu'à moi, je lui décernerais le premier prix. Mais il ne figure encore que parmi les dix finalistes et, fumant la chicha, me décrit son espoir de l'emporter lors de la finale à Beyrouth. Soudain, la sonnerie de son portable retentit – c'est *I Will Survive* de Gloria Gaynor.

« Au début, je ne voulais pas ouvrir un lieu gay, m'avoue Madian al-Jazerah. J'ai créé plusieurs cafés à Amman et, en 1997, j'ai eu l'idée du Books@Café : le concept, au départ, c'était une librairie, un Internet café et un lieu alternatif. Ma mission, c'est de promouvoir la tolérance, pas de militer. Mais peu à peu, presque à mon corps défendant, c'est devenu un café gay friendly. »

Cinq fois par jour, on entend, depuis les terrasses du bar, le muezzin psalmodier l'appel à la prière. Sa voix – aujourd'hui une cassette audio diffusée par haut-parleur – se mêle au dernier tube de Lady Gaga, laissant parfaitement indifférent le public du café, pourtant largement musulman. Pas une seule personne, ici, ne s'est tournée vers La Mecque.

Le JEUDI SOIR, veille du week-end dans les pays arabes, c'est la soirée la plus populaire. La foule arrive et s'agite. Les salons orange vif un peu ringards, aux papiers peints façon Vasarely, se remplissent, tout comme la grande véranda, avec ses fleurs colorées seventies sur les murs. Le café cool devient un restaurant trendy aux menus entièrement rédigés en anglais. On y sert jusqu'à quatre cents couverts par jour : club sandwich, caesar salad et BLT – un audacieux bacon lettuce tomato, rebaptisé ici burger laitue tomate, sans porc. Les desserts : carrot cake, cheesecake ou pancakes – pas un seul plat du Moyen-Orient. Dès 21 heures, une élite occidentalisée, et pas uniquement gay, fait la queue à l'entrée et, en attendant une table, flâne dans la librairie. La bande-son maintenant : *I Got a Feeling*, le dernier hit américain de l'ex-DJ de bars gays parisiens David Guetta. Je vois des couples hétéros chics faire mine de s'amuser et des couples

gays s'amuser vraiment. « La vérité, c'est qu'il est beaucoup plus facile d'être gay à Amman qu'hétéro. Un gay trouve assez facilement des partenaires, alors que pour un jeune hétéro c'est quasiment impossible », commente Madian al-Jazerah en me montrant du doigt la faune nocturne qui a envahi maintenant le bar. D'humeur bougonne, parfois ronchon, il veille sur sa petite communauté. Son sultanat.

À la différence du restaurant, cool et gay friendly, le bar intérieur est plus strictement gay, les clients s'y serrant autour d'un grand zinc en bois, riant aux éclats, dans une ambiance colorée et alcoolisée – autre exception dans cette ville musulmane. « Ici, les gens ne sont pas des clients, ce sont des amis », ose Madian, qui a bien répété sa leçon marketing. Pourtant, c'est un fait : tout le monde se connaît, bouge, danse, s'interpelle. Un garçon, qui se prénomme Adam et semble d'une gaieté inextinguible, en tenant la main de son copain, me dit qu'il vient ici « tous les soirs ». La vie, pour lui, paraît joyeuse et facile.

Je regarde, comme tout le monde, sur de nombreux écrans, les chanteuses arabes raisonnablement dénudées de la chaîne musicale saoudienne Rotana, les feuillets du ramadan du groupe également saoudien MBC, la première ligue jordanienne sur Al Jazeera Sport, ou les talk-shows sans tabous de la chaîne libanaise LBC. Un soir, j'y verrai même *Slumdog Millionaire* de Danny Boyle, film qui a connu un succès inattendu sur les cinq continents et que je retrouverai souvent, au cours de mon enquête, dans les bars gays d'Indonésie, les discothèques homos de Rio ou les cafés gay friendly de Shanghai. Le Books@Café est probablement le plus beau lieu gay du monde arabe. Et il n'existe pas à Paris, ni à New York, un club aussi éclatant. C'est le narguilé avec Facebook. Les chameliers avec Lady Gaga. C'est l'immeuble Yacoubian tous les soirs. Et dans ce conte, Madian al-Jazerah est le Bédouin égaré sur Rainbow Street, le Palestinien exilé devenu patron « socialite » de bar gay, l'héritier de la culture des dattes transformé en vendeur de Veggie Burger, le méhariste qui a fait de la bâche de la terrasse de son café sa nouvelle tente. Je suis certain que Lawrence d'Arabie aurait adoré.

Pourquoi la monarchie hachémite jordanienne, pas du tout gay friendly, tolère-t-elle ce café extravagant ? C'est un mystère. On dit que Madian al-Jazerah est bien connecté au régime clientéliste et anti-islamiste d'Abdullah II, et ami notamment de sa femme, la reine Rania al-Yassin, une Palestinienne née, comme lui, au Koweït. Il semble proche également de la reine Noor, veuve du roi Hussein de Jordanie, Américaine de naissance, protectrice légendaire des artistes gays d'Amman. Ses relations dans les médias apparaissent tout aussi utiles : son frère anime *Good Morning Amman*, un show télévisé très prisé par

les Jordaniens mais diffusé depuis Dubaï.

Cette oasis fait naturellement l'objet d'un îlotage particulier. La police ne laisse pas sans surveillance la jet-set arabe et certains jeunes princes de sang de la famille royale. J'ai aperçu les policiers en civil, qui tournent le soir, dans la rue, devant le bar.

À l'occasion, ils n'hésitent pas à pincer un mineur à la sortie du café, à arrêter un prostitué ou à se montrer intransigeant, durant le ramadan, sur la consommation d'alcool. « Tout est sous contrôle ici », précise simplement Madian, qui y met du sien. Il veille, par exemple, à ce que personne ne s'embrasse publiquement. « J'évite les manifestations excessives d'affection et tant que je ne franchis pas les limites, on me laisse tranquille. Je ne vais quand même pas organiser une Gay Pride ! Ce qui me protège : ce côté alternatif, contre-culturel. L'attitude "underground", même quand on a pignon sur rue, rend le café acceptable pour la société jordanienne. »

Une campagne de rumeurs, en 1999, relayée dans la presse, a failli déboucher sur la fermeture du lieu. Madian a laissé passer l'orage sans réagir, tout en demandant – on ne sait jamais – l'asile politique à l'ambassade du Canada en Jordanie. Depuis, le calme semble revenu et le café a même obtenu son autorisation de vente d'alcool, ce qui plaît aux riches hétérosexuels de bonnes familles, plus encore qu'aux gays. Et voilà comment, par ce positionnement mixte, gay friendly et élitiste, Madian al-Jazerah a trouvé son modèle économique : un lieu strictement gay serait, à Amman, non seulement politiquement risqué, mais aussi un mauvais business. En mêlant les publics, le café multiplie les possibilités de commerce. Les franchises vont suivre, dans le même esprit : déjà, un second Books@Café, plus petit, a ouvert à Amman, et des annexes sont programmées pour 2013 ou 2014 en Palestine, au Qatar, à Bahreïn et dans les Émirats arabes unis. Madian al-Jazerah n'est pas un philanthrope, pas même un militant – c'est un patron. Comme j'allais le constater au cours de cette enquête, la libération gay commence souvent avec les bars et les clubs – c'est-à-dire par le commerce et le marché.

En quittant Madian, le jour de Prophete Day, je me rends compte que le Books@Café est à la fois le passé et l'avenir de la question gay, à la fois « pré-gay » et « post-gay ». Cette atmosphère hors temps le rend fascinant. Pré-gay, car on est ici, à l'évidence, avant la « libération gay » du monde arabe – si l'expression a un sens. Post-gay, car on est aussi au-delà, dans une modernité que j'ai vue naître à East Village à New York, à West Hollywood à Los Angeles ou dans les villes d'Europe du Nord : celle d'une vie homosexuelle moins cloisonnée et plus fluide, d'une communauté qui n'est pas seulement « gay », ni même « gay friendly », mais simplement « friendly » – le mot « gay » étant sous-entendu. Books@Café est un lieu au-delà des identités

uniques et des communautés fermées. Il est décalé, non cloisonné : post-gay.

Mais un bar peut-il changer une ville ? un pays ? Peut-il changer le monde arabe ? Non, bien sûr. Le Books@Café est un lieu trop simple pour le but trop complexe auquel il participe et qui le dépasse : la modernisation arabe. Je sais combien, depuis cette oasis privilégiée et cosmopolite, on est loin de la réalité gay du monde arabe. Plus qu'un tabou, l'homosexualité y est un délit – et parfois un crime. Elle conduit à la prison, quelquefois à la peine de mort. Madian al-Jazerah est peut-être un ouvrier de route, mais en terre d'Islam le chemin de la libération gay est encore long.

La nuit est noire maintenant et le Books@Café s'apprête à fermer. À vive allure, en voiture sur les autoroutes d'Amman, j'accompagne un groupe de gays, qui ont quitté le café, vers un lieu mystérieux. Ils chantent à tue-tête en écoutant le dernier album de la Libanaise Elissa. Pour la première fois de la soirée, ces garçons se lâchent et, dans leur bolide, font les « folles ». Nous quittons le centre-ville de la capitale jordanienne, puis roulons vers le Nord, par les ponts et les tunnels, déjà dans le désert.

Sur un terrain vague, au milieu de nulle part, la voiture s'arrête. Une petite échoppe. Un attroupement. Un jeune marchand gay vend du café turc et du chocolat chaud au cœur de la nuit. La voix de la chanteuse Haifa résonne maintenant dans le désert. Les garçons se mettent à danser. D'autres véhicules arrivent. Visiblement, nuit après nuit, les gays les plus fêtards de Jordanie se retrouvent là, assidus. La vie homo est, à Amman, comme à La Havane, à Damas, à Téhéran, à Riyad, au Caire, à Mumbai ou à Beijing, une contre-société underground, décalée, risquée et merveilleuse. Une crainte et une promesse. Jamais l'expression « les Mille et Une Nuits » ne m'a paru à la fois si inquiétante – et si gay friendly.

*

C'est en Jordanie, en Arabie Saoudite, en Iran, à Cuba, au Brésil, en Chine, en Russie, en Inde, en Afrique subsaharienne, et bien sûr aux États-Unis et en Europe, et au total dans quarante-cinq pays, que cette enquête a été menée depuis cinq ans. Gay friendly ou pas du tout « friendly », grâce aux avancées ou en dépit des résistances, les nations visitées montrent qu'une révolution est bel et bien en cours. Une libération gay est en marche, accélérée ou forcée, par temps de mondialisation et de basculement numérique. Et un phénomène majeur, encore peu décrit, se déroule sous nos yeux : la globalisation de la question LGBT1.

L'« American gay way of life » exerce une influence décisive sur

cette évolution qui a lieu parallèlement sur cinq continents. C'est donc aux États-Unis qu'il me faut débiter ce livre. On y verra le rôle majeur joué par la culture gay américaine et comment les États-Unis nourrissent les imaginaires des activistes du monde entier. Paradoxalement, l'Amérique apparaît ainsi, pour beaucoup de gays, non pas tant comme une nation impérialiste, que comme le symbole culturel, depuis Stonewall, de leur libération.

Cette mondialisation de la question gay, très américanisée, ne se traduit pas nécessairement par une uniformisation : l'Union européenne et l'Amérique latine sont d'autres pôles de référence et la diversité LGBT se révèle, sur le terrain, infinie. Les « line dances » des bars gays de cow-boys à Chicago ; les soirées gays de tango à Buenos Aires et de samba à Rio ; les « habitaciones » gays à Cuba ; les équipes gays de Dragon Boating à Singapour ; les karaokés, « snacks » et autres « love hotels » gays à Tokyo ; les transsexuels opérés légalement en Iran ou le militantisme homosexuel arabe qui continue l'œuvre du poète musulman Abû Nawâs, attestent, comme on le verra, une incroyable diversité. Les homosexuels sont de plus en plus globalisés, souvent très américanisés, mais ils restent profondément ancrés dans leur pays et leur culture. Partout dans le monde, les gays semblent devenir identiques – et pourtant ils sont partout différents. Par temps de globalisation, ouverture et enracinement ne sont pas antinomiques. Il y a un « Global Gay » – mais il y a aussi de nombreux « Local Gay ». Les singularités locales de la vie gay, l'absence d'homogénéité des communautés LGBT sont fascinantes, même quand elles se font sous le même drapeau.

Partout, les Rainbow flags sont hissés, mais chacun milite sous sa propre bannière. C'est certain : les activistes gays s'organisent. En Amérique latine, où l'on milite dans certaines capitales depuis longtemps pour la « diversidad sexual », ils ont même un temps d'avance. En Chine, en Afrique du Sud, en Inde et à Cuba, ils ont gagné ces dernières années d'importantes batailles. Le combat fait rage aussi en Russie et à l'est de l'Europe, où l'Union européenne veille au grain, et aux États-Unis même, où le mariage pour tous est devenu un enjeu politique national lors de l'élection présidentielle de novembre 2012. Les Nations unies avancent aussi, lentement mais inexorablement, avec à leur tête le secrétaire général Ban Ki-moon, désormais acquis à la cause. Partout, de nouveaux acteurs émergent et cette enquête de terrain vise à leur donner la parole. Aussi décisifs soient-ils, les activistes LGBT ne sont pas les seuls à mener la bataille : des patrons de start-up et des gérants de cafés, des avocats, des journalistes, des animateurs de télévision, des diplomates, des artistes et des milliers d'anonymes agissent aussi. En devenant « cool » et connectés, les gays font entendre leur voix. Leur subculture devient

dominante. Leurs modes communautaires séduisent les masses. Leurs commerces passent du ghetto au « hip ». Comment la culture gay, hier underground, est devenue mainstream : c'est ce renversement décisif qu'il faut également raconter.

Ailleurs, en milieu hostile, où le « cool » devient – hélas ! – synonyme de « jail » – la prison et parfois la peine de mort –, les gays et les lesbiennes résistent aussi. Au Moyen-Orient, en Afrique évangéliste et en Asie musulmane – les trois régions du monde les plus dangereuses pour les gays –, je les ai vus se battre même quand ils sont devenus les ennemis des islamistes ou des fondamentalistes. En Iran, en Arabie Saoudite, au Qatar – et dans les quinze pays musulmans où j'ai enquêté –, mais aussi en Chine, à Cuba, en Afrique subsaharienne, j'ai découvert leur capacité stupéfiante à « se débrouiller », à se jouer des dictatures, en dépit des arrestations, des persécutions, des chantages, parfois de la menace de pendaison ou de lapidation. Donner la parole à ces militants courageux « ordinaires » – qui sont en fait extraordinaires – est aussi l'un des objectifs de ce livre.

Dans cette globalisation en cours de la question gay, un élément déterminant est en train de tout accélérer : Internet et les réseaux sociaux. Isolés hier, les homosexuels sont désormais connectés les uns aux autres, et cette révolution est, comme on le lira dans les pages qui suivent, la plus considérable de toutes.

En définitive, c'est une véritable géopolitique de la question gay qui apparaît dans ce livre. Nous sommes en train de passer, en Europe et en Amérique, de la pénalisation de l'homosexualité à la pénalisation de l'homophobie. Hier, il était difficile d'être ouvertement homosexuel ; aujourd'hui, il devient difficile d'être ouvertement homophobe. Renversement historique inouï, si l'on y songe. Gageons que des progrès similaires seront obtenus dans le reste du monde au cours des années à venir.

Ce livre de terrain, inquiet et optimiste à la fois, est en fin de compte une *autre* histoire de la mondialisation en marche. Par le prisme de la question gay, il est possible de voir surgir l'esprit du temps : la mutation des modes de vie, l'individualisme sexuel, la redéfinition du mariage, l'universalisation des Droits de l'homme, le pouvoir de l'éducation et de l'université, l'émancipation parallèle des femmes et des gays, les nouveaux prescripteurs culturels entre subculture et mainstream, les ressorts du marché, du commerce et du tourisme, l'urbanisation et l'émigration de masse, enfin les effets décisifs du téléphone portable, des télévisions satellitaires, d'Internet et des réseaux sociaux. Fil rouge de l'évolution des mentalités, la question gay devient ainsi un bon critère pour juger de l'état d'une démocratie et de la modernité d'un pays.

Une conviction anime cette longue enquête : les droits des gays au

niveau international sont en train de devenir une question des droits de l'homme. La dépénalisation universelle de l'homosexualité avance, portée par le mouvement gay, des gouvernements progressistes et la société civile. Raconter cette histoire est une forme de contribution à ce combat, afin d'encourager ceux qui se battent sur cinq continents et de mobiliser ceux qui veulent les aider. Je crois qu'on peut encore raconter le monde à travers de longues enquêtes de terrain et essayer de faire bouger les choses avec un livre.

Les Rainbow flags flottent sur les quartiers gays

Brett est un « New York City boy ». Gay, new-yorkais, sexy, funky, déjanté : on dirait qu'il est sorti d'une chanson des Pet Shop Boys. Lorsque je l'ai rencontré, Brett était « bartender », c'est-à-dire serveur, au Big Cup. Le matin, il suivait des cours de musique à la New School. L'après-midi, il gagnait sa vie comme « personal trainer » dans une salle de fitness. Le soir, il travaillait dans ce café gay de Chelsea, l'un des principaux « gaybor-hoods » de New York, comme on appelle parfois les quartiers gays – un néologisme qui agrège les mots « gay » et « neighborhood ».

Tee-shirt délavé Abercrombie & Fitch, Converse All Star, jean déchiré, cheveux mi-longs coiffés-décoiffés, yeux exagérément bleus, Brett était gay vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il sortait « tous les soirs ». Sa règle de vie : « No straight people after 8 pm » (Pas d'hétéros après 20 heures). Lorsque je le vois maintenant dans son premier clip sur Logo, la chaîne LGBT de MTV, ses cheveux sont devenus plus longs, son allure semble plus assurée, mais il a conservé cette attitude « indie » si américaine, celle de l'indépendant qui veut devenir célèbre. « Aujourd'hui, je suis musicien *et* gay. J'ai choisi de faire mon coming out sur Logo. Et j'ai *Cleanin' Out My Closet*, comme le chante Eminem. »

Brett vit l'« American gay way of life ». Il évolue au cœur de la subculture gay new-yorkaise : les petits cabarets de rock hybride plus ou moins louches, le théâtre Off-Off-Broadway, les showcases expérimentaux annoncés sur les sites alternatifs, les galeries d'art décalées sur les campus, la nuit urbaine trash et tout ce qu'il appelle la scène « queer ». Il bouge constamment d'une soirée à l'autre, d'un quartier à l'autre. Un jour, il est dans un bar de travestis de la Bowery, à East Village, si bien photographiés par Nan Goldin ; un autre soir, c'est un club « arty » de Hell's Kitchen où est projeté *Tarnation*, un film gay underground ; parfois, il finit la soirée dans un restaurant végétarien de Chinatown qui propose, au sous-sol, une « open-mic session », où les artistes alternatifs peuvent prendre le micro librement. Allers-retours non-stop : Brett passe son temps sur la ligne A du métro, montant et descendant, entre Chelsea, East Village, Greenwich Village et Hell's Kitchen – les quatre principaux quartiers

Le Big Cup ÉTAIT DANS LES ANNÉES 2000 la vitrine tranquille de la communauté gay de Chelsea. C'est un petit café « de jour » sur la 8^e Avenue avec des murs peints en violet et de grosses fleurs colorées, déco overkitsch. On n'y sert pas d'alcool. Toute une microsociété s'y retrouve, parfois « under-age », notamment les jeunes entre 18 et 21 ans, l'âge à partir duquel la consommation d'alcool est autorisée et les bars accessibles. Des étudiants y potassent, avachis sur de larges fauteuils de cuir. Des « Bio Queens » s'y approvisionnent en jus de fruits frais ou boissons vitaminées Odwalla, Naked et Vitamin Water. Un jeune Portoricain, un brin queeny, fait la folle en compagnie d'un Mexicain en situation illégale, barbu et qui ne se soucie guère de ne pas avoir de papiers (ils seraient 15 millions de clandestins latinos comme lui aux États-Unis). Un jeune frais émoulu du Dakota du Sud est encore tout émerveillé d'avoir pu quitter sa famille et s'installer à New York. C'est l'Amérique en miniature, l'Amérique par échantillons, une Amérique composée de minorités et de diversité depuis que la Cour suprême des États-Unis a érigé, dans sa célèbre décision « Bakke » de 1978, la « diversité culturelle » au rang de nouvelle matrice de la société.

Au Big Cup, la musique est « low key », plus intime et discrète que dans les bars. On y feuillette les journaux alternatifs *The Village Voice*, *The Onion*, *Vice*, *Time Out New York* et sa section « Gay & Lesbian », et des dizaines de gratuits gays où sont annoncées d'innombrables soirées. À la différence des chaînes comme Starbucks, Caribou Coffee ou The Coffee Bean & Tea Leaf, le Big Cup est un établissement familial et local, qui tente de préserver une vie de quartier et une tradition du « Mom and Dad's café » (bien qu'ici les patrons soient un couple gay plutôt de type « Dad and Dad's café »). Brett sert au comptoir des milk-shakes, du thé vert, du café americano en « refill » (on peut se resservir à volonté), des bagels avec du cream cheese de la marque Philadelphia et, bien sûr, des pâtisseries américaines typiques, le carrot cake et le New York cheesecake. Salaire : 4 dollars de l'heure, sans les tips – les pourboires qui font le reste. « People who tip are cool », lit-on sur une petite boîte de fer posée sur le comptoir (« les gens qui laissent un pourboire sont sympas »). Au Big Cup, comme ailleurs dans les cafés, bars et restaurants de New York, on ne fume plus depuis 2003. Alors on se retrouve sur le trottoir, sur la 8^e Avenue, et c'est tout un spectacle.

Le quartier du Big Cup s'appelle Chelsea – une dizaine de « blocks », guère plus, situés entre la 14^e et la 23^e Rue et qui sont bordés à l'est et à l'ouest par la 6^e et la 10^e Avenue. C'est un quartier gay moderne et embourgeoisé. Non pas tant un « village », refermé sur

lui-même et ses petites rues, mais ce que j'appelle un « cluster » (regroupement), traversé par de larges avenues, et plus ouvert. Dans les restaurants de Chelsea, comme au Viceroy, au Pastis ou à l'Empire Dinner, on croise des couples gays épanouis, la quarantaine, barbe-de-trois-jours-poivre-et-sel-à-George-Clooney, cravate avec col dégrafé « casual Friday », déjà fiers d'avoir réussi leur vie dans la banque, la finance ou l'immobilier « affinitaire ». Hier, dans le Greenwich Village des années 1970, le mouvement gay se voulait radical et anticapitaliste. On provoquait. On faisait de la guérilla. À Chelsea aujourd'hui, on ne conteste plus le pouvoir : on consomme, on veut être gay dans l'armée, se marier et même être élu au Congrès. On veut le pouvoir.

À Chelsea, la communauté gay ne se limite plus aux bars et aux restaurants : elle inclut des dizaines d'agences de voyages spécialisées, des boîtes de communication et des cabinets d'avocats. Les assureurs et les agents immobiliers, les traders et les lobbyistes, les vétérinaires et même les pasteurs de paroisses gays, tous ont pignon sur rue. Le revendeur de caleçons, briefs blancs, trunks, boxers et autres tighty whiteys de la marque Calvin Klein a fait fortune sur la 7^e Avenue. Le nom du magasin : Oh My God ! Il a compris, avant les autres, que l'« attitude » compte désormais plus que la mode. Même le caviste du quartier met en avant l'édition spéciale, couleur arc-en-ciel, d'Absolut Vodka qui cible le public gay dans une de ses publicités explicitement en faveur du mariage gay : « Mark, will you mary me ? – Steve. »

À tous les coins de rue : un Rainbow flag. Depuis que l'artiste de San Francisco, Gilbert Baker, a imaginé en 1978 ce drapeau gay constitué de six bandes horizontales (généralement rouge, orange, jaune, verte, bleu et violette), le Rainbow flag est devenu le symbole mondial de la cause LGBT. À Chelsea, il est hissé à la vitrine des cafés, des librairies, des petits « delis » – ces supérettes de proximité, si fréquentes dans les grandes villes d'Amérique du Nord – et des hôtels gay friendly. Au Chelsea Pines Inn, délibérément communautaire, chaque chambre est à l'effigie d'une diva du cinéma. Ailleurs, les « boutique hotels » arborent aussi le Rainbow flag pour paraître plus friendly, même quand ils sont hétéros. Le drapeau gay est fréquemment déployé depuis les fenêtres des particuliers.

Et puis, bien sûr, il y a la nuit, qui demeure la marque de fabrique de Chelsea : les clubs sont concentrés un peu à l'écart, à l'ouest de la 10^e Avenue, près de la Hudson River, dans un quartier d'entrepôts, d'anciens abattoirs et de grossistes, où les habitations sont rares – ce qui évite opportunément les risques de tapage nocturne. Là, c'est le territoire des New York City boys, junky, art-hipster ou dragueur fêtard. Toute la nuit, un drugstore de la 8^e Avenue propose les produits de base, de l'alimentation à la pharmacie, avec, en tête de

gondole, les préservatifs et les gels intimes. D'ailleurs, tout est ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En anglais, on dit simplement : « 24/7. »

Les clubs de gym de Chelsea ouvrent *seulement* à 5 heures du matin. Les salles de fitness sont l'autre grande passion locale : les gays, encore peu enthousiastes à l'idée de pratiquer du sport jusqu'au milieu des années 1970, se sont mis à prendre soin de leur corps dans les années 1980. Le « workout » est une véritable addiction : on y va souvent, après 35 ans, avec la même assiduité qu'on avait dix ans plus tôt pour les bars gays. À Chelsea, le sport est communautarisé et l'offre pléthorique. Que ce soit au Dolphin Fitness Club, au Chelsea Gym ou au New York Health Club, les abonnements, souvent onéreux, offrent des cours illimités de stretching, Hi Low, Body Attack, Body Pump ou Ultimate Burn Off. Au Sport Club/LA, un fitness californien haut de gamme, qui a ouvert plusieurs antennes à New York, la gamme s'enrichit de cours Splash Cardio Fusion, Steamline Sculpt ou MAXimum Burn. On prend soin de ses abdos et de son fessier (Special Bottom) sous le contrôle d'un « personal trainer » au physique de Marlboro Man – mais qui ne fume plus. Longtemps, les gays se sont imaginés uniques et singuliers : dans les clubs de gym de Chelsea, ils se découvrent plus banals. Presque clonés.

Aujourd'hui, l'image de Chelsea se résume à ces gays exagérément bodybuildés et fréquemment « veggie » (végétariens), achetant leurs bananes organiques et leur tofu au Trader Joe's de la 6^e Avenue ou au Whole Foods de la 7^e. Ils se réveillent tôt, habitent les mêmes appartements, portent les mêmes tee-shirts Abercrombie & Fitch et partagent une passion pour les mêmes races de chiens de luxe. On se moque parfois de cette libération homosexuelle qui a pris du muscle, en troquant les corps efféminés pour la gonflette et la caricature. Mais le quartier mérite mieux que ces préjugés. C'est aujourd'hui une communauté gay assagie certes, mais qui sait encore faire la fête. C'est à Chelsea, et dans les autres « clusters » gays américains, que sont apparus les serveurs torse nu qui laissent voir leur caleçon Calvin Klein et les « gogo boys » qui agrémentent les happy hours. C'est ici que l'on a commencé à distribuer des flyers sur lesquels on a pu lire des formules appelées à un avenir mondialisé : « no cover », « hottest boys », « save the date », ou encore le phénomène plus new-yorkais de la « "I'm a local" night » (une soirée où la clientèle locale est privilégiée, plutôt que les gays venus des banlieues périphériques). Ces références codées vont de pair avec un certain cloisonnement de la vie gay à Chelsea. Les « bears » vont dans les bars bears, les Latinos sont entre Hispaniques, les Chinois fréquentent leur bar à eux et il existe même The Habibi Dance Party, une soirée gay musulmane où, devant un show et un strip-tease de travestis en burqa, se croisent des gays de

toutes les régions du Moyen-Orient pour lesquels New York est sinon une oasis de liberté, du moins un refuge.

À Chelsea, les gays vivent de plus en plus souvent en couple et, depuis 2011, ils peuvent se marier légalement. Du coup, ils font aussi du fundraising afin de collecter de l'argent pour les campagnes électorales : les gays américains ont compris que c'est seulement en montrant leurs muscles qu'ils feront avancer leur cause et leurs droits. Alors, ils financent sans sourciller les combats des grands lobbys gays américains pour défendre le « same-sex marriage », lutter contre la droite évangéliste homophobe et, en 2012, faire réélire Barack Obama.

Chelsea EST encore aujourd'hui un quartier gay emblématique de Manhattan, mais il n'a représenté qu'une étape vers la ville post-gay qu'est devenue New York. Avant lui, il y a eu le « village », autour de Christopher Street et, plus récemment, à l'est de Broadway, East Village.

Partout dans le monde, à Shanghai et à Johannesburg, à La Havane et même à Téhéran, les gays m'ont parlé du Stonewall Inn. Même lorsqu'ils ne sont jamais venus aux États-Unis, et ne savent pas placer Greenwich Village sur la carte de New York, ils connaissent le mythe et le lieu. C'est un petit bar, mal fichu, tout en longueur, situé 53 Christopher Street, juste en face de Sheridan Square. Là, dans la nuit du 28 juin 1969, plusieurs centaines de gays ont affronté la police dans ce qui allait devenir l'émeute la plus célèbre de l'histoire LGBT – commémorée une première fois un an plus tard en 1970, et depuis à travers le monde, chaque année en juin, sous le nom de « Gay Pride ».

Dans le *New York Times* de l'époque, je relis les trois articles, courts et discrets, des 29,30 juin et 3 juillet 1969, qui font le récit *a minima* de cette prise de la Bastille des homosexuels (sans utiliser le mot « gay » interdit dans ce journal jusqu'en 1987). Quarante ans après, les faits restent mystérieux et plus encore leur déclenchement. Le New York Police Department (NYPD) aurait investi le bar à 2 h 15 du matin pour saisir de l'alcool vendu illégalement et contrôler l'identité des serveurs. Le Stonewall Inn était alors un « club privé », réservé à ses membres, où le cabaretier prenait sur lui d'autoriser les hommes à danser entre eux. C'est le point crucial de l'affaire : les homosexuels ne viennent là que pour danser. Celui qu'on ne nomme pas encore DJ passe des tubes soul de la Motown et de la musique funk. Les homos anticipent déjà la vague disco qui va déferler sur New York et sur le monde au début des années 1970. Or, en 1969, aussi surprenant que cela paraisse aujourd'hui, il était encore interdit de danser entre hommes dans de nombreux clubs des États-Unis. Le NYPD arrêtaient fréquemment ceux qu'il prenait en flagrant délit de danse pour « non-

normative behavior in public spaces » (une sorte d'outrage public à la pudeur). Faire tomber l'interdiction de danser entre hommes, c'était aller dans le sens de la libération gay. Comme ce 28 juin 1969, au Stonewall Inn.

Place improbable, au demeurant, pour une révolte. Le bar appartenait au vieux monde « homophile », celui d'avant la libération gay : il avait, déjà en 1969, une réputation un peu louche, en raison de ses liens supposés avec la mafia, et de sa clientèle composée notamment d'alcooliques et de prostitués. Beaucoup d'homosexuels le jugeaient un peu miteux. Le Martin Luther King de la libération gay n'est pas prêt à émerger de ce café. Et pourtant...

Le 28 juin 1969 donc, treize personnes sont arrêtées, parmi lesquelles des travestis, des transsexuels et des hippies, et deux cents homosexuels sont expulsés du bar en pleine nuit. Vers 3 heures du matin, l'exaspération s'étant cristallisée contre ces descentes de police illégitimes et ces harcèlements fréquents, les homosexuels se révoltent, apparemment spontanément, et s'opposent à la police en lançant d'abord de la petite monnaie, puis des briques, enfin des poubelles en feu, et même un parcmètre hors service contre les forces de l'ordre. La légende a immortalisé la geste rebelle : on se bat à coups de bouteilles en verre et de talons aiguilles. « C'est une révolution ! » s'écrie Sylvia Rivera, une flamboyante transsexuelle, née Ray Rivera, qui – les historiens le tiennent généralement pour acquis – aurait été la première à avoir lancé une bouteille sur un officier aux cris de « To come out of the closet » (mot à mot : « sortir du placard »). L'expression a-t-elle vraiment été prononcée ? Sylvia fut-elle la première (récemment décédée, elle a laissé plusieurs versions de l'histoire) ? Toujours est-il que la police antiémeute du NYPD est dépêchée sur place, en renfort. Près de quatre cents personnes participent au soulèvement qui reprendra, plus ou moins sporadiquement, pendant trois nuits. Plusieurs blessés sont dénombrés du côté homosexuel, et quelques policiers sont également choqués et commotionnés – dont certains affirmant avoir été mordus ! Sur les vitrines du café, largement vandalisé par la police, les émeutiers écrivent simplement : « Legalize gay bars. » Une revendication locale *a minima* pour ce qui allait devenir la plus importante révolution gay de l'histoire.

Avant Stonewall, le mot gay lui-même était peu employé, et il n'était pas question de parler de coming out ou d'être « out ». L'homosexualité était illégale aux États-Unis dans tous les États, sauf en Illinois. Pour la première fois, avec Stonewall – comme les Noirs avec Rosa Parks, cette mère de la libération afro-américaine, qui refusa de céder son siège à un Blanc dans un bus de Montgomery, en Alabama, en 1955 – les homosexuels se sont mis debout et ont dit

fièrement : « Non. » Et une fois que cet acte fondateur eut lieu, tout le système de l'oppression antigay – devenu entretemps l'homophobie – s'est écroulé comme un château de cartes. « We're here, we're queer, get used to it », deviendra l'un des slogans du mouvement gay quelques années plus tard.

L'événement est pourtant peu commenté à l'époque. La presse, même de gauche, le passe presque sous silence et la télévision comme la radio n'en font quasiment pas mention. Les rares commentaires sont condescendants. Un journaliste du *Village Voice* ironise sur le fait que les homosexuels se seraient simplement mobilisés quelques heures après avoir participé aux funérailles de leur idole, l'actrice et chanteuse Judy Garland, morte d'overdose le 22 juin à 47 ans et enterrée à New York le 27 juin, quelques heures avant le déclenchement de la révolte.

Aujourd'hui, le Stonewall Inn est redevenu un bar tranquille. Des dizaines de livres racontent son histoire. On n'y diffuse plus guère *Over the Rainbow*, la célèbre chanson de Judy Garland, mais les Rainbow flags flottent sur sa façade. The Stonewall Veteran's Association prend soin de la mémoire militante. Le président Barack Obama a rendu hommage à ce café pour le quarantième anniversaire de « Stonewall », lors d'un discours à la Maison-Blanche en présence des leaders gays américains. Il a rappelé que la longue route de la libération gay a commencé là, dans ce bar, à une époque où l'homosexualité était encore un délit. Qu'une telle révolution soit partie de ce petit bar improbable, avant de se diffuser partout dans le monde, demeure un mystère que les historiens n'ont pas totalement éclairci. Le Stonewall Inn, lui-même, est resté figé dans cette légende qui le dépasse. Bon enfant, à l'ambiance surannée et à la clientèle décatie, il ne cesse de commémorer ses journées révolutionnaires et en profite pour faire payer plus cher ses bières. Il fait pitié ! Les touristes y passent, en grand nombre, le photographient, mais n'y restent pas pour la soirée ; les New-Yorkais l'évitent, trop « faggy » pour eux ; les gays du quartier ne lui accordent qu'une réputation usurpée – la vie gay a déménagé.

Le « Village » demeure, à l'image de son bar porte-drapeau, l'un des quartiers gays de New York, mais c'est un gayborhood un peu figé, comme muséifié. Sur Christopher Street, les magasins de souvenirs dominent avec leurs godes miniatures, leurs penne italiennes en forme de pénis et leurs tee-shirts sur lesquels on peut lire : « Heterofriendly » ou « I'm not gay, but my boyfriend is ». Mais l'ambiance n'y est plus. Symbole qui ne trompe pas : la célèbre librairie Oscar Wilde, située à l'angle de Christopher Street et de Gay Street (ça ne s'invente pas), et qui a marqué la culture homosexuelle du quartier, a fermé ses portes en 2009. Créée en 1967, elle était la plus ancienne librairie gay au

monde. Sa disparition ? La faute aux loyers trop élevés du quartier, aux rayons gays spécialisés dans les grandes librairies généralistes, comme Barnes & Noble ou Borders, et à amazon.com qui a asséché le modèle économique de niche des petits libraires gays. Signe aussi d'un phénomène plus profond : le « Village » a perdu son leadership sur la vie gay new-yorkaise, mais il a abandonné également son esprit bohème. Hier, Greenwich Village, c'était Bob Dylan, Jack Kerouac, Allen Ginsberg et le lieu de naissance, côte est, du mouvement Beat. Aujourd'hui, la vitrine gay mondiale a des loyers inabordables et ses théâtres Off-Off-Broadway sont devenus des magasins de luxe. Le quartier, hélas ! n'a plus un gramme d'« attitude » ! C'est un « historic district » que des associations tentent de préserver – un quartier patrimonial qui ne vit plus. Greenwich Village a perdu ses gays, mais aussi ses artistes, toute une subculture underground qui a migré. La faute à la gentrification du quartier. On peut écrire aussi : la commercialisation.

« Le Village n'a jamais été mon quartier, m'explique Brett au BBar. J'ai beaucoup de respect pour Stonewall, et pour ce que les gays ont fait en 1969. Leur coup de poing contre la police nous a donné la liberté. Et ça les a virilisés ! Mais moi, je préfère habiter East Village. »

Brett y a donc déménagé, précisément sur la St Marks Place, adresse mythique. Après Greenwich Village et Chelsea, East Village est le troisième quartier gay de New York. Moins bourgeois que le premier, et moins rangé que le second, ce fut longtemps un quartier peu sûr. Dangereux même, lorsqu'on allait vers l'est, dans ce qu'on appelle encore « Alphabet City », là où les avenues portent des lettres à la place de chiffres (Avenues A, B, C et D). Mais la misère et la violence ont laissé, ici aussi, leur place au « cool ». East Village est aujourd'hui le quartier des boutiques upscale, des restaurants trendy, des galeries chics. Entre la 1^{re} et la 14^e Rue, on y fait la fête tous les soirs. « Give me a break ! » lâche Brett, lui-même dépassé par une telle abondance de « partiitiiiiies » (« foutez-moi la paix avec toutes ces soirées »). La fête d'ailleurs, cantonnée initialement aux Avenues A et B, se déplace vers C et D comme autant de victoires de la libération gay en marche. Les artistes y exposent à tous les coins de rue, à défaut de pouvoir y vivre, dans une ambiance off-beat (décalée), qui contribue à créer une identité à la fois friendly et « arty ». Le mélange des gays et des artistes : voilà le quartier alternatif post-gay par excellence.

À East Village, tous les bars sont gay friendly et on se soucie moins des étiquettes que dans les autres quartiers homos de New York. Être gay, ce n'est pas forcément ici une identité, mais un mode de vie, une attitude. La pesanteur de la vie gay s'évanouit, même si des lieux de

niche existent aussi : le Phoenix Bar pour le cruising et The Eagle pour les hommes mûrs, le Lucky Cheng's pour les drag-queens, le Cock Bar pour les publics avertis, le café Pick Me Up pour les étudiants, Eastern-bloc pour les gays « communistes » (comprenez alternatifs), Pyramid pour les clubbers, le café Alt pour les lesbiennes et Nowhere pour tous les autres. Néanmoins, East Village n'est pas Chelsea. La plupart des bars sont mixtes et les diversités ethniques se mêlent, décroisonnées, fluides. Au risque d'une « gayness » édulcorée. Dans les quartiers post-gay, parle-t-on encore d'homosexualité ?

C'est la question que l'on se pose au BBar. Situé au n° 358 de la Bowery, au cœur d'East Village, c'est un lieu immense, où des bars successifs, aux ambiances variées, sont prolongés d'un vaste jardin de palmiers exagérément enguirlandés – même en plein été. Lieu gay friendly par excellence, le BBar est « hip » tous les soirs, mélange étrange qui aime les socialites mondains, les noctambules professionnels et les stars *passées* des années 1980 (j'y ai vu plusieurs fois Boy George et son aréopage peroxydé). Une fois par semaine seulement, le mardi, le bar est ouvertement gay, à l'occasion de la soirée thématique Beige. Le soir où la gayness rejoint la « coolness ».

L'opposition entre le « cool » et le « square » (ce qui est à la mode et ce qui est ringard) est étroitement liée à l'histoire d'East Village. C'est dans les colonnes du *Village Voice*, l'hebdomadaire gratuit alternatif et contre-culturel, dont le siège est à côté du BBar, que l'écrivain Norman Mailer a inauguré dans les années 1950 sa chronique « The Hip and the Square ». Plus tard, dans un article retentissant, « The White Negro », il devait développer le concept de « hip » et ses implications raciales et sexuelles. Mailer décrit le « White Negro », ce jeune Blanc qui rêve d'être Noir pour être à la mode : il s'habille avec les mêmes vêtements que les Noirs, adopte l'argot des ghettos et survalorise le jazz noir parce qu'il est plus « hip » que la musique blanche.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui avec les gays. Le BBar est l'un des lieux où l'on distingue le « hip » du « square », là où se dessine la frontière de ce qui est « cool » et de ce qui ne l'est pas. Le jeune gay, comme Brett, le prescripteur de MTV, le chroniqueur urbain du *Village Voice* ou le critique gay de *Time Out New York* ne font pas autre chose. Ils sont des « tastemakers », ceux qui définissent le goût, et des « trend-setters », ceux qui annoncent les modes et les fêtes. Hier, on aurait dit qu'ils étaient des « hipsters », ou des figures du « glamour » ; aujourd'hui, on préfère dire qu'ils font le « buzz ». Comment les gays sont-ils devenus des prescripteurs et des « influenceurs » ? Comment expliquer que les jeunes hétéros du Kansas ou de l'Ohio, appartenant aux classes moyennes ou populaires blanches, se reconnaissent dans la culture gay ? Pourquoi la culture

populaire américaine prend-elle souvent ses sources dans les ghettos noirs ou les quartiers gays, à la périphérie de la société ?

Il suffit de vivre quelque temps à East Village pour être frappé par le dynamisme de cette culture underground qui devient mainstream – ou pas. Comme au CBGB, le club mythique de la Bowery, où est née la branche américaine du mouvement punk. L'ombre de Lou Reed plane aussi sur East Village. Blondie y a débuté. Madonna y vivait. Lady Gaga y a développé son personnage, entre le Lower East Side et la Bowery. C'est là que vivaient les artistes Keith Haring ou Jean-Michel Basquiat. Nan Goldin, qui y demeurait aussi, y a pris certaines photos célèbres de son diaporama *The Ballad of Sexual Dependency*. Et dans ses mémoires, *Just Kids*, Patti Smith raconte ses nuits à East Village avec le photographe Robert Mapplethorpe, qui était alors son amant, avant qu'il bascule dans l'homosexualité. East Village est à la fois élitiste et populaire, la culture arty et l'entertainment s'y mêlent. D'un côté, la comédie musicale rock de Broadway, *Rent*, y est située ; de l'autre, c'est au Public Theater, sur Lafayette Street, que le dramaturge gay Tony Kushner, célèbre pour *Angels in America*, vient d'y monter sa dernière pièce sophistiquée, *The Intelligent Homosexual's Guide to Capitalism and Socialism*. Quant au jeu vidéo *Guitar Hero*, il est également modelé sur East Village. Ce passage du mouvement punk à l'entertainment de masse, des drag-queens à Broadway, de la contre-culture à Hollywood, de la marge au cœur de la culture américaine, reste souvent un mystère, dont East Village a le secret.

Aujourd'hui, le quartier a perdu sa radicalité. Les traders hétérosexuels l'ont investi. À son tour, il s'est embourgeoisé. La Mama et le Performance Space 122 restent des lieux d'avant-garde, tout comme le Public Theater, mais le CBGB a définitivement fermé ses portes fin 2006. Commerciale et « fake » (artificielle), St Marks Place n'attire plus que les touristes et les jeunes venus des banlieues et qu'on appelle ironiquement, à Manhattan, les « bridge & tunnel people » (parce qu'ils viennent des suburbs le week-end par les ponts et les tunnels). Brett ne reconnaît plus son quartier : « En tant que gay, j'appartiens à une minorité et je n'ai jamais pu faire partie de la majorité. C'est un manque et une chance. Je peux anticiper ce que veut la majorité, mais dès que j'ai compris ce que la masse attend, je me rétracte sur ma communauté. East Village me déçoit. Je suis toujours entre l'underground et le mainstream. Par exemple, j'ai mis des tee-shirts Abercrombie & Fitch avant tout le monde ; mais je n'en porte plus aujourd'hui. Et je vais quitter East Village pour Brooklyn. »

Au Big Cup, à Chelsea, comme à East Village, tous les gays « cool » de New York semblaient porter un tee-shirt Aber-crombie & Fitch au début des années 2000. Bien après les caleçons Calvin Klein, très datés

« années 1980 », et juste avant que les hommes se fassent le baisemain dans les publicités Dolce & Gabbana (milieu des années 2000), la marque new-yorkaise allait fasciner les gays américains – et bientôt les gays du monde entier. Du nom de ses deux lointains fondateurs en 1892, A&F a été relancé au début des années 1990 comme une marque de vêtements de détente, avec notamment ses fameux hoodies à capuche, ses tee-shirts Athletics, ses sweatshirts Fitch et autres polos siglés d'un élan – l'animal-logo de la marque. Dès le départ, Abercrombie & Fitch cible les gays par des images homo-érotiques explicites. Tout concourt à ce dessein marketing : les publicités sexy confiées au photographe Bruce Weber, les vendeurs-mannequins imberbes et musclés recrutés sur casting et les catalogues de mode (dont le fameux *A&F Quarterly*, qui fera l'objet de plusieurs plaintes en raison de ses images de garçons nus). Afficher la nudité pour vendre des habits, il fallait y penser ! Mieux : utiliser la fantasmagorie gay pour vendre une marque aux jeunes hétéros du monde entier, il fallait oser ! Dans les années 2000, Abercrombie & Fitch devient la marque omniprésente dans les bars gays d'East Village et dans les salles de gym de Chelsea, à l'inverse de la marque sœur, American Apparel, au marketing également sexuel, mais qui cultive une conscience sociale, une fibre nationale et une image plus hétéro. A&F se développe bientôt sur les campus américains où l'imaginaire gay friendly sert de produit d'appel pour les jeunes filles avant que n'apparaissent les collections explicitement universitaires baptisées Ivy League Style. La direction d'Abercrombie a fait le pari que les étudiants hétéros achèteraient ses produits si les gays se les appropriaient en premier. Et c'est ce qui arrive : avec ce label « cool » conféré par les gays, Abercrombie & Fitch fait maintenant fureur chez les « Young Metropolitan Adults » des deux sexes – son véritable cœur de cible. En 2005, la marque quitte sa « niche » gay et étudiante pour devenir plus grand public et ouvre un Abercrombie & Fitch géant à New York, sur la 5^e Avenue, avant de commencer à se développer massivement à l'international. Les gays, depuis, ont lancé d'autres modes puisque tout le monde s'est mis à s'habiller comme eux et à adopter d'autres panoplies. Loin d'East Village.

À New York, il existe d'autres quartiers gays que Greenwich Village, Chelsea ou East Village. Dans cette ville typiquement post-gay, l'espace clos des « Villages » n'est plus de mise. Les gays sont partout chez eux. Manhattan est entièrement gay friendly – ce qui explique l'irrésistible magnétisme de la métropole new-yorkaise sur la culture gay du monde entier. Selon une étude du centre gay de New York (pas nécessairement scientifique), sept millions de touristes gays visiteraient New York tous les ans.

Ces dernières années, un nouveau quartier gay s'est développé à l'ouest de Times Square, dans une zone appelée Hell's Kitchen (de la 45^e à la 55^e Rue, entre les 8^e et 10^e Avenues). Les lieux gays alternent ici avec les lieux hétéros, et on ne peut plus guère parler de « gayborhood », comme à Chelsea, car les gays y sont complètement mêlés et intégrés aux autres New-Yorkais. Ils ne semblent plus habiter un monde à part, ethnocentré. « Il se trouve que Hell's Kitchen est un quartier où les gays sont nombreux, mais ce n'est absolument pas un ghetto gay », me dit Matt, un serveur de Posh, le lounge le plus célèbre de Hell's Kitchen. Des restaurants comme VYNL, ou des cafés comme The Coffee Pot sont ouvertement « hetero friendly ». Et même des bars gays comme Barrage ou Vlada, ou un espace clubbing comme Therapy, attestent de la diversité du public du quartier. Il y a bien un hôtel réservé aux gays (le Out NYC) ou des résidences immobilières gays (le « 505 »), mais cela n'altère guère la nature post-gay de Hell's Kitchen.

Il y a de nombreuses autres zones gays à New York et les lieux sont de plus en plus éparpillés, ici dans le Lower East Side, là dans l'Upper East Side ou vers Soho – la solitude ne semble plus effrayer les patrons de bars gays, hier réticents à s'installer hors du ghetto. Dans le Queens, dans le quartier latino de Jackson Heights en particulier, j'ai découvert plusieurs lieux gays mexicains, guatémaltèques et portoricains (sur Roosevelt Avenue, une Gay Pride a lieu tous les ans avec des chars où chaque communauté latino arbore le drapeau de son pays et le Rainbow flag). À Brooklyn, surtout dans le quartier hip de Dumbo (Down Under the Manhattan Bridge Overpass) et dans le quartier juif de Williamsburg, mais aussi à Park Slope, les lieux gays fleurissent, bars de quartiers, restaurants ou coffee-shop friendly. C'est le cas par exemple du Metropolitan, le bar gay le plus fréquenté de Brooklyn, sur Lorimer Street, où les bières sont à 2 dollars et le Veggie burger un must. La contre-culture queer y est omniprésente, par exemple dans les lieux expérimentaux du festival, qui porte bien son nom, « Under the radar ». Brooklyn est aussi l'une des plus vibrantes communautés lesbiennes au monde – et sert de cadre à une adaptation, en version télé-réalité, de la série *The L Word*.

Après avoir habité Harlem et East Village, après avoir travaillé à Chelsea, Brett vient de déménager près de Brooklyn Heights (downtown Brooklyn). Le Big Cup a fermé après onze années de bons et loyaux services. La faute à la cherté des loyers, à la gentrification et aux cafés Starbucks, qui ont envahi Manhattan. D'ailleurs, s'il fallait trouver un point commun entre les différents quartiers gays de New York, le Starbucks serait l'un des fils rouges.

Sur la 8^e Avenue à Chelsea, il y a cinq Starbucks. À East Village, on en compte quatre et une dizaine encore à Greenwich Village et Hell's

Kitchen. « Au départ, vers 2001 ou 2002, me dit Brett, je n'aimais pas beaucoup aller dans les Starbucks de Chelsea. Comme tous les gays, je craignais la disparition des lieux communautaires et la fin des établissements indépendants. Et c'est vrai que les Starbucks ont tué le Big Cup. Mais, peu à peu, les gays les ont adoptés, au point qu'aujourd'hui ceux de Chelsea sont tous des Starbucks gays. »

Les Starbucks se sont tant multipliés dans les quartiers gays qu'on en vient à se demander si les dirigeants du groupe n'ont pas fixé comme priorité dans leur « business plan » de privilégier des quartiers gay friendly pour leurs implantations locales. Sur les 13 000 Starbucks que comptent aujourd'hui les États-Unis (20 000 environ dans le monde), la plupart sont situés dans des zones bobos périurbaines, des banlieues riches, des aéroports ou des shopping-malls – antithèse parfaite des McDonalds, plutôt situés dans des quartiers populaires. Dès qu'il le peut, le Starbucks colle même au quartier gay, à Chelsea, comme à Paris, à Mexico, à Rio ou à Tokyo, et parfois, comme à Montréal, sur la rue Sainte-Catherine, il arbore un immense Rainbow flag. Le café y est plus cher et moins bon qu'ailleurs, les produits vendus peu diététiques, et pourtant Starbucks a réussi à se fabriquer une image bio et cool. Le service au comptoir et la liberté de s'asseoir où l'on veut, l'accès au wi-fi, une interdiction stricte de fumer, la musique – smooth jazz, rock middle-of-the-road et soul rétro-chic en dépit d'insupportables rengaines de Noël – et d'intelligents produit-placements dans les séries télés *NCIS* et *Sex & the City*, tout cela a contribué à cette coolness. Mais le facteur « gay friendly » joue également à plein. Les salariés gays en couples y sont traités avec les mêmes avantages que les couples mariés et, en 2012, la direction de Starbucks a officiellement déclaré son soutien au « same-sex marriage » dans une tribune de presse, puis dans différentes interviews très médiatisées : « Cette loi correspond aux pratiques que défend Starbucks. Nous sommes engagés pour la diversité et en faveur d'une égalité de traitement des couples », a affirmé la vice-présidente de l'entreprise de Seattle. Après le « green washing », qui a donné à ses cafés une touche « commerce équitable » quelque peu usurpée, Starbucks a érigé le « pink washing » en modèle marketing. (Le pink washing revient pour une entreprise ou un État à se servir de la cause gay pour se donner une image gay friendly, indépendamment de ce qu'on fait véritablement pour les gays.) Toujours est-il que les associations anti-gays ont perçu le signe : elles se sont immédiatement mobilisées, appelant au boycott des Starbucks sur l'ensemble du territoire américain, sans grand effet. Même au Texas, les Starbucks sont restés populaires – et gay friendly.

L'avenir de la vie gay se situerait-il au Texas ? J'ai enquêté dans une centaine de villes aux États-Unis, réparties dans trente-cinq États, et c'est au Texas que j'ai découvert les gayborhoods (quartiers gays) les plus dynamiques. Houston, Dallas, Austin : ces trois villes ont chacune un quartier gay développé, ce qui tranche avec l'image qu'on se fait généralement d'un Texas strictement homophobe. Hier, être homosexuel à San Antonio ou Houston revenait à faire l'expérience de sa solitude. Les lieux gays étaient rares et les associations discrètes. Aujourd'hui, il y a partout des bars, des Gay Prides, des festivals de films LGBT – et même des églises qui sont ouvertes aux paroissiens homosexuels. Plus surprenant encore : les statistiques du recensement américain montrent que les couples de même sexe ont plus fréquemment des enfants dans les États du Sud (Louisiane, Mississippi, Arkansas, Alabama, Texas par exemple) que dans les autres régions des États-Unis. Souvent, ce sont des couples gays latinos ou noirs, deux fois plus nombreux que les Blancs à élever des enfants. Contrairement aux préjugés, l'homosexualité se vit de mieux en mieux dans le Sud – aussi bien en tout cas que dans les grandes capitales blanches et démocrates de la côte est.

Si on tente de dresser la cartographie des quartiers gays aux États-Unis, il est possible d'en proposer une typologie qui complète celle des « gayborhoods » de New York. Il y a d'abord le « cluster » (regroupement), comme à Chelsea, que l'on retrouve au Texas. Les bars gays se trouvent dans un quartier précis, les uns près des autres. On voit cela à Houston sur Montrose Boulevard, à Austin sur la 4^e Rue près du Congrès de l'État du Texas, à Dallas autour d'Oak Lawn. Pourquoi les bars se réunissent-ils ainsi en clusters ? Réaction d'autodéfense dans un Texas ultrarépublicain ? Peut-être, mais si l'État est l'un des plus homophobes des États-Unis, ces trois villes texanes sont démocrates. Et la réalité, c'est que les grandes villes américaines sont partout de plus en plus gay friendly. Il y a trente ans, un homosexuel quittait son Kentucky ou son Texas natal pour Greenwich Village ou pour San Francisco. Aujourd'hui, il peut vivre tranquillement avec son mari et ses enfants qui portent un tee-shirt « I love my daddies » à Louisville ou à San Antonio. On peut penser en revanche que le regroupement conserve une efficacité commerciale. À Houston et à Dallas en particulier, ces clusters gays sont au milieu des shopping-malls et des « big box stores » (les magasins spécialisés de type Walmart ou Barnes & Noble). Dans ces zones périurbaines impersonnelles, l'esprit communautaire passe par le regroupement. C'est aussi une bonne technique marketing selon la règle qui veut que le meilleur endroit pour ouvrir un supermarché est à proximité d'un supermarché déjà existant. Ce qui donne un cluster.

Un autre modèle tout aussi répandu est le « village ». À l'intérieur d'une métropole, plusieurs lieux gays se rassemblent dans un petit quartier, non pas à la périphérie, mais au centre de la ville. Greenwich Village à New York est typique de ce modèle, comme le quartier de Lakeview à Chicago (entre les avenues West Belmont et North Halsted, une zone baptisée Boystown). Néanmoins, l'exemple type du « village » reste le quartier du Castro à San Francisco. Autour de Market Street et de la station de métro Castro, la vie gay s'est enracinée depuis les années 1970, avec ses commerces, ses dizaines de bars et le droit, octroyé par arrêté municipal, de se promener nu dans la rue. Toute une mythologie entretenue par les *Chroniques de San Francisco* de l'écrivain Armistead Maupin (situé pourtant hors du Castro), le film *Harvey Milk* de Gus Van Sant, et aujourd'hui par le musée gay du Castro. Il faut avoir assisté à une projection spéciale « sing-a-long » de *The Wizard of Oz* (*Le Magicien d'Oz*), dans le cinéma symbole du quartier, situé 429 Castro Street, pour comprendre ce que les mots « village » et « communauté » signifient vraiment : un millier de gays déguisés qui chantent et dansent sur les aventures de Dorothy (Judy Garland), de son chien Toto et de la terrible Wicked Witch of the West ! Alors que Greenwich Village à New York a eu tendance à se normaliser, le Castro reste aujourd'hui incroyablement dynamique, avec son activisme queer et trans et ses Sœurs de la Perpétuelle Indulgence. Ce modèle du « village » conserve donc une identité forte, à la fois urbaine et culturelle, ce qui le différencie du cluster, enclave plus désincarnée et pragmatique, qui se situe souvent loin des centres-villes historiques, entre les avenues, les highways ou les shopping-malls, dans un quartier moderne excentré ou une « exurb » périphérique sans âme (on parle d'exurb pour le deuxième anneau de banlieues, au-delà des suburbs).

Le troisième modèle, c'est le « strip » (littéralement « bande », en l'occurrence une route). L'exemple type, c'est West Hollywood, à Los Angeles. Là, les lieux gays se succèdent de part et d'autre d'une grande avenue, Santa Monica Boulevard. Sur environ cinq cents mètres, on dénombre une trentaine de lieux gays, des cafés, des bars, des librairies, avec à chaque extrémité du quartier, comme pour le délimiter, des Starbucks. On retrouve ce modèle à Washington avec le quartier gay de Dupont Circle, où les lieux gays se situent de part et d'autre de Connecticut Avenue et de la 17^e Rue. C'est aussi le cas, par excellence, de Las Vegas, ville construite tout au long du célèbre « strip », bars gays compris.

Le quatrième modèle, c'est la colonie. Souvent anciennes et historiques, ce sont des zones estivales, balnéaires ou insulaires. Les exemples parfaits sont les îles où les gays ont élu domicile : Provincetown, sur Cape Cod près de Boston ; Fire Island, sur Long

Island près de New York ; Key West, à l'extrême sud de la Floride. On peut y rattacher les villes de Fort Lauderdale (au nord de Miami) ou Savannah (Géorgie) devenues des destinations gays inattendues. Sans parler de Palm Springs, une ville dont un tiers de la population serait gay, et qui est encore plus isolée, non pas sur une île, mais au cœur du désert californien.

Un autre modèle, le plus passionnant peut-être, est moins géographique que socioculturel et politique. Je le qualifie d'« alternatif », même si certains préféreront l'appeler « arty » ou « cutting edge » (d'avant-garde), « off-beat » (décalé) ou même « bobo ». C'est le modèle le plus abouti de la « gentrification » des gays et de leur embourgeoisement. À l'origine, il s'agit souvent d'un ancien quartier interlope désaffecté ou d'un centre-ville sur le déclin (comme dans les downtowns de Saint-Louis, Kansas City ou Boston). Pour une raison mystérieuse, sans doute liée aux prix avantageux des loyers, les gays s'y installent, ainsi que les artistes et toute la « classe créative ». On y lance un festival de films LGBT, les galeries d'art y naissent, les start-up y poussent, un Starbucks y ouvre. Le quartier renaît et, bientôt, se « gentrifie ». L'exemple type est East Village à New York, mais aussi Hell's Kitchen près de Times Square ou les quartiers de Williamsburg et Dumbo à Brooklyn. C'est aussi le cas du South End à Boston, désaffecté et dangereux dans les années 1970, qui a été revitalisé au moment de l'arrivée des gays et apparaît aujourd'hui plus artistique, plus cher et plus bobo. Les quartiers homos dans les centres-villes de Saint-Louis dans le Missouri, de Kansas City, Baltimore et Philadelphie, sont également des quartiers gays « alternatifs » : les lieux gays sont en train de permettre à ces downtowns de renaître.

La ville de Detroit, au nord des États-Unis, offre à la fois l'exemple d'un quartier alternatif et de plusieurs clusters, preuve du souci des gays de se différencier et parfois de la ségrégation persistante des Noirs. D'une part, c'est une ville noire qui reste extrêmement compartimentée, avec des bars gays pour les Blancs dans la banlieue riche de Ferndale au nord de 8 Mile Road. Ici, la jeunesse dorée du Michigan sort et s'amuse, loin du ghetto noir qu'est devenue presque entièrement Detroit. Mais on trouve aussi quelques bars gays dans une banlieue moins aisée, et moins blanche, Dearborn, à l'ouest de la ville, zone industrielle où les usines Ford sont installées. Et puis, ces dernières années, on a vu apparaître les premiers commerces gays dans le centre-ville, au cœur même de downtown Detroit, dans une zone très déprimée, près de la Detroit River, qui sert de frontière avec le Canada. Dans ce ghetto d'une extrême pauvreté, les bars gays pourraient être le signe prometteur d'une revitalisation qui commence.

Enfin, le dernier type de quartier gay est un contre-modèle et il est

en train de gagner du terrain aux États-Unis sur les autres types de gayborhoods : au lieu de se regrouper, les lieux gays s'éparpillent et forment autant de points dispersés sur la carte de la ville. Je l'appelle « sprawl » (l'étalement). C'est le cas de Phoenix, dans l'Arizona, où les bars gays sont disséminés dans la ville ainsi que, pour quelques-uns d'entre eux, dans les différentes banlieues (Glendale, Tempe, Scottsdale). Il n'y a plus de cluster, ni de village, pas même de gayborhood : les lieux sont épars au sein de l'agglomération, loin les uns des autres. On retrouve cette dispersion à Atlanta en Géorgie, à Denver dans le Colorado ou à Miami (mais pas à Miami Beach) toutes ces villes de l'éparpillement et du sprawl par définition.

Dans de nombreuses villes américaines, les distinctions ne sont pas aussi claires. Et parfois, une concurrence s'instaure entre quartiers, phénomène qui semble s'accélérer depuis les années 2000. À Boston par exemple, la communauté gay se partage entre les homosexuels restés fidèles au South End historique, le quartier alternatif qui s'est embourgeoisé, et ceux qui préfèrent vivre ailleurs, sans qu'un espace émerge comme un véritable second choix : les quartiers étudiants de Cambridge, où sont situées les universités Harvard et MIT ; Jamaica Plain, souvent choisi par les couples gays avec enfants et par les lesbiennes ; Dorchester, où les loyers sont moins onéreux mais l'insécurité plus grande ; ou encore les quartiers chics de Beacon Hill et Back Bay, au centre de Boston. « De plus en plus de couples homosexuels ont des enfants et du fait du mariage dans le Massachusetts, il y a de plus en plus d'intégration. Du coup, les quartiers gays distincts sont de moins en moins fréquents », me dit Ron Miller, un ingénieur qui dirige un programme du MIT, qui a longtemps vécu dans le South End et a choisi de vivre maintenant, avec son mari, à Cambridge.

À Los Angeles aussi, on hésite entre le « ghetto » de West Hollywood et les quartiers alternatifs chics de Silver Lake ou d'Echo Park. Même chose à Chicago : d'un côté Lakeview et Boystown, le gayborhood classique, de l'autre une dispersion vers Uptown plus au nord, le Loop au centre ou même Hyde Park au sud. Quant à San Francisco, le quartier du Castro ne fait plus l'unanimité. Certes, beaucoup de gays, de lesbiennes, mais aussi de queers et de trans, continuent à vouloir y vivre, surtout lorsqu'ils sont financièrement à l'aise – on parle d'ailleurs des fameux Dinkies (Dink : Double income no kids), un acronyme dans le milieu gay de la côte ouest et une façon d'ironiser sur la nouvelle classe moyenne de couples gays qui vivent dans le confort. Pourtant, même sans avoir d'enfants, certains gays sont contraints, en raison de la cherté des loyers, à vivre hors du Castro, dans un endroit plus décalé comme SOMA, le Mission District, Haight-Ashbury ou Lower Haight (le petit frère du Castro, vers le

nord). Sans parler des zones très prisées par les gays à Oakland ou Berkeley. Du coup, après le Castro, il n'y a pas de gayborhood qui arrive véritablement en deuxième position, mais plutôt de nombreux quartiers, comme si les gays étaient partout chez eux – même s'il ne faut jamais oublier que des couples gays se font encore agresser régulièrement pour s'être tenu la main dans la rue, dans la plupart des grandes villes américaines, y compris à San Francisco.

Aujourd'hui, comme le confirment les statistiques du recensement américain, qui mesurent ces évolutions à partir du nombre de couples de même sexe dans chaque quartier, la vie gay a tendance à se diluer aux États-Unis. Les quartiers identitaires éclatent, les gays et les hétérosexuels se mêlent, les couples sont plus nombreux à avoir des enfants, autant de signes d'une intégration accrue. Internet, qui permet de rencontrer des amis et des partenaires, en dehors des quartiers gays, accélère aussi le phénomène. Et le mariage pour tous, dans les États où il a été adopté, parachève le mouvement. Aux États-Unis, les gayborhoods évoluent et la vie post-gay se généralise.

Les gayborhoods globalisés

PARTOUT DANS LE MONDE, j'ai retrouvé ces quartiers types, comme si le modèle américain urbain restait une matrice pour l'ensemble des quartiers gays. Au fur et à mesure de mon enquête sur les cinq continents, j'ai revu et reconnu les mêmes typologies : le « village », le « cluster » (regroupement), le « strip » (de part et d'autre d'une grande avenue), la « colonie », le quartier alternatif et le « sprawl » (ou étalement). Avec quelques variantes plus exotiques et plus locales.

À Toronto, capitale économique du Canada, le quartier gay se situe sur Church Street. C'est le modèle du « village » : un quartier historique avec son centre gay et lesbien communautaire, ses bars qui affichent tous le Rainbow flag et ses magasins gay friendly. Sur Church Street, il y a un « herbalist » qui vend toutes sortes de cocktails vitaminés, un restaurant qui propose de la cuisine « gay cow-boy urbaine » (où je mange du bison) et un magasin de toilettes animales d'où je vois sortir un transsexuel tenant en laisse trois minuscules spitz nains à la robe dorée. Le boucher est gay comme l'opticien et le fromager. On trouve les journaux gratuits gays dans les « delis ». En marchant sur Church Street, je découvre un théâtre homosexuel, Buddies in Bad Times Theater, « où l'on joue tout le répertoire gay moderne de Tony Kushner à Larry Kramer, sans oublier le Québécois Michel Tremblay », me dit Brendan Healy, son directeur. Dans un petit parc de Church Street a été érigé un monument en mémoire des victimes du sida, dont les noms sont mentionnés, par année, sur

quatorze stèles disposées en arc de cercle (sur l'une d'elles je lis le nom de Gaëtan Dugas, dit « patient zéro », le célèbre steward d'Air Canada qu'on a longtemps cru responsable de la diffusion initiale de l'épidémie). Comme partout, la vie gay est en même temps très globalisée et très localisée à Toronto. On écoute Lady Gaga dans les bars, mais on y voit aussi le portrait de la reine d'Angleterre, monarque du Canada.

Parallèlement au quartier gay historique de Church Street s'est développé depuis quelques années un second quartier gay à Toronto, à l'ouest de la ville, sur Queen Street West. Artistique et queer, ce nouveau gayborhood tient à se distinguer : il se veut moins « ghetto » et davantage post-gay. C'est un quartier alternatif et décalé. Les militants traditionnels reprochent aux gays de Queen Street West d'avoir perdu le sens du militantisme communautaire ; et ceux-là critiquent les gays de Church Street d'être restés fossilisés sur une vie ghettoïsée et archaïque. Bataille de styles, de générations et d'attitudes.

Rue Sainte-Catherine, artère gay de Montréal, au Québec, la vie gay est vivante, paisible, insouciant. Le quartier s'appelle justement « le village » (en français dans le texte). Piétonne l'été, Sainte-Catherine voit ses terrasses s'élargir et les couples homos s'y promener avec leurs enfants. La police gay friendly circule à vélo et ses agents bodybuildés sont si beaux qu'on se demande s'ils n'ont pas été affectés là à dessein. Sur le fronton des « dépanneurs » et des « nettoyeurs » – les mots québécois francisés pour « supérette » et « pressing » – flottent des Rainbow flags. La vie gay est, même là, très américanisée, et si l'on y parle français, les Second Cups ressemblent à s'y méprendre aux Starbucks. Dans les bars, la musique est anglo-saxonne et les écrans plats diffusent des images américaines. Pour trouver plus de diversité, il faut traîner vers le métro Berri, au sud de Sainte-Catherine. La contre-culture s'y est installée : il y a des gays égarés ici, into the wild ; des lesbiennes punk ; des hétéros qui ont trop lu *On the Road* ; tous sans domicile fixe. L'un d'entre eux, me voyant prendre des notes sur un carnet, me demande avec un accent français à couper au couteau : « Vous êtes de la police ? » Je réponds : « Non, de Paris. »

D'autres gayborhoods se sont développés sur le modèle du « village ». C'est le cas bien sûr du Marais à Paris, autour de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, de Soho à Londres autour de Soho Square et de la rue Old Compton, mais aussi du quartier gay de Bruxelles, près de la Grand-Place (rue du Marché-au-Charbon) ou du quartier de Chueca à Madrid.

Chueca est un quartier vivant et mixte, en plein centre-ville, où les gays ont élu domicile dans toutes les « vinotecas » (bars à vins) et les bars à tapas de la Plaza. En hiver, un marché de Noël s'installe sur la

place, et les gays se réfugient dans la Bohemia, au BeBop ou dans la cafétéria Verdoy Cervceria, où l'on tient table ouverte. En été, la place devient un véritable théâtre LGBT de plein air, bouillonnant et multicolore. Le glacier, qui fait peine à voir en décembre, s'illumine alors que l'« alimentación », recroquevillée quand il fait froid, s'ouvre sur la place avec ses étalages de fruits pour attirer le chaland. La nuit ne finit pas en hiver alors qu'elle est si courte en été où, à minuit, on se donne rendez-vous pour dîner et décider du programme de la nuit.

Comme à Greenwich Village, plusieurs librairies gays se sont converties en magasins de souvenirs LGBT : des serviettes de bain couleur Rainbow, des sex-toys plus ou moins en érection et même des Chupa Chups gays suggestives. Et bien sûr des films – les DVD de la série télévisée *Queer as Folk* se vendent en pile – et des films pornographiques. Dans l'une de ces librairies, A Différent Life (le nom est écrit en anglais), je trouve un taureau bariolé aux couleurs de l'arc-en-ciel – à Chueca on est espagnol et gay à la fois.

Dans les pays Émergents, les quartiers gays ont tendance à adopter le modèle du « cluster ». Moins historiques, et plus fonctionnels, les gayborhoods répondent à une priorité de convivialité et parfois de sécurité. C'est le cas d'Ipanema à Rio de Janeiro ou près de la place Arouche à São Paulo. Dans ces deux villes du Brésil, les bars sont nombreux dans un espace relativement restreint. Les gays boudent les lieux les plus touristiques, comme la plage de Copacabana à Rio où, à l'exception d'un petit « booth », baptisé Rainbow Pizzaria et situé face au Copacabana Palace, l'hétérosexualité domine. En revanche, sur la plage d'Ipanema, à hauteur des rues Visconde de Pirajá et Farme de Amœdo, les gays brésiliens se retrouvent en masse. Là, ils s'arrêtent pour prendre des « vitaminas » ou des « sucos », ces jus exotiques frais, souvent composés de fruits d'Amazonie inconnus en Europe. Au bar Tõnemai, à Ipanema, et toute la nuit, dans l'immense club 1140 (dans une zone entourée de favelas au nord-ouest de Rio), les gays assument leur puissance économique et politique. En pleine ascension sociale, ils sont fiers d'appartenir à la fameuse « classe C » émergente brésilienne, ces milieux populaires devenus la classe moyenne « créative » du président Lula. Et dans les bars de la rue Vitória à São Paulo, où c'est l'été, même en hiver, on voit sur les téléviseurs géants à écran plat – qui ont envahi, comme partout, les lieux gays depuis dix ans – les matchs de football, comme si l'homosexualité s'était complètement banalisée. « Nous sommes basés ici à São Paulo, car c'est la véritable capitale gay du Brésil. Rio de Janeiro, c'est la ville des touristes, la scène gay est plus petite, concentrée à Ipanema, et plus conservatrice. C'est une ville gay de façade. La vraie capitale gay, c'est São Paulo », me dit André Fischer, le fondateur du principal site

gay brésilien, MixBrazil. Ainsi le milieu gay résume, à sa manière, la mondialisation du pays : on y voit le Brésil émerger, leader incontesté d'Amérique latine, avec sa nouvelle richesse et sa diversité.

À Mexico, le gayborhood est concentré dans le quartier de Zona Rosa, près du métro Insurgentes. Les gays mexicains s'y promènent main dans la main, et les lieux, surtout des bars, sont nombreux, sur les rues Amberes, Florencia et Genova. Les six cafés Starbucks, les restaurants et les librairies sont également gays, par la force des choses. Ici, les gays regardent vers le nord – les États-Unis – davantage qu'en direction de l'Amérique latine. Les noms des bars sont évocateurs, presque toujours en anglais : Pride, Black Out, Play Bar, Rainbow Bar, 42nd Street... même s'il y a aussi La Gayta, le Macho Café ou le bar Papi – plus locaux. « Dans ce quartier, vous êtes en sécurité », me dit Alejandro, un Mexicain en train de finir ses « frijoles », une purée de haricots noirs, dans la librairie gay friendly El Péndulo. « Dans ce quartier, tout le monde vous accueille bien si vous consommez. Ailleurs dans Mexico, les gays ne sont pas reçus avec le respect qu'ils méritent. »

Pourtant, il existe un second cluster à Mexico, dans le centre-ville appelé Centro Histórico, autour de la Calle Republica de Cuba. Là, les bars sont plus récents et plus populaires. Ce sont souvent des karaokés, baptisés « canta bars », et des « cantinas », sortes de cabarets, très masculins, où l'on sert des plats bon marché et beaucoup de tequila. Au Viena, par exemple, où l'on entre comme dans un saloon de cow-boys, on danse la salsa et on écoute Gloria Estefan, Luis Miguel ou Lucía Méndez (top-modèle, actrice de telenovela et chanteuse). Au bar Oasis, il y a un concours de chant sur des airs connus du *Lucia di Lam-moor* de Donizetti. Les gays portent des chapeaux mexicains, comme Julio, qui se met à chanter à son tour et remporte un succès certain en choisissant la musique mexicaine traditionnelle : la Ranchera. Au Salon El Marrakech, c'est un mélange de musique anglo-saxonne et mexicaine alors que sur un grand écran sont projetées des images du film underground *Pink Flamingos* avec l'extraordinaire Divine. Dehors, des vendeurs de rue proposent des cigarettes à l'unité – 4 pesos – un indice de la pauvreté du quartier.

La clientèle la plus riche de Mexico finit la nuit dans les boîtes spectaculaires des quartiers de la Condesa ou du Paseo de Las Palmas – une enclave riche, où les magasins Vuitton côtoient les boutiques Cartier. Là, pour la soirée Envi, des centaines de gays apparaissent déguisés. Voici Louis XVI qui vient d'être guillotiné ; voilà une mariée avec une robe de trois mètres de long ; voici encore une lesbienne transformée en peinture de Frida Kahlo, la célèbre artiste mexicaine. Des animaux de toutes espèces et des drag-queens de tous les sexes. Et soudain, Ricky Martin, plus vrai et plus beau que nature. Je me dis, en

voyant cette faune exotique, que le Pigalle gay des Années folles devait ressembler à cela – Mexico ayant supplanté Miami, Madrid et même Paris pour le sens de la fête. Le réveil du Mexique et du Brésil comme pays à la fois émergents et gays est un tournant majeur.

Si l'on cherche à travers le monde d'autres exemples de quartiers gays qui se sont développés sur le modèle du cluster, on n'a que l'embarras du choix. On en trouve un à Séoul, dans le quartier gay d'Itaewon, où les bars sont rassemblés sur deux petites rues parallèles en pente. À Rome, rue San Giovanni in Laterano, près du Colisée, le bar Corning Out fait figure de symbole national italien depuis une descente musclée des carabinieri. Comme par solidarité, tous les autres cafés sont autour, regroupés en cluster. D'une manière plus flottante, et plus discrète, on retrouve un minuscule quartier gay à Naples, autour de la magnifique place Bellini, près du métro Dante. Surnommé par les Napolitains le « piccolo ghetto », c'est un très petit cluster, presque une colonie. Autre colonie, la ville balnéaire de Puerto Vallarta à l'ouest du Mexique, sur le Pacifique, où les gays prennent leurs quartiers d'été.

En Colombie, l'un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine, Bogotá offre un exemple de dualité entre un cluster gay populaire, bon marché, mais peu sécurisé (autour de l'Avenida Primero de Mayo) et un quartier revitalisé et chic, typique du modèle alternatif artistique (Chapinero). Dans les bars du premier, on découvre une culture gay très populaire : les homosexuels dansent la salsa, le merengue, le vallenato et, comme partout en Amérique latine, le reggaeton. Au Punto 59, un bar gay du quartier de Chapinero à Bogota, je vois même des gays danser la Ranchera, une musique mexicaine, tous en chapeaux mexicains. C'est là que se trouve la célèbre discothèque Teatron – l'un des plus grands complexes gays d'Amérique latine, avec une dizaine de bars répartis sur plusieurs étages où se pressent plusieurs milliers de personnes chaque week-end. Ouvert depuis dix ans, le lieu est surveillé à cause de l'insécurité endémique en Colombie et l'entrée, chère (25 000 pesos, soit une dizaine d'euros). Une fois passées les différentes fouilles, on est en zone gay libre. Au rez-de-chaussée, ce sont les grandes boîtes classiques. À partir du deuxième étage, on arrive à un immense patio en plein air, véritable décor en carton-pâte de telenovela. Il y a une dizaine de petites maisons colorées et illuminées, où l'on peut jouer au billard, participer à un karaoké survolté, danser sur du reggaeton local ou s'attabler dans un café plus tranquille. Les gays ironisent parfois sur ce club bobo, taxé de symbole de la « maricocracia », un mot péjoratif pour décrire l'ascension sociale trop rapide des gays (« pédé » se dit « maricón » en espagnol).

Pour trouver un quartier gay construit en forme de « strip » (de

part et d'autre d'une route), on peut se rendre à Singapour, où s'est développé des deux côtés de Neil Road un gayborhood relativement libre dans un pays qui, pourtant, reste autoritaire et homophobe. Quant au « sprawl », où l'éparpillement est privilégié sur le regroupement, c'est un terme américain encore trop lié au développement spécifique des banlieues aux États-Unis. Dans beaucoup d'autres capitales, il s'agit plutôt d'une dispersion à l'intérieur même de la ville, et non pas à sa périphérie. Hong Kong est un bon exemple : les bars y sont éparpillés un peu partout dans cette ville chinoise particulièrement gay friendly. C'est aussi le cas de Buenos Aires en Argentine, la capitale gay de l'Amérique latine, où il n'y a plus vraiment de quartier spécifiquement gay, puisque la ville est presque partout gay friendly.

À Amsterdam, on découvre une singularité, promise à une future expansion : la multiplication des clusters. Il y a en effet plusieurs petits clusters, eux-mêmes éparpillés dans différentes rues de la ville (sur Warmoesstraat, Spuistraat, Reguliersdwars, Zeedijk et Kerkstraat). « Hier, les gays avaient tendance à se regrouper ; aujourd'hui, comme l'homosexualité s'est banalisée, les gays se dispersent dans la ville. C'est un des effets inattendus de la tolérance et de l'acceptation. À Amsterdam, les rues gays se mêlent au reste de la ville et les jeunes homos, bien tolérés en tous lieux, rechignent parfois à s'enfermer dans des bars trop typés et préfèrent sortir maintenant dans des bars simplement gay friendly, c'est-à-dire partout », constate, avec un peu de nostalgie, Boris Dittrich, le célèbre député néerlandais qui a fait voter, dès 2001, le mariage pour tous, et que j'interroge à Amsterdam. Dittrich ajoute avec ironie : « À Amsterdam, paradoxalement, ce sont plutôt les hétéros qui ont leur ghetto dans le red-light district... »

Plus éclaté encore, et également éparpillés en « sprawl », est l'exemple de Tel-Aviv. Il y a quelques années, il y avait un quartier gay autour de la rue Basel ; aujourd'hui, les lieux sont plus disséminés. Le boulevard Rothschild, artère branchée de la ville, réunit un certain nombre de lieux gay friendly et j'y ai vu de nombreux couples gays promener leurs enfants, ainsi que des religieux juifs orthodoxes gays (un phénomène nouveau qui n'existe toutefois pas à Jérusalem, ville moins friendly). Pourtant, le ministère du Tourisme israélien et la ville de Tel-Aviv conjuguent leurs efforts pour attirer les touristes LGBT européens et américains. Ils ont multiplié les campagnes, avec des dépliants homo-érotiques et des vidéos gay friendly pour faire de Tel-Aviv une « destination idéale de vacances pour les gays ». Cette opération marketing, connue sous le nom « Brand Israel », vise à améliorer l'image globale de l'État hébreu, comme un pays moderne, jeune et ouvert. Et c'est effectivement ce que je constate à Tel-Aviv. Le nombre de cafés gay friendly me frappe. Autre singularité locale :

l'importance des cafés de jour. Ce sont des lieux de vie, et non pas des lieux de drague comme les bars de nuit, où des groupes d'amis peuvent se retrouver, indépendamment de la sexualité de chacun. Tout est ici très fluide, très mobile. Les gays semblent partout chez eux à Tel-Aviv et bien intégrés. Ils ont ouvert des bars et des clubs (avenue Frishman, rue Ben Yehuda, dans le quartier de Florentine ou encore près du parc Gan Meir). Partout, les cafés et les restaurants gays semblent changer constamment de propriétaire et de noms, ce qui donne une impression de fort turnover. Cette boulimie semble pourtant moins dictée par les pratiques gays que par le prix du marché immobilier et les lois du business. Quant aux soirées gays, elles sont souvent organisées dans des lieux hétérosexuels et, d'une semaine à l'autre, changent de cadre et d'adresse. « En fait, la vie gay est très dispersée à Tel-Aviv, comme si, au fur et à mesure que l'homosexualité était de mieux en mieux acceptée en Israël, les lieux gays sortaient du ghetto et se fondaient dans la ville », me dit, à Tel-Aviv, Benny Ziffer, rédacteur en chef du principal quotidien israélien *Haaretz*. Tolérance fragile ? C'est au Youth Bar, un café fréquenté par de jeunes gays sur la rue Nahmani, à Tel-Aviv, qu'un attentat (non revendiqué) a eu lieu en 2009, faisant deux morts et six blessés graves. La communauté gay a été visée délibérément.

De Buenos Aires à Tel-Aviv, d'Amsterdam à Londres, une règle semble donc se dessiner peu à peu : plus une ville est gay friendly, plus la vie gay s'éparpille et se dissout dans le tissu urbain ; plus la tolérance est fragile, plus la vie gay se regroupe en « villages » et en « clusters ».

Enfin, il existe des modèles singuliers qui ne semblent exister nulle part ailleurs. C'est le cas du véritable « ghetto », comme le quartier de Silom à Bangkok, où deux petites rues, Silom Soi 2 et Silom Soi 4 sont de véritables enclaves gays nocturnes, fermées et surprotégées (on entre dans le quartier en passant sous des détecteurs de métaux). Très différent est le modèle du Red House à Taipei, capitale de Taïwan : situé à l'ouest du centre-ville, près de la rivière Danshui, c'est un square où se trouve un ancien théâtre reconverti en centre culturel local, entouré d'enceintes – une cinquantaine de bars gays y ont ouvert, la plupart en plein air, sur deux étages. Dans cette enclave, à la fois centrale et isolée, des centaines de gays passent d'un café à l'autre, tous en bermuda, Converse et tee-shirt Abercrombie & Fitch (le climat est quasi tropical et très humide). Au Sol Café, au Paradise, au Gaydar ou au Café Dalida, la musique est à la fois taïwanaise (boy bands locaux), chinoise (pop mandarin) et anglo-saxonne (Coldplay et Rod Stewart, par exemple, les soirs où j'y étais). D'un bar à l'autre, à travers le patio, les musiques se répètent et se brouillent, au risque de la cacophonie, sans états d'âme ni véritable axe de programmation.

Les Rainbow flags sont partout et les Taïwanais semblent aussi émus par cet emblème gay que par leur drapeau national qui flotte également sur les bars gays (celui de la république de Chine, rouge avec un magnifique soleil sur fond bleu) – deux symboles d’une liberté toujours fragile. Entre deux bars, il y a des vendeurs ambulants qui proposent, dans des petites échoppes, de l’artisanat taïwanais, de la Street food ou des crus exceptionnels de thé Oolong. À l’étage, place aux salons de coiffure et de manucure et aux boutiques de tatouage. Un peu à l’écart, il y a un karaoké et un Bear Bar, pour les gays « bears », qu’on appelle ici joliment « pandas ». Dans cette autre Chine – la république de Chine –, la vie gay semble très américanisée. En lettres immenses, sur la devanture d’un café, est écrit en anglais : « Happy Gay Life in Taïwan. »

L’« American GAY WAY OF LIFE » semble partout dominer. Pourtant, lorsqu’on y regarde de plus près, on est surpris des singularités nationales, régionales et locales. Aux États-Unis mêmes, les différences frappent. Ainsi de Chicago dont le quartier de Lakeview, surnommé Boystown, offre un concentré caricatural de la vie gay made in USA. Il suffit pourtant de passer une soirée au Charlie pour changer de monde. Le bar est situé sur North Broadway, près de la rue Halsted, et il connaît aujourd’hui un important succès grâce à ses « line dances ». Ce sont des danses de cow-boys où les hommes se mettent en ligne, face à face, et se déplacent ensemble de manière très saccadée, sur de la musique country. C’est très impressionnant. J’ai vu également ces line dances dans plusieurs bars gays d’Austin, de Detroit ou au Zippers, sur Church Street, à Toronto. Là, les homosexuels rompent avec la culture gay mondialisée pour rester fidèles à des musiques et traditions locales. Ils les déclinent à l’infini à travers de nombreuses variantes et danses : madison, San Francisco stomp, cowboy boogie, nutbush ou macarena.

Même chose à Buenos Aires, où il existe des soirées gays entièrement fondées sur le tango. C’est le cas à La Marshall, sur l’avenue Independencia, dans le quartier de San Telmo. Là, plusieurs fois par semaine, les gays se retrouvent pour perfectionner leur technique. Un soir où j’y étais, le professeur se concentrait sur l’art de placer un pied entre les jambes de son partenaire et l’aider ainsi à pivoter. La proximité physique des danseurs est grande – le tango homo est plus provocant encore que le tango hétéro. Le week-end, les couples gays peuvent s’exhiber en public dans les clubs, comme El Beso ou Casa Brandon, et montrer leurs progrès et leurs prouesses. Davantage que la disco, ou même le rock, le tango se danse à deux : l’ouvrir aux couples gays est donc une révolution symbolique en Argentine. Cette récupération par les gays d’une mode qui a tendance

à décliner dans le grand public argentin n'en est que plus fascinante.

Dans un bar gay, le Ye Shan Teng, à Nanjing (grande ville chinoise entre Beijing et Shanghai), je remarque que les gays jouent au shaï zi, un jeu de dés où celui qui perd doit boire cul sec un alcool fort. Les autres sirotent une bière locale, coupée à l'eau. « Tout est frelaté dans ce pays, tout est corrompu, même la bière », me dit Shaohua, un de mes accompagnateurs. Là, pas de musique américaine, mais une pop en mandarin contemporaine, avec quelques tubes taiwanais, comme ceux de la chanteuse Huang Xiao Hu. Et quand vient l'heure du spectacle de travestis, les artistes évoluent sur un air classique de l'opéra de Pékin, une chanson d'empereur d'une dynastie très ancienne et quelques refrains célèbres de Bollywood, derrière de lourds maquillages. « Mais on déteste ça ! On n'en peut plus de ces spectacles ringards ! Nous, on veut voir sur scène des hommes musclés, de vrais hommes ! Pas des travestis ! » se lamentent, à tour de rôle, Shaohua, Lu, Robin, et Shan, quatre étudiants qui m'accompagnent ce soir-là. Pourtant, en fin de soirée, ces étudiants montent sur scène l'un après l'autre pour pousser leur chansonnette et participer au karaoké en chinois, loin de l'Amérique et de la virilité yankee.

Les singularités locales sont frappantes. Au Eddy's Bar de Shanghai, dans le cluster gay de Tian Ping Road, les bouddhas sont innombrables. Au Shanghai Studio, à deux pas, un ancien abri antiatomique où l'on pénètre par un dédale de couloirs allumés par de petits lampions boules, bariolés et ignifugés, a lieu une « Dragon Boat Party ». Et dans le quartier de Shinjuku ni-chome à Tokyo, à la fois ghetto et quartier fluide, en même temps tout en longueur et tout en hauteur, où une centaine de petits bars se mêlent dans les étages des immeubles, c'est un modèle extraordinairement original et merveilleusement japonais. Moins global que national.

À Buenos Aires comme à Bogota, à Rio et à Mexico, à Beijing et à Singapour, et même à Jakarta, Mumbai, Istanbul et à Johannesburg, j'ai suivi ces gays qui, tout en étant américanisés et globalisés, souhaitent entretenir la flamme d'une culture gay locale, hors accélération et hors globalisation. Les gays entrent peut-être dans la mondialisation, les capitales gays s'américanisent, les classes moyennes gays émergent à toute vitesse, mais l'homosexualité continue souvent de se vivre de manière très locale. Elle est pétrie de culture nationale et de spécificités régionales. Les gays demeurent à la fois globaux et locaux. Preuve qu'il existe des libérations gays non américaines, singulières et nationales.

2

South Beach

El GRINGO GÈRE à La Havane une « habitación ». Il m'a fallu moins de deux jours après mon arrivée à Cuba pour comprendre que la vie gay s'est repliée, ici, dans les « casas particulares », ou « habitaciones ». Ces maisons individuelles permettent aux gays de se retrouver loin du regard de la police. Celle où je suis introduit est animée par un certain Ricardo. Mais tout le monde l'appelle El Gringo2.

Je suis dans la vieille ville de La Havane (Habana Vieja), à l'angle du Prado, sur le célèbre Malecón, la grande avenue qui longe la plage sur plusieurs kilomètres. El Gringo habite un immeuble rococo de l'ancienne aristocratie cubaine, prestigieux mais délabré, qui croule sous les stucs et, depuis dix ans, est en cours de restauration. Grand luxe des années 1950, misère des années 2000. De la baie vitrée, au septième et dernier étage, on voit l'océan et le golfe du Mexique. À moins de cent cinquante kilomètres : les États-Unis, la Floride, Key West et, au-delà, Miami et South Beach. À Cuba, tous les gays ont les yeux rivés sur l'horizon, cette terre si proche et tellement inaccessible : la liberté.

Pour tenir ses longs cheveux d'un gris cendré : un catogan. El Gringo n'a pas d'âge. Il ressemble à ces vieilles princesses d'Ancien Régime. Il aspire à la liberté et rêve d'Amérique, mais il s'est tellement accommodé, et depuis si longtemps, au régime paranoïaque castriste, que le moindre changement l'inquiète. En fait, il est devenu conservateur. Mais il a un côté bon enfant, caribéen, qui tranche avec son surnom, longtemps synonyme dans le sous-continent d'impérialisme.

À Cuba, la VIE GAY est donc organisée en autant de sociétés secrètes que d'habitaciones. On peut parler de clubs ou de coteries. Il faut être initié, montrer patte blanche. C'est un réseau informel assez vaste dont nul ne connaît la cartographie. Chaque unité est isolée, autonome : si la police ferme l'une de ces habitaciones, les autres demeurent. Certains tenants ont été dénoncés à la police et leurs soirées interdites ; d'autres sont la cible de rumeurs (on accuse Untel d'être un agent de la police infiltré, tel autre d'avoir le sida – et on évite leur « casa »). Chaque groupe a son chef, du moins sa mascotte, que j'apprendrai à connaître : Wilfredo, Raphael, Manuel, Reinel, et

donc, ici, El Gringo.

Pendant quelques semaines, je fréquente l'habitación d'El Gringo. Et quelle telenovela ! Tout y est de l'ordre du soap opera – et pourtant tout est vrai. Chez mon hôte, il y a partout des portraits du Christ et une vierge colorée, décorée de guirlandes comme un sapin de Noël, devant laquelle El Gringo maintient toujours un petit bouquet de fleurs fraîches et auquel il fait régulièrement des offrandes en monnaie locale. Il s'agit de la Virgen de la Caridad del Cobre, la patronne de Cuba. « C'est aussi la patronne des gays », ajoute El Gringo, en riant.

Pas d'eau courante ici. Alors, chaque matin, des ouvriers montent, contre quelques pesos, une dizaine de seaux d'eau qu'ils versent dans de gros containers qui serviront toute la journée pour la douche et les toilettes. Dans l'appartement, il y a des canaris qui piaillent sans cesse, des ventilateurs qui tournent à grande vitesse et aussi un coq qui y vit et y chante dès l'aurore.

Toute la journée, les gays s'arrêtent ici et font salon. Généralement, ils s'assoient sur un des canapés et socialisent avec les autres visiteurs, souvent des inconnus. Pour passer le temps, on regarde la télévision : Univision, la chaîne latino-américaine, qui émet depuis Miami, tourne en boucle. Elle est bien sûr interdite à Cuba, mais El Gringo la capte grâce à une connexion illégale dont je vois le fil serpenter jusqu'à une petite antenne parabolique collective placée discrètement sous le toit dans la cour intérieure de l'immeuble.

Les nouveaux venus remplacent ceux qui partent. On fait de la place sur le canapé, on se serre, on rit. El Gringo est une sorte de grande diva qui reçoit la faune locale. Voici un gars du bâtiment qui arrive, tout juste sorti du travail ; voilà un héritier d'une vieille famille désargentée par la révolution cubaine discutant avec un voisin un peu toqué. Certains viennent simplement là pour regarder un feuilleton de telenovela mexicaine ; d'autres pour acheter une boisson fraîche qu'El Gringo sort d'un vieux réfrigérateur fabriqué en Union soviétique ; d'autres enfin passent utiliser le téléphone fixe de l'hôte, moyennant quelques pesos (les portables sont encore rares à Cuba). On évoque bruyamment le coming out de Ricky Martin, véritable sex-symbol ici, parce qu'il est Américain et Latino – et parce qu'il est gay. On se moque à la télévision d'un animateur de talk-show américain qui est un « gusano » (un ver), nom péjoratif donné par Castro aux Cubains qui ont abandonné l'île et vivent aux États-Unis. On ose les blagues salaces, les formules libidineuses, les gros mots – « pinga » (queue), « culo » (cul), « friqui friqui » (baiser). On se moque d'un nouveau venu : « Este es un pasivo » (c'est un passif) ou, tout aussi critique : « Este es un pinguero » (c'est un actif, mais cela peut signifier aussi « prostitué »). Il y a une sorte de parler cru gay, très populaire, qui est de l'ordre du défoulement. Dans ce phalanstère, les gays cubains

s'enhardissent. Beaucoup ont l'impression d'être libres.

Partout, des bouquets de fleurs en plastique agrémentent le lieu. Pourquoi en plastique ? « Les fleurs fraîches sont hors de prix à La Havane. C'est un luxe qu'une maison comme celle-ci ne peut pas se payer, sauf pour la Vierge », commente El Gringo.

Dans l'immeuble, à tous les étages : la musique. On fait la fête, en dépit des ordures, des chats noirs errants, des poules, des enfants qui jouent en maillots de bain dans la cour – toutes portes ouvertes. Chacun se voit, s'épie. D'une fenêtre à l'autre, de chaque balcon, un commerce s'établit : une conversation ininterrompue se déroule, on se parle, on crie, on applaudit. Pour acheter un produit à un marchand ambulant, on le hèle de sa fenêtre et, avec un seau accroché par la anse à une longue ficelle, on récupère son achat cinq étages plus bas contre quelques pesos – une sorte d'amazon.com du pauvre.

L'habitación d'El Gringo conserve une part de son mystère : comment les gays connaissent cette adresse ? « Le bouche à oreille », m'indique un des habitués. Et comment peuvent-ils monter ici par dizaines chaque heure sans que les voisins – qui voient tout – les dénoncent ? « Ils ne décryptent pas. » La discrétion n'est pas la norme, et pourtant personne ne décode ces saynètes que j'observe avec affection.

Chez El Gringo, les gays causent de tout à haute voix – et à voix basse d'autre chose. Il y a des langues qui se prêtent bien au langage des signes – l'espagnol parlé par les gays est de celles-là. Je comprends à demi-mot qu'il y a entre eux des petits secrets et des petits commerces. Parfois, un couple s'isole dans une chambre. Je demande à El Gringo si la rumeur qui fait de son habitación une maison de passe est vraie. Il me regarde, effrayé, affirme que ce sont des ragots, me montre ses mains avec les paumes serrées (pour symboliser les menottes) et ferme la porte d'entrée, soupçonneux ; rumeurs qu'il ne dément plus, aussitôt la porte close, en rigolant toujours et en continuant à donner des offrandes à la Vierge.

En fait, El Gringo est un agent de circulation, un entremetteur : il présente les gens, fabrique des couples, interdit à l'un de sortir sur la terrasse torse nu pour ne pas éveiller les soupçons et à un autre de crier par la fenêtre. Il accueille tout le monde comme une star de telenovela : avec force embrassades et effusion de joie. Je comprends que beaucoup de personnes qui fréquentent cette habitación viennent y draguer et consommer sur place. En fait, ce n'est pas un lieu de prostitution, simplement un lieu de drague où les gens se rencontrent et où un couple récent ou plus ancien peut louer, s'il le faut, une chambre à l'heure, jamais à la nuit.

Un couple d'ailleurs s'est isolé. La petite cour continue sa

discussion comme si de rien n'était. En sortant de la chambre, un des deux garçons donne un billet à El Gringo qui, ce faisant, devient Thénardier. Le tenancier accumule un petit revenu de mère maquerele. Hôtel de passe ? Hôtel de passage conviendrait mieux. Les couples offrent à cette habitación, véritable PME cubaine, son modèle économique. El Gringo prélève sa dîme sur les couples qui ne savent pas où aller pour s'aimer.

Soudain, on frappe fortement à la porte. Par l'œil du lynx, El Gringo regarde qui vient – et ouvre. Entre un policier en tenue. « Nous voilà bien », me dis-je. Le policier parle avec El Gringo. Puis s'assoit. « C'est un gay ! Pas de souci », me dit El Gringo dans son anglais rudimentaire.

Autant que les contrôles policiers, c'est la cherté de la vie, des cafés et des restaurants, inaccessibles pour la plupart des Cubains, qui ont « privatisé » la vie gay. Celle-ci, menacée, inquiétée, s'est épanouie timidement dans les habitaciones. Des casas particulares gays, j'en ai fréquenté plusieurs à La Havane : une immense de plusieurs étages sur le Prado ; une plus petite et plus discrète près de l'église Santa Clara ; une autre, toute en longueur, avec vue, d'un côté, sur la Plaza de la Revolución et, de l'autre, sur le cimetière Christophe Colomb. Chacune d'elles a son esprit, son maître des lieux. La vie gay est privatisée dans le pays où tout était censé devenir public. Et cette privatisation de la sociabilité homosexuelle est à Cuba le résultat d'une triple détresse : être pauvre et être gay dans un régime totalitaire.

La SOIRÉE S'INTITULE « Divino ». C'est la seule indication qu'on m'a donnée. Je me retrouve près du Parque Central, à La Havane, un jardin de palmiers liège, de palmiers ventrus, de cocotiers et de cactus, aux lampadaires sans ampoule et aux fontaines asséchées, devenu un haut lieu de drague gay. Dans une rue adjacente, on me conduit dans un club désaffecté qui fut jadis – « au temps de l'influence américaine », me dit-on – un piano-bar réputé. Aujourd'hui, c'est un espace rudimentaire : un écran de projection vidéo, une boule à facettes et tout le monde danse sur la piste. J'ai l'impression d'être dans un entresol, au-dessus d'un supermarché. Le public hors norme qui se retrouve là, prévenu par le bouche à oreille, est fascinant. Au-delà des genres, des classes sociales et des âges, il y a des travestis, de vieux beaux endimanchés, des groupes de garçons qui jouent avec un rare « celular », de jeunes prostitués de profession ou d'occasion, un gay manchot, peu de filles, pas de touristes. Tout ce petit monde veille à ce que son caleçon dépasse d'un jean porté bas, comme c'était la mode dans les années 2000 chez les rappeurs de South Central à Los Angeles ! Les clubbeurs semblent tous très américanisés : tee-shirts All Star (Converse), Gap et « I Love NY », caleçons Calvin Klein. Les

boissons ? Du Havana Club, le rhum national, et des canettes de tuKola, un faux Coke en version cubaine. Contrairement à ce qu'a prétendu Fidel Castro, les gays cubains imaginent le rêve et l'émancipation sous les couleurs de la bannière étoilée : la cubanité gay se dissout aujourd'hui dans le Coca-Cola.

« I'm gorgeous » : le mot est écrit en anglais sur le tee-shirt d'Osualdo, un professeur de salsa, effectivement magnifique, et qui attire tous les regards par sa technique de danse très au point. Autour de lui, je ne vois maintenant plus que des couples : les gays se sont mis par deux et, main dans la main, virevoltent tous ensemble sur des rythmes de salsa. Et cette image de tradition dans la modernité gay a quelque chose de sublime.

À 1 heure du matin, la piste du Divino se vide tout à coup : c'est l'heure du spectacle de travestis. Et voici une sorte de Lady Gaga latina qui bondit sur scène et se trémousse en dépit de son obésité. Elle chante en play-back, grandiose avec ses seins siliconés, lève ses mains vers la foule avec sa robe vert pomme, étincelante. On dirait une poupée Barbie latino gonflée à l'hélium. Mais quand, après avoir fait semblant de chanter, elle se met à parler live, elle a la voix d'un chauffeur de Coco-taxi.

Aussitôt le show fini, la disco reprend ses droits. On alterne des tubes américains, Lady Gaga et Madonna toujours en tête, avec des tubes latino-américains – Shakira, Jennifer Lopez et Ricky Martin – comme si tout devait être importé des États-Unis. Mention spéciale à la Cubaine-Américaine Gloria Estefan, adulée, et à Juanes, le chanteur colombien : tous les deux vivent à Miami. Un peu de reggaeton, le hip-hop latino inventé par la communauté hispanique des États-Unis. Au milieu de la piste, Osualdo, le danseur de salsa, semble maintenant un as du reggaeton. Après avoir vu ses prouesses, je lui demande comment est la vie gay à Cuba. « C'est pas facile, mais ce n'est pas difficile. » Un bon résumé de l'esprit cubain, fait d'optimisme, de fatalisme et de débrouillardise.

Le plus surprenant dans ce lieu gay de hasard, c'est le contraste entre la clientèle, aventureuse, et le personnel du club fonctionnarisé : les videurs et barmen sont hétéros et communistes, probablement issus de la petite nomenclatura castriste. Ces caporaux du zinc n'hésitent pas à jouer de leur autorité. L'abus de pouvoir est la marque du régime. Ils n'ont aucun respect du client, aucun sens du commerce : ils servent (fort chèrement) à boire comme on vous dresse une contravention. Service affligeant. Produits en rupture. Arrogance du bureaucrate. Aucune réclamation n'est possible.

À l'angle de la 23^e Rue et du Malecón, en plein cœur de La Havane, je découvre un autre soir un micro-quartier entièrement gay.

Si l'avenue est déserte dans la journée à cause de la chaleur, seulement occupée par quelques pêcheurs isolés, le Malecón devient le lieu de promenade des Cubains lorsque la nuit tombe. Et, à l'angle de la 23^e Rue, le lieu de rendez-vous des gays.

Le point de ralliement est un café en plein air, le Bim Bom. La particularité de ce bar d'État gay friendly est qu'il a été adopté par les homosexuels, femmes et hommes, et non pas voulu par les gérants et les serveurs – ici encore des fonctionnaires communistes obtus. Un lieu gay ? C'est beaucoup dire. C'est un bar minable – et c'est déjà beaucoup. Un bar où les gays sont à visage découvert et sous surveillance policière étroite. « Dans ce système déprimant, victime d'une asphyxie sociale, les gays ont adopté ce lieu malgré lui. Ils ont fait de très peu de chose un semblant de vie communautaire », me dit Victoria, une jeune femme noire de 25 ans, magnifique, portant une chemise vert olive, parlant parfaitement anglais, que je rencontre là, dans ce café improbable, et qui restera avec moi à Cuba pendant tout un mois.

La faune est étonnante : des garçons par centaines se croisent, s'apostrophent, rient, comme heureux de payer fort cher, en pesos locaux, leur jus de pomme – quand il y en a. La réponse du barman est le plus souvent : « On est en rupture de stock. » Vous insistez. On vous propose un produit similaire au marché noir, en pesos convertibles, soit vingt-cinq fois plus cher. À ce compte, vous pouvez même obtenir une des boissons nationales qui s'appellent ici mojito, daiquirí et surtout Cuba libre – un cocktail qui porte bien mal son nom.

Je suis surpris de constater que tous les gays font des allers-retours sur le Malecón sans jamais regarder l'océan. « On tourne le dos à la mer parce qu'elle nous prive de notre liberté », me dit Victoria. La liberté s'exprime autrement. Grâce aux ceintures ! Leurs couleurs. Leurs formats. Leurs audaces. « Chez les Cubains, toute la virilité et la richesse se concentrent dans la ceinture », commente Victoria, qui se moque de ce machisme de pacotille. Et en effet, je constate cette singularité : des ceintures aux boucles dorées éclatantes, extravagantes, funky ou sexy. La ceinture est à elle seule une fête.

À deux pas du bar, une salle municipale est ouverte et un centre de dépistage du sida y a été improvisé. Une trentaine de volontaires en blouse blanche, aimables et serviables, font passer des tests anonymes et gratuits à tous les clients du café. Des centaines de jeunes gays font la queue pour y avoir accès. Paradoxes cubains.

Un autre soir, alors que je traîne sur la 23^e Rue avec Victoria et un de ses amis gays, Jorge, nous sommes brutalement interpellés par les « forces spéciales de la révolution » (Policía especializada). Grâce à mon passeport européen, je suis libéré immédiatement, mais mes amis sont interrogés durablement. Sont-ils homosexuels ? Pourquoi m'ont-

ils parlé ? Que font-ils avec moi ? D'où me connaissent-ils ? L'interrogatoire, en pleine nuit noire (La Havane est peu éclairée le soir), dure trente bonnes minutes avant que mes deux amis soient menottés et finalement embarqués sans ménagement dans une voiture de police. Je reste seul, impuissant. Devant moi : le célèbre hôtel Habana Libre (en fait l'ancien hôtel Hilton réquisitionné et nationalisé par Castro et Che Guevara) dont le nom, ici encore, me laisse un goût amer.

Que faire ? Tirailé entre des considérations objectives – faire le fier serait faire le sot – et des sympathies subjectives – le sens de l'amitié et du devoir –, j'hésite. Je décide pourtant de me rendre au commissariat dont je réussis à me procurer l'adresse. C'est un lieu sinistre, mal éclairé, un peu à l'écart de la ville. Dans la cour, une voiture de police accidentée est en train de rouiller ; une autre est dépourvue de roue. À l'accueil, quatre policiers végètent dans une salle crasseuse devant un poste de téléphone qui date des années 1950. Au mur, une photo de Castro. Des ventilateurs tournent sans brasser aucun air.

C'est une vraie cour des miracles : un alcoolique, dépenaillé et « abîmé », s'est écroulé dans un coin. Un policier lui donne des coups de pied, comme si cela allait accélérer son dégrisement. Plusieurs agents semblent eux-mêmes joyeux, sans doute pour avoir abusé du Havana Club. Une prostituée, assez bien roulée, vêtue d'un manteau de fourrure (il fait 40 °C), hurle à cause d'une amende qu'elle dit ne pas avoir méritée. Un des policiers la dragouille. « Si elle avait accepté de baiser avec lui, elle n'aurait pas eu d'amende », m'expliquera Victoria, par la suite, à peine choquée par ces pratiques de concussionnaires. Tout s'achète à Cuba. Surtout la police.

On me dit d'abord que mes deux amis ne sont pas là. Puis finalement, on reconnaît qu'ils sont en train d'être interrogés.

Après une heure d'attente, Jorge et Victoria sont libérés. Leur calme m'étonne : ils ne sont pas inquiets, plutôt résignés, car trop habitués. Ils m'expliquent que ma présence a accéléré leur libération : si je suis venu, c'est qu'ils étaient bien mes amis et non pas des trafiquants de drogue ou des margoulin's qui font du trafic illégal de faux dollars. En héroïne, Victoria déclare : « Je connais mes droits, je ne me suis pas laissée faire. »

« MI CAYITO ». C'est le surnom de la plage gay de Playa Santa Maria del Mar, à une heure de bus de La Havane, où je me rends avec Victoria et El Gringo. Face au grand large, sur l'Atlantique, des dizaines de gays s'y donnent rendez-vous. Un Rainbow flag flotte dans le vent au-dessus d'un parasol, symbole d'une liberté modeste et chère payée. Un couple gay se fait bronzer sur une grande serviette

représentant un drapeau américain. Un jeune homosexuel court sur la plage avec un slip de bain Calvin Klein de contrefaçon : sur le fessier, les lettres « USA » sont écrites. À deux pas, il y a une tente bâchée sous laquelle trois policiers contrôlent tout, jumelle en mains. Parfois, ils interpellent brutalement un gay, officiellement pour « éviter les vols », et en profitent pour noter son identité.

« La priorité de la police cubaine n'est pas aujourd'hui de pourchasser les gays, mais de les *contenir* », m'explique Victoria. « Contenir » le phénomène homosexuel, cela signifie principalement surveiller et fichier. Dans le Cuba d'aujourd'hui, totalitarisme des Tropiques, figé dans le monde d'avant Stonewall, les gays restent une anomalie. Les castristes pensent que ce « problème » bourgeois aurait dû disparaître avec la révolution. Dans un État socialiste mature, l'homosexualité n'aurait plus dû exister ! Elle existe pourtant. Quelque chose aurait-il échoué ?

« La communauté gay est aujourd'hui mieux tolérée, mais aussi plus surveillée », poursuit Victoria. Plus habiles qu'hier, la police politique et les services secrets cubains (considérés comme parmi les plus efficaces au monde) ont appris à instrumentaliser cette minorité : infiltrés, achetés, soudoyés, les gays sont d'autant mieux tolérés qu'ils apparaissent comme une source d'information possible. On multiplie donc les indics et les policiers « en civil » – j'ai envie de les appeler les « gendarmes couchés » –, qui se font passer pour des homosexuels, les draguent, pour pouvoir ensuite faire chanter leurs victimes.

L'homosexualité, désormais davantage surveillée que punie, reste donc un moyen de pression et de chantage pour le régime. Pour paraphraser une formule célèbre de Jean-Paul Sartre – castriste s'il en fut – qui s'applique parfaitement au sort des homosexuels dans le Cuba de Raúl Castro : « Être homosexuel n'est pas un problème ; mais être homosexuel et avoir un problème, c'est avoir deux problèmes. » Encore ne sont-ils plus assassinés...

Il n'en a pas toujours été ainsi. Peu après la révolution cubaine, dès 1961, Fidel Castro met en place les premières rafles baptisées les « nuits des Trois P », pour « pédérastes, prostituées et proxénètes ». On arrête sans sourciller des homosexuels, comme l'écrivain Virgilio Piñera, qui a l'inconvénient d'être à la fois opposant politique et gay. Tous sont envoyés dans des camps de travail forcé, loin de La Havane. Combien y meurent ? Combien sont restés emprisonnés ? Combien sont assassinés ? Nous ne le savons pas. Peu à peu, le régime devient plus homophobe encore : Reinaldo Arenas, un écrivain ouvertement homosexuel, est arrêté pour « déviation idéologique », emprisonné avant de réussir à fuir et à s'exiler aux États-Unis. Dans son autobiographie, *Avant la nuit*, il racontera comment le régime castriste, obsédé par la virilité, a ouvert entre 1965 et 1969 des

centres de « rééducation » pour « soigner » les homosexuels. Dans certains de ces camps de l'Unidades Militares para Ayuda a la Producción (UMAP) des photographies d'hommes nus sont projetées pendant que les « patients » reçoivent des décharges électriques censées les ramener sur la bonne voie (les témoignages sur ce dispositif extravagant sont rares, mais ces pratiques sont avérées, bien qu'ayant été limitées sur la durée, du fait notamment de leur évidente inefficacité). Fidel Castro n'est pas en reste : il dénonce avec véhémence, dans les années 1960 et 1970, les « maricones » (pédés), taxés d'être des « agents de l'impérialisme américain ». Ces « déviants » sont privés d'emplois publics. Pour lui, leur existence même est incompatible avec la « révolution », car les homosexuels manquent de la « force de caractère » qui fait les « vrais révolutionnaires ». Il préfère célébrer la vie rurale cubaine où, affirme-t-il, « il n'y a pas d'homosexuels ».

Le régime castriste n'a plus, aujourd'hui, les moyens de ces délires. Dans son autobiographie récente (*Biografía a dos voces*), Fidel Castro a fait un mea-culpa calculé sur le sujet et se plaint à défendre désormais les droits des gays. Dans une autre interview en 2010, Castro, déjà âgé de 84 ans, a reconnu « la grande injustice » dont avaient été victimes les gays au début de la révolution cubaine. « Ce virage à cent quatre-vingts degrés, nous le devons à Mariela Castro », affirme Victoria.

À l'ouest DE La Havane, entre la Rampa et la 10^e Rue, j'ai rendez-vous au Cenesex, avec Victoria. C'est une maison bourgeoise à Vedado, un quartier chic de La Havane, près de la Plaza de la Revolución. Le bâtiment est gardé. Il y a des grilles. Fondé par Mariela Castro, la fille de l'actuel président Raúl Castro – et nièce de Fidel –, ce Centro Nacional de Educación Sexual met l'accent sur la lutte contre le sida et la tolérance à l'égard des personnes LGBT. Il possède des bus, importés de Chine, pour mener ses actions dans les rues. Visiblement, il y a ici de l'argent et on est en train de réaménager l'espace à grands frais. À l'accueil, une secrétaire répond à deux téléphones qui sonnent sans cesse. Le médecin qui finalement me reçoit est un apparatchik rigide dans un bureau austère sans la moindre décoration : « Cet homme me paraît louche », me dira Victoria après l'entretien. Le médecin répète la propagande du régime. Si je veux en savoir plus, je dois faire une demande au « ministère des Affaires étrangères de Cuba ». Comment ? « Vous devez adresser une lettre plusieurs semaines à l'avance via votre ambassadeur. » L'homme se rend compte de l'absurdité de sa réponse ; mais il ne peut déroger aux ordres. Il me parle encore un peu avant de me raccompagner. Le mot qu'il a le plus prononcé, de façon négative, est : « promiscuidad ».

« Promiscuité » : le terme concentre toutes les peurs du régime. À

mi-chemin de l'immoralité et de la débauche, le mot désigne les gays qui ont de multiples partenaires sexuels, ce qui serait la cause, selon le Genesex, de la propagation du sida. En plus de cette argument sanitaire, inexact, la « promiscuité » inquiète le régime, dont Genesex est un appendice, parce qu'elle porte en elle tout ce que le castrisme déteste : la liberté sexuelle, les relations hors de celles qui sont prévues par le système, le mélange des races et des nationalités, les débuts d'une complicité sexuelle hors norme qui annonce un complot social hors système. Le régime sait d'expérience que l'homosexualité « non contenue » est facteur de désordre social, un indice de rébellion et – plus dangereux encore – un passeport donnant accès aux étrangers et peut-être aux visas. C'est tout cela, aujourd'hui, la vraie « dangerosité » de l'homosexualité pour le régime castriste. Une « dangerosité » qui figure, comme le rappelle Human Rights Watch, dans le Code pénal cubain et autorise des jugements expéditifs, sans preuve ni défense, et l'emprisonnement sans qu'aucun délit ait été commis.

Que pense de cette mentalité répressive la grande figure de la « libération des droits des gays » à Cuba, Mariela Castro Espín (que je n'ai pas pu rencontrer malgré plusieurs demandes) ? Nul ne sait, tant la fille du président cubain reste une énigme. La plupart des gays de Cuba lui vouent un culte disproportionné. « C'est la protectrice des gays », me dit El Gringo. « C'est elle qui a autorisé la plage gay de Santa Maria del Mar », explique Osualdo. D'autres rappellent qu'elle a encouragé la création d'une Gay Pride le 17 mai – « mais elle a refusé que ce soit en juin, pour Stonewall, signe d'un antiaméricanisme durable », corrige Ricardo, un jeune gay parfaitement anglophone, dont le job consiste à être l'intermédiaire avec les femmes prostituées, afin de négocier en espagnol les conditions tarifaires des passes pour les touristes, moyennant un pourcentage.

Rien ne peut laisser penser que Mariela Castro soit contre le système – car elle incarne « le » système jusqu'à la caricature. S'il est un personnage mystérieux dans ce livre, c'est bien elle. Imagine-t-on la fille de Franco patronner la Gay Pride ? Celle de Mussolini en diva pasolinienne de bars gays ? Mariela Castro est une énigme. Une diva gay ? N'exagérons rien. On sait peu de chose d'elle : sexologue de formation, elle a fait une partie de ses études en URSS et rien n'autorise à supposer qu'elle est une anticastriste de l'intérieur. D'un côté, elle reprend les arguments de la propagande cubaine ; de l'autre, elle défend les transsexuels et serait en train de finir une thèse sur le travestissement. Est-elle plus moderne que son père, géronto-dictateur veuf ? Sans doute – et ce n'est d'ailleurs pas difficile : comme Fidel, Raúl est un vétéran dans le combat contre les homosexuels, mais il est resté, lui, en uniforme (des rumeurs existent néanmoins, que tous les

gays cubains m'ont répétées, selon lesquelles Raúl Castro serait « dans le placard »). Mariela est-elle plus libérale que son père et que le régime qu'elle symbolise ? C'est possible, mais non pas certain. D'autres sont plus critiques : ils laissent entendre que son association Cenesex est un montage juridique douteux pour obtenir les subventions internationales de la lutte contre le sida. « Les Cubains ont très bien compris qu'en créant un centre gay friendly de ce type, ils obtiendraient l'aide des Occidentaux et des Européens. Il leur suffit de placarder quelques affiches anti-VIH et homo-érotiques dans les rues touristiques de La Havane où circulent la majorité des étrangers, ou sur des panneaux 4 × 3 le long de la route qui mène à l'aéroport international, pour prétendre lutter efficacement contre le sida. Mais nous ne sommes pas forcément dupes », m'expliquera quelques mois plus tard, à Genève, un responsable d'ONUSIDA.

Toujours est-il que Mariela Castro apparaît comme le visage bienveillant et pro-gay d'une dictature qui reste opaque et radicalement antigay. Et son père, l'apparatchick Raúl Castro, marxiste-léniniste orthodoxe, militaire longtemps chargé des basses œuvres de son frère Fidel, demeure un dictateur cruel qui a assassiné de ses propres mains des dizaines d'hommes et par ses ordres des milliers d'autres. Aujourd'hui âgé de 81 ans, Raúl Castro est malade et miné par l'alcoolisme. Il demeure chef de l'État socialiste cubain.

Victoria vit dans le quartier populaire de Centro Habana. À l'ouest du Capitole, réplique du Capitole de Washington et vestige de l'ère américaine, c'est le quartier des petites gens, des petits métiers. Voici, à l'ouvrage, le couturier, le cafetier, le vendeur de jus de goyave. Voilà, à même le trottoir, le coiffeur, le fleuriste, la plupart du temps sans aucun employé. C'est une communauté de petits artisans, seuls marchands autorisés sous le régime communiste (toutes les entreprises ont été nationalisées en 1968, même si, depuis la fin des années 2000, Raúl Castro autorise avec prudence les petits entrepreneurs et les salariés du secteur privé). Les murs sont lézardés. Les rares magasins – des pas de portes de palaces coloniaux désaffectés et qui tiennent à peine debout – proposent des shampooings qui ne moussent pas, des chaussures dont les talons sautent en deux semaines, des biscuits à l'unité : à Cuba, le dentifrice, le savon, la mousse à raser sont des produits de luxe. Victoria réside là, avec une autre lesbienne et un gay, dans un petit appartement humble, au rez-de-chaussée. Les conditions de vie sont spartiates. Le sol est en béton, les fils électriques se baladent en désordre sur les murs blanchis à la chaux et les conduites d'eau courent à même le sol. « Il y a fréquemment des pannes d'électricité durant une dizaine d'heures, et on n'a même plus l'eau courante ici », constate Victoria. La pauvreté est stupéfiante mais

la bonne humeur réconfortante. Un drapeau gay, immense, flotte au-dessus du lit de la jeune femme – c'est une forme de symbole, qui contraste avec ceux des fils de bourgeois parisiens ou bostoniens qui mettent encore dans leur chambre la photo de Castro par Raúl Corrales ou celle de Che Guevara par Alberto Korda.

Dans la soirée, j'assiste à une scène déconcertante : deux marchands d'habits frappent à la porte et proposent aux jeunes gays et lesbiennes des dizaines de chemises et de pantalons de marques américaines qu'ils transportent dans de vieilles valises. On essaye sur place. On paye en pesos « convertibles », illégalement et secrètement.

Comme tous les gays et les lesbiennes que j'ai rencontrés à Cuba, Victoria rêve de vivre à Miami. « J'y pense chaque jour et je te promets que, par voie légale ou illégale, en bateau pneumatique s'il le faut, je partirai. » À ses yeux, les États-Unis sont un modèle d'ascension sociale pour les Noirs et de tolérance à l'égard des gays et des lesbiennes. Et la plus grande défaite du castrisme est, pour elle, le racisme « viscéral et omniprésent à Cuba ». Castro avait promis de le conjurer ; il l'a exacerbé. On observe partout, jusque dans les cafés gays, une véritable ségrégation. Je l'ai constaté chez El Gringo, qui se moquait de « la propreté douteuse » des couples gays noirs et, lorsqu'ils venaient s'aimer dans son habitación, leur réservait sa chambre la moins décente. Ce racisme exacerbé, et comme décuplé dans la communauté gay qui s'invente ainsi ses propres boucs émissaires, est effarant. « Il est inversement proportionnel aux nuances de la couleur de la peau, du plus clair au plus foncé : rubio, trigueño, mulato, mulatón, negro, azul », commente tristement Victoria, dont la peau est noir foncé. « Mais ce sont des problèmes parmi d'autres, tempère-t-elle, car une chose est sûre : ici, à Cuba, rien ne marche, le système ne marche pas. Personne ne te dira que ça marche. » Ne croit-elle pas à la fin de l'embargo américain, à la possibilité d'une ouverture des frontières ? « Si Raúl Castro ouvre la frontière, il restera tout seul ici. Tous les Cubains partiront d'un seul coup ! Et les gays seront les premiers à quitter l'île », réplique Victoria. Elle ajoute, antiguevarienne révoltée : « C'est pourquoi il est interdit d'acheter un bateau à Cuba. Si on avait des bateaux, on partirait tous pour South Beach. »

Plus tard, sur le Malecón, nous marchons au bord de la mer. « Ce qui fait la singularité de Cuba, c'est son insularité : c'est une île », répète Victoria, un peu machinalement. Sa colère semble tempérée par les effets pacifiques du climat des tropiques. Et, laissant planer son regard vers la Floride toute proche, elle ajoute : « Ailleurs, l'océan ouvre vers l'horizon ; ici la mer ferme l'avenir. Cuba, c'est une immense prison. »

Je ne suis pas certain qu'on puisse fixer comme règle que là où les

bars gays ouvrent les révolutions éclatent – mais je le dis à Victoria. Son sourire magnifique me laisse croire qu'elle m'est reconnaissante de lui avoir transmis ce message d'espoir.

Le lendemain, je quitte La Havane. Direction : Miami. Pour rejoindre la Floride, à moins de cent cinquante kilomètres, il me faudra une journée de voyage, avec une étape à Cancún au Mexique, les vols directs avec les États-Unis étant encore interdits pour les étrangers. Sur la route vers l'aéroport, les posters géants de Castro et de Guevara sont innombrables avec les mêmes slogans nationalistes figés, répétés à l'infini : « Viva la revolución », « Patria o muerte ». Mon taxi est une vieille guimbarde américaine des années 1950, une Chevrolet Bel Air qui a perdu ses amortisseurs. Le pays déclinant, isolé, au charme suranné, ressemble à cette voiture. Il s'est arrêté à la date de la révolution : 1959.

Versailles

« Longtemps, la gauche en général, et les homosexuels en particulier, ont cru que la libération gay viendrait des régimes socialistes. On était communiste, maoïste, trotskyste ou castriste. Et puis un jour, tout le monde s'est aperçu que c'étaient des dictatures très homophobes. Le vent de la libération ne soufflait ni de l'Est, ni de Cuba : il soufflait des États-Unis », me dit Emilio, le lendemain, chez Versailles.

Je suis à Little Havana, le quartier cubain de Miami, aux États-Unis. Le QG de la contre-révolution cubaine est un restaurant dont le nom est tout un symbole : Versailles. Situé sur Calle Ocho (« SW 8th Street » en américain), l'artère principale du quartier, ce restaurant kitschy représente un concentré de Cuba à Miami. À midi, on y sert la soupe de haricots noirs, les plantains et du cafecito. Le soir, on y joue aux dominos et on y fume des cigares La Gloria Cubana.

Au Versailles, je dîne avec Emilio et son mari (ils vivent ensemble depuis plus de quinze ans et se sont mariés il y a peu de temps au Canada). Emilio est l'un des dirigeants du groupe de télévision latino-américain Telemundo, dont les studios sont installés à Miami et qui appartient à la major NBC-Universal. Et à mesure que nous avançons dans le repas, il me parle de Cuba, où il est né. Il évoque l'île de son enfance, les saveurs du pays, où réside encore une partie de sa famille. « Homeland », dit-il. Cuba est toujours sa patrie.

Emilio m'explique que les exilés cubains sont privilégiés en Floride puisqu'ils bénéficient aujourd'hui de l'asile politique, ce qui leur donne droit, une année après, à une Green Card (carte de séjour). Un tel agrément migratoire est baptisé « Wet foot, dry foot policy » : depuis 1995, tout exilé arrêté en mer par la police maritime

américaine ou les gardes-côtes de Floride (wet feet, les « pieds mouillés »), est renvoyé à Cuba ou dans un pays tiers ; mais s'il parvient sur le sol de Floride (dry feet, les « pieds secs »), il est autorisé à rester sur le sol américain. Aujourd'hui, 1,6 million de Cubains vivent aux États-Unis, dont plus de 600 000 autour de Miami. Et plusieurs dizaines de milliers de nouveaux réfugiés y sont accueillis chaque année.

À Little Havana, l'esprit de Cuba est vif. Des enseignes peintes à la main, des haut-parleurs diffusant la salsa, partout la nostalgie du pays, son farniente, son optimisme facile : le quartier vit à l'heure de La Havane. D'ailleurs, il n'y a pas de décalage horaire. « Mon rêve, me lance Emilio, c'est de pouvoir, un jour, après mon travail, prendre mon petit bateau à moteur et sortir boire un verre dans un bar gay de La Havane, puis de rentrer à Miami. Je sens que ça va bientôt arriver. »

Pendant plusieurs jours, je rencontre des exilés cubains-américains qui ont fui le régime par vagues successives. Parmi eux, Carlos est arrivé à Miami au début des années 1960 grâce à l'opération Peter Pan, avec 14 000 autres enfants. C'est un militant gay radicalement anticastriste qui vote républicain (il est proche d'Acción Cubana, une association très à droite) et me donne des statistiques alarmantes sur les arrestations récentes de gays par le régime cubain, sans que je puisse les vérifier.

Le lendemain, je retrouve Emilio et son mari dans leur belle résidence de Coral Gables, une ville aisée, au sud de Miami. Le superbe caniche d'Emilio vient tout juste de revenir d'un salon de toilettage. « Mon chien a une plus belle vie ici que celle de la plupart des Cubains : il a une meilleure sécurité sociale, une meilleure nourriture, plus de droits pour voyager et il peut même être gay si ça lui chante », ironise Emilio. Dans son réfrigérateur, il y a une bouteille de rhum Havana Club de plus de vingt ans : « Je l'ouvrirai après la mort des deux frères Castro », me lance-t-il, fièrement.

Emilio pourtant est démocrate et il envisage d'être candidat au Congrès de Floride. Il pense que les informations alarmantes sur les gays, véhiculées par les anticastristes radicaux de Miami, sont exagérées. « Pour eux, dit-il, vous ne pouvez être que communiste ou républicain, il n'y a pas de demi-mesure. » Selon lui, le régime cubain est entièrement en faillite, la question gay est un problème parmi d'autres. « Les gays Cubains ont beaucoup plus de problèmes parce qu'ils sont Cubains, que parce qu'ils sont gays. Réglons d'abord les problèmes de Cuba, le droit d'association, l'économie, la liberté d'expression, l'injustice de la justice, après on s'occupera des gays. » Ce que confirme, rapport après rapport, Amnesty International, qui dénonce « les atteintes à la liberté d'expression qui sont monnaie

courante à Cuba » et « les autorités qui continuent d'entraver la liberté d'association et de réunion ». Emilio, exaspéré, poursuit : « Les frères Castro auraient pu faire au moins évoluer Cuba sur le modèle vietnamien ou chinois : conserver le contrôle politique tout en libéralisant l'économie. Ils ont même raté ça. » Et il ajoute : « C'est comme les excuses de Fidel pour avoir envoyé des homosexuels dans les camps de travaux forcés : ceux qui y sont restés ne sont plus là pour les entendre. »

« En fait, JE SUIS UN YUCA », lâche simplement Camilo. Il porte le prénom du célèbre compagnon de Che Guevara, mais Camilo n'est jamais allé à Cuba. Ses parents ont émigré de La Havane, avec sa sœur aînée, tandis que lui est né ici, à Miami. Il est un Young Urban Cuban-American.

Nous sommes attablés au NewsCafé, sur Ocean Drive, un célèbre bistrot gay friendly de South Beach, au sud de Miami Beach, et Camilo me décrit la vie gay locale. « Les gays sont partout chez eux à South Beach, pas besoin d'aller dans les bars. » Visiblement, la communauté gay ne l'intéresse guère (il me dit qu'il vit « hors ghetto » et qu'au lieu de militer il préfère faire la fête). La situation des gays à Cuba non plus. « Il faut attendre la mort des deux Castro, c'est la seule chose à faire. » Bodybuildé, Camilo porte une casquette de baseball noire qui tranche avec son tee-shirt blanc. Il est étudiant à l'université de Miami. Il ressemble à Obama jeune.

South Beach est la quintessence de la vie gay américaine dans l'imaginaire global. Le soleil toute l'année, la drague sur toutes les plages, les palmiers, l'architecture Art déco, les bars gays ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la résidence secondaire de Madonna, *Miami Vice*. Et Camilo de compléter la liste : « C'est en sortant du NewsCafé que le couturier Gianni Versace a été assassiné par un gigolo, à quelques mètres d'ici, sur la plage », me raconte-t-il, visiblement fier de ce symbole.

À 3 heures du matin, le NewsCafé est rempli comme en plein jour. Autour de nous, des clients commandent des hamburgers géants, des stonecrabs et des jumbo cocktails. Et bien sûr l'inévitable Key lime pie, le dessert de la Floride du Sud.

SUR Lincoln Road, sorte de rue entièrement transformée en shopping-mall, au cœur de South Beach, je feuillette des livres de photographies dans une librairie gay friendly très éclectique, Books and Books, qui, contrairement à ce que laisse entendre son nom, est aussi un café. La carte distingue les menus « vegetarian » et « vegan » (sans lait, ni œufs, ni beurre, ni fromage), et propose 36 types de cheesecakes, 30 types de pizzas et 150 sortes de rhum. Je m'assois à

une table. *I'll Be Around* des Spinners sort des enceintes. Il fait 40 °C à l'ombre.

En tournant les pages des albums de photos, toute l'histoire de SoBe (South Beach) défile sous mes yeux, passant du noir et blanc à la couleur – et bientôt à l'arc-en-ciel. On y voit la culture gay émerger, la communauté gay prendre racine, l'attitude gay friendly se banaliser. Au début du siècle, South Beach est encore une île agricole largement dominée par les plantations de cocotiers. Elle commence à devenir résidentielle dans les années 1910, à partir de la construction du premier pont qui relie South Beach à Miami. Dans les années 1930 et 1940, on y construit la plupart des grands hôtels Art déco, tendance « tropicale », reconnaissables de loin avec leurs noms en lettres lumineuses immenses qui claquent dans le ciel – les Delano, Colony, Waldorf, Shelborne, Loews, Albion. Après les Juifs et les Hispaniques, les Cubains y débarquent en masse dès 1960. L'île, désormais de moins en moins blanche, devient ce qu'on appelle une « minority-majority city », une ville où la majorité de la population fait partie d'une minorité. La tendance ne s'inversera plus : aujourd'hui, 53 % des habitants de Miami Beach sont Hispaniques et 20 % sont d'origine cubaine. À travers les photos d'époque, je reconstitue le fil d'une histoire qui va bientôt séduire les gays du monde entier : on y voit les shopping-malls ouvrir par dizaines, les autoroutes à dix voies sur de multiples niveaux faire des boucles dans le ciel, les derniers cinémas drive-in et les premiers multiplexes. Et puis bien sûr les piscines, en eau douce, en eau salée, si nombreuses, et pourtant si proches de la mer.

C'est au milieu des années 1970 que les gays s'installent véritablement à South Beach. La communauté gay n'y sera jamais artistique, comme à Key West (à l'extrême sud de la Floride). On y vient plutôt l'hiver, l'été étant laissé aux touristes européens, toujours un peu à contre-saison. À Miami Beach, c'est la fête, la mode et la nuit qui prennent vite le dessus sur le militantisme ou la culture. South Beach aime les beautiful people et autres top-modèles et divas de la pop. On adule la chanteuse locale, Gloria Estefan du Miami Sound Machine, avant que ne décolle sa carrière solo. Les gays adoptent Miami Beach qui devient, après New York, San Francisco et Los Angeles, la quatrième ville gay des États-Unis. Ils adoptent aussi la disco.

I'm Coming Out de Diana Ross est l'hymne de la libération gay. La disco est sa musique. À Miami, comme ailleurs, les discothèques se multiplient dans la seconde moitié des années 1970 avec la musique du même nom (le mot apparaît pour la première fois en 1973 dans un article du journal *Rolling Stone*). On danse toute la nuit sur *I Am What I Am*, *In the Navy* et *YMCA* de Village People, ou encore *Dancing*

Queen d'Abba, I Need a Man de Grace Jones ou *Can't Take My Eyes Off You* de Boys Town Gang.

La rupture n'est pas seulement musicale. La disco est d'abord une musique faite pour danser. Pour la première fois, les disques ne sont plus enchaînés : ils sont mixés. Les gays peuvent passer la nuit comme s'ils dansaient sur un seul morceau qui ne s'arrête jamais. La disco est une « non-stop music ». En écoutant Donna Summer dans *I Feel Love*, on a l'impression d'un immense orgasme qui ne cesse pas : « Ooooh, it's so good, it's so good, it's so good... »

Il y a plus. Sur le rythme de *My Forbidden Lover* et *Good Times* de Chic, *Upside Down* de Donna Summer, *Can't Get Enough of Your Love* de Barry White ou *Never Can Say Goodbye* de Gloria Gaynor, et bientôt *Holiday* de Madonna, c'est une musique qui se danse seul et non plus en couple – alors qu'on interdisait encore fréquemment aux gays de danser en couple aux États-Unis au début des années 1970. La disco est tout simplement un « R&B de dance floor ». La police ne peut plus interdire à deux homosexuels de danser ensemble, puisque chacun danse maintenant seul. Tout le monde peut danser avec tout le monde.

Sans l'avoir nécessairement anticipé, la disco accompagne la construction d'une nouvelle identité gay, caricaturalement annoncée par les personnages – un policier, un cow-boy, un GI, un motard vêtu de cuir – de Village People. Les gays deviennent virils et machos, ils portent la moustache (comme les chanteurs de Chic) et fantasment sur les shérifs en Levi's 501 à boutons du dessinateur Tom of Finland. Virilité exacerbée.

La vague disco enflamme toutes les grandes villes américaines dès 1973. À New York, c'est le fameux Studio 54 qui porte le flambeau. Suivi par Los Angeles et San Francisco. Avec une forte population gay et noire, Miami est au cœur du mouvement. Aimer la disco, c'est rejeter le rock, prétendument hétéro et blanc. Et paradoxalement, en invitant, comme Village People, tous les hommes à aimer les personnes de leur choix, et en passant de la subculture au mainstream, la disco « homosexualise l'Amérique ».

Never Can Say Goodbye : les clubs de South Beach ne désespèrent pas jusqu'au matin, avant même l'invention des « after parties ». Sur quelques blocks, entre Lincoln Road, Collins Avenue, Washington Avenue et Ocean Drive, South Beach est « the place to be ».

On est gay vingt-quatre heures sur vingt-quatre. On y invente les « Winter parties » et les « Martini Tuesdays » (chaque mardi, une soirée gay est organisée dans un endroit différent autour des « martinis », le mot générique pour cocktail en américain). Le phénomène des « gogo boys » s'y généralise. La disco queen Madonna y est acclamée au moment où son copain Victor Calderone devient le DJ résident du Liquid à South Beach. Déjà, la transition vers la house,

et bientôt vers la techno, s'amorce.

À la fin des années 1980, le phénomène disco se meurt. Certains disent qu'il s'est éteint dès 1977 à cause de John Travolta qui a « hétérosexualisé » la disco dans *La Fièvre du samedi soir*. Mais surtout Miami subit de plein fouet l'épidémie du sida. La nuit gay s'assombrit. Ray Stephens, le chanteur de Village People, meurt en 1990. Bientôt, Donna Summer se convertit au christianisme et devient évangéliste. Quant à Gloria Gaynor, elle laisse entendre qu'elle veut confier ses fans gays... à Jésus. Fin de partie.

« Disco SUCKS », affirme Camilo (la disco, ça craint). « Pour moi, c'est trop daté. C'est trop gay et pas assez black – ou l'inverse. Je préfère écouter du reggaeton. Pour aimer la disco, il faut avoir sa carte à l'AARP ! » (L'AARP est l'association des retraités américains : avec 40 millions de membres, c'est un lobby puissant, qui a une section gay ; et Miami, comme toute la Floride du Sud, devient de plus en plus une « retirement community » pour les jeunes personnes âgées.)

Tous les gays n'ont pas fui South Beach. Pour les trouver, il suffit d'aller un peu plus au nord, sur une plage de sable blanc, à hauteur de la 12^e Rue. On la repère de loin avec son « Lifeguard Stand », la cabane du maître nageur, Art déco et rose fluo. Là flotte un drapeau vert, autorisant la baignade, ou rouge, pour l'interdire, et de nombreux Rainbow flags, comme pour marquer le territoire gay. Le « Life Guard on Duty » (le maître nageur de garde) ne semble pas s'émouvoir d'être entouré de tant de gays : il est lui-même gay ! Les lesbiennes sont également nombreuses sur cette plage, bien qu'elles préfèrent souvent les plages entre la 5^e et la 11^e Rue, celles où elles peuvent être « topless » (seins nus).

À South Beach, les plages ferment dès le début de la nuit et la « Beach Patrol Safety » surveille l'évacuation. Les gays n'ont que l'embarras du choix pour poursuivre leur soirée. Souvent, ils commencent la nuit au Palace, sur Ocean Drive, un bar qui reste un lieu incontournable depuis près de vingt-cinq ans : le trottoir est privatisé et transformé en longue scène sur laquelle des drag-queens évoluent, tonitruantes. Le spectacle attire la foule des grands soirs. Surtout quand les gogo-dancers débarquent : des top-modèles métis, archétypes de la beauté de Floride, précautionneusement encadrés par une lesbienne « butch » et un serveur qui a le physique d'un agent de sécurité de Madonna. Les clients glissent par dizaines des dollars dans les maillots de bain des garçons bodybuildés. « Never a cover, always a groove » (droit d'entrée jamais, rythme toujours) est la formule marketing du lieu. Et pendant ce temps, tout le monde consomme jusqu'à plus soif les cocktails cubains (daiquirí, mojito), brésiliens (caipirinha), portoricains (piña colada), ou plus locaux (Miami Vice,

Sex on the Beach, Hurricane). Ajoutez à cela tous les âges, toutes les races, les classes moyennes comme les classes aisées, et vous aurez une idée, en miniature, de ce qu'est le monde gay de South Beach.

Plus tard dans la soirée, la population gay se divise en quittant Ocean Drive. Certains rentrent se coucher alors que d'autres migrent vers Lincoln Lane. C'est une ruelle discrète à l'arrière de la très commerciale Lincoln Road. Miami Beach en négatif ; l'envers du décor. On quitte la scène pour les coulisses. En parcourant cette petite rue, on croise des dizaines de cuisiniers qui fument une cigarette durant leur courte pause. Des parkings, des chariots avec des plaques de fer pour cuire les pizzas, les bennes à ordures, les issues de secours des restaurants chics ouverts toute la nuit. On entend le bruit des ventilateurs et, au loin, le murmure de la ville. Plusieurs bars gays ont élu domicile là, à l'écart, sur Lincoln Lane, comme le Laundry Bar, un Lavomatique transformé en bar, et qui a conservé ses machines à laver en guise de décor.

Les noctambules se dispersent aussi vers les bars privés des « boutique hotels », qui proposent souvent des soirées gay friendly. Récemment, le buzz se faisait autour de B.E.D, un bar dont le concept consiste à boire des cocktails hors de prix assis sur des lits (avec une section VIP sur des lits extra-larges). Sinon, les gays quittent les rues à la mode pour rejoindre Washington Avenue, plus locale, où d'innombrables « discotecas », qui ouvrent et ferment constamment, en changeant simplement de nom, prennent le relais avec leurs soirées « Caliente », « Noche Latina » ou « Pool Party ». South Beach demeure une destination gay internationale, à défaut de l'être pour les touristes homos des États-Unis : on y vient de toute l'Amérique latine, comme pour dire « respect » à Gloria Estefan. Les gays de Floride s'y sentent désormais en minorité au sein de leur propre minorité.

« Who lives better than us ? » (Qui vit mieux que nous ?) : tel est le slogan du restaurant de l'hôtel Astor, sur Washington Avenue, que les gays ont fréquenté durablement, mais où ils ne sont plus guère. Devant l'affluence des touristes, des familles, des retraités ou des étudiants straights en spring break (étudiants hétéros en vacances de printemps), les gays ont parfois l'impression d'être trop dilués à South Beach. Miami n'est plus une capitale gay, c'est un immense « resort » (un complexe touristique).

Faute de pouvoir augmenter les impôts des habitants de Floride, la ville d'ailleurs se nourrit sur la bête, ici le touriste, et finance ses extravagances par une onéreuse Miami Tourist Tax (payée sur les nuitées des hôtels et des motels et les locations de voitures) et une Resort Tax payée sur tous les repas des restaurants. Alors, les gays se replient à l'abri du vacarme familial et fiscal. La nouvelle maire, une démocrate née à Cuba, gay friendly, Matti Herrera Bower, a beau

défiler en tête de la Gay Pride et réclamer le mariage pour tous afin de colmater l'évasion du tourisme gay, rien n'y fait. Les gays s'éloignent.

Fort Lauderdale est l'une de leurs nouvelles destinations. J'y retrouve quelques jours plus tard l'ami Emilio et son mari. Fuyant Miami, la communauté gay a élu domicile plus au nord de la Floride, dans cette ville en forte croissance. Ici, les homosexuels sont souvent en couple. Ils sont fréquemment mariés et ont des enfants. C'est une « colonie » gay.

Fort Lauderdale est une presqu'île, un peu sur le modèle de Miami Beach, en plus étroit. Il y a une plage réservée aux gays (Sebastian Street Beach) et tout un quartier gay dont les noms de rues finissent tous étrangement par la syllabe « mar » (comme Terramar Street). Dans les hôtels homos qui ont souvent une politique « For Gay Men Only », on se retrouve en micro-communauté : les chambres sont décorées de photos homo-érotiques, des préservatifs ont été placés sur les tables de nuit et, dans le grand salon, une bibliothèque gay offre une large sélection de romans, d'essais et de DVD gays. Et même les hôtels généralistes, comme le Courtyard Marriott ou le Fairfield Inn, se veulent ici « GLB-Friendly » (le « T » de LGBT disparaît étrangement dans les annonces, comme si l'on avait honte des transsexuels). Ils font même de la publicité dans les journaux de la communauté pour attirer les clients.

Non loin de Fort Lauderdale, à moins de dix kilomètres, je passe une soirée avec Emilio dans l'autre ville gay de la zone : Wilton Manors. Elle a, elle aussi, sa propre plage gay (18th Street Beach) et toute une vie balnéaire communautaire autour de la Wilton Drive. Plusieurs hôtels et « condominiums » (résidences en copropriété) sont réservés aux gays. Au Shoppes of Wilton Manors, je me retrouve même dans un shopping-mall entièrement gay, avec sa librairie Pink Books, sa boutique Inside Out, et un incroyable Gay Mart (copie affinitaire de l'hypermarché Walmart).

Il y a bien d'autres villes ou quartiers gays en Floride tant les homosexuels ont eu tendance à coloniser les plages et les îles de la région. Outre South Beach, Miami Beach et Fort Lauderdale, ils sont nombreux à vivre à Palm Springs (moins à Palm Beach), Coral Gables, Coconut Grove, et sur toutes les îles baptisées en Floride les « Keys » (Key Largo, Key Biscayne et bien sûr Key West).

« La communauté gay était très dynamique à Key West dans les années 1980. Aujourd'hui, les gays se sont installés plus au nord, à Fort Lauderdale où il y a du travail et une communauté qui est fondée sur la vie réelle, et non pas sur la vie fantasmée comme ici à Key West, à P'Town ou à Fire Island », explique Doug Stripp, le patron du Lateda, un restaurant et cabaret chic de Key West. La petite île à

l'extrême sud de la Floride – et le point le plus proche de Cuba – a perdu elle aussi sa réputation de capitale gay. On y accède par la Highway US1, à trois heures de route au sud de Miami, à travers les ponts et les îles, dans l'une des plus belles régions des États-Unis. Contrairement à Fire Island, près de New York, où les habitacles sont légers et régulièrement balayés par la tempête, les maisons, à Key West, sont en bois, à la merci des ouragans tropicaux. C'est aussi une ville artistique, comme à Provincetown (dite P'Town, près de Boston). Les trois îles gays ont en commun d'être aujourd'hui très prisées par les touristes (hétéros) et elles cultivent leurs petites différences culinaires : le car-rot cake à P'Town, le fameux New York cheesecake à Fire Island et le Key lime pie à Key West. Sur deux cents bars que compte Key West, une dizaine seulement serait aujourd'hui gays. Le Gay & Lesbian Center, sur Truman Avenue, n'est pas un lieu militant, mais une sorte d'office du tourisme gay qui organise la visite de l'île et de ses « gays landmarks » (en quelque sorte les monuments historiques gays). « Nous avons été parmi les premiers, dès 1978, à cibler le tourisme gay et à vouloir attirer les "LGBT dollars" », me dit une responsable du centre. Elle cherche par tous les moyens à faire revenir les gays à Key West et imagine pour cela des événements chaque mois : des sports aquatiques gays, un LGBT Trolley Tour (qui fait un stop devant la maison d'Ernest Hemingway et de ses dizaines de chats) ou encore un célèbre Sea-to-Sea Rainbow flag (une immense banderole arc-en-ciel déployée une fois par an d'un bout à l'autre de l'île minuscule).

Dans tous ces lieux gays du bout des îles, là où les États-Unis rencontrent leurs limites naturelles – ici à Key West, mais aussi à Provincetown, à Fire Island ou dans les bars gays près du désert en Arizona, ou près de la frontière mexicaine au Nouveau-Mexique et au Texas –, j'ai été frappé par le grand nombre de drapeaux. On hisse le Rainbow flag, avec fierté, mais aussi The Star-Spangled Banner, la bannière étoilée, le drapeau national américain.

Face aux océans, aux déserts, sur les frontières, sur les îles, pour marquer leurs territoires et ses limites, les gays et les lesbiennes des États-Unis ne sont plus antiaméricains ni antisystème : ils sont devenus l'Amérique.

Obama : « Les couples de même sexe doivent pouvoir se marier »

« C'est UN PRIVILÈGE d'être Là CE soir... pour faire la première partie de Lady Gaga. » À ces mots, des centaines de personnes éclatent de rire et les applaudissements fusent. Barack Obama est fier de sa « joke », en ouverture de son discours. « I've made it », ajoute-t-il (je l'ai fait). Et Lady Gaga, présente dans la salle, se lève, le sourire radieux.

Ce 10 octobre 2009, le président des États-Unis a été invité à prononcer un discours très attendu à l'occasion du dîner de gala annuel de l'association Human Rights Campaign – le principal lobby gay américain. Dans l'immense salle du Walter Convention Center de Washington, il y a les leaders de la communauté gay, en smoking et robes du soir, mais aussi des parlementaires, des ambassadeurs, des directeurs d'agences fédérales et même Tipper Gore, la femme de l'ancien vice-président de Bill Clinton. Le prix de ce dîner annuel de « fundraising » (collecte de fonds) est élevé, selon la tradition philanthropique américaine qui permet ainsi à une association de se financer.

Barack Obama porte une cravate et un costume noirs et, malgré sa plaisanterie initiale, se lance dans un discours grave et sérieux. Il sait que la communauté LGBT attend beaucoup de lui et que son bilan est encore mitigé. « En dépit des progrès réels que nous avons accomplis, il y a toujours des lois à changer et des cœurs à ouvrir. » Obama cite les émeutes de Stonewall en 1969 et les victoires du mouvement gay américain, érigé en mouvement des « civil rights », au même titre que la libération des Noirs.

« Cette histoire et cette bataille continuent aujourd'hui. Et je suis ici avec un seul message : je suis avec vous dans ce combat. » La foule applaudit, comme elle le fera constamment durant le long discours du président américain. Qui lance des propositions pour faire en sorte que les homosexuels ne soient plus des « citoyens de seconde classe ». Rompant radicalement avec son prédécesseur George W. Bush, il promet de lutter contre les discriminations au travail, dans les entreprises, dans l'armée, et de lutter contre l'homophobie. « Personne ne doit plus avoir peur d'être gay aux États-Unis. Personne ne doit plus avoir peur de marcher dans la rue en tenant la main de la

personne aimée », dit Obama. Le président ne précise pas ce qu'il pense vraiment de l'ouverture du mariage aux homosexuels : sur cette question, il réfléchit et, laisse entendre son entourage, serait en train d'évoluer : « evolving », répète-t-on. Mais il fait une promesse : « C'est l'histoire de l'Amérique, l'histoire de gens ordinaires qui s'organisent, font campagne, militent pour le changement ; c'est l'espoir qui est plus fort que la haine, l'amour plus fort que l'insulte ou l'injure. » Et Obama de conclure : « C'est la promesse de l'Amérique. Jour après jour, loi après loi, en persuadant une personne après l'autre, c'est la promesse que nous allons réaliser. »

Human Rights Campaign a son siège à Dupont Circle, le quartier gay de Washington. À l'angle de la 17^e Rue et de l'avenue du Rhode Island, l'association est installée dans un bâtiment moderne, sur huit étages, à quelques centaines de mètres de la Maison-Blanche. En grosses lettres sur l'immeuble de verre se dessinent les mots « equality » et « community ». Un immense Rainbow flag flotte au vent.

À deux pas se trouve la fameuse « K Street », où sont concentrés tous les lobbies américains, celui des agriculteurs comme des défenseurs d'armes à feu. Comme eux, Human Rights Campaign (HRC) est le groupe de pression de la communauté LGBT.

HRC a été créée en 1980. Modeste à l'origine, l'association s'est rapidement hissée en tête des organisations gays américaines, avec aujourd'hui cent cinquante salariés et un budget annuel de 40 millions de dollars. Désormais, elle est connue par son seul logo, un signe « égal » de couleur jaune, sur fond bleu.

Au quartier général de HRC, Susanne Salkind et Betsy Pursell, respectivement directrice générale et vice-présidente, me reçoivent. « Notre métier, c'est l'advocacy. HRC est le lobby de la communauté LGBT, mais les mots gay, lesbienne, homosexuel ou transsexuel ne figurent pas dans son nom. Car la question LGBT fait pleinement partie des « Human rights. »

Le mot « advocacy » est celui qui définit le mieux Human Rights Campaign. L'organisation se veut l'avocate de la cause gay et tente d'influencer et de convaincre les élus, les pouvoirs publics, les entreprises et le grand public. HRC compterait aujourd'hui un million de membres (selon le chiffre qu'on me communique). Le qualificatif de « membre » a fait l'objet de débats : on considère parfois que la qualité de membre ne peut être retenue que lorsqu'une cotisation est versée (en l'occurrence 35 dollars) ; HRC comptabilise comme membre toute personne qui lui a transmis une adresse e-mail valide et versé au moins 1 dollar. Peu importe le nombre exact de membres actifs, car le résultat est déjà impressionnant. Je suis au cœur du nouveau

militantisme post-gay américain.

Trevor Thomas, le jeune directeur adjoint des « communications » de HRC, me fait visiter le siège de Washington. Au rez-de-chaussée, le Mary Ann P. Cofrin Media Center, avec un studio de télévision professionnel et une radio qui émet sur le web. Une dizaine de techniciens s'affairent. Comme dans les universités ou les musées américains, la plupart des espaces que je visite portent le nom du donateur qui les a financés : les salles de réunion (Terry Bean Conference Room), le jardin (Tom Healy & Fred P. Hochberg Garden), le hall d'entrée (Helen & Joseph Lewis Lobby) et jusqu'aux ascenseurs, partout je lis le nom des sponsors. Puisqu'il n'y a pas de subventions publiques pour financer les associations gays, il a fallu faire appel aux donateurs et, donc, les remercier. En prime, les plus généreux d'entre eux, ceux qui ont donné entre 25 000 dollars et 1 million ont droit à leur nom gravé dans le marbre à l'entrée du siège de l'association.

Je suis frappé par l'accent qui est mis sur les affaires juridiques. Je croise des avocats, des consultants en droit, contractuels ou bénévoles. « Aux États-Unis, c'est souvent par la voie judiciaire que les problèmes sont tranchés, me dit Trevor. On travaille à tous les niveaux, vers les juridictions locales, vers les cours suprêmes de chaque État et bien sûr en direction de la Cour suprême des États-Unis. »

La SITUATION DES DROITS DES gays aux États-Unis est matière à interprétation – le verre à moitié vide ou à moitié plein, selon la perspective. Bill Clinton fut un président gay friendly, mais il a un bilan médiocre sur la question gay. Son successeur, George W. Bush, s'est fait élire sur le thème du « conservatisme compassionnel », mais, une fois au pouvoir, il est devenu rigide sur les questions de mœurs, caricaturalement pro-famille et pas du tout gay friendly. Fidèle au slogan fameux des années 1960 – « Assez d'actes, des paroles ! » – Barack Obama, lui, a longtemps hésité à agir, mais il a parlé.

Le soir même de sa première élection, le 4 novembre 2008, en ouverture de son discours de Chicago, Obama dédie sa victoire à tous ceux qui l'ont rendue possible, qu'ils soient « jeunes ou vieux, riches ou pauvres, Noirs, Blancs, Hispaniques, Asiatiques, Native-Américains, homosexuels, hétérosexuels. Nous sommes, et serons toujours, les États-Unis d'Amérique. »

En entrant quelques semaines plus tard à la Maison-Blanche, il fait décorer son appartement avec une œuvre de l'artiste noir et gay Glenn Ligon. Ses discours répétés sur la question LGBT, l'hommage posthume qu'il rend au militant politique gay assassiné, Harvey Milk, son invitation de deux cent cinquante leaders homosexuels à la Maison-Blanche pour commémorer le quarantième anniversaire de Stonewall, et sa nouvelle intervention en 2011 au dîner de collecte de fonds de

Human Rights Campaign – il y fera encore rire le public en évoquant ses « discussions bilatérales efficaces avec votre leader Lady Gaga » –, tout cela contribue à donner de lui une image gay friendly, au-delà même de ses actes.

Il agit aussi. Très tôt dans son premier mandat, il mobilise son gouvernement pour étendre de manière significative les droits des gays. Crimes homophobes, discriminations au travail, protection médicale des couples de même sexe, maintien sur le territoire du partenaire étranger en situation irrégulière d'un couple : sur tous ces sujets, l'Administration est active. En 2010, il met fin à l'hypocrisie des années Clinton en abolissant la règle du « Don't ask, don't tell » (Ne pas demander, ne pas dire) qui interdisait aux soldats américains d'afficher publiquement leur homosexualité dans l'armée. Au niveau international, Obama signe, le 6 décembre 2011, une circulaire volontariste destinée à l'ensemble de ses ministres et à toutes les agences fédérales qui interviennent à l'étranger. Avec sa secrétaire d'État Hillary Clinton, il lève l'interdiction d'entrée sur le territoire américain aux séropositifs et affirme que la dépénalisation de l'homosexualité à travers le monde est une priorité de son gouvernement. Reste la question du « same-sex marriage » qui constitue la pierre angulaire de tout le débat actuel sur les droits des homosexuels en Occident.

Au moment de l'arrivée au pouvoir d'Obama, la situation est critique. Une loi, votée par les républicains et contre laquelle Bill Clinton n'a pas opposé son veto, le Defense of Marriage Act, limite depuis 1996 la définition du mariage à « un homme et une femme ». Surtout, elle n'oblige pas les États à reconnaître les mariages avec une personne de même sexe lorsqu'ils ont été célébrés dans un autre État. Obama met fin à l'application de cette loi par le gouvernement fédéral en 2011. Plus important encore, le président conduit une habile politique de nomination à la Cour suprême, laquelle sera amenée à trancher la délicate question du mariage pour tous : il y nomme deux femmes relativement jeunes, l'une hispanique, l'autre féministe et non mariée (ce qui a suscité des rumeurs – démenties – sur son éventuelle homosexualité).

La question du mariage appelle désormais une intervention de la Cour suprême : après que plusieurs cours de premier niveau ont imposé l'égalité des droits entre les couples hétérosexuels et homosexuels, que les cours fédérales d'appels ont eu des jugements contradictoires les unes par rapport aux autres, et que certains États ont adopté le mariage pour tous alors que d'autres l'ont rejeté, la Cour suprême doit unifier le droit dans l'ensemble du pays. Pour l'heure, les spécialistes estiment qu'un tel vote pourrait conduire à une exacte parité des voix (quatre juges contre quatre), laissant au neuvième

juge, Anthony Kennedy, le « swing » vote décisif. Par le passé, Kennedy a montré qu'il était plutôt favorable aux gays. En tout cas, comme la Cour suprême vient de décider de juger le cas en 2013, les lois de tous les États américains devraient alors s'aligner sur sa décision.

Reste la situation sur le terrain. En la matière, une grande disparité de statuts existe actuellement. Le gouvernement fédéral n'ayant pas le pouvoir de légiférer sur une matière laissée à l'appréciation des États, la complexité juridique prévaut. Pour l'heure, le mariage entre personnes de même sexe n'est légal que dans un nombre limité d'États, neuf seulement fin 2012 (Connecticut, Iowa, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New York, Vermont, Washington State, ainsi qu'une ville, le District de Columbia, c'est-à-dire la capitale fédérale Washington). En Californie, le Rhode Island, le New Jersey, l'Oregon, le Nevada et Hawaï, il existe différentes législations s'apparentant à des formes d'unions civiles (« domestic partnerships » ou « reciprocal beneficiaries ») qui octroient des droits significatifs, quoique incomplets, aux couples de même sexe. Dans une trentaine d'États, l'adoption est également possible pour les couples de même sexe.

Mais le rapport de force reste pour l'instant de quarante et un contre neuf, car dans une quarantaine d'États le droit au mariage est désormais réservé à « un homme et une femme », soit par une simple loi, soit par un amendement constitutionnel adopté par référendum. Plus grave encore, dans une quinzaine de ces États, des législations interdisent également les unions civiles ou le concubinage entre personnes de même sexe. La bataille du mariage ne fait que commencer. Elle serait même, selon une formule déjà célèbre, « the last civil right » (le dernier combat des droits civiques).

Empowerment

La première fois que j'ai vu Mary Bonauto, j'ai été surpris par sa discrétion. Les cheveux courts, les yeux bleus, vêtue sobrement d'une veste longue et d'une chemise de ville, je n'aurais jamais remarqué cette femme à la fois patiente et déterminée, si elle ne m'avait été désignée comme la figure « transformative » du débat sur le « mariage gay ». Très tôt, Mary Bonauto a rejeté l'expression. Mariage gay ? Trop spécifique. Trop peu égalitaire. Elle préfère militer, comme la plupart des associations américaines, pour l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe – et utilise l'expression « same-sex marriage ». Elle est une militante de l'égalité.

Née en 1961, Bonauto a grandi à Newburgh, une ville moyenne de l'État de New York. Elle découvre son homosexualité à l'université

Northeastern de Boston, où elle obtient son diplôme de juriste et devient avocate dans l'État du Maine. Catholique par son éducation, elle se passionne pour l'histoire du mouvement noir et la justice sociale. Son modèle : Thurgood Marshall, l'avocat qui a obtenu la déségrégation raciale en 1954 et le premier African-American nommé à la Cour suprême des États-Unis. Après quelques hésitations, elle commence à militer pour la cause lesbienne et rejoint, comme avocate, le très influent réseau des Gay & Lesbian Advocates & Defenders (GLAD). Elle s'installe à Boston d'où elle rayonne. Son terrain d'action : les six États de la Nouvelle-Angleterre, la région du nord-est des États-Unis. On est en 1990.

Le premier dossier dont Mary Bonauto a la charge cette année-là concerne un couple de lesbiennes qui souhaitent se marier et elle refuse de s'en occuper : « Je ne me sentais pas capable de les défendre et de me lancer dans ce procès. À cette époque, je voulais déjà moi-même me marier, mais je ne croyais pas que ce serait un jour possible. Il faut se souvenir que lutter contre les discriminations des homosexuels au travail était déjà considéré, alors, comme une idée audacieuse. Le mariage ? Ce n'était pas le bon moment », me raconte-t-elle (j'ai participé à plusieurs meetings et réunions où Bonauto était présente, mais je ne l'ai interviewée qu'en 2012, par téléphone, pour ce livre). Elle préfère alors se concentrer sur les discriminations au travail et les droits des couples homosexuels – assurance maladie, droit d'adoption et coparentalité, droits de succession et autres pensions de réversion – à l'exception du mariage. Elle est pragmatique et avance peu à peu, bâtissant, me dit-elle, « des protections pour les homosexuels pas à pas, petit bout par petit bout, brique après brique ». Des « baby steps », peut-être, mais son cap est clair : l'égalité.

Rares sont les activistes qui savent faire passer leur stratégie avant leur sensibilité – et Mary Bonauto est cette exception. Ses vues sur le mariage évoluent et l'argument de l'« égalité » commence à porter. « Militer pour l'égalité, c'était le bon raisonnement, car c'est l'histoire des États-Unis. L'égalité de protection de tous les couples, c'est cela qu'il fallait défendre. La liberté de se marier m'est apparue comme un droit fondamental. Qui doit appartenir à tous les Américains. » Après des premiers échecs dans les États de Hawaï, puis du Vermont (où les unions civiles sont reconnues, mais le mariage écarté), Mary Bonauto prend conscience que seule une égalité complète permettra aux couples gays d'obtenir les mêmes droits que les hétérosexuels. « Je me suis dit qu'il ne fallait pas forcément changer les lois. Il fallait les prendre comme elles étaient et faire en sorte d'y intégrer toutes les personnes LGBT. L'homoparentalité, ça ne veut rien dire : on veut la parentalité pour tous. Le mariage gay, ça n'existe pas : ce qu'on a voulu, c'est le mariage tout court. Il n'y a pas différentes sortes de

mariages. Il n'y a pas un mariage interraciel et un mariage pour les Blancs. Il y a un seul mariage, avec le même amour et le même engagement.

Aujourd'hui, je ne dis même plus "same-sex marriage", je dis "marriage" tout simplement », m'explique Bonauto. Pour elle, le mariage est finalement la seule solution pour donner une vraie légitimité aux couples de même sexe et, ce faisant, avoir un effet d'entraînement et de transformation sociale. En 2001, après avoir longtemps hésité, elle se décide donc à porter le fer dans un troisième État, le plus influent de la Nouvelle-Angleterre : le Massachusetts. Capitale : Boston.

Au nom de sept couples homosexuels, dont elle est l'avocate, elle attaque en justice l'administration de l'État pour avoir refusé d'octroyer les mêmes droits aux couples homosexuels et pour avoir donc violé les principes d'égalité de la Constitution du Massachusetts. Comme prévu, sa plainte est rejetée par la cour de première instance et elle fait aussitôt appel, à Boston, auprès de la Massachusetts Supreme Judicial Court.

Pendant ce temps, sur le terrain, les militants gays s'activent. Entre 2001 et 2004, j'ai régulièrement suivi, à Boston où je vivais, leur combat, au sein des associations GLAD, Human Rights Campaign ou MassEquality devant la cour et le Congrès de l'État du Massachusetts. Je les ai vus défiler, en petit comité. J'ai participé à leurs réunions, dans des hôtels ou chez des particuliers, dans ces « kitchen table discussions », « town hall meetings » et autres « backyard gatherings » dont les Américains ont le secret (ces discussions autour de la table de cuisine, dans les salles votives des mairies ou le jardin des pavillons résidentiels).

Peu à peu, le mouvement a grandi. Nous étions à Boston quelques dizaines, puis quelques centaines dans les sit-in, les dîners de fundraising et les conférences de presse où j'ai pu voir Mary Bonauto à l'œuvre. Les meetings se sont remplis, les listes de diffusion par e-mail ont grossi et les manifestations se sont multipliées, toujours avec d'innombrables Rainbow flags.

Ce qui m'a frappé à Boston – comme plus tard à San Francisco, à Washington ou à New York, et dans tant d'autres villes américaines où j'ai enquêté –, c'est la nature très « bottom up » du mouvement gay américain contemporain (du bas vers le haut). Tout y est très décentralisé. Tout part de la base de la société et des militants de terrain pour remonter vers le sommet des associations, les capitales des États et leurs Congrès – l'inverse en somme des mouvements européens plus « top down », et plus hiérarchiques, fonctionnant davantage du haut vers le bas. Localement, les activistes choisissent librement leur stratégie et définissent leurs priorités. Chaque antenne

locale de GLAD ou de HRC est indépendante et trouve ses propres financements, même si le quartier général fédéral à Washington peut fournir des moyens techniques, juridiques et surtout financiers (HRC a donné plus de 1 million de dollars à MassEquality pour mener l'offensive sur le mariage dans le Massachusetts). Souvent, les organisations nationales déploient sur le terrain des salariés permanents pour assister les bénévoles, en fonction des priorités locales.

« Nous fonctionnons selon le principe de l'« empowerment » », confirme Sandra Hartness, une chef d'entreprise millionnaire, philanthrope donatrice de HRC et membre de son conseil d'administration, que j'interviewe dans un grand hôtel. Le mot est important. « Empowerment » signifie : « donner du pouvoir », « rendre le pouvoir » aux personnes sur le terrain. « Nous donnons partout le pouvoir aux gens, dans leur ville, dans leur communauté, poursuit Hartness. L'idée, c'est qu'ils peuvent faire changer, eux-mêmes, les choses et les lois, s'ils se mobilisent vraiment. Nous sommes là pour les aider, mais le pouvoir est entre leurs mains. Tout doit être fait par la base. Le miracle, c'est que, même si chacun choisit sa propre direction, tout le monde va, en fin de compte, dans le même sens. L'empowerment, c'est le secret de l'Amérique. »

Il y a une autre explication à cette formidable décentralisation : la nature du combat juridique en cours. La bataille du mariage pour tous s'est concentrée d'abord au niveau local, même si la Cour suprême fédérale va devoir maintenant trancher la question. « La bataille doit être menée dans chaque État, dans chaque ville, dans chaque entreprise, dans chaque communauté », m'explique Betsy Pursell, vice-présidente de HRC.

Contrairement au militantisme gay traditionnel – celui de l'après-Stonewall, dans les années 1970 et 1980 –, qui était politiquement plutôt radical, limité à quelques grandes villes et divisé en de nombreuses chapelles plus ou moins sectaires, le militantisme post-gay d'aujourd'hui est plus décentralisé, plus pragmatique et moins idéologique. HRC représente le centre le plus actif de cette coalition mais ne la résume que partiellement. Le Gay & Lesbian Victory Fund, par exemple, vise à promouvoir des candidats ouvertement gays à travers le pays. GLAD et Lambda Legal sont, de leur côté, de grandes associations d'avocats qui défendent les gays sur le plan juridique.

Il existe aussi, dans la plupart des États, des associations indépendantes créées spécifiquement pour faire adopter le mariage pour tous dans les parlements locaux : Equality California, Equality Florida, Equality Mississippi, Equality Texas ou par exemple Key Stone Equality (en Pennsylvanie). C'est Mass-Equality qui a mené, avec HRC, le combat pour le mariage dans le Massachusetts.

Le 4 MARS 2003, Mary Bonauto défend le dossier du mariage pour tous à Boston devant les sept juges de la Cour suprême de l'État. Brillamment, patiemment, elle construit son raisonnement sur la pleine égalité des citoyens américains. Elle rappelle les combats pour les droits civiques, dénonce le fait que les homosexuels sont toujours des citoyens de seconde classe puisqu'ils ne peuvent pas se marier et explique pourquoi le droit à l'union civile serait insuffisant. « L'une des principales protections du mariage, plaide-t-elle, est le mot. C'est le mot "mariage" qui confère un statut que tout le monde reconnaît comme expression ultime de l'amour et de l'engagement. »

Le 18 novembre 2003, Margaret Marshall, la première juge de la Cour suprême de l'État du Massachusetts, rend publique la décision collective, par un vote de quatre contre trois, en faveur des plaignants. Et en reprenant une formule de la Cour suprême fédérale, lorsqu'elle a mis fin à la loi antisodomie du Texas quelques mois plus tôt, elle affirme : « Nous avons le devoir de définir la liberté de tous et non de rendre obligatoire notre propre code moral. » La décision, baptisée « Goodridge », du nom de deux lesbiennes plaignantes défendues par Bonauto, est historique. Elle oblige pour la première fois un État américain à reconnaître à tous les couples, quel que soit leur sexe, le droit au mariage. La cour donne cent quatre-vingts jours à l'État pour appliquer la décision. Le gouverneur du Massachusetts de l'époque – Mitt Romney – transige, hésite, multiplie les recours, puis se résout à signer la loi. Et le 17 mai 2004, à 12 h 01, le premier mariage est autorisé à la mairie de Cambridge, près de Boston, où des centaines de couples de même sexe formaient déjà depuis la veille de longues files d'attente. Marie Bonauto y assiste, fière de « sa » victoire. Six mille deux cents couples homosexuels seront mariés durant l'année 2004 au Massachusetts.

C'est peu dire qu'une telle décision fut un tremblement de terre. « Goodridge » a changé le cours de l'histoire pour les homosexuels aux États-Unis. Depuis, on ne cesse d'en mesurer les conséquences dans tous les États américains et, au-delà, les ondes de choc, dans des dizaines de pays étrangers. Stonewall a donné le *la* en 1969 de la libération gay à l'échelle internationale ; « Goodridge » a changé pour toujours le débat sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Des centaines d'individus et d'organisations ont contribué à la décision du Massachusetts, mais Mary Bonauto, plus que tout autre, en a été la cheville ouvrière. « Mary a fait un boulot extraordinaire sur un sujet extrêmement difficile. C'est une stratège hors pair », reconnaît, à Washington, Susanne Salkind. Depuis, des dizaines de milliers de maires, d'élus et de militants poursuivent ce combat dans les

cinquante États américains avec de nombreuses défaites mais, de plus en plus souvent, également, de belles victoires.

Les opposants au mariage pour tous ont compris aussi la portée historique de la décision. Intuitivement, ils se sont rendus compte qu'ils venaient de perdre sinon la guerre culturelle du mariage pour tous, du moins une bataille décisive. Alors que l'optimisme changeait de camp, ils ont redoublé d'énergie dans leur combat anti-homosexuel. De son côté, le président George W. Bush a durci ses propos et critiqué l'« activisme des juges » dans son discours à la Nation en janvier 2004. Partout dans les États du Sud et du Midwest, des référendums limitant le mariage à « un homme et une femme » se sont multipliés, et les positions antagoniques se sont radicalisées.

Mary Bonauto vit aujourd'hui à Portland, dans le Maine, avec sa femme, Jennifer Wriggins, avec qui elle est en couple depuis vingt-cinq ans et qu'elle a épousée à Boston, et leurs deux filles jumelles qu'elle a mises au monde.

Culture wars

La VILLE DE Colorado Springs, à une centaine de kilomètres au sud de Denver (Colorado) est l'un des bastions de la droite évangéliste américaine. Depuis l'Interstate 25, baptisée ici Ronald Reagan Highway, un panneau indique le siège de Focus on the Family. Sur la gauche, une importante base de l'armée de l'air américaine ; sur la droite, on prend une bretelle d'autoroute, pour atteindre le n° 8655 d'Explorer Drive, le quartier général de l'association. « Explorer » : le mot est bien choisi. Le voyage est de l'ordre de l'exploration spatiale, en milieu hostile, dans un autre monde et un autre temps. Je viens de débarquer sur une autre planète.

Paul McCusker, vice-président de Focus on the Family, me reçoit chaleureusement. C'est un intellectuel qui a publié plusieurs livres et un dramaturge à succès dans les milieux chrétiens. Il me parle de Jésus, qui semble être un de ses amis, et se dit fier des succès remportés par les évangélistes aux États-Unis depuis une vingtaine d'années. « Longtemps, les évangélistes ont eu des méthodes traditionnelles. Ils se contentaient de leurs petites églises et de leurs liturgies. Nous sommes passés à l'ère de masse et aux nouvelles technologies pour évangéliser. Ici, nous produisons des émissions de radio et de télévision, des films, des livres, des documentaires, nous sommes une véritable industrie de l'entertainment chrétien. Et nous touchons le monde entier. »

Je visite avec lui les locaux de l'association, où travaillent mille trois cents personnes, réparties dans plusieurs bâtiments d'architecture néoclassique pesante. Visiblement, McCusker veut m'impressionner. Il

me montre d'authentiques studios de radio et de télévision « où ont été produites plus de six cents heures de séries télévisées pour les enfants ». Au lieu d'une association religieuse, j'ai l'impression d'être dans un conglomérat média. Il me parle du film *La Passion du Christ* de Mel Gibson, lequel est venu en personne, me dit-il, présenter son film chez Focus on the Family en avant-première. McCusker a été également l'un des acteurs de la réconciliation entre les évangélistes et Disney. « Nous les avons beaucoup attaqués parce qu'ils avaient créé des "Gay Days" à Disneyland et parce qu'ils autorisaient les couples gays à danser entre eux à Disney World. Nous avons organisé des centaines de manifestations pour montrer notre profond mécontentement et les faire changer d'avis. » (Le très gay friendly Jeffrey Katzenberg, qui fut patron du studio Disney, me confirmera, lors d'un entretien ultérieur, que ces choix pro-gays avaient été mûrement réfléchis avec Michael Eisner, le P-DG de Disney, et qu'il n'a jamais été question, quelles que soient les pressions, de faire marche arrière.) McCusker poursuit : « Disney a bien vu notre pouvoir d'influence. Et lorsqu'ils ont voulu sortir *Le Monde de Narnia*, ils nous ont approchés, ils nous ont montré le film en amont, et nous avons été touchés par son message "chrétien-compatible". »

Je traverse d'immenses salles où une centaine de personnes travaillent, répondant au téléphone ou envoyant des milliers de lettres pour faire pression sur les élus, les entreprises et les networks télévisés. Comme me l'explique McCusker, la méthode de lobbying est simple, et redoutablement efficace : si un programme de télévision est contraire aux valeurs de la famille, Focus on the Family déclenche une action à partir de cette « war room » et mobilise des centaines de milliers de militants dans tout le pays. « On leur demande d'écrire à une entreprise en leur donnant l'adresse du P-DG ou son e-mail, et à s'engager à boycotter leurs produits, lessive ou yaourts, tant que leurs publicités seront diffusées dans l'émission anti-famille. Ainsi, les programmes sont privés d'importantes ressources publicitaires et les chaînes ont tendance à déprogrammer les émissions. »

Dans le bureau de Paul McCusker, il y a des photos de Ronald Reagan et de George W. Bush en compagnie du psychologue James Dobson, le fondateur de Focus on the Family, télévangéliste bien connu. Je vois aussi une boîte de récupération de seringues usagées. J'interroge mon hôte : « Pour les toxicomanes ? » Non, répond McCusker, qui a vu où je voulais en venir et partage peu mon sens de l'humour : « Pour les diabétiques. »

Focus on the Family a fait des homosexuels son principal bouc émissaire. Déjà, à la fin des années 1980, l'association s'était distinguée dans les « guerres culturelles ». Avec d'autres lobbys, elle lance alors, sous couvert de condamner l'agence artistique du

gouvernement fédéral qui finance des expositions homo-érotiques, une croisade contre l'art contemporain en général, et l'homosexualité en particulier. Les photographes Robert Mapplethorpe, Andres Serrano (à cause de son *Piss Christ* – un crucifix immergé dans de l'urine – la sienne) et Nan Goldin (en raison de diaporamas et d'images sur le sida) sont particulièrement visés. Plusieurs artistes queers venus des performing arts (Karen Finley, John Fleck, Holly Hughes et Tim Miller, connus depuis sous le nom des « NEA 4 ») sont également censurés. Enfin, la pièce antirépublicaine et pro-gay, *Angels in America* de Tony Kushner, est, elle aussi, menacée d'interdiction. « Chez Focus on the Family, nous étions très remontés, très choqués », confirme McCusker, qui a été à la pointe du combat.

J'ai longuement interviewé les artistes Nan Goldin, John Fleck, Holly Hughes, Tim Miller et Tony Kushner sur les raisons de cette guerre contre l'art et tous sont convaincus que la dimension homosexuelle de leurs œuvres fut centrale dans la campagne de dénigrement dont ils ont été les cibles. Comme si les guerres contre l'art contemporain des années 1990 avaient été une sorte de répétition générale de celle, plus violente encore, que les évangélistes de Focus on the Family et de nombreuses autres églises ont lancée aux États-Unis dans les années 2000 contre le mariage pour tous.

Le LENDEMAIN, je me rends à la New Life Church de Colorado Springs. C'est une megachurch, sous un immense chapiteau blanc cru qui ressemblerait à un cirque ambulant si elle n'était bâtie en dur. L'église ultra-évangéliste est animée par le célèbre pasteur Ross Parsley. J'assiste à la messe parmi plus de sept mille fidèles. Ce n'est plus un office : c'est un concert pop ! Devant moi, cinq groupes de Christian rock se relaient pour chanter sur la scène devant l'autel, un chœur avec une centaine de participants s'emballe et vingt pasteurs officient, avec microcravates, leurs images étant reproduites sur des dizaines d'écrans géants, autour de Parsley. Les déplacements du pasteur sont suivis par des projecteurs lumineux automatiques qui le placent au centre d'un faisceau blanc, comme une grande auréole, grâce à des capteurs placés dans sa veste. La foule s'agite, chante, applaudit. Après l'office, j'obtiens un entretien avec Parsley, véritable star de la prédication américaine. Il me reçoit dans son bureau, décontracté, encore tout en sueur, et m'appelle par mon prénom comme si nous étions de vieux amis. Il me montre son nouvel iPhone, tout ému d'avoir téléchargé une application qui lui donne accès à l'intégralité de la Bible. « Les évangélistes ont rejeté le puritanisme. Nous aimons le spectacle, la création, l'entertainment. Nous voulons parler aux jeunes. Nous avons réussi à rendre l'Évangile fun. Mais la Christian culture se trouve à un tournant, à un moment charnière, ce

que dans la Bible on appelle l'effet Gédéon : Gédéon est-il seul ? Est-il des milliers ? Nous sommes comme Gédéon, nous hésitons, nous nous sentons seuls dans notre communauté, mais nous sommes déjà des milliers », me dit le pasteur, un peu exalté.

Quelques mois après ma visite, le fondateur de la New Life Church, le pasteur Ted Haggard, supérieur hiérarchique de Parsley, sera au centre d'un scandale national. Il sera accusé par Mike Jones, un jeune masseur et « escort », d'avoir eu recours pendant trois ans à ses services contre rémunération.

« Ça m'a mis en colère de savoir qu'il faisait des prêches contre le mariage gay, tout en ayant des relations homosexuelles en cachette. Je me devais de dénoncer cette hypocrisie », déclarera l'escort. Un grand classique, en tout cas, que ces homophobes publics qui recourent, en privé, aux services de rentboy.com ; le pasteur a reconnu les faits et immédiatement démissionné de la New Life Church. Depuis, il aurait été suivi en « thérapie » par plusieurs pasteurs pour l'aider à se resaisir et à retrouver, selon l'un d'entre eux, sa « nature hétérosexuelle » (la formule est plus savoureuse en anglais : « to give him the tools to help to embrace his heterosexual side »). Aujourd'hui, alors qu'il s'apprêterait à ouvrir une nouvelle église, le pasteur Ted Haggard serait toujours un « hétérosexuel à problèmes » (« heterosexual with issues »).

Dane Grams CONNAÎT PARFAITEMENT les évangelistes. Il est directeur de la stratégie Internet de Human Rights Campaign et son bureau est à New York. Il m'a donné rendez-vous au Ritz, le bar « trendy » du quartier gay à la mode, Hell's Kitchen. « Nous avons pris conscience de la puissance de tir des évangelistes et nous avons dû à notre tour nous organiser. Le jour où George W. Bush a mis en place sa loi contre le mariage gay, nous avons mobilisé sept cent mille personnes sur l'ensemble du territoire américain. En quarante-huit heures, nous avons récolté 600 000 dollars et adressé plus d'un million de messages à la Maison-Blanche et au Congrès pour faire reculer le président. C'est ça le nouveau militantisme gay », s'extasie Grams, tout en finissant un verre de vin rouge millésimé français. (Il oublie de dire que cette campagne n'a eu guère d'effet, puisque Bush a fait voter sa loi, rendue ineffective seulement par Barack Obama en février 2011.)

Pour construire ses campagnes pour l'égalité, HRC a mis en place un programme numérique très performant. « Nous avons placé Internet au cœur de notre stratégie, car ça nous donne la légitimité du nombre », explique Dane Grams. Ayant été auparavant animateur Internet chez Greenpeace et pour plusieurs universités américaines, Grams coordonne trois campagnes web depuis qu'il a rejoint la direction de HRC : la e-communication, pour faire connaître

l'association et ses positions, le e-advocacy, qui est une activité de lobby, et le e-fundraising, pour collecter des fonds. HRC n'est pas la seule organisation américaine à utiliser ces techniques Internet, mais elle est la première association gay nationale à y consacrer des millions de dollars chaque année. « Ce qui a changé, c'est la vitesse », confirme Grams, en insistant sur le mot « speed ». Il me décrit les outils qu'il a mis en place : des applications pour faire des dons immédiats (« donate now buttons »), des techniques de mobilisation centrées sur les smartphones (« mobile activism ») et des systèmes de collectes de fonds qui combinent plusieurs types de sollicitations à la fois (« multichannel solicitations ») par lettre, téléphone, e-mail et porte-à-porte. J'ai l'impression d'être en présence non pas tant d'un activiste, que d'un publicitaire de Madison Avenue, une sorte de nouveau *Mad Men*, tant il multiplie les expressions marketing en anglais : « go viral », « identity marketing » ou « focus groups ». Pourtant, Grams ne se contente pas de répéter les mots des étudiants en MBA : il réfléchit aussi à la suite. Il entend battre les évangélistes sur leur propre terrain technologique et est en train d'imaginer des techniques centrées sur les réseaux sociaux, la géolocalisation et les tablettes. Les comptes de HRC totalisent aujourd'hui un million d'amis sur Facebook et cent soixante mille followers sur Twitter. Avec toujours le souci de coller aux campagnes locales.

Au siège de HRC à Washington, Susanne Salkind me montre le *Congress Directory*, un répertoire de l'ensemble des élus, édité et mis à jour constamment par HRC. Chaque responsable politique national ou local y apparaît avec ses principaux votes sur la question gay. En fonction des situations régionales et de l'actualité, HRC est capable d'envoyer des milliers d'e-mails ciblés par zone géographique. « Quand il y a un vote au Congrès du Tennessee ou de Caroline du Nord et que les parlementaires locaux reçoivent sept cent mille e-mails en quelques jours, je peux vous assurer que c'est très efficace », se réjouit de son côté Sandra Hartness, administratrice de HRC (la bataille a néanmoins été perdue au Tennessee comme en Caroline du Nord).

Les élus ne sont pas la seule cible de HRC. Les médias, les fondations, les écoles, et même les églises sont recensés et évalués. En direction des entreprises, HRC a élaboré par exemple un *Corporate Equality Index* qui note, chaque année, les sociétés américaines en fonction de leur politique antidiscriminatoire. « Nous avons encore du mal à convaincre les élus, mais nous réussissons beaucoup mieux avec les boîtes privées ; notre relatif échec dans l'ordre politique se double d'une relative victoire dans le monde de l'entreprise », affirme Susanne Salkind, la directrice générale de HRC. Ce n'est pas rien. Aux États-Unis, c'est dans les entreprises, et non pas au Congrès, que se

jouent des questions aussi importantes que la protection sociale ou les complémentaires santé.

Reste le problème évangéliste. Chaque fois que le mouvement gay gagne une bataille, les églises les plus conservatrices organisent la contre-offensive. Il faut donc réagir. Œil pour œil, dent pour dent. Les programmes télévisés en faveur du mariage pour tous sont boycottés ? Les militants LGBT organisent le boycott de ceux qui sont homophobes. La presse régionale est antigay ? Les activistes nourrissent les courriers des lecteurs des quotidiens de témoignages prérédigés décrivant des discriminations homophobes factuelles. Une entreprise finance une organisation antigay ? Les militants lancent une campagne négative contre ses produits. La Fondation Gill a même eu l'idée de créer un fonds spécifique, baptisé le Gay & Lesbian Fund for Colorado, pour financer généreusement les institutions sociales, scolaires ou culturelles à condition que celles-ci s'engagent à respecter une charte de non-discrimination à l'égard des gays et à afficher le logo, très explicite, de la fondation. Ainsi, à Colorado Springs justement, où je les ai vus agir, ils incitent les associations à refuser le diktat des conservateurs au cœur même d'une des régions les plus évangélistes du pays.

Les militants gays que j'ai interrogés dans des dizaines de villes américaines sont aujourd'hui combatifs et plutôt optimistes. Les revers existent pourtant dans de nombreux États.

« La vérité est simple : partout où il y a un référendum populaire, le mariage gay est rejeté et les pro-mariages sont battus », affirme Paul McCusker, chez Focus on the Family. Il est vrai que dans les années 2000 et 2010 tous les référendums – au total trente et un – qui ont eu lieu sur le sujet dans de nombreux États ont été perdus (sauf que, depuis que je l'ai interrogé, le vent a tourné : en novembre 2012, quatre référendums ont, pour la première fois, été gagnés en faveur du mariage pour tous).

Dans chaque État, les conservateurs ont mis en place des campagnes redoutablement efficaces, articulées aux situations locales spécifiques, bien financées, et appuyées par la National Organization for Marriage, les Églises protestantes, les pasteurs noirs conservateurs et la Conférence des Églises catholiques. L'un des « cerveaux » de ce mouvement antimariage s'appelle Frank Schubert : professionnel des relations publiques, ce républicain de 57 ans a réussi à réunir 40 millions de dollars en 2008 pour organiser la campagne qui a fait bloquer le « same-sex marriage » en Californie. En 2012, il a été l'inspirateur des campagnes conservatrices dans les États où un référendum était organisé sur le mariage. Sa stratégie était habile : ne surtout pas être homophobe, valoriser les droits LGBT (il a une sœur lesbienne et le dit) et laisser les électeurs libres de voter pour la

réélection de Barack Obama s'ils le souhaitent ; mais refuser clairement toute transformation de l'institution du mariage. Le message d'une publicité qu'il a conçue et qui a été massivement diffusée sur les chaînes de télévision en 2012 affirmait : « Tout le monde a le droit d'aimer la personne de son choix, mais personne n'a le droit de redéfinir le mariage. » Frank Schubert répète sans cesse qu'« il est possible de respecter les droits des gays et des lesbiennes sans redéfinir le mariage » (je n'ai pas interviewé Schubert et je le cite ici à partir d'une interview au *New York Times*).

« Nous ne voulons pas redéfinir le mariage, nous voulons mettre fin à une discrimination. La bataille continue. Il ne faut jamais baisser les bras », me dit Alan Uphold, le représentant de HRC en Californie, qui sait d'expérience que les batailles durent longtemps. La quarantaine, bronzé et musclé, cet homme qui ressemble au portrait-robot du gay de West Hollywood m'a donné rendez-vous dans le fameux bar gay de Los Angeles, The Abbey, sur Santa Monica Boulevard.

Là, Alan me présente son « mari », avec lequel il vit depuis plus de douze ans, ce dernier travaillant à la direction de Logo, la chaîne gay de MTV. « Mais nous ne sommes pas officiellement mariés, précise Alan. Et si nous l'avions été, nous ne le serions plus tout à fait ! » Le mariage, en effet, a bien été autorisé en Californie, en juin 2008, avant d'être banni, cinq mois plus tard, en novembre 2008, par un amendement constitutionnel voté lors d'un référendum populaire. Différents appels juridictionnels techniques sont en cours.

L'équipe de HRC représente en Californie l'un des trente-quatre « chapters » (comités) de l'association à travers le pays. Comme HRC Long Beach, HRC Greater New York ou HRC Carolina, chacune de ces antennes régionales mène le combat local. En Californie, la bataille continue.

Au NUMÉRO 600 DE CASTRO Street, à San Francisco, au cœur du quartier gay le plus emblématique au monde, je me retrouve dans un magasin de Human Rights Campaign. L'adresse est hautement symbolique : ce fut celle de Harvey Milk, qui avait ouvert là un petit magasin d'appareils photo, avant de devenir le premier élu ouvertement gay des États-Unis et d'être assassiné. HRC contribue à entretenir le lieu – et la mémoire de Harvey Milk, icône du mouvement gay dans le monde.

Pourtant, je ne suis plus dans un espace militant ou une association homosexuelle qui aurait pignon sur rue : j'ai l'impression d'être dans un Disney Store ! On y vend des pin's et des casquettes gays, des serviettes de bain et des cravates couleurs arc-en-ciel. HRC assume ce passage singulier du militantisme au commerce, les symboles gays

étant devenus de simples produits dérivés. Une bague pour offrir à son mari ? une plaque d'immatriculation Rainbow pour sa voiture ? des grains de riz arc-en-ciel pour un mariage gay ? des dizaines de tee-shirts pour dire son orientation sexuelle ou l'objet de son affection ? une écuelle pour son chien aux couleurs de HRC ? On trouve tout cela dans cette boutique du Castro à San Francisco ainsi que dans les autres magasins similaires ouverts à Provincetown ou à Washington et, bien sûr, sur un site online (shop.hrc.org).

Ce militantisme nouvelle manière n'est pas du goût de tout le monde. Organisation centriste, HRC a fait l'objet de critiques sur sa droite comme sur sa gauche. À droite, c'est Andrew Sullivan, l'un des intellectuels gays conservateurs les plus connus, catholique d'origine britannique, qui a croisé le fer avec l'organisation en lui reprochant d'être « un satellite du parti démocrate » et en mettant en doute le nombre réel de ses membres. À gauche, la critique est parfois plus sévère. On reproche à HRC de compromettre ses valeurs par souci de respectabilité ou de donner la parole à un milliardaire de Goldman Sachs lors de ses dîners de gala plutôt qu'à un transsexuel. On pointe aussi son bilan mitigé dans la lutte contre le sida, son silence sur la plupart des sujets internationaux, son travail insuffisant contre les discriminations faites aux personnes trans et sa neutralité politique qui l'a conduite à soutenir quelques élus républicains. Pour d'autres, HRC serait devenue une association représentant l'establishment, plutôt que la contre-culture queer, les classes populaires et les marges du mouvement gay.

« La gauche radicale nous considère comme conservateurs, reconnaît Dane Grams. C'est vrai, nous ne sommes pas gauchistes. L'époque a changé. Nous devons travailler avec les démocrates et avec les républicains, car il y a des démocrates conservateurs et des républicains plus modérés. » Alan Uphold de HRC à Los Angeles partage ce point de vue : « Le militantisme radical a été nécessaire, mais ça nous a éloignés de certains de nos alliés. Aujourd'hui, il nous faut être dans le dialogue, pas dans la provocation. Et dans le contexte américain, il s'agit de prendre au pied de la lettre la guerre culturelle de la droite conservatrice sur le thème du patriotisme et des valeurs familiales. Avec le mariage, l'adoption et le droit de servir dans l'armée, nous défendons les mêmes valeurs que tous les Américains. » De son côté, la directrice de HRC, Susanne Salkind, comprend aussi ses critiques : « Nous avons tout à gagner à accepter les différents points de vue autour de la table de discussion. Les voix plus radicales sont les bienvenues, mais nous voulons dialoguer avec le Congrès, avec les entreprises, avec les élus locaux. On veut des progrès réels. On est là pour faire en sorte que les choses se fassent [making things happen]. On doit donc accepter des compromis. Ce qui ne veut pas

dire des compromissions. » Quant à Sandra Hartness, administratrice de HRC, elle résume les évolutions en cours : « Nous incarnons un militantisme moderne, post-gay si l'on veut, qui consiste à construire des coalitions bipartisanes, locales, décentralisées, et à être très pragmatiques. Notre objectif, c'est la réalité. En ce sens, nous sommes très différents du vieux mouvement gay. Si un républicain défend nos positions, nous le soutenons. Et si un démocrate est hostile au mariage pour tous, nous le faisons battre ! »

Tous les militants de HRC que j'ai rencontrés un peu partout aux États-Unis ont toutefois voté sans exception pour Barack Obama en 2008 et 2012.

L'histoire retiendra probablement la date et la formule. Le 9 mai 2012, le président des États-Unis répond à mots comptés à une question d'un journaliste d'ABC News, qui l'interroge sur le mariage pour tous : « À un moment donné, j'ai fini par me dire qu'il était important, à titre personnel, d'avancer et d'affirmer que, pour moi, les couples de même sexe doivent pouvoir se marier. »

Barack Obama qui, depuis plusieurs années, était « en train d'évoluer » sur l'ouverture du mariage aux homosexuels, a donc choisi. Il reconnaît qu'il a longtemps « hésité parce qu'il a pensé que les unions civiles seraient suffisantes », mais après des discussions avec des amis gays, avec sa femme Michelle, et ses filles, il a fini par se convaincre de s'engager. Annonce symbolique certes, mais pari audacieux aussi. Et même risqué. En septembre 2012, le parti démocrate fait du mariage pour tous un des axes du programme de sa National Democratic Convention de Charlotte, en Caroline du Nord. « C'est un tournant, confirme Susanne Salkind. À l'avenir, il sera impossible pour un candidat démocrate de gagner les primaires sans être favorable au "same-sex marriage". » Il y a plus : pour de nombreux Américains de tous âges et de toutes races, c'est la première fois qu'un président des États-Unis a regardé la caméra en face et a dit clairement, à chacun, que l'homosexualité était en fin de compte « OK ».

Pourquoi Obama a-t-il changé six mois avant l'élection présidentielle de novembre 2012 ? Le risque n'était-il pas considérable ? Le président a probablement pensé qu'il devait d'abord satisfaire sa base démocrate, parfois déçue par ses ambivalences, et remobiliser les jeunes, les femmes et son aile gauche. Il lui fallait un thème fort. Le mariage pour tous en est un. Il y a plus : Obama veut rassembler par le consensus et il est persuadé qu'en défendant une revendication de gauche, celle des gays, sur un sujet conservateur (avoir les mêmes droits pour fonder une famille) il peut réconcilier l'Amérique. À court terme, il la divise. Mais il mise sur le fait que

l'ouverture du mariage aux couples de même sexe est en train de gagner du terrain dans l'opinion publique. Il veut être une figure transformative – celui qui aura contribué à faire évoluer les Américains, en racontant lui-même sa propre évolution. Aussitôt, la plus haute instance noire de défense des droits civiques, la NAACP, hier réservée, a immédiatement suivi la position du président. Le pari d'Obama : que ses propos accélèrent encore le mouvement. « Chaque vague de sondages est meilleure que la précédente. Les Américains acceptent l'idée du “same-sex marriage” à une vitesse qui étonne même les sondeurs. On n'a jamais vu une telle progression de l'opinion publique. Les jeunes, les femmes et les électeurs indépendants en particulier. En une seule génération, un sujet tabou est devenu consensuel. S'il n'avait pas parlé, Barack Obama risquait d'être en retard sur l'opinion et de manquer l'opportunité de prendre la tête de ce formidable mouvement », me dit Richard Socarides, l'ancien conseiller de Bill Clinton chargé de la question gay.

Obama avait besoin également du soutien des riches donateurs américains pour ses collectes de fonds en 2012. Il a d'ailleurs fait partir, immédiatement après son annonce, un e-mail massif, dont l'objet était simplement intitulé « Marriage », pour demander un soutien financier exceptionnel. Or, les milieux du cinéma à Hollywood, du numérique à San Francisco et de l'entertainment à New York sont très favorables au « same-sex marriage », quand ils ne sont pas eux-mêmes gays. Les patrons de Starbucks, Google, Apple, Microsoft ou Nike sont, parmi beaucoup d'autres, de fervents supporters du mariage pour tous ; ils n'hésitent pas à financer les associations, par exemple Jeff Bezos, le patron d'Amazon, qui en 2012 a signé un chèque de 1,6 million d'euros en faveur du mariage pour tous (même si, à l'inverse, d'autres sociétés, comme la chaîne de fast-food d'Atlanta, Chick-fil-A, soutiennent les associations antigays). Homosexuel lui-même, David Geffen, le “mogul” de Hollywood (et le « G » de Dreamworks SKG) a fait du mariage pour tous son combat, en offrant lui aussi quelques millions. Certains ont également évoqué, pour expliquer l'évolution d'Obama, les pressions amicales que le président aurait reçues de ses amis artistes comme Lady Gaga, Madonna, George Clooney, Brad Pitt ou Ricky Martin – tous activistes du mariage pour tous.

Dans l'écheveau des amitiés individuelles, des choix tactiques, de l'influence des sondages, du hasard des circonstances qui ont fini par faire « évoluer » le président des États-Unis sur l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe, il est un point probablement plus décisif : la question noire.

« Separate but equal. » « Séparés mais égaux » : la formule a résonné longtemps dans la tête de Barack Obama. C'était celle de la

ségrégation noire. Il en a parlé dans ses livres. Il a fait de son élection une nouvelle étape de la libération des Noirs aux États-Unis. Et pour reprendre la belle formule de l'écrivain gay Andrew Sullivan : « Barack Obama a dû sortir d'un autre placard [to come out of a different closet]. Il a appris à s'assumer comme Noir de la même manière que les gays apprennent à s'assumer comme gay. »

Le lien entre les deux questions ? Celle des « civil rights ». Barack Obama a été l'une des premières personnalités d'envergure internationale à considérer que la question des droits des gays était pleinement un droit de l'homme. Cinquante ans après, il veut être à la fois l'héritier de John F. Kennedy et de Lyndon Johnson – le président qui a parlé des droits des Noirs dans de grands discours et celui qui les a fait voter dans de grandes lois. Or, pour Obama, le combat pour les droits des gays est apparu peu à peu comme la suite logique du combat pour les « civil rights », inauguré par Martin Luther King. Plus précisément encore, il sait qu'il a fallu attendre 1967, et la décision « Loving versus Virginia » de la Cour suprême, pour que l'interdiction des mariages interracialisés, qui existaient encore dans seize États américains, soit définitivement abrogée. À cette occasion, la Cour suprême des États-Unis a tranché en affirmant que le droit au mariage était « a basic civil right of man » (un des droits civiques élémentaires de l'homme). Et lorsque les propres parents d'Obama, un couple interracialisé, se sont mariés, leur union était encore illégale dans plusieurs États américains. Nourri de sa propre expérience, Barack Obama fera tout pour ne pas être du mauvais côté de l'histoire. Méthodique, déterminé, il sera fidèle à ses engagements et à sa vision de la justice sociale.

Le 6 novembre 2012, lors de la réélection triomphale de Barack Obama, ses propos en faveur du mariage pour tous ont-ils eu un effet ? Obama a-t-il fait la preuve qu'il était une figure « transformative » ? En tout cas, les quatre référendums populaires organisés ce jour-là en faveur du « same-sex marriage » ont été gagnés par les militants LGBT, non pas seulement devant une cour ou un Congrès, mais pour la première fois devant le peuple américain (Maine, Maryland, État de Washington, et le référendum antigay au Minnesota a été repoussé). Les associations gays ont collecté et dépensé vingt-six millions d'euros pour ces campagnes référendaires qu'elles ont gagnées. De plus, la défaite du républicain Mitt Romney a été décryptée à travers le prisme de la détestation qu'il a suscitée chez les Hispaniques, les femmes et les gays. Parmi les 5 % des votants qui se considèrent eux-mêmes comme « homosexuels » dans les sondages Gallup de sortie des urnes, 76 % ont voté pour Barack Obama et 22 % seulement pour Mitt Romney – ce qui aurait suffi, selon le *New York Times*, à faire la différence dans les « swing states ». « La réélection de Barack Obama a

été le signal que l'hégémonie du mâle blanc hétérosexuel a pris fin en Amérique », a commenté le journaliste du *LA Times* Paul West. Le même jour, une élue ouvertement lesbienne – la démocrate du Wisconsin Tammy Baldwin – faisait également son entrée au Sénat américain. Ces victoires du 6 novembre 2012 marquent un tournant. Elles resteront probablement longtemps gravées dans les livres d'histoire.

Au niveau mondial, la déclaration pro-mariage d'Obama a eu des répercussions tout aussi considérables. Les militants gays du monde entier ont reçu la nouvelle comme un encouragement. En Chine, au Japon, en Russie, comme en Amérique latine, les activistes gays m'ont dit que les propos d'Obama les avaient confortés dans leur combat. En mai 2012, la « une » du magazine américain *The New Yorker* comportait un simple dessin : la Maison-Blanche aux couleurs de l'arc-en-ciel.

Nous en sommes là. L'histoire est en marche, en train de s'écrire. « Forward » était le mot-slogan de la campagne victorieuse d'Obama en 2012 (« en avant, continuons »), choisi pour montrer le contraste avec son opposant républicain qui aurait conduit le pays « backward » (« en arrière »). Aujourd'hui, les gays américains ont renouvelé leur confiance en Obama – un président qui a l'intelligence de l'Amérique. Et la Cour suprême s'est saisi du sujet. Mais seul l'avenir dira si le premier président noir des États-Unis restera le président américain qui a inscrit, sur la durée, les droits des gays dans l'histoire longue des « civil rights ». Forward.

Les nouveaux « camarades » de Mao

« TONGZHI. » Le mot est écrit en gros caractères, couleurs rainbow, sur le tee-shirt de Guo Ziyang. Il me traduit l'expression, rédigée en chinois simplifié : « En gros, ça veut dire que je suis gay et que j'en suis fier. C'est une sorte d'argot homosexuel. Mais "tongzhi" a un autre sens, emprunté au vocabulaire de l'armée du peuple. Pour les communistes, ça signifie, de façon fraternelle, "camarade". » Depuis les années 1990, les homosexuels se sont ainsi approprié le mot « tongzhi » à Taïwan et à Hong Kong, avant que le terme ne se répande ensuite en Chine continentale. « Tongzhi, c'est encore un message un peu codé, un clin d'œil. Et plutôt que d'employer les mots péjoratifs ou à connotation médicale comme "tóngxìngliàn" (homosexuel), on préfère ce mot plus positif et fluide. On l'emploie indifféremment pour les gays, les lesbiennes, les trans... » Guo Ziyang a 25 ans. Il est fier de son tee-shirt et il promet de m'en offrir un. Ses baskets à semelles hautes sont décorées d'un drapeau américain.

Au vingtième étage d'un immeuble crasseux, dans le quartier de Chaoyang, près du troisième périphérique, au nord-est de Beijing (nouvelle traduction, littérale, de Pékin), je suis au siège de l'association Aibai. Elle gère un portail web du même nom, l'un des principaux sites gays chinois.

À sa création en 1998, Aibai était domicilié aux États-Unis pour plus de sûreté et hébergé par un Chinois-Américain de Los Angeles. Aujourd'hui, le site a été transféré en Chine continentale. « Nous sommes tolérés, car nous avons une vocation éducative. Nous ne critiquons pas le régime et nous ne postons aucune image pornographique. Le gouvernement chinois ne censure pas l'homosexualité : il censure le prosélytisme, la pornographie, les Droits de l'homme. Pourquoi serions-nous interdits ? » demande, faussement naïf, Hui Jiang, le directeur d'Aibai. Qui précise néanmoins, à mots comptés : « Le lobbying politique en direction du gouvernement ne fait pas partie de nos objectifs de travail principaux. Nous voulons d'abord influencer le grand public. » Dans la salle où je me trouve, il y a une dizaine de petits bureaux qui servent aux séances de formation. Sur chacun d'eux sont posés un rouleau de scotch, de la colle, une agrafeuse, des ciseaux, une calculatrice. Tout ici est très éducatif.

Quelques militants, dont Guo Ziyang, nous ont rejoints. Ziyang : « Nous sommes en zone grise : on n'est ni interdits ni autorisés.

Suspects, mais tolérés. La Chine communiste a adopté vis-à-vis de l'homosexualité la règle des trois "non" : non à l'approbation ; non à la désapprobation ; non à la promotion. Aujourd'hui, contrairement à ce que l'on croit souvent en Occident, l'homosexualité a été dépénalisée en Chine et il n'y a pas officiellement de loi antigay. L'homosexualité n'est pas plus interdite qu'autorisée : pour le régime, elle n'existe pas. Et nous non plus, pour le gouvernement, nous n'existons pas. Mais en Chine, vous allez voir, les gays existent. Ils sont partout ! »

« DESTINATION » est le nom d'une discothèque, dans le quartier Guand Cai de Beijing, où, le lendemain soir, Guo Ziyang et Hui Jiang m'emmènent. Le lieu est immense : c'est une sorte d'usine réhabilitée, en plein centre-ville de Beijing. Au rez-de-chaussée : quatre immenses bars de différentes ambiances, dont une salle réservée aux « bears », décorée de centaines de petits ours en peluche. Au premier étage, il y a encore une dizaine de bars à l'atmosphère plus décalée. Les deuxième et troisième étages sont réservés aux expositions d'art gay contemporain et aux tests de dépistage du sida effectués dans de petites antichambres. Chaque week-end, entre cinq cents et sept cents personnes envahissent ce lieu. « Les policiers ne viennent jamais ici. Ils ne se préoccupent pas de nous. On est gentils [kind]. Le peuple chinois est un peuple gentil [kind]. La police nous laisse tranquille. Tant qu'on ne milite pas, ce n'est pas leur business. Tant qu'on n'est pas antigouvernement, tout est OK », explique Ray Zhang, le manager du club Destination. (Le lieu a néanmoins connu de sérieux problèmes avec les autorités, notamment lors d'un raid policier quelques années plus tôt en mars 2008.)

Sur un mur, un petit panneau en mandarin, sur lequel est stylisé un policier, met en garde les clients : « Drogue interdite ; prostitution interdite ; jeux d'argent interdits. » Plus loin, j'aperçois une statue de Lei Feng, soldat de l'armée du peuple, icône communiste par excellence : « a bitch » tranche un de mes accompagnateurs. Tout le petit groupe qui m'accompagne éclate de rire.

Durant les Jeux olympiques, certaines brochures officielles du parti communiste chinois signalaient l'existence de Destination. « Pour Beijing 2008, le gouvernement a fait notre pub. Il nous a fait connaître. Nous étions une vitrine », explique Ray Zhang. Un village Potemkine à des fins de propagande ? Peut-être. Un lieu isolé et unique ? Pas seulement. La réalité, c'est que la Chine est en train, lentement, inexorablement, de s'éveiller. Et les « tongzhis » avec elle.

Liu Ye est UN jeune acteur émergent dans un pays émergent. Je le rencontre au Ritz-Carlton de Beijing. Superstar de la télévision chinoise (des jeunes filles l'arrêteront dans la rue à notre sortie de

l'hôtel), ayant joué avec Meryl Streep à Hollywood, il semble timide, et même chétif, emmitoufflé dans une magnifique veste de cuir, et renfrogné dans un grand fauteuil en skaï. Liu Ye n'a guère plus de 30 ans. « Je suis né sous Mao et je suis devenu adulte dans la Chine émergente », résume le jeune homme un peu étonné d'être désormais, à son corps défendant, un sex-symbol. Acteur de cinéma, mêlant les genres du kung-fu à l'art et essai, il a déjà joué pour les plus grands réalisateurs chinois (Chen Kaige, Zhang Yimou, John Woo). Pourtant, il gagne sa vie grâce aux feuilletons télévisés dans lesquels il a notamment joué un personnage gay. « On est beaucoup plus libre à la télévision, explique le jeune acteur. On peut parler de la révolution culturelle, avoir des infidélités, interpréter le rôle d'un homosexuel, toutes choses que la censure ne laisse pas passer au cinéma. » En l'écoutant, je me dis que cette censure politique est étrange : elle contrôle sévèrement le moindre contenu de film dans un pays où les habitants vont encore peu au cinéma, mais se montre plus libre avec les séries télévisées vues par des millions de personnes sur près de deux mille chaînes chinoises.

Le film qui a fait connaître Liu Ye à l'international s'intitule *Lan Yu, garçon chinois*. Il s'agit d'une histoire d'amour entre hommes, Liu interprétant le rôle principal, celui d'un homosexuel sensible et généreux. Récompensé à Taïwan, acclamé à Hong Kong, applaudi aux États-Unis, le film a fait le tour du monde des festivals gays, mais il a été censuré en Chine (il comporte aussi une scène relative aux événements de Tiananmen). Le film est cependant accessible facilement en DVD au marché noir (je l'ai vu dans des magasins de Shanghai et de Shenzhen).

Il a également été diffusé sur les chaînes panasiatiques de Hong Kong et Taïwan, accessibles assez largement, quoique illégalement, en Chine continentale. « Contrairement à ce que l'on croit souvent, le système culturel chinois n'est pas figé. Tout bouge. Tout est interdit et tout est possible. Le jeu est finalement assez ouvert. Ce n'est pas un marché mature », affirme, philosophe, Liu Ye. L'acteur me dit n'avoir jamais eu de problèmes avec la police pour avoir été le héros d'un des plus célèbres films sur l'homosexualité en Chine. Et il a depuis continué à tourner, incarnant même à l'écran Mao Zedong dans un film populaire non censuré.

« Be PROUD, don't hide. » En juin 2012, je me retrouve à Shanghai à la soirée de lancement de la Gay Pride. « Notre slogan est simple et efficace : être fier et ne plus se cacher », résume Charlene Liu, une militante lesbienne, de nationalité malaisienne, qui coorganise la Shanghai Pride.

Je suis au café Rico Rico au sud du Bund, la berge ouest de la

rivière Huangpu, et l'un des quartiers chics de Shanghai. Devant moi, sur l'autre rive, la skyline est à couper le souffle. Au loin, parmi les gratte-ciel de Pudong, illuminée de multiples couleurs, tel un Rainbow flag : la Perle de l'Orient. En une décennie, les Chinois ont bâti là une nouvelle ville qui rivalise avec Manhattan.

Au café Rico Rico, l'ambiance est à la fête. Les drapeaux gays flottent sur le Bund et cinquante-deux sponsors participent, pour la quatrième année, à cette Gay Pride chinoise. Plus de trois cents personnes sont rassemblées pour l'événement – une affluence modeste pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. « C'est un bon début », relativise Charlene Liu, qui sait d'expérience ce qu'une telle audace peut coûter. Et d'ajouter : « La Gay Pride doit rester assimilée à une soirée privée, c'est pour cela qu'on a installé des barrières. Mais à Shanghai, c'est quand même plus facile à organiser qu'à Beijing. »

« Plus on est loin de la capitale, plus il y a de paraboles sur les maisons, moins la pression politique pèse et plus les gays sont visibles », confirme Dylan Chen, un jeune agent marketing, coorganisateur avec Charlene de la Gay Pride. Il prend soin de préciser toutefois qu'il ne s'agit pas d'une « gay parade » ni d'une « marche » publique, mais seulement d'une semaine de culture gay avec des soirées dans des cafés, des expositions, des compétitions sportives, des cycles de films et d'un « Pink Picnic », parmi une vingtaine d'événements répartis tout au long d'une « gay week ». Dylan Chen : « Il y a des codes à respecter et il suffit de les intégrer pour pouvoir agir. Il ne faut pas embarrasser le gouvernement. Par exemple, on ne dit pas "Gay Pride", mais "Gay Pride Festival", on ne parle pas des "droits des gays mais de "culture gay". Et si possible, on communique plutôt en anglais qu'en mandarin, ce qui effraie moins les officiels. Bien sûr, à chaque fois, la police vient chercher pour voir "si tout va bien", mais pour l'instant, comme vous le voyez ce soir, elle nous laisse faire. »

Soudain, je sens monter une agitation. La police ? Petit attroupement. La foule se resserre. Sur la scène improvisée, Blush, un célèbre girl band pan-asiatique, qui a fait le déplacement pour l'occasion, commence à chanter. « Elles sont venues soutenir la parade, bénévolement, alors qu'on les acclame partout, en Corée ou au Japon », me dit Dylan Chen, visiblement émerveillé.

Vers minuit, la fête bat de l'aile. La soirée se poursuit néanmoins à quelques centaines de mètres de là, au bas de l'hôtel Indigo, dans un club baptisé MJ, pour la soirée « Angel », toujours sur le Bund. J'y débarque avec Li Gang, un journaliste et activiste gay qui est le responsable à Shanghai du site aibai.com. Je suis immédiatement surpris par la foule : près d'un millier de gays, portant Converse et Hush Puppies, vêtus de tee-shirts Abercrombie & Fitch, tous avec des

coupes de cheveux extravagantes rappelant les idols et les boy bands sud-coréens, dansent sur de la musique strictement américaine. La boîte de nuit est ultramoderne, digne des plus belles discothèques new-yorkaises. Sur la scène, deux DJ assurent le mix à partir d'ordinateurs MacBook Pro dernier cri. Sur un écran géant, des slogans apparaissent, en chinois simplifié et en anglais : « Respect », « Inclusive », « Diversity ». S'affiche aussi l'adresse du site web de la soirée gay où je me trouve, « Angel », avec des liens vers les réseaux sociaux chinois, ainsi que vers Facebook et Twitter (leur simple mention est significative : ces deux réseaux américains étant officiellement interdits en Chine, ils sont donc accessibles, *via* des logiciels de contournement, par beaucoup de Chinois branchés).

L'atmosphère est détendue et le public, jeune, quasi exclusivement chinois (on est loin des lieux de Shanghai pour expatriés comme Bar Rouge, M on the Bund, Char ou Glamour Bar). À défaut de différence d'âge, il y a, me dit-on, une vraie mixité sociale. À la fin de la soirée, le club affrète des bus à destination des quartiers populaires les plus excentrés de Shanghai pour éviter aux jeunes gays de prendre des taxis fort onéreux.

Ce qui me frappe le plus, au cours de la nuit, c'est que la plupart des jeunes Chinois, qu'ils soient au bar ou sur la piste, passent leur temps à pianoter sur leur smartphone. Tout en dansant, ils sont en train d'inventer la nouvelle vie gay chinoise, celle des sites web et des réseaux sociaux. Et alors que je m'apprête à quitter Angel, cette image, au cœur de la nuit, de tous ces téléphones portables allumés, qui scintillent, me paraît être un bon indice de l'émergence des gays chinois. Pour finir, je demande à Li Gang, mon accompagnateur journaliste, s'il a pensé à l'exil. Il me répond : « Fuir la Chine ? Pourquoi ? À Shanghai, la vie gay est désormais mieux qu'à Paris ou à New York. C'est toi qui devrais t'installer ici. »

C'est la faute à Confucius

En menant cette enquête en Chine dans une dizaine de villes, au cours de deux séjours, en 2008 et 2012, j'ai découvert une vie gay très contrastée. D'un côté, les traditions dominent et le parti communiste veille. L'empreinte du confucianisme – cette doctrine inspirée du philosophe Confucius qui a vécu au Ve siècle avant Jésus-Christ – est encore très prégnante : le respect des aînés et la piété filiale, la primauté de la famille, la fidélité aux rites et aux conventions sociales, l'humilité. L'« harmonie » du pays requiert de privilégier le consensus sur la division, la discrétion sur la confrontation. Autant de règles tacites d'inspiration confucéenne qui rendent la visiblité de l'homosexualité particulièrement taboue en Chine. Car

l'homosexualité est souvent, par essence, dissonance et inharmonie. Ce chantage à l'« harmonie » est un ressort puissant de l'homophobie tacite et toujours latente en Asie.

Après avoir été longtemps ennemi des homosexuels – l'égalitarisme agraire de Mao Zedong était non seulement homophobe mais criminel –, le parti communiste chinois fait aujourd'hui preuve de moins de brutalité. Il ajoute pourtant à l'impératif social de l'« harmonie » ses propres contraintes politiques, comme le refus de toute société civile et le rejet des Droits de l'homme. Créer une association à but non lucratif est quasiment impossible. À cela s'ajoute une politique de mobilité contrariée. Pour les gays, comme pour l'ensemble de la population, la migration intérieure est freinée administrativement : les déplacements nécessitent un « hukou », ou passeport intérieur. La politique de l'enfant unique, de son côté, survalorise le descendant chéri, seul espoir de filiation et, souvent, de retraite ; si cet enfant unique se révèle homosexuel, toute la construction sociale chinoise s'effondre. La plupart des gays que j'ai rencontrés en Chine approuvent ce modèle familial traditionnel, et s'ils peuvent critiquer, en privé, le parti communiste, ils privilégient souvent le modèle du « Don't ask, don't tell » – pour vivre heureux, vivons cachés. Ils draguent sur Internet, sortent dans certains bars, mais cantonnent le plus souvent leur homosexualité à la sphère privée, sans militer ni réclamer de droits. « On est fidèles à Confucius, me dit Lisa, une blogueuse, interrogée à Beijing. On est discrets. Mais ça ne nous empêche pas d'être gays. D'ailleurs, Confucius, lui-même, était certainement homosexuel. N'oubliez pas qu'il ne s'est jamais marié et qu'il aimait beaucoup son disciple préféré, le jeune éphèbe Yan Hui ! »

Par de multiples signes, la Chine s'ouvre aussi. Partout, il existe des bars gays. La Chine est de moins en moins un pays communiste et de plus en plus un pays ultracapitaliste : la création d'entreprises étant encouragée, les commerces gays suivent le mouvement. Certains patrons gays seraient même, selon mes interlocuteurs, connectés au parti communiste et à l'armée du peuple. Pour une large part, c'est donc le marché, plutôt que la politique ou les associations, qui est en train de libérer les gays dans un pays où l'on évalue leur nombre, selon une étude basée sur le recensement de 2011, à vingt-neuf millions. Presque trente millions ! Et encore ce chiffre est-il probablement en deçà de la réalité.

Au-delà de Beijing et Shanghai, le développement des bars gays dans les grandes villes chinoises est un phénomène majeur. A Nanjing (Nankin), par exemple, j'ai visité plusieurs lieux gays populaires, comme le Red Bar ou le Ye Shan Teng, et interviewé un groupe d'activistes gays au restaurant Yos Mite. Un website gay a été lancé, en liaison avec l'université de la ville. Et si les autres bars gays de

Nanjing sont considérés comme moins fréquentables, en raison de la présence de « MB » (ou Money Boys, pour prostitués masculins), les soirées gay friendly sont cependant nombreuses. Même chose à Shenzhen et à Guang-zhou (Canton), au Sud de la Chine, où la vie gay m'a paru active. Ailleurs, tout un réseau de coffeeshops, de tea houses, de saunas et de cabarets à thème, assure, me disent les militants, une vie gay plus underground. On m'a signalé des établissements gays dans des villes où je ne suis pas allé comme Xi'an, Dali, Chongqing, Chengdu, Shenyang, Ürümqi, Wuhan ou Kunming. Sans surprise, la vie gay semble plus difficile dans la Chine rurale où l'on parle de mariages arrangés, fréquents hors des grandes villes, de la misère des gays isolés et qui, sans passeport « intérieur », ne peuvent même pas déménager.

Le militantisme s'organise aussi, timidement. Outre un réseau d'associations de lutte contre le sida de plus en plus dense, il existe désormais un centre gay et lesbien à Beijing et un second doit ouvrir à Shanghai en 2013. « Nous sommes juridiquement une société commerciale, sous le label "promotion culturelle", mais pas une association, ni une ONG, car ce serait impossible en Chine », m'explique Bin Xu, la cofondatrice du centre LGBT de Beijing, lorsque je visite ses locaux. À deux reprises déjà, le centre a dû déménager sous les pressions de la police, mais les militants résistent. « On conserve une attitude très discrète. On ne provoque pas. Mais on ne baisse pas les bras non plus. On veut construire un esprit communautaire sans pour autant évoquer les Droits de l'homme », explique Stephen Leonelli, l'un des activistes du centre gay et lesbien de Beijing, qui parle chinois, mais est de nationalité américaine. En sous-main, je découvre que le centre gay, comme de nombreuses structures LGBT chinoises, est financé par des fondations nord-américaines.

Selon mes interlocuteurs, il y aurait aujourd'hui une centaine d'associations gays en Chine, dont une alliance d'au moins cinquante organisations lesbiennes. Il existe quelques journaux homosexuels et surtout d'innombrables sites web gays, ni autorisés ni interdits. « Il est très difficile de décrypter la stratégie du gouvernement vis-à-vis des homosexuels », affirme Bin Xu, du centre LGBT de Beijing. Il n'empêche : la communauté gay est en train d'émerger en Chine. Une révolution est en cours, peu documentée ou commentée en Occident. La vie gay chinoise décolle. Nul ne pourra l'arrêter.

L'un des héros de CETTE RÉVOLUTION s'appelle Wan Yanhai. C'est un petit homme au visage grave, portant des lunettes rectangulaires, et qui reconnaît être un « bisexuel psychologique » (il est marié et père d'une petite fille mais aurait eu des tentations gays

lorsqu'il était étudiant). Wan Yanhai porte toujours sur le dos un sac Eastpak dans lequel il transporte son ordinateur portable : « J'ai trop de contacts, trop de codes, trop de secrets, pour laisser traîner mon sac. Si on me le piratait, ce serait une catastrophe pour le mouvement gay chinois », bredouille-t-il, lorsque je le retrouve à Taïwan fin 2011, après avoir passé plusieurs jours avec lui quelques mois plus tôt à Paris. Au cours de ces différentes rencontres, il m'a raconté son parcours, exemplaire, et décrit son engagement en faveur de l'homosexualité, qu'il inscrit dans le combat plus large des Droits de l'homme.

Avec ce mélange instable de révolte et de culpabilité, Wan Yanhai était comme prédestiné pour les grandes causes – et pour la prison. Étudiant en médecine, il a participé, dès 1986, aux manifestations démocratiques de Shanghai, avant de se retrouver « naturellement », en 1989, sur la place Tiananmen. Déjà surveillé par la police, il défend alors les droits des malades du sida et lance une hotline pour aider les homosexuels en détresse. Sa carrière est bloquée, son salaire coupé de 40 % et il se retrouve placardisé à l'institut national d'éducation à la santé de Beijing, dont il doit finalement démissionner. Mais le petit homme est sagace. Il en profite pour lancer une nouvelle ONG spécialisée dans la prévention du sida en direction des homosexuels. À cette époque, le Code pénal chinois contient encore la notion d'« hooliganisme », fréquemment utilisée pour interdire la sodomie en particulier, et les relations homosexuelles en général. Sous la pression de Wan Yanhai, et de quelques autres médecins et sexologues, la loi est modifiée en 1997 et l'homosexualité officiellement dépénalisée. « Depuis cette date, l'homosexualité n'est plus illégale en Chine, mais le fait de militer pour elle l'est toujours. Ce ne sont pas les gays qui inquiètent le gouvernement chinois, mais le fait que les gays s'organisent en communauté », résume Wan Yanhai, fragile, presque chétif, d'une voix douce. Le voici désormais militant gay à visage découvert. Plus question de s'arrêter ni de craindre la prison. Une nouvelle fois, il s'engage et mobilise des centaines d'amis pour demander à ce que l'homosexualité soit rayée de la liste des maladies mentales (ce qui est obtenu en 2001 en Chine) ; puis il se met à éditer un magazine LGBT en chinois sur Internet (régulièrement censuré). « La police ne surveille plus guère aujourd'hui les relations homosexuelles mais amplifie son contrôle sur les activistes. Les communistes ont dû faire la part du feu : il ne leur est plus possible de tout contrôler, surtout quand il y a plusieurs dizaines de millions d'homosexuels qui draguent chaque jour en Chine. Donc ils sont bien obligés de laisser faire. En revanche, les autorités se concentrent sur les militants politiques qui sont, eux, harcelés et parfois emprisonnés », décrypte Wan Yanhai.

Après avoir été emprisonné en 2002 pendant près d'un mois pour avoir révélé un scandale local de sang contaminé, il est libéré mais reste placé en résidence surveillée. Il y a chez lui une sorte de folie crâne, une bravoure, rare en Chine, qui le conduit à miser le double de sa perte précédente – sauf que cette martingale n'est pas un jeu ici, mais sa propre vie. Wan Yanhai reprend son militantisme de plus belle, perspicace comme toujours, maintenant en faveur du mariage gay. Le harcèlement policier s'intensifie, tout comme les filatures. « Longtemps, j'ai joué un jeu compliqué avec le gouvernement. Personne ne sait où se trouvent vraiment les limites. Alors j'ai continué à les repousser et à me faufiler entre les contradictions du régime », commente aujourd'hui Wan Yanhai. En 2008, il est un des signataires de la Charte 08, parmi trois cent trois défenseurs des Droits de l'homme (dont son ami le militant pacifique Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix 2010, toujours emprisonné en Chine). Bientôt, c'est l'association de Wan Yanhai qui est menacée par la bureaucratie tatillonne : on veut lui faire payer le prix de sa liberté. Il se rebelle encore auprès des autorités. Cette fois, il a brûlé ses vaisseaux. Finalement, un jour de mai 2010, il prend avec sa famille un billet d'avion pour Hong Kong et, sans préavis, bifurque vers les États-Unis, où il vit exilé depuis.

« Je n'ai jamais pensé à moi, en menant tous ces combats, me dit Wan Yanhai, lors d'un entretien à Taïwan. Je fais de mon mieux pour aider les gens, c'est tout. La question gay est une question de Droits de l'homme. »

Hong Kong, Taïwan et Singapour. Capitales exogènes. Bases arrière de la Chine. Places boursières. Hubs culturels. Métropoles gays. C'est en interrogeant les activistes homos de ces trois territoires que l'on obtient les informations les plus fiables sur la réalité des droits des gays en Chine.

La question des Droits de l'homme est devenue sensible à Hong Kong depuis sa rétrocession à la Chine par le Royaume-Uni en 1997. Les droits des gays également. Les associations LGBT sont nombreuses et assez bien tolérées, les lieux gays ont pignon sur rue. La dépénalisation de l'homosexualité a été adoptée en 1991. Et il y a même, depuis 2012, un député ouvertement gay, Raymond Chan, qui milite fermement pour le mariage pour tous.

Depuis Hong Kong, la communauté gay veille sur les droits des homosexuels en Chine continentale. La plupart des chercheurs et des ONG y sont basés – à commencer par les bureaux asiatiques d'Amnesty International et de Human Rights Watch. L'île de 7 millions d'habitants, minuscule face aux 1,3 milliard de Chinois « continentaux », se vit, me dit Fung, un militant de l'association

Rainbow Action, comme un lieu de résistance : « Ici, nous manifestons chaque année, début juin, pour commémorer les événements de Tiananmen, ce qui serait impensable en Chine, et nous défilons fin juin depuis 2004 pour la Gay Pride. »

Grâce au « monitoring » (observation) des Droits de l'homme, effectué depuis Hong Kong, les ONG m'apportent des informations précises sur la situation des gays en Chine. Les activistes gays de Hong Kong signalent, parmi beaucoup d'autres problèmes, des descentes de police à caractère homophobe dans des soirées gays de Guangdong et l'arrestation en 2009 d'une cinquantaine d'homosexuels dans un parc de Guangzhou. Certains bars ont été fermés par la police, comme le Q Bar à Shanghai en avril 2011, et plusieurs cafés et saunas gays ont fait l'objet d'interdictions, toujours sous le prétexte de pornographie, lors d'une vague antigay en 2008. Le festival de film LGBT de Beijing a été plusieurs fois annulé par la police. Des sites web sont régulièrement interdits, comme une vingtaine de blogs lesbiens en 2010. Les activistes interrogés à Hong Kong critiquent sévèrement la répression administrative, les descentes de police et, plus encore, l'arbitraire des lois en Chine continentale.

Grâce à Internet, et au réseau incroyablement efficace de cybermilitants basés à Hong Kong, mais aussi à Taïwan et dans les chinatowns des grandes villes américaines, les atteintes graves aux droits des gays en Chine sont aujourd'hui davantage connues et souvent médiatisées. « S'il y a eu des exactions, des crimes, et dit-on des expériences de castration systématique à l'égard des homosexuels dans la Chine de Mao, il est clair que, d'une manière générale, la Chine d'aujourd'hui ne s'intéresse plus aux gays. Pas de reconnaissance, mais pas de répression non plus », résume un responsable d'Amnesty International, interrogé au café Lavande, dans le beau quartier de Prince Terrace, à Hong Kong (lequel préfère rester anonyme, car il n'est pas habilité à s'exprimer publiquement, au nom de la section d'Amnesty International à Hong Kong, sur la question des Droits de l'homme en Chine). Et il ajoute aussitôt : « Reste que cette liberté relative pour les individus qui ont des pratiques privées ne l'est pas pour les militants qui mènent des combats publics. Si on tente d'organiser une association, si on veut défendre les droits des gays, si on milite, si on veut seulement lancer un festival de films gays, on prend de grands risques en Chine continentale. Cela n'est pas propre aux homosexuels mais concerne aussi les féministes et tous les militants des Droits de l'homme, quelle que soit leur cause. Et bien sûr, Amnesty International est interdit en Chine. »

D'autres activistes que j'ai interrogés soulignent l'irrationalité du régime et le fait qu'aucune règle claire n'existe. « Le parti communiste chinois est le seul à décider ce que "communisme" signifie, et la

définition peut changer à tout moment. Un jour le communisme est compatible avec le capitalisme le plus dévergondé, un autre jour il tolère les gays. Et la situation peut se renverser brutalement comme à Tiananmen. Il n'y a aucune règle », explique Zhao, une jeune lesbienne qui milite au sein de l'association Horizons, interrogée à Hong Kong. D'autres ne partagent pas cette interprétation : « Le parti communiste suit une politique très basique, très terre à terre. L'homosexualité a été mieux acceptée à partir du moment où tous les efforts du gouvernement ont porté sur la dénatalité, la politique de l'enfant unique et la promotion de la contraception, c'est aussi simple que cela. Sous Mao, l'homosexualité était une maladie grave, mais depuis les années 1980 elle va dans le sens du communisme ! Être gay colle parfaitement au malthusianisme ! Telle est l'une des explications de la tolérance accrue pour les gays en Chine. Mais si le vieillissement de la population s'aggrave encore et nécessite la reprise d'une politique nataliste, l'homosexualité en fera les frais », ironise un chercheur spécialiste de la Chine, interrogé à Hong Kong (qui préfère lui non plus ne pas être cité pour ces propos). Ce point est confirmé par Stuart Koe, le fondateur de l'important site gay panasiatique fridae.com, que j'interviewe à Singapour : « Les gays sont très bien tolérés en Chine, car ils n'ont pas d'enfants. L'homosexualité correspond à la politique antinataliste du régime ! »

Le gouvernement chinois ne s'interdit pas non plus de faire chanter les gays. Comme à Cuba, au Venezuela, en Russie ou en Égypte, le régime peut monter une campagne de toutes pièces pour calomnier et salir l'image d'une personne gênante.

De nombreux dissidents, des journalistes et des blogueurs en ont fait les frais. Même s'ils sont hétérosexuels, on leur prête des relations homosexuelles louches, rumeurs que les médias d'État amplifient immédiatement. Ce fut le cas du réalisateur Jia Zhangke : un scandale de prostitution masculine a éclaté au moment même où un de ses films underground, qui dérangeait le régime, a été salué aux festivals de Cannes, New York et Toronto (*Unknown Pleasures* décrit la sexualité désaffectée, la solitude et la culture américanisée de la première génération de jeunes Chinois nés sans frère ni sœur). Le prostitué qui dénonçait le réalisateur n'a jamais apporté la moindre preuve des informations qu'il distillait avec la complaisance de la presse de Shanghai.

She Wolf. L'iPhone de Ann Tong retentit et cette chanson de Shakira lui sert de sonnerie. Elle s'interrompt, répond en mandarin, puis reprend notre conversation. « Je suis une lesbienne taïwanaise, je fais partie de deux minorités ! C'est cool. Taïwan est-il un pays ? Beaucoup pensent que non. C'est cela notre problème. Mais en tout

cas, ici, la vie gay est très active. » Je suis au siège de l'association Taiwan Tongzhi Hotline, sur l'avenue Roosevelt à Taipei. Sa présidente, Ann Tong, 31 ans, me reçoit en jean, baskets, avec encore à la main le casque de son scooter. « La situation des gays est très différente en Chine et à Taïwan. Là-bas, c'est d'abord un problème politique. Les organisations sont nécessairement underground. Elles sont actives mais doivent éviter d'être trop visibles. En revanche, ici, à Taïwan, les choses avancent. On a une Gay Pride fin octobre, depuis 2003, qui rassemble des dizaines de milliers de personnes chaque année et qui se termine devant le palais présidentiel. Le parti démocrate nous consulte et certains journaux comme le *Taipei Times* sont plutôt gay friendly. Mais, comme partout en Asie, l'homosexualité reste un problème. À Taïwan, ce n'est ni un problème politique ni un problème religieux, c'est lié aux mentalités, à la famille, à la tradition. C'est la faute à Confucius ! »

Au local de l'association, des dizaines de jeunes militants s'activent. Sur les murs, de larges Rainbow flags et l'affiche *Born this Way* de Lady Gaga. Un gros ventilateur fait un bruit infernal, mais tout le monde s'en accommode vu que la température frôle les 35 °C. Un petit typhon est passé la veille sur Taipei. « On travaille beaucoup avec les organisations chinoises et on se rencontre souvent », confirme, de son côté, Lu Hsin-chieh, une autre directrice de Taiwan Tongzhi Hotline. Il y a cinq salariées à plein temps et deux cents volontaires dans cette association. Parfois, les Taïwanais prennent un malin plaisir à distiller les informations les plus effrayantes sur leur grand frère chinois, l'ennemi continental, histoire de montrer leur progressisme. Mais les proximités frappent plus que les différences. « La discrétion à l'égard de l'homosexualité est ce qui, finalement, nous rapproche de la Chine. Ça fait partie de notre culture commune. Être out ! Être gay ! Être Taïwanais ! Il y a pas de quoi le crier sur les toits. On peut le vivre sans le clamer partout », ironise Ann Tong, en une formule plus subtile qu'on ne le croit – le statut international de ce petit pays réclamé par la Chine restant ambigu. Taïwan est encore « dans le placard. »

Près du local de l'association, dans le même quartier de Taipei, je m'arrête ensuite dans deux librairies gays : Love Boat et Gin Gin's Bookstore. La première est un petit magasin lesbien atypique. Au milieu des livres, il y a une pièce pour méditer, une salle pour jouer au tarot, un coin pour les massages et même un espace pour les consultations d'astrologie chinoise. Olivia, la responsable de la boutique, m'offre du thé Oolong. Nous échangeons longuement et elle s'inquiète du fait que l'homosexualité reste un sujet tabou à Taïwan, en dépit de la démocratie et d'une libération homosexuelle plus avancée qu'en Chine. Elle me parle d'ailleurs du phénomène des

« tonqi », un néologisme construit à partir de « tongzhi », gay, et « qizi », femme, en mandarin. Pour le gouvernement taïwanais, il y aurait tellement de femmes mariées à des homosexuels menant une double vie que la démographie en serait affectée, les dépressions psychologiques suivraient et l'économie en pâtirait ! Des groupes de soutien pour « tongqi » existent. Mais à Taïwan, pour narguer une nouvelle fois les Chinois, les militants LGBT avancent leur solution pour résoudre le problème : ouvrir le mariage et l'adoption aux homosexuels. « Le gouvernement taïwanais a proposé une loi, mais le débat s'est éternisé, et elle n'a jamais été votée. Toujours la peur du conflit et la préférence du consensus confucéen. C'est dommage, si on l'avait adoptée, Taïwan aurait été le premier pays asiatique à avoir le mariage pour tous », regrette Olivia.

Un peu plus loin, à une centaine de mètres, se trouve Gin Gin's Bookstore. C'est un mélange étonnant d'office du tourisme gay taïwanais, de kiosque à journaux, de magasin de souvenirs et de librairie. J'y vois des centaines de livres, comme *L'Immeuble Yacoubian* en mandarin. On y trouve aussi des séries télévisées, telles que *The L Word*, *Queer as Folk* ou la mini-série *Angels in America* de Tony Kushner, et d'innombrables feuilletons asiatiques, qu'on appelle ici « dramas ». De nombreux films aussi, dont l'inévitable *Harvey Milk* de Gus Van Sant. Sans compter les mangas gays, d'une grande diversité, qui occupent tout un pan de mur. Sur celui-ci, justement, est affiché, bien visible, une photo d'une scène du film *Le Secret de Brokeback Mountain* d'Ang Lee.

À Taïwan comme à Shanghai, mais aussi à Rio ou Moscou, Jakarta ou Beyrouth, les icônes gays mondialisées réapparaissent dans les cafés gay friendly, les librairies spécialisées et sur les murs des associations LGBT. Sur cinq continents, j'ai vu partout Harvey Milk, Lady Gaga, Elton John, Ricky Martin et bien sûr les deux cow-boys de *Brokeback Mountain*. Il existe même un *Brokeback Mountain Café* dans le quartier gay de Chapinero à Bogota.

« Ang Lee fut le symbole de la liberté du cinéma en Chine avant de devenir le symbole de la censure », m'explique à Beijing la productrice de cinéma, Isabelle Glachant. Taïwanais d'origine, Ang Lee a étudié aux États-Unis où il a commencé à faire des films avec son ami James Schamus, le patron de la maison de production Focus Features, une branche du studio NBC-Universal. Autour d'une intrigue gay, *Garçon d'honneur* est coécrit dès 1993 avec Schamus, comme *Tigre et Dragon*, en 2000, qui connaît un retentissant succès international. « Ang Lee est un outsider, un réfugié, qui cherche sa place dans le monde. Il est en tension permanente entre la modernité et la tradition, entre l'Asie et l'Amérique, entre Taïwan et la Chine », m'a expliqué James

Schamus, interrogé au siège de Focus Features, sur Bleecker Street, dans le quartier de Soho à New York. Schamus a produit des films aussi divers que *Lost in Translation*, *Carnets de voyage* (sur Che Guevara), *Harvey Milk* et, donc, *Le Secret de Brokeback Mountain*, mondialement célèbre comme le premier « western gay ». Le président George W. Bush a contribué, à son corps défendant, à faire le succès du film lorsqu'il a eu ces mots ironiques, lors d'un discours dans le Kansas : « Je n'ai pas vu le film. Je serais content de vous parler des cow-boys. (*Rires dans la salle.*) De vrais cow-boys. J'espère que vous retournerez dans un ranch, une vraie ferme. » La phrase a fait le tour du monde. Le film a obtenu trois Oscars. James Schamus m'a avoué, à condition que je ne le répète pas, qu'il était également le coscénariste de ce film, mais n'a pas voulu apparaître au générique.

Brokeback Mountain a officiellement conservé son secret en Chine, car il y a été censuré. La raison ne faisait aucun doute : l'homosexualité des deux cow-boys. Le film suivant d'Ang Lee, *Lust, Caution*, a également été violemment censuré. En cause cette fois : des allusions jugées « sensibles » sur les Japonais et des scènes sexuelles trop explicites. D'origine taïwanaise, Li Chow, la directrice de Sony-Columbia en Chine, me confirme, fataliste, à Beijing : « En Chine, il n'y a pas de règles en matière de censure, c'est très arbitraire. La violence et la sexualité sont problématiques et l'homosexualité est un sujet à éviter absolument. Mais c'est le génie d'Ang Lee que d'avoir su provoquer à la fois les Chinois et les Américains avec ses cow-boys gays. » *Le Secret de Brokeback Mountain* a été un tournant, et s'il n'a pas été officiellement distribué en Chine, il était facile à trouver partout sur le marché noir, sans parler de sa diffusion sur les chaînes satellitaires accessibles illégalement en Chine. Et à Hong Kong et Taïwan, comme tout ce qui déplaît à la censure chinoise y est, par mimétisme inversé, adoré, le film a rencontré la faveur du public.

Reste Singapour, la troisième petite Chine. Si Hong Kong et Taïwan mettent en avant les Droits de l'homme, le régime autoritaire de Singapour n'a pas de leçons à donner à la Chine sur le sujet. L'homosexualité y est pénalisée. Mais les gays de cette ville-État ont choisi une troisième voie : le commerce.

Petite casquette, grosses lunettes, tee-shirt moulant, Ekachai Uekrongtham est un cinéaste connu. Je le rencontre dans le café d'un hôtel de Chinatown à Singapour. « Je suis Chinois d'origine, je vis comme résident permanent à Singapour, mais je suis de nationalité thaïlandaise et mes films se nourrissent de cette diversité », me dit Ekachai. Il a notamment réalisé *Pleasure Factory*, un long-métrage sur la prostitution à Singapour. « En Thaïlande, le sexe est organisé comme une véritable industrie, mais c'est vrai aussi de Singapour en

dépôt d'une pesanteur néovictorienne. Dans la pièce *Street Walkers*, que je mets en scène actuellement au théâtre, les trois personnages sont de jeunes Malaisiens qui se prostituent à Singapour. Et bien sûr, il y a un gay repenté qui entre en scène, veut les sauver et les ramener sur la bonne voie. On est à Singapour quand même ! »

À Singapour, riche et sans chômage, et qui est aussi, par bien des aspects, une dictature, le gouvernement défend la singularité des valeurs asiatiques et refuse d'obtempérer devant les pressions internationales en faveur des Droits de l'homme. À la conférence des Nations unies à Vienne en 1993, le Vice-Premier ministre singapourien a répété que la notion de « droits de l'homme » était contestée et que « certains États aiment, à tort, présenter leurs vues comme des normes universelles ». Il a ajouté : « Les Singapouriens, et les peuples de nombreux autres parties du monde, n'acceptent pas, par exemple, que les relations homosexuelles soient considérées comme un simple choix de style de vie. Beaucoup d'entre nous pensent également que le droit au mariage doit être réservé à deux personnes de sexe opposé. »

En dépit de ces discours incantatoires, répétés dans les enceintes internationales et à la télévision d'État, les homosexuels semblent plutôt bien tolérés à Singapour. Lee Hsien Loong, l'actuel Premier ministre, a d'ailleurs reconnu en 2007 qu'il n'entendait pas faire appliquer la loi antigay (ni d'ailleurs l'abroger) et que les bars homosexuels ne seraient pas fermés. Et le Premier ministre d'ajouter ces phrases significatives pour expliquer le maintien du *statu quo* : « Il vaut mieux accepter un certain désordre légal et l'ambiguïté. Ça marche comme ça. Ne changeons rien... Ce que les gens font en privé ne nous regarde pas ; ce qu'ils font en public nécessite certaines règles. » En gros, ici encore : « Don't ask, don't tell. »

Le petit quartier gay de Singapour se situe dans le quartier chinois de la ville, autour de Neil Road et de South Bridge Road. C'est une véritable chinatown avec ses temples bouddhistes et ses magasins de DVD pirates où l'on trouve tout le cinéma indépendant chinois, ce qui confirme que Singapour est très proche culturellement et économiquement de la Chine.

Entre tradition et modernité, Singapour étonne. Les temples jouxtent les bars gays, les Rainbow flags avoisinent les lanternes rouges, des préservatifs roses sont accrochés aux treillis en bambou et ces cohabitations ne semblent pas poser problème. « Ça crée même de la compétition ! À Singapour, la société est très permissive sur les pratiques sexuelles, mais très peu sur les rôles sociaux et la reconnaissance de l'homosexualité. Contrairement à ce que croient les Occidentaux, Singapour, ce n'est pas du tout l'Occident en Asie : c'est le cœur des valeurs asiatiques. Quant aux lois, elles reflètent ces contradictions. Ici, c'est l'inverse de la Chine : on est "out" alors que

l'homosexualité est punie de deux ans de prison ; en Chine, l'homosexualité n'est plus pénalisée, mais les personnes LGBT vivent davantage cachées. En Asie, tout est très paradoxal », me dit dans un anglais parfait Alex Au, un militant gay qui anime le célèbre blog yawningbread et que je rencontre sur Kreta Ayer Road, dans un café gay de chinatown. Le nom du bar est lui-même très significatif : DYMK (écrit en capitales latines et non en caractères chinois). Je demande à Alex ce que cela signifie. La réponse : « Does Your Mother Know » (est-ce que ta mère est au courant).

Dans le quartier, les bars gays se divisent en deux catégories assez hermétiques. « Il y a des bars clairement occidentaux, ouverts aux étrangers, ils sont modelés sur la vie gay de Sydney, en Australie, qui a beaucoup d'influence ici, ou sur les villes américaines qui sont très asiatiques, comme Los Angeles ou San Francisco. On y trouve des gays bodybuildés, la culture du corps et du sport étant en train de prendre beaucoup d'importance dans le milieu homo de Singapour. Et puis, il y a les bars authentiquement asiatiques, et c'est un tout autre monde », décrypte Alex Au.

Au Tantric Bar ou au Taboo, sur Neil Road, les serveurs sont splendides, torses nus et ils veillent, en jouant de leurs pectoraux, à ce que l'ambiance ne retombe pas. L'anglais est la langue officielle et la musique est presque exclusivement américaine. Kelly, une lesbienne qui sert des whiskys Coca à la clientèle assumée du Tantric, m'explique les paradoxes de cette drôle de libération gay singapourienne : « Ici, comme aux États-Unis, nous avons des associations chrétiennes évangélistes très actives, et le gouvernement n'entend pas les heurter en dépénalisant officiellement l'homosexualité. Il muselle la presse et ferme régulièrement les associations LGBT. Mais les gays représentent aussi un lobby puissant, comme vous pouvez le voir dans ce bar : le gouvernement ne veut donc pas trop nous discriminer. Alors il laisse faire. C'est le *statu quo*. C'est comme cela que les choses se passent à Singapour. »

Parfois, il y a une petite nuance locale. Au Locker Room Sport Cafe & Bar, toujours sur Neil Road, le décor est constitué de casiers de foot, de cabines de douche et d'attributs caractéristiques des sports locaux (Bola Tin, Sepak Takraw Ball et Five Stones Bags). Même si l'on y fait tout sauf du sport. À l'entrée du Locker Room Cafe, il est indiqué que le lieu est réservé aux « PLU and All Open-Minded People ». Je demande une explication. On me dit que le mot PLU renvoie au nom du principal lobby gay de Singapour (People Like Us), mais que l'acronyme est devenu tellement familier ici qu'il est employé par les Singapouriens comme synonyme du mot « gay » dans l'argot local.

Plus tard, dans la soirée, j'atterris au Same, un club qui jouxte une mosquée près de New Bridge Road, toujours à chinatown. C'est une

tout autre atmosphère, plus locale. Là, les Singapouriens sont entre eux et ils n'ont guère l'intention de communiquer avec les Occidentaux. Ils préfèrent jouer à une sorte de billard local dont je ne comprends pas les règles. D'ailleurs ici, ils ne parlent pour la plupart que mandarin et, s'ils s'y essayent, leur anglais est rudimentaire, contrairement aux gays des bars occidentalisés. La musique est essentiellement asiatique, de la canto-pop de Hong Kong, de la pop en mandarin et de la K-pop (sud-coréenne). Le karaoké semble la grande affaire du lieu : il permet aux Singapouriens de chanter devant tout le monde sur préinscription. Parmi les clients, le soir où j'y vais, il y a une équipe entière de Dragon Boating, un sport national qui compte plusieurs équipes ouvertement gays. Vers minuit, la scène principale se vide et des travestis apparaissent, grandioses. Illuminés et colorés, ils enchaînent les blagues salaces et les chansons en play-back, exclusivement en mandarin (Ng Yi-Cheng, une journaliste lesbienne qui m'accompagne et me traduit, précise que les travestis emploient beaucoup d'expressions de vieil argot singapourien qu'elle ne comprend pas).

Cette vie gay locale, peu occidentalisée, comporte de nombreux spots. Comme Play, une discothèque de chinatown fréquentée par une clientèle strictement asiatique où aucune musique anglo-saxonne n'est diffusée. Là, je parle à l'un des clients, traduit par Ng Yi-Cheng : le jeune homme me dit qu'il aime sa ville de Singapour et qu'il a peur de devoir s'occidentaliser pour être mieux accepté comme gay. « Je suis Asiatique, je veux le rester, insiste-t-il. Je ne veux pas qu'on devienne ici de simples "young hot western customers" (une clientèle jeune, sexy et occidentalisée). »

En fin de soirée, je demande à interviewer le gérant du Play, un garçon assez antipathique d'origine chinoise, qui n'a manifestement pas de temps à me consacrer. Selon lui, « les Singapouriens se débrouillent très bien tout seuls » et il n'a eu connaissance d'aucun problème entre les gays et la police, depuis plus de dix ans. « Les rares affaires recensées sur l'ensemble de l'île [islandwide] concernent des vols ou sont relatives à des mineurs. Les gays n'ont pas besoin de devenir Occidentaux pour être acceptés. Moi, je regarde vers Beijing, pas vers Washington. » Le public quitte maintenant la discothèque, avec discipline. En me donnant congé, le jeune patron ajoute : « La vérité, c'est qu'à Singapour les droits des gays avancent plus vite que l'homophobie. C'est aussi simple que ça. Les homophobes sont complètement dépassés ! »

Le mot « islandwide » me frappe. Je l'entends pour la première fois. Le patron gay n'a fait référence ni au local ni au global, mais à son île.

« Wordup Bar is for Japanese and Asian. Thank you. » L'affiche est bien visible, écrite opportunément en anglais, sur la porte d'entrée de ce bar typique de Tokyo. Le message est clair : le club est interdit aux Blancs !

Nulle part, à travers le monde, je n'ai vu un lieu gay qui organisait une discrimination aussi explicite. Yuji Kato, qui préside l'association des artistes gays du Japon, Rainbow Art, et a soutenu sa thèse sur l'histoire du quartier, tente de m'expliquer la situation : « Il y a en Asie beaucoup de gays qui préfèrent rester entre eux, c'est-à-dire entre gays asiatiques, pour éviter les mélanges et, pensent-ils, les rumeurs ou les problèmes. On les appelle les "sticky rice", ça veut dire qu'ils s'intéressent uniquement aux Asiatiques. En revanche, on parle de "potato queens", pour ceux qui s'intéressent aux Occidentaux et aux Blancs. Et si ceux-là s'intéressent aux Asiatiques, on les appelle les "rice queens". En revanche, si ces mêmes Occidentaux n'aiment que les Blancs, on dit alors qu'ils sont des "mashed potato queens". » Ces qualificatifs me laissent perplexe.

Attablé à un café Starbucks de Shinjuku ni-chome, le quartier gay de Tokyo, Hideki Sunagawa, le président de la Tokyo Pride, tente, lui aussi, de m'expliquer les paradoxes du nationalisme nippon : « Au Japon, il y a toujours les pro-Américains et les pro-Asie, le débat ici se résume toujours un peu à ça. Mais lorsqu'on en vient à la question gay, la tendance est au non-dit asiatique plutôt qu'à la visibilité américaine. On défend une sorte d'exceptionnalisme ; on veut vivre son homosexualité à la japonaise. » Il me cite alors les samourais, les mangas Yaoi, qui content des amours entre garçons, et Yuri, entre filles, et bien sûr l'écrivain homosexuel Yukio Mishima, qui s'est donné la mort, de façon traditionnelle, par « seppuku ».

« Au Japon, on tolère bien l'homosexualité. Mais cette tolérance doit rester compatible avec la cohésion sociale. Du coup, il arrive parfois que les Blancs soient priés de ne pas entrer dans certains bars et, souvent, les femmes sont elles-mêmes carrément interdites des clubs masculins. Une forme d'idéalisation de la pureté raciale est censée éviter ce que les Japonais appellent "kakusa shakai", ou société de disparités, qui conduit à la perte d'harmonie et à l'hétérogénéité sociale. C'est un pays qui reste très conservateur sur les mœurs. » Sunagawa sait de quoi il parle : il tente depuis 2005 d'organiser la Tokyo Pride, mais celle-ci peine encore à dépasser les quelques milliers de manifestants chaque année. La parade a d'ailleurs lieu au mois d'août, et non pas en juin, « car il pleut trop à Tokyo », explique-t-il. Je devine pourtant que ce choix de date reflète aussi la volonté des Japonais de ne pas se plier au calendrier gay américain.

LORSQUE j'arrive AU SIÈGE d'une des principales associations gays japonaises, je mesure, au brouhaha sourd audible depuis la rue, l'affluence. Des jeunes sont assis dans l'escalier, faute de pouvoir entrer dans le local dont les murs sont couverts d'affiches gays et de Rainbow flags. J'ai été invité à participer à un débat public improvisé, et en moins de vingt-quatre heures, par SMS, la plupart des porte-parole des associations de Tokyo ont été mobilisés. La discrétion et la rigueur japonaises contrastent avec la nature un peu brouillonne du lieu. Il y a là, debout, serrés les uns contre les autres, près d'une centaine d'activistes gays, assistants parlementaires du Parti social-démocrate, candidats aux élections, représentants syndicaux, blogueurs et journalistes gays, un cinéaste freelance, l'animateur d'une sorte de YouTube gay japonais ou encore le président de l'association LGBT interuniversitaire, baptisée Rainbow College. « Le paradoxe, c'est que le Japon est un pays industrialisé à la fois ultramoderne sur le plan économique et technologique et très en retard en ce qui concerne les droits des gays », me dit en introduction de la discussion, Kanako Otsuji, hôtesse du débat et première femme politique japonaise ouvertement homosexuelle. Suivent deux heures de questions-réponses sur tous les sujets liés à l'homosexualité. À un moment donné, le débat se concentre sur le fait de savoir s'il existe une ligne de rupture claire entre l'Orient et l'Occident. Pour beaucoup, dans la salle, la réponse est non. Les militants disent partager clairement les mêmes valeurs que les Occidentaux sur la question gay : « Ce n'est pas plus une question occidentale qu'une question japonaise. Les droits des homosexuels sont universels », affirme une des participantes. D'autres ont toutefois une opinion différente, comme cet étudiant qui prend la parole : « Les préjugés sont extrêmement forts ici contre l'homosexualité. Ce n'est pas religieux, mais véritablement culturel, très ancré dans la vie japonaise, dans la vie familiale, c'est le problème de l'harmonie confucéenne. Alors, sans mariage, ni unions civiles, la plupart des gens mènent une double vie. » La salle approuve le propos mais des désaccords de nuance apparaissent. Finalement, Aya Kamikawa, une transsexuelle engagée en politique, opérée à Singapour, faute, dit-elle, d'avoir pu changer de sexe à Tokyo, intervient, comme pour résumer le débat sur la situation des homosexuels au Japon : « Nous n'arrivons pas à obtenir des droits, car nous sommes tolérés mais pas réprimés. C'est difficile de mobiliser quand, en apparence, tout va bien. Et c'est vrai qu'il n'y a pas de loi homophobe au Japon. Mais la réalité, c'est que tout va mal. Nous n'avons aucun droit. Pour beaucoup de Japonais, l'homosexualité n'est pas une identité, c'est juste une pratique. Ici, on ne pense qu'en terme d'actes privés. Il y a une vraie fracture avec l'Occident, non pas sur

l'homosexualité qui est universelle, mais sur sa reconnaissance. »

Dans le quartier de Shinjuku ni-chome on compte plus d'une centaine de lieux gays, bars, restaurants, karaokés, cafés, petits cabarets – ce qui fait de Tokyo l'une des principales capitales gays au monde. Par rapport à d'autres pays, l'étroitesse des lieux frappe tout de suite. Et plus encore leur invisibilité de l'extérieur. Il s'agit le plus souvent de bars minuscules appelés « snacks », parfois situés dans les étages des maisons, où une quinzaine de personnes tout au plus peuvent être accueillies. On doit sonner à la porte pour entrer, dans les étages, comme si l'on arrivait chez un particulier. « Ce sont des lieux très conviviaux, il y a deux ou trois groupes de personnes réunies autour d'un petit comptoir. Chacun peut parler librement au patron. On change plusieurs fois de “snack” au cours de la soirée. Et c'est ainsi, à travers ces centaines de microcommunautés, que la socialisation gay s'organise à Tokyo », commente Yuji Kato, de l'association Rainbow Art, qui m'accompagne.

Sur Naka Street, je découvre ainsi plusieurs lieux imbriqués les uns aux autres, en apparence identiques, mais affichant leur singularité par de petits panneaux promotionnels colorés : un bar gay populaire au rez-de-chaussée, un karaoké au premier étage, un bar plus intimiste au deuxième, dansant au troisième. Tokyo a construit sa vie gay en hauteur, comme Los Angeles l'a construite en longueur. Empilement ici, étalement là.

En passant plusieurs soirées dans ce quartier, des amis japonais me font découvrir les love hotels, où les couples gays peuvent s'isoler pour quelques yens. Ils me montrent aussi les Soap Lands ou Kabakuras, véritables cabarets à hôtesse – où celles-ci ont été opportunément remplacées par des garçons. Et bien sûr, les karaokés gays individuels, ces fameuses petites cabines exiguës où l'on chante seul, mais où les homosexuels entrent en couple pour s'embrasser discrètement... et oublier de chanter. Je découvre aussi des petits restaurants de pâtes, très prisés par les gays, appelés « sobas ».

Un autre soir, je fais la connaissance d'Azusa Yamashita qui milite dans une association de défense des Droits de l'homme et travaille comme journaliste à *Gay Japan News*. Je passe du temps avec lui dans les petits cafés gays de Shinjuku ni-chome et je le sens un peu désabusé par la jeunesse gay de Tokyo : « On a l'impression que les gays aiment sortir mais qu'ils ne veulent pas défendre leur cause. » Nous entrons dans plusieurs bars bondés. « Pourquoi les gays et les lesbiennes japonais ne se battent-ils pas pour leurs droits, s'interroge encore Yamashita. On dit que c'est parce qu'ils ne rencontrent pas de véritables difficultés. Parce qu'ils sont tolérés ici. C'est l'explication classique. Quand on ne s'affiche pas, qu'on a une double vie, tout va

bien en apparence. Mais c'est très hypocrite et très égoïste. Je pense qu'il est grand temps d'avancer et de se réveiller. »

Section 377. En Asie, la question gay s'est longtemps résumée à un numéro : 377. En Inde, au Pakistan, en Birmanie, au Bangladesh, à Singapour ou encore en Malaisie, on retrouve dans chaque Code pénal cette même section 377 qui punit l'homosexualité (c'était le cas aussi à Hong Kong, mais l'article a été abrogé en 1990). Étrange répétition d'un pays à l'autre. Toujours la même formule qui interdit « d'avoir volontairement des rapports charnels contraires à l'ordre naturel des choses [“carnal intercourse against the order of nature”], avec un homme, une femme ou un animal. »

L'explication est pourtant simple : cette pénalisation n'a rien de local ni d'asiatique – elle est un vestige du colonialisme. Dans de nombreux pays du Commonwealth, anciennes colonies ou protectorats anglais, l'homophobie d'État est un résidu de l'Empire britannique : la section 377 fait partie du Code pénal que l'Angleterre a imposé à ses colonies en 1860.

Ce fut une pénalisation « en bloc », où tout était confondu, notamment l'homosexualité et la zoophilie, et où l'on ne prenait en compte ni le consentement ni l'âge des partenaires – ce qui aurait permis légitimement de distinguer l'homosexualité, le viol et la pédophilie. Cette disposition a été mise en œuvre grossièrement par les Anglais, d'abord en Inde où le Code pénal indien allait devenir la matrice du Code colonial, puis, à partir de la loi indienne, dans l'ensemble de l'Empire britannique en Asie, en Australie et en Afrique, à mesure de l'avancée des colonisateurs. On retrouve encore aujourd'hui ce fameux article 377, presque intact, dans une dizaine de pays asiatiques et une quinzaine de pays d'Afrique anglophone. À chaque fois, il s'agit d'empêcher les relations entre personnes de même sexe pour combattre l'« immoralité » des autochtones et punir le « vice oriental » (selon le mot d'un gouverneur anglais). Parfois, les colons combattent des pratiques sexuelles bien acceptées localement ou sanctionnent les transsexuels. J'ai souvent trouvé les restes de cette homophobie d'importation – notamment en Inde.

Je suis à l'hôtel Marriott, sur la plage de Juhu à Mumbai – le nouveau nom de Bombay, en Inde. Bobby, un militant de gaybombay.org, dont je ne connais que le prénom, m'a invité à une soirée gay friendly, dans un des clubs privés, au sous-sol de l'immense palace. Il est presque minuit et je me retrouve embarqué dans une fête extravagante et grandiose dont les Indiens ont le secret. L'Inde n'est pas un pays « cool », c'est un pays « hot » (pour reprendre la formule de l'écrivain Salman Rushdie). Les filles sont enveloppées dans des robes improbables, avec de larges foulards multicolores ; les garçons

portent soit un turban, soit un costume chic d'agent bancaire de HSBC. Il y a d'immenses gâteaux à la crème fouettée, servis à volonté, et tout le monde semble draguer et s'embrasser. La proportion de gays paraît importante, mais le lieu est mixte, ouvert, la discrétion demeure et les codes sont respectés, pour la forme. « Ici, ce n'est pas une soirée, c'est une partyyyy », me dit, en insistant sur le « y », Bandana Tewari, la flamboyante responsable des pages « mode » de *Vogue India*. Elle ajoute, visiblement joyeuse : « Cette fête est un concentré de tout ce que les Indiens aiment : le glamour, le people, la fashion, l'émotion, l'irréalité. Qui couche avec qui ? Qui est le vilain ? Qui sera divinisé ? Qui sera nabab ? N'entrons pas dans les détails ! Peu importe la sexualité des gens, ce qui compte c'est l'apparence, l'attitude. Mon travail consiste à observer ce genre de soirées et à les "voguer". »

Entre deux embrassades et quelques fous rires, Bobby me demande ce que je pense de la soirée. « Tu n'es plus à Mumbai, ici : tu es à MumGay », me lance-t-il, en parodiant le titre d'un court-métrage gay indien, *BomGay*, qui a suscité quelque buzz à sa sortie en 1996. Plus tard dans la soirée, Bobby m'explique qu'en Inde l'homosexualité se caractérise, comme souvent en Asie, par la trinité classique : pénalisation juridique, désapprobation sociale, non-application de la loi par la police. Et ajoute : « Longtemps, le gouvernement n'a pas voulu dépénaliser l'homosexualité par souci de "containment", mais il n'entendait pas non plus la sanctionner par peur d'en faire un sujet public. Bref, on faisait ce qu'on voulait. »

L'idée du « containment » – un terme diplomatique américain pour limiter la contagion communiste, et que l'on peut traduire par « confinement » ou « endiguement » – est une image toute relative dans un pays qui compterait soixante-dix millions d'homosexuels selon les estimations, à la louche, de la National Aids Control Organization.

Les choses évoluent pourtant. En juin 2008, une Gay Pride a rassemblé un petit millier de personnes dans la capitale indienne, événement bien couvert par la presse nationale. L'année suivante, la Cour suprême de New Delhi a dépénalisé l'homosexualité et abrogé la section 377 du Code pénal, désormais jugée anticonstitutionnelle. C'était la première fois qu'une telle juridiction intervenait sur la question sensible des droits des gays. « Cet article était très rarement utilisé en Inde, mais c'était une épée de Damoclès qui planait au-dessus de nos têtes et ça contribuait à la non-reconnaissance des homosexuels en Inde », m'explique Rajeev, un militant gay du Naz Foundation Trust. Cette association a notamment combattu pour la dépénalisation de l'homosexualité et fut soutenue par de nombreux écrivains et acteurs de Bollywood, ainsi que par le prix Nobel d'économie Amartya Sen ou encore par le célèbre Manvendra Singh

Gohil, le seul prince royal à être publiquement gay. Elle a, en revanche, été sévèrement critiquée par nombre de chefs religieux, notamment islamistes, qui ont dénoncé une « décision dangereuse qui contribuera à importer la culture occidentale en Inde et à corrompre les jeunes Indiens ». La décision de 2009 marque néanmoins un tournant dans l'histoire de l'Inde – et une distanciation réussie avec le colonialisme victorien.

Reste qu'en Inde, comme souvent en Asie, il n'y a pas que la loi : toute une culture contribue à faire de l'homosexualité un tabou. Les valeurs de la société, le système des castes, les mariages arrangés, la forte probabilité d'être déshérité si l'on fait son coming out, tout s'oppose à la libération gay. Et quand on s'immisce dans la vie du père fondateur de l'Inde, Gandhi, les réactions deviennent même irrationnelles.

Joseph Lelyveld l'a appris à ses dépens. Ce journaliste américain, lauréat du prix Pulitzer, a publié en 2011 *Great Soul*, une biographie de Gandhi. Le livre a fait grand bruit parce qu'il évoquait la possible bisexualité du père de l'Inde moderne. Selon Lelyveld, Gandhi aurait été épris d'un architecte juif-allemand, Hermann Kallenbach, par ailleurs sexy et culturiste, durant les vingt et une années où il vécut en Afrique du Sud. Pour avancer sa thèse, le journaliste cite une série de lettres inédites dont il ne publie que de courts extraits. Pour vérifier ces faits, je suis allé voir à la source dans la maison de Gandhi, et Kallenbach en Afrique du Sud, où j'ai pu relire l'intégralité de leur correspondance – des centaines de pages manuscrites ou dactylographiées.

The Satyagraha House est aujourd'hui une guest-house au 15 Pines Street, dans un quartier au nord de Johannesburg. Si l'on aime la cuisine végétarienne, on peut y réserver une chambre Spartiate (j'ai vécu une semaine dans le « cottage Kallenbach » en toit de chaume soutenu par une charpente de bois rond). Arrivé jeune avocat indien, habillé à l'occidentale, Gandhi repartira d'Afrique du Sud dans sa maturité, vêtu d'un simple dhoti blanc : entre temps il se sera lancé dans la lutte en faveur des Indiens exilés en Afrique, aura affiné sa conception de la justice sociale et de l'anticolonialisme, tout en ayant fondé ses principes de non-violence. Il rencontre Kallenbach en 1904. Très vite ils nouent une relation intellectuelle et affective singulière. « Leur relation était clairement très intime. Il y a un niveau d'intimité indéniable. Mais en même temps, Gandhi ayant fait vœu de chasteté, il est difficile de parler de relations physiques. Kallenbach était beau et très probablement homosexuel. Il a toujours été célibataire. Ce n'était pas seulement une amitié : il y avait clairement un contrat affectif entre eux », m'explique à mots comptés Lauren Segal, la conservatrice du musée Gandhi à Johannesburg. En tout cas, Gandhi

et Kallenbach décident d'emménager ensemble (au moins de 1908 à 1914) et de renoncer à une vie familiale conventionnelle. Les formules entre les deux hommes, telles qu'elles apparaissent dans les nombreuses lettres de Gandhi que je décrypte, sont surprenantes : l'amour y figure, explicitement ; une relation dominant/dominé apparaît, jusqu'aux surnoms que se donnent les deux hommes ; on y parle de vaseline ; et Gandhi y raconte comment Kallenbach a « pris complètement possession de [son] corps ». Les deux hommes font un serment d'amour, un amour d'une nature « que le monde n'a jamais connue ». Et lorsqu'ils sont définitivement éloignés, parce que Kallenbach n'a pas obtenu de permis pour le rejoindre en Inde, Gandhi lui écrit en affirmant qu'il rêve de lui. « Ces lettres sont très affectives. Il y a clairement une attraction entre ces deux hommes », me dit, lorsque je l'interroge à Johannesburg, Eric Itzkin, le biographe des années sud-africaines de Gandhi.

Dans un mémo original, cosigné par Gandhi et Kallenbach, que je découvre médusé dans les archives de la Satyagraha House, il est convenu que Kallenbach ne doit pas « se marier pendant [l'] absence [de Gandhi] » ni « regarder les femmes avec convoitise ». Enfin, en observant les photos de Gandhi, à l'époque où il vivait avec son ami en Afrique du Sud, jeune, angélique, efféminé et friendly, le doute s'installe.

Quel genre de couple formaient Gandhi et Kallenbach ? Gandhi était-il bisexuel ? C'est difficile à dire. Et d'ailleurs, le biographe ne tranche pas la question. D'autres spécialistes interrogés laissent entendre qu'il s'agit davantage d'une relation « homo-érotique » que d'une relation « homosexuelle ». On pense à Montaigne et La Boétie, et les deux amitiés se ressemblent par leur profondeur intellectuelle et leur intensité affective. Mais aller plus loin, et parler d'identité homosexuelle, ou même de pratiques, serait – pour reprendre la belle formule de Marguerite Yourcenar – « solliciter les faits ».

Toujours est-il que l'affaire n'est pas passée inaperçue en Inde au printemps 2011. La biographie, sérieuse, et qui reste prudente sur le sujet, a suscité des commentaires d'autant plus outragés qu'elle n'avait pas encore été lue. Elle a été interdite dans plusieurs États, dont le Gujarat, où Gandhi est né. « L'ouvrage est pervers par nature », a dénoncé le principal ministre de cette région indienne. « Ce livre dénigre la fierté nationale, ce qui ne peut pas être toléré », a déclaré pour sa part le ministre indien de la Justice.

Mais la famille de Gandhi a critiqué ces censures et Tushar Gandhi, l'arrière-petit-fils de Gandhi, a pris la défense du livre. Enfin, les associations LGBT indiennes ont eu des réactions intéressantes. Plusieurs militants se sont félicités de cette découverte sur leurs blogs, allant jusqu'à se demander si l'icône Gandhi ne pourrait pas servir leur

cause en devenant un modèle de tolérance à l'égard des gays.

AVEC OU SANS icône GAY, l'Inde avance aujourd'hui. « Les choses commencent timidement à changer », explique Rajeev, un adorateur de Gandhi qui milite au Naz Foundation Trust et que j'interroge à Mumbai. « Il y a maintenant des Gay Prides dans certaines grandes villes, poursuit Rajeev, des “pink nights” dans les discothèques, une librairie gay QueerInk ici à Mumbai et des stars de Bollywood qui interprètent parfois des personnages gays. » À New Delhi, j'ai constaté qu'il existait désormais des bars gays, comme le Boyzone Delhi, le Pegs N Pints ou le Kuki. Des associations de défense des droits des gays – comme la Fondation Naz – ont même été autorisées par le gouvernement, ce qui ne serait possible ni en Chine, ni au Viêtnam, ni à Singapour.

À l'origine de ces évolutions se trouve d'abord la démographie. Avec plus de 370 millions d'habitants de moins de 15 ans (près d'un tiers de la population), l'Inde est un pays jeune. « Les adolescents sont en train de changer. Ils sont de plus en plus éduqués, ils ont accès partout à Internet, ont un téléphone portable, ils regardent MTV et ils voyagent davantage aux États-Unis : nous devons changer avec eux », explique Ritesh Sidhwani. À 35 ans à peine, d'origine pakistanaise, Sidhwani est le jeune patron du groupe Excel Entertainment, qui produit de nouveaux films « rock » et « urbains » pour Bollywood. Interrogé dans ses bureaux du quartier de Santa Cruz au centre de Mumbai, Sidhwani pense que cette « nouvelle culture jeune va transformer l'Inde en profondeur ».

Dans le shopping-mall de Citywalk à Saket, au sud de New Delhi, je rencontre, quelques jours après, Navin, qui travaille dans un multiplexe du groupe PVR. Discret, séduisant, Navin fait partie, lui aussi, de gaybombay.org, mais il semble moins optimiste que plusieurs de mes autres interlocuteurs. Il n'a pas oublié la sortie des films *Fire*, ou plus tard de *The Girlfriend*, lesquels mettaient en scène des lesbiennes : « Il y a eu de violentes protestations de la droite radicale hindoue. Des cinémas ont été attaqués et, même ici, toutes les affiches des films ont été saccagées. » Il ajoute : « L'Inde n'est pas les États-Unis, même pas la Thaïlande, les Philippines, Taïwan ni Hong Kong. Même pas Singapour. Nous sommes loin d'être un pays gay friendly. Nous sommes juste au début d'un long chemin. »

Au COURS DE MES ENQUÊTES EN ASIE, je me suis parfois demandé quelle est l'unité, le fil conducteur, qui permet de relier les différents aspects de l'homosexualité asiatique. Confucius ? La camaraderie du tongzhi ? Les sticky rices et les rice queens ? La question, en fait, n'a pas beaucoup de sens, tant la description doit

tenir compte de nuances infinies et de singularités locales fortes. Il faudrait aller dans des pays où je n'ai pas pu enquêter : le Népal, où l'avocat et député Sunil Babu Pant fait preuve d'un courage inouï ; la Mongolie, où le jeune Sukhragchaa Mijidsuren, dit Suki, a bien tenté de construire une association gay (mais s'est finalement exilé à Séoul, où je l'ai interviewé) ; la Birmanie où Aung San Suu Kyi se mobilise pour les droits des femmes et des gays ; les républiques soviétiques d'Asie centrale, dont on sait peu de chose, sans même parler de l'Afghanistan ni de la Corée du Nord, dont on ne sait presque rien. Au Pakistan, il faudrait s'intéresser aux « hijras », les nombreux transsexuels du pays. Au Cambodge et aux Philippines, une place particulière devrait être faite à la prostitution juvénile masculine, dont la photographe Nan Goldin a su montrer la violence criminelle dans son livre *Desire by Numbers*. Quant au Bangladesh, au Laos et en Malaisie, les situations sont également très différentes, et il faudrait évoquer les salons de massages spécialisés, les fleuristes, les cabarets réservés aux transsexuels qui sont des lieux respectables, ou encore les guest-houses très prisées par les homosexuels, alors même que l'ancien Premier ministre malaisien voyait dans l'homosexualité un symbole de la décadence occidentale.

S'il n'y a pas d'unité de la question gay sur la carte Asie, il y a néanmoins un mouvement de fond que j'ai perçu dans les dix pays asiatiques où j'ai enquêté pour ce livre. C'est ce que j'appellerais l'« awakening » de l'Asie – pour reprendre un mot que j'ai souvent entendu sur le terrain, de Tokyo à Shanghai, de Singapour à Taïwan : cet « éveil » asiatique est probablement irréversible. Et c'est ce dont témoigne aussi, à leur façon, ces trois militants singuliers que j'ai rencontrés en Indonésie, au Viêtname et en Thaïlande. Un activiste, un patron et un journaliste.

« Nous VIVONS DANS UNE PÉRIODE INTÉRESSANTE ici en Asie du Sud-Est. Des changements positifs pour les homosexuels sont clairement en train d'avoir lieu », m'indique King. Toen-King Oey, connu sous le nom de « King », est l'un des principaux militants gays d'Indonésie, pays asiatique géant de 238 millions d'habitants qui s'étend sur plus de 17 000 îles réparties sur quatre fuseaux horaires. C'est le quatrième pays le plus peuplé au monde et celui où vit le plus grand nombre de musulmans. « L'Indonésie, c'est à la fois une véritable démocratie, un pays émergent et un État musulman : c'est pourquoi les évolutions qui ont lieu ici sur la question gay auront un effet sur l'ensemble de l'Asie et, au-delà, sur le monde musulman. L'« awakening » de l'Asie, son réveil, c'est cela qui compte », souligne King. Je suis à Jakarta dans un des bars gays de la capitale indonésienne, le Raden Poer Bar, où une « charity night », destinée à

collecter des fonds, a été organisée par King, pour financer la Gay Pride. Autour de moi, des centaines de personnes rient et chantent sur des tubes en anglais, alors qu'un long-métrage est projeté sur écran géant – et je reverrai souvent ce film hétéro, qui a été adopté par les gays du monde entier, dans les clubs de Rio de Janeiro, les cafés hip de Shanghai, ou dans un rare bar gay de Jordanie – *Slumdog Millionaire*.

La soixantaine, calme, sérieux, peu loquace, King est un militant discret qui se révèle pourtant, en discutant, d'un volontarisme radical et d'une ténacité à toute épreuve. Il fut l'un des fondateurs de la première association gay indonésienne, Rainbow Flow. « Il n'y a pas de loi antigay ici, se réjouit King. Nous sommes un pays musulman très modéré. On n'est pas Arabes, on n'est pas Perses : on est Asiatiques. Et le fait d'être Asiatique, avant d'être musulman, change tout. Ici, il y a un islam plus tolérant, un islam asiatique. La situation n'en est pas moins contraignante pour les gays, car il est difficile d'obtenir des droits. Il est déjà compliqué de se marier entre religions différentes, alors entre personnes de même sexe ! Pourtant, on essaye. On fait désormais une Gay Pride chaque année, mais les partis islamistes font souvent de la surenchère : ils réclament, en particulier au moment du ramadan, des actions contre nous. » La force de conviction de King, en même temps que sa nature profondément pacifique, me frappent. Je connais les menaces dont il a été l'objet, et les lettres piégées adressées par des groupes islamistes extrémistes à leurs « ennemis moraux », parmi lesquels les associations gays. Mais, en éternel Sisyphe, King continue inlassablement son œuvre. Sa fermeté d'âme me bouleverse. « J'ai toujours pensé que mon rôle consistait à donner naissance à une communauté gay en Indonésie. C'est en train de se faire. Nous avons maintenant plus de vingt-cinq associations. Au-delà, il nous faut bâtir un réseau LGBT dans toute l'Asie du Sud-Est. C'est en train de se faire également. Il nous faut convaincre les gouvernements que les homosexuels sont un groupe vulnérable qui doit être protégé. Nous menons un combat non violent. »

« La QUESTION gay est encore en retard ici, au Viêtnam, car nous cumulons deux types de préjugés : ceux de l'Asie et ceux du communisme », m'explique M. Dong. Je suis à Huê, dans le Nord du pays, loin de Hanoï et Saigon. Un brin philistin, Dong est un entrepreneur gay qui a déjà ouvert ici deux bars homosexuels. L'un d'entre eux, où je me rends, Ruby, ressemblerait à un bar occidental s'il n'y avait, bien visibles au mur, un portrait de Hô Chi Minh et une faucille et un marteau. M. Dong croit aux vertus du marché : « C'est par le capitalisme et les petits commerces que les gays vont

s'émanciper ici », me dit-il. Je lui fais remarquer que le Viêtnam est encore un pays communiste. « Nous sommes un pays socialiste, pas communiste, corrige-t-il, avec le sourire. Well... Pas même socialiste ! On ne croit plus qu'à l'économie de marché. »

Ce qui me frappe au Viêtnam, comme en Chine, c'est l'écart entre le discours homophobe des autorités et les pratiques des gays relativement bien tolérées – un véritable grand écart. Il y a quelques associations qui privilégient la lutte contre le sida, comme le Hai Dang Club (que j'ai pu visiter à Hanoï), ISEE, une ONG spécialisée dans la défense des minorités (et dont son président, Lê Quang Bình me dit qu'il reçoit des financements de la Fondation américaine Ford), et des bars gay friendly comme le Cà Phé Môca, également à Hanoï. Mais M. Dong défend l'idée que « les gays sont très libres au Viêtnam tant qu'ils ne critiquent pas le régime ». Il reconnaît qu'il n'y a pas de liberté de la presse ni de liberté d'association (et que très peu de Vietnamiens ont le droit d'obtenir un passeport) mais souligne une nouvelle fois que « tout le monde peut désormais ouvrir un petit coffeeshop au Viêtnam et que c'est par le commerce que la libération gay va se produire ». Devant son bar, je vois des centaines de jeunes à Vespas passer à toute vitesse, tandis qu'une femme âgée, portant le « non » (le chapeau vietnamien en feuilles de latanier), et transportant deux seaux avec une palanche, tente sans succès de traverser la rue.

Paisarn Likhitpreechakul, 37 ans, est un journaliste et activiste thaïlandais qui tient une chronique homosexuelle dans le grand quotidien *The Nation*. Je le rencontre dans le quartier dit de « Silom » à Bangkok. « La culture thaï est très tolérante à l'égard des gays, mais en même temps la question homosexuelle n'est jamais discutée, me dit-il. Ce n'est pas un sujet dans le débat public. Silom est un îlot célèbre dans le monde entier pour les gays, comme Patpong Road, à proximité, l'est pour les hétéros, mais ça ne reflète pas du tout la Thaïlande. » Lorsqu'on arrive dans le quartier gay de Silom, c'est en effet une tout autre Asie. Entre les rues Silom Soi 2 et Silom Soi 4, on compte plus de cent cinquante lieux gays, dont une trentaine de saunas. Le quartier est sous contrôle strict, pour limiter les risques d'attentats et de prostitution juvénile : à l'entrée de Soi 2, on passe sous un portique de sécurité et seuls sont admis, après vérification de leurs papiers d'identité, les adultes de plus de 20 ans. Les bars les plus connus s'appellent le Téléphone, le Sphinx, le Balcony, où les serveurs sont, me dit Paisarn, « souvent hétéros ». Certains lieux sont réservés aux Asiatiques, d'autres ouverts aux Occidentaux. Le Babylone est un sauna célèbre, directement relié au Barack, un hôtel de passe.

En fin de soirée, tout le monde se retrouve sur Soi 2 dans une discothèque de trois étages, DJ Station. Pour une part, le quartier gay

de Silom est une enclave du tourisme sexuel et il ne reflète donc guère la réalité thaïlandaise. « Beaucoup de jeunes homos thaïs passent par Silom entre découverte de l'homosexualité et prostitution. On dit d'eux, gentiment, qu'ils sont des « professionnall boyfriends » et, moins gentiment, des “money boys”, même si la prostitution est plutôt cantonnée sur Soi 6. En tout cas, c'est un mélange assez malsain de sexualité tarifée et de promotion sociale », commente Paisarn Likhitpreechakul.

Le journaliste s'intéresse davantage à un autre phénomène, bien plus passionnant selon lui : les lady boys. Loin des modes et du tourisme, c'est une spécificité authentiquement thaï : de jeunes transsexuels ayant choisi librement leur genre. Ils semblent bien acceptés localement. « Les Thaïlandais sont même fiers de leur célèbre équipe de basket-ball, les Iron Ladies, composée uniquement de transsexuelles », me signale Paisarn. L'équipe rencontre un certain succès dans plusieurs pays d'Asie, et jusqu'en Malaisie musulmane toute proche.

Les lady boys thaïs, les tongzhis et les lalas chinoises, les interprètes profanes des karaokés de Singapour ou de Nanjing, les restaurants gays coréens qui « coréanisent » la cuisine occidentale, ou les bars interdits aux non-Asiatiques à Tokyo, toutes ces singularités montrent qu'il existe des voies non occidentales pour vivre son homosexualité. L'Asie atteste même qu'une vie gay est possible hors du modèle occidental et que des avancées peuvent avoir lieu sans être de simples imitations de la libération gay à l'américaine. Et contrairement à ce que pensent les leaders des régimes asiatiques qui se sont mobilisés contre la dépénalisation de l'homosexualité aux Nations unies – en premier lieu Singapour, la Malaisie et la Chine – la question gay n'est pas un « problème » occidental mais une « question » universelle. Les homosexuels sont à la fois globaux, mais aussi locaux. Ce que résume bien, lorsque je l'interviewe à Singapour, l'universitaire Russell Heng Hiang, fondateur de l'importante association gay People Like Us : « L'idée du coming out n'est pas naturelle en Asie, car elle va à l'encontre de toute la tradition et la morale du confucianisme. Ce que les gays font fréquemment en Asie, c'est le “coming home” : ils ramènent chez eux, dans leur famille, leur partenaire, une fois qu'ils sont en couple stable, et les choses sont ainsi sues sans être dites. C'est notre façon à nous, ici, de devenir homosexuels. À l'asiatique. »

Orientation sexuelle

« Je SUIS DÉPUTÉ EUROPÉEN pour les Britanniques, mais je suis aussi le député de tous les gays européens, au-delà des frontières. » Michael Cashman prend son temps. Il s'est assis dans le grand canapé de son bureau face à un large Rainbow flag. Visiblement, il veut bien me raconter son parcours dans les détails. Dérouler une longue vie qui l'a mené là, à ce poste bruxellois prestigieux.

Chemise bleue, cravate rouge, le cheveu blanc cultivé avec style, tiré à quatre épingles, Cashman est un Dorian Gray qui aurait mis son talent dans sa geste et son génie dans sa cause. Comme Oscar Wilde, il a connu sa geôle de Reading, mais il a décidé, au nom des victimes des discriminations homosexuelles européennes, de mener le combat.

Il est né en 1950 à East London dans une famille pauvre – sa mère est femme de ménage et son père, ouvrier-docker, charge et décharge les navires. En l'écoutant parler, se raconter, je revois défiler les images magnifiques du clip de Bronski Beat, *Smalltown Boy* : les banlieues de Londres, le désir gay qui naît, l'homophobie ordinaire doublée de l'homophobie familiale, une mère qui embrasse son enfant chassé de la maison, le père qui refuse de tendre la main à son fils, la solidarité gay aussi, grâce aux copains et à la musique, la culture, comme moyens de s'émanciper et de vivre. Comment Michael Cashman s'est-il intéressé si tôt au théâtre ? Comment a-t-il pu devenir, si jeune, comédien ? C'est le hasard des circonstances. À 12 ans, il a ses premiers rôles. Il chante, il danse, il joue. Il interprète *Oliver Twist* sur la scène de la comédie musicale *Oliver !*. Il aime les planches et, aujourd'hui encore, durant notre entretien, il me récite par cœur des vers de Shakespeare. Accrochée au mur, une photo le représente jouant Jules César. Et sur une autre : sa mère.

La carrière de Michael Cashman a été longue et réussie, mais moins noble sans doute qu'il aurait pu l'espérer. Il a été à l'affiche du West End, le quartier du théâtre commercial à Londres, mais moins souvent qu'au générique de soap operas. Pour un musical comme *Bent*, où il est monté glorieusement sur scène, combien d'épisodes plus kitsch, combien de comédies plus frivoles ? Il reste célèbre pour avoir commis à la télévision britannique le premier baiser gay dans la série de la BBC *East-Enders* en 1986.

À la fin des années 1980, Cashman change de casting : il devient militant gay. Et lance, avec quelques amis, Stonewall, une association

LGBT qui se mobilise contre la section 28, une clause antigay votée par le Parlement à la fin du mandat de Margaret Thatcher. Stonewall, dont l'inspiration américaine est évidente, devient rapidement la première organisation homosexuelle britannique. Cashman est de gauche – « the hard left » précise-t-il, la gauche dure. Sa troisième vie commence. Il est approché par le Parti travailliste, qui est soucieux de dialoguer avec les syndicats et les minorités, et accepte d'être sur la liste du Labour pour les élections européennes. Il est élu en 1999.

« Jusque-là, j'étais l'homme d'une seule cause : la question LGBT. Il m'a fallu convaincre que je pouvais représenter les Britanniques de manière globale. Et en même temps, je savais que pour parler à tous, il fallait aussi que je reste fidèle à ma communauté », explique Cashman. Conversion réussie. Il est assez rare qu'un militant devienne un homme politique.

Dans son bureau, le député européen Cashman me montre les portraits qui sont près de sa table de travail. Il pose avec Bill Clinton, Tony Blair et avec Ed Miliband. Sur la photo, Miliband, hier jeune ministre et désormais nouveau leader du Parti travailliste anglais, apparaît à côté d'une troisième personne. Je demande, amusé, à Cashman si c'est le partenaire de Ed Miliband ou le sien. Cashman sourit et confirme que c'est son propre ami, Paul, avec qui il vit depuis trente ans. Pas celui de Miliband ! Tous les Anglais ne sont pas homosexuels, contrairement à ce que pensait une ancienne Première ministre française, Édith Cresson, qui fut la risée de la presse britannique ! Il n'empêche, Miliband, que j'ai rencontré à plusieurs reprises, est pro-gay. Ce Joe Pitt travailliste – marié et père de deux garçons – m'a paru friendly, même s'il est aussi compliqué, « interdit », nourrissant une sorte de complexe d'Hamlet à l'égard, moins de son père marxiste que de son frère David, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Tony Blair, auquel il a ravi le leadership du Labour après une guerre fratricide. Je demande à Cashman si l'homosexualité est encore susceptible d'être un scandale politique au Royaume Uni – ce que je trouverais aujourd'hui anachronique. Est-il possible qu'un leader politique anglais soit encore « in the closet » ? Ce qui est sûr, et le parcours de Cashman l'atteste, c'est que le Labour anglais est devenu l'un des grands partis européens favorables aux droits des gays.

À Bruxelles, Michael Cashman est donc à la tête d'une véritable armée de députés, assistants, conseillers pour défendre la question LGBT en Europe. L'Intergroupe pour les droits LGBT qu'il copréside est un network efficace qui comprend 150 membres du Parlement européen (sur 754 députés). « C'est une nébuleuse, un réseau informel, essentiellement basé sur des relations interpersonnelles », indique Ottavio Marzocchi, un collaborateur très actif du parti radical italien,

que j'interviewe à Bruxelles. Un lobby gay ? « Nous ne sommes pas un lobby, car nous sommes des élus et nous ne pouvons pas faire pression sur nous-mêmes », relativise le député Cashman. Le groupe se réunit quatre à cinq fois par an à Bruxelles ou à Strasbourg et communique aussi à travers un site (lgbt-ep.eu) et une liste de diffusion massive par e-mail qui permet, s'il le faut, une mobilisation en temps réel. « Nous informons les députés des débats parlementaires qui concernent les droits LGBT, en leur disant ce que leur vote implique, et pourquoi c'est important. Les députés apprécient le conseil politiquement neutre, ça leur permet de faire avancer les choses, qu'ils soient libéraux ou communistes », me dit Bruno Selun, qui est le coordinateur salarié permanent du groupe. « On a également un rôle moins formel, poursuit Selun. Quand une députée slovaque conservatrice envoie un e-mail à tous les députés et aux cinq mille employés du Parlement en disant que le mariage et la famille sont sacrés, on lui répond publiquement en demandant si elle parle bien de tous les mariages et des familles avec deux mamans ou deux papas. On est un peu la colonne vertébrale de la vie queer au Parlement européen. » Et quand Silvio Berlusconi déclare, en pleine affaire « Ruby », du nom d'une prostituée marocaine mineure, que « mieux vaut avoir la passion des belles femmes qu'être gay », les membres de l'Intergrup ironisent entre eux, dans leurs échanges d'e-mails, sur ce chef de gouvernement gâteux – et drôle malgré lui.

À ce réseau parlementaire s'ajoutent de nombreux groupes internes aux partis politiques, par exemple le groupe LGBT du parti socialiste européen, baptisé d'ailleurs Rainbow Rose. « Au Parlement, la discipline de parti est très forte, il est donc important de structurer aussi des réseaux à l'intérieur de chaque formation politique », m'explique Guillaume De Walque, porte-parole d'Elio Di Rupo, Premier ministre belge (Di Rupo est le premier chef de gouvernement ouvertement gay au sein de l'Union européenne).

Si la coordination fonctionne efficacement au Parlement européen, les choses sont plus lentes au niveau de la Commission européenne, qui maîtrise seule l'ordre du jour législatif, et au niveau du Conseil de l'Union européenne, regroupant les vingt-sept gouvernements. Les sujets LGBT concernent plusieurs commissaires (droits fondamentaux, santé, emploi, développement, affaires intérieures, affaires internationales notamment) et la bureaucratie avance à son rythme. « Mon agenda, c'est d'abord de lutter contre les discriminations, puis de faire voter une directive sur la discrimination, enfin de permettre la reconnaissance de tous les mariages existants d'un pays à l'autre », confirme Cashman, méticuleux dans sa stratégie. « L'objectif serait maintenant d'obtenir une directive européenne spécifique à l'orientation sexuelle. La Commission a fait son travail, le Parlement

aussi en votant une résolution en ce sens en avril 2009. C'est maintenant au Conseil de voter le texte qui attend depuis près de quatre ans. Mais pour passer, il doit être voté à l'unanimité... » analyse Guillaume De Walque. Pour l'heure, le Conseil de l'Union européenne, qui rassemble les ministres concernés, reste silencieux, même s'il vient de s'engager, en juin 2012, sur un plan d'action pour renforcer les Droits de l'homme dans le monde, comportant une section LGBT.

Au-delà des arcanes feutrés et des procédures lentes, la situation sur le terrain appelle parfois des réactions immédiates. Pas le temps d'attendre une loi ou une réunion du Parlement ou du Conseil. Alors les députés européens pro-LGBT publient des communiqués et, parfois, se déplacent. « Dès qu'il y a un problème relatif aux droits des homosexuels, nous réagissons immédiatement par un communiqué qui est fait au nom de l'intergroupe du Parlement européen, ce qui lui donne beaucoup de poids. Souvent la presse locale le reprend en indiquant simplement que c'est la position de l'Union européenne. On joue sur l'ambiguïté et cela marche », m'explique, à Bruxelles, Maris Sergejenko, un Letton, alors assistant de Michael Cashman. Le député ne se contente pas d'écrire des communiqués, il va aussi sur le terrain, représentant partout l'intergroupe de l'Union européenne. Voici Cashman en Russie lorsqu'une proposition de loi homophobe est discutée au parlement de Saint-Pétersbourg. Le voilà en Ukraine lorsqu'une législation antigay émerge à Kiev. Il suit de près les lois en Bulgarie, en Moldavie, en Hongrie – toujours mobilisé. Et lorsqu'une Gay Pride est menacée d'interdiction à Varsovie ou à Bucarest, il prend l'avion et, sur place, se saisit du micro et intervient sur scène. « Michael [Cashman] est un ancien acteur. Du coup, lorsqu'il se met à parler en public dans une réunion ou une Gay Pride, il est charismatique. Tout le monde l'écoute », raconte son collègue Boris Dittrich, ancien député des Pays-Bas, qui l'a accompagné en Roumanie. Bateleur Cashman ? Il me dit simplement : « L'Europe, c'est l'union des valeurs. C'est cela l'Europe, pour moi. Et parmi ces valeurs, il y a la non-discrimination. L'Europe des droits des individus. Je me bats chaque jour pour faire vivre ces valeurs. »

Un modèle nordique ?

L'EUROPE des valeurs, à laquelle Michael Cashman aspire, est encore très imparfaite. Face à un modèle nordique, plutôt en avance sur la question LGBT, plusieurs pays sont à la traîne, notamment en Europe centrale et orientale.

Un modèle nordique ? La formule est séduisante, mais la précision du vocabulaire dissimule l'imprécision géographique. On devrait

plutôt parler de modèles nordiques, au pluriel, tant frappe l'hétérogénéité des situations. Sur le plan politique, il y a bien un Conseil nordique, organisme de coopération régionale, mais il n'y a pas toujours de liens entre les Scandinaves (Danemark, Norvège, Suède), la Finlande et l'Islande (laquelle est située loin dans l'océan Atlantique). À une époque, pourtant, les « Nordiques » ont avancé d'un même pas en ce qui concerne les droits des gays. Ils ont dépénalisé l'homosexualité très tôt (le premier, le Danemark, dès 1933 ; le dernier, la Norvège, en 1972). C'est encore le Danemark qui a donné le *la* en 1989, en reconnaissant les unions civiles, suivi par tous les autres pays nordiques en l'espace de quelques années. En 2001, ce fut au tour des Pays-Bas de prendre le leadership, en devenant le premier pays à ouvrir le mariage aux personnes de même sexe, suivis depuis par la plupart des pays d'Europe du Nord (Norvège, Suède, Danemark, Islande). Enfin, en 2010, la Première ministre islandaise, ouvertement lesbienne, a épousé sa partenaire, devenant ainsi le premier chef de gouvernement au monde marié avec une personne de même sexe.

S'il existe un modèle « nordique » sur la question LGBT, il faudrait donc y inclure les Pays-Bas, la Belgique et, pour une part, le Luxembourg. « Il existe effectivement un modèle nordique que je préfère appeler “Benelux-Scan”, en y incluant, en plus des pays Scandinaves, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, qui ont montré très tôt la voie en matière de droits des gays. Par exemple, en Belgique, tout a été fait par la gauche en moins de deux législatures, entre 1999 et 2007 », confirme Guillaume De Walque. « Je suis députée depuis 2000. C'est moi qui ai proposé le mariage puis l'adoption, et très rapidement, sous le gouvernement dit “arc-en-ciel”, tout a été voté », confirme, de son côté, Karine Lalieux, députée fédérale, que j'interroge au Parlement belge à Bruxelles. Même avis de Thierry Duval, président de la fédération wallonne des associations LGBT : « La Flandre a toujours été en avance sur les droits LGBT. Et si la Belgique bénéficie aujourd'hui du mariage gay, le mouvement est venu d'abord du Nord, c'est-à-dire d'Amsterdam et des Pays-Bas, pas de la France. La première Gay Pride belge a eu lieu à Anvers, pas à Bruxelles. » Je lui demande pourquoi. Thierry Duval : « Je pense que cela tient à la culture protestante des Hollandais. Ils sont moins moralisateurs, plus ouverts sur les questions de mœurs. »

Près DU MÉTRO NØRREPORT, dans le centre-ville de Copenhague, au Danemark, le quartier gay de Tivoli est tranquille. C'est le « modèle » nordique dans toute sa simplicité. Des dizaines de coffeeshops friendly témoignent, en pleine journée, d'une vie gay diffuse et banalisée, au point où j'ai du mal à déceler les frontières et

les identités. Les lesbiennes avec enfants, les familles, les étudiants et les couples gays, tout le monde se mêle, sur sa bicyclette – malgré le froid –, dans un formidable quartier post-gay. Peu de bruits, pas de klaxons, tout est calme. On se sent en sécurité. Pas ou peu de cadenas aux vélos. Au Living Room, ou au Café Intime, une clientèle un peu plus typée s'affiche, mais il faut attendre le soir pour trouver des lieux, comme l'Oscar Bar, Code ou le Men's bar, spécifiquement gays. Dans *Out & About*, le mensuel gay danois, figurent des bars où il est simplement précisé « Gays welcomed » ou « Gays & lesbians mixed », comme si l'on avait peur des étiquettes. Près du parc Ørsted, un groupe de lesbiennes punks, aux cheveux rose fluo, attestent un esprit de rébellion intact. Jonatan, un sportif et militant gay, me parle des « World Outgames », les Jeux olympiques gays qui ont eu lieu à Copenhague. En échangeant avec plusieurs gays du quartier, je me rends compte qu'au Danemark la vie gay est à ce point banalisée qu'ils n'ont plus besoin de venir dans le quartier gay. Ils se sentent bien et heureux, me disent-ils, partout. Le « modèle » nordique est là. Simple et efficace.

Au Danemark, les débats sur les unions civiles homosexuelles (le mariage pour tous a été obtenu seulement en juin 2012) se sont déroulés dans le calme, sans hurlement, pétition ni manifestation, contrairement à ce qui s'est passé en France pour le Pacs, en Espagne ou aux États-Unis pour le débat sur le mariage. Une fois le vote obtenu, tout le monde a accepté le choix majoritaire, dans une forme d'unité caractéristique de la discrétion et du consensus nordiques.

Est-ce le débat sur les caricatures de Mahomet au Danemark en 2005 ? Est-ce la montée en puissance de l'extrême droite dans de nombreux pays du Nord ? Est-ce le tournant économique avec l'affaiblissement du pacte social nordique, jusqu'alors plus redistributif et plus solidaire ? Toujours est-il que ce modèle nordique, qui a fait de Copenhague, Helsinki, Stockholm ou Amsterdam de véritables laboratoires sociaux européens pour les droits des gays, semble aller au ralenti depuis quelques années.

Cette évolution est très perceptible aux Pays-Bas où Amsterdam demeure une capitale gay européenne avec son slogan attrape-touristes : « I AMsterdam ». Au centre historique de la ville, tout près de la maison d'Anne Frank, il y a, bien visible, au milieu de la place Westmarkt, un « Pink Point », une sorte de kiosque d'information touristique gay. On y obtient gratuitement une carte de la vie gay d'Amsterdam et on peut y acheter des cartes postales suggestives et quelques goodies. Parmi les brochures offertes, je remarque des annonces spécifiquement destinées aux gays : « Harcelés, agressés, insultés ? Merci de nous prévenir ! Ainsi nous pourrions agir. » La brochure est signée : « Police d'Amsterdam. » À deux pas se situe le

Homomonument, un impressionnant mémorial constitué de trois immenses triangles équilatéraux en granité rose, en souvenir des « triangles roses », les homosexuels déportés pendant la Seconde Guerre mondiale. Sobriété.

Un peu plus loin, rues Kerkstraat et Spuistraat, les drapeaux gays flottent sur les coffeeshops, les restaurants et les bars. Les magasins de souvenirs gays sont éparpillés dans la ville, plusieurs librairies gays survivent et il y a même une « condomerie » qui propose toutes les marques de préservatifs, toutes les couleurs, toutes les saveurs et, bien sûr, toutes les tailles.

Car en définitive cette homosexualité pacifiée s'accompagne d'un reste de contre-culture. Le jour, on vend des plantes de haschich et d'innombrables produits végétariens et bios : les gays sont à la pointe du « green ». Le soir, dans la périphérie d'Amsterdam, j'assiste à une soirée décadente, baptisée BAF, organisée à l'arrache. Je suis dans des entrepôts abandonnés ou en voie de démolition. Surgit tout à coup, sur scène, une Paris Hilton Trans, avec un Tinkerbelle en peluche et entourée de paparazzis. Elle est grande. En talons aiguilles, elle est géante – on dirait une femme viking ! Performance. Happening. Dans le public, un gay est en robe longue (j'ai l'impression qu'il est vêtu de son rideau), un autre en short déchiré avec des feuilles d'arbres collées montre son plumage et son ramage, un troisième en jean slim élastique et une coupe iroquois rappelle les modèles les plus improbables de *Vogue hommes*. Dans la foule, nombreuse, qui danse et s'embrasse, je ne vois bientôt plus qu'une masse de cheveux javellisés, couleur jaune d'œuf, qui rappelle les champs de blé des tableaux de Van Gogh.

La montée en puissance d'un homme politique aussi improbable que Pim Fortuyn a montré que tout n'allait pas si bien aux Pays-Bas. Populiste et ouvertement homosexuel, il décide de mener campagne contre l'influence de l'islam, non pas tant au nom des valeurs traditionnelles, mais au contraire au nom de la défense de la libération sexuelle et de l'homosexualité. « Pim Fortuyn a été une figure très étrange. Un populiste à la fois ouvertement gay et ouvertement antimusulman. Il a rendu possible cette chose inimaginable : un parti d'extrême droite anti-arabe et pro-gay dans un pays nordique habituellement très modéré », m'explique, à Amsterdam, Boris Dittrich, alors député de gauche aux Pays-Bas (Fortuyn sera assassiné en 2002 par un défenseur des droits des animaux un peu dérangé, qui lui reprochait sa phobie de l'islam). Aux élections de 2012, l'extrême droite a fini par reculer en Hollande, mais la menace continuera de peser. Désormais, l'idée d'un « homonationalisme », encore impensable il y a quelques années, est devenue réalité.

Au-delà des Pays-Bas, la montée de l'extrême droite est un trait

commun à plusieurs pays nordiques, que ce soit au Danemark, en Autriche ou en Belgique, en particulier en Flandre. Pour l'instant, les acquis en matière de droits LGBT ne semblent pas remis en cause (même si, en Suisse, l'Union démocratique du centre se révèle un parti clairement homophobe).

Autre Europe, autre problème. Versant négatif du « modèle » nordique, la plupart des pays d'Europe de l'Est n'ont dépénalisé l'homosexualité que récemment (généralement dans les années 1990 ou 2000 sous la pression de l'Union européenne). Seules la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ont reconnu à ce jour les unions civiles. Dans tous les classements sur les droits des gays au niveau de la grande Europe, l'Ukraine, la Russie, la Moldavie, la Serbie et la Pologne arrivent systématiquement en queue de peloton. Face au « modèle nordique », un antimodèle euro-oriental ?

« Les homosexuels menacent l'Europe »

Dans LE BUREAU MAGNIFIQUE de Robert Biedroń, il y a des bougies et de l'encens. Le cheveu poivre et sel, Biedron vient d'être élu député à la Diète, le Parlement polonais. « J'étais un militant gay, me raconte Biedron. Et me voici le premier député ouvertement homosexuel de l'histoire de la Pologne. » Il paraît jeune : je lui demande son âge. Il me répond : « La trentaine. » (Les militants gays me diront par la suite qu'il a toujours tendance à se rajeunir par coquetterie et qu'il a en fait 37 ans. So gay !)

« La situation des personnes LGBT s'améliore en Pologne, c'est sûr, mais nous sommes seulement au début de la bataille, poursuit Biedroń. On a connu la démocratie en 1989. Le mouvement gay est véritablement né à ce moment-là et les bars aussi. Depuis, l'homosexualité est restée légale, surtout grâce à l'Union européenne. En revanche, pour le reste, on a très peu de droits. Tout est ici très homophobe. » Au mur, j'aperçois un portrait de l'écrivain Witold Gombrowicz, qui incarne l'esprit de la « polonitude » – l'amour des petites langues et du génie local, la passion de la culture polonaise et le rejet du provincialisme, la défense de l'individu contre les collectifs – bisexuel notoire.

L'actuel président polonais, Bronislaw Komorowski, un centriste davantage pro-européen que ses opposants, est connu pour avoir dit que « l'affirmation de l'homosexualité conduira à la ruine de la civilisation ». Et régulièrement, les députés se moquent de Biedroń en séance, ou de sa collègue Anna Grodzka, la première élue transsexuelle de la Diète, qui me raconte comment certains députés s'adressent à elle en l'appelant « Monsieur ». Contrairement à certains pays où la loi est brutale à l'égard des gays, mais sans être appliquée,

la Pologne montre que l'absence de lois antigays ne se traduit pas nécessairement par une plus grande tolérance. Biedroni et Grodzka militent aujourd'hui pour des législations en faveur d'une union civile et contre les violences homophobes. « Nous ne sommes pas seuls. Nous ne sommes que deux députés LGBT, mais nous avons derrière nous la gauche social-démocrate, plus de quarante députés », se réjouit Grodzka.

Le lendemain, je retourne à la Diète pour rencontrer le chef du parti libéral-démocrate, le célèbre Janusz Palikot. L'homme est millionnaire (il a fait fortune dans le commerce de la vodka). Il a accueilli sur ses listes les deux députés homosexuel et transgenre. « J'incarne une gauche libérale, dit Palikot. Je suis pour la dépénalisation de la marijuana, je défends les Anonymous contre ACTA et je suis aux côtés des minorités sexuelles. Je suis très attaché à la séparation de l'Église et de l'État dans un pays où les catholiques ont une influence exorbitante. Tout cela est cohérent, car je veux bâtir une Pologne moderne, européenne, et dépénaliser la société tout entière. »

En Pologne, l'un des freins à la reconnaissance des droits des gays est la puissance de l'Église catholique. Ailleurs, plus à l'Est ou plus au Sud, c'est souvent l'Église orthodoxe.

« C'EST LA plus importante manifestation gay en Russie depuis les concerts de Tchaïkovski ! » Igor Iasine sourit de sa formule. Puis il recommence à chanter. Un mégaphone à la main, un Rainbow flag peint sur la joue, Iasine harangue la foule. Il la fait danser.

« Je ne me sentais pas bien dans cette société russe homophobe. Je me devais de faire quelque chose. J'ai imaginé une stratégie. Il fallait d'abord prouver que le mouvement gay était fort en Russie. Il fallait donc sortir de l'isolement. On s'est organisés. Je suis un activiste politique et ma stratégie a été de trouver des alliés. Il fallait montrer qu'on était puissants, nombreux, et qu'on savait se défendre. D'où l'idée de participer à une coalition de grande ampleur. Depuis la réélection de Poutine en 2011, on a donc décidé de rejoindre les manifestations anti-Poutine. Et actuellement, le gouvernement commence à s'inquiéter de notre influence. Ce qui veut dire qu'il nous prend au sérieux comme force de contestation », poursuit Igor Iasine. Tous les deux mois environ, l'association LGBT dont Igor est le porte-parole, Equality March Campaign, descend dans les rues avec des dizaines de milliers d'autres personnes, pour dénoncer le régime de Poutine.

Je marche, en septembre 2012, avec les militants LGBT russes dans les rues de Moscou et l'ambiance est à la fête. Quelques semaines plus tôt, trois jeunes filles, Nadia, Ekaterina et Nadejda des Pussy Riot, un

groupe punk féministe, ont été arrêtées, et leur nom est dans tous les esprits – et sur toutes les banderoles. Les activistes LGBT sont une centaine environ, noyés dans plus de cinquante mille personnes qui défilent contre Poutine. Mais ce sont les plus visibles et les plus bruyants ! Les photographes et les cameramen s'agglutinent autour d'eux. Les Rainbow flags se voient de loin et les slogans queer, écrits en russe, et souvent en anglais, frappent les regards : « No fear » (N'ayons pas peur), « Go down Putin, Let my pussy free » (À bas Poutine, Lâche-moi la chatte/ Laisse mes Pussy Riot libres). Sur un panneau, je lis aussi : « Gay Pride sent to Siberia in chain » (une allusion à une prière punk des Pussy Riot).

Dans le cortège, les revendications sont disparates. Ces manifestations « civiques » rassemblent des milliers d'étudiants, des féministes, des artistes, des blogueurs, des anarchistes, mais aussi, étrangement, toute une opposition ultra-nationaliste qui est à la droite de Poutine, et qui compte même dans ses rangs d'authentiques staliniens orthodoxes nostalgiques. Igor Iasine reprend son souffle entre deux salves de slogans anti-Poutine et m'explique sa stratégie : « On doit obtenir le soutien de la population. C'est ma priorité. Il faut que la jeunesse, les étudiants, les Moscovites, les artistes, les gens éduqués soient avec les gays. On ne peut pas être tout seuls dans un pays comme la Russie. C'est pour ça qu'on a décidé d'être là, dans les manifestations comme celle d'aujourd'hui. Mais c'est vrai qu'on déteste les nationalistes qui défilent ici. Ils nous regardent bizarrement et parfois ils veulent nous casser la gueule alors qu'on manifeste ensemble ! D'ailleurs, au début, même l'opposition nous rejetait. Ils n'ont pas voulu nous accueillir dans le comité d'organisation des manifs. Ils craignaient que les personnes LGBT ne compromettent leur image ! Alors on s'est imposés. On était en queue de cortège, avec nos drapeaux arc-en-ciel. Maintenant, je suis candidat pour rejoindre ce comité, et je cherche de l'argent pour faire campagne et me présenter à la coordination des manifs », confirme Igor. Il me tend, ainsi qu'à tous ceux qu'ils croisent, une boîte de conserve en acier dans laquelle il collecte des roubles. Au-dessus de nous, un hélicoptère de la police survole la foule, fort bruyamment. Et, à tous les coins de rue, des milliers de policiers casqués surveillent, d'un air glacial, le cortège. Parmi eux, étrangement, certains hommes portent sur leurs gilets pare-balles, en grosses lettres cyrilliques, le mot : « ОМОХ. » Je ne comprends pas. Igor m'explique que c'est le nom de la police spéciale pro-Poutine.

Dans la Russie orthodoxe de Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev – comme dans celle de Medvedev et Poutine, lorsqu'ils avaient interverti leurs rôles –, la situation des gays et des lesbiennes est

particulièrement critique. Si l'homosexualité a été officiellement dépénalisée, sous la pression du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des Droits de l'homme en 1993, le gouvernement n'a rien fait depuis pour limiter les discriminations. Au contraire, il multiplie les oukases. Certains bars gays ont été fermés sans raisons légales, les lieux de drague extérieurs sont surveillés nuit et jour, la Gay Pride de Moscou a fait l'objet d'interdictions répétées ces dernières années et des militants LGBT ont été victimes d'actes de violence et parfois arrêtés. Parmi lesquels, justement, Igor Iasine.

Nous sommes maintenant attablés dans le plus célèbre endroit gay friendly de Moscou : Propaganda. Près de l'ancien quartier général du KGB, dans le quartier de Kitay-Gorod, c'est un espace atypique, magnifique, avec son dédale de balcons et de tables isolées dans les étages, à la fois un bar, un restaurant et, le week-end, un club gay, qui porte bien son nom. Alors que le régime de Vladimir Poutine tente d'ériger des lois pour dénoncer la « propagande » homosexuelle, et faire ainsi interdire les lieux gays, les affiches de prévention contre le sida ciblant les homosexuels, et tous les médias qui feraient du « prosélytisme » gay, Propaganda est, par son nom même, un superbe pied de nez anti-Poutine.

À 32 ans, Igor Iasine est imposant et doux à la fois. Séduisant et calme, intellectuellement « articulé » et fin stratège, il est aussi musclé, le crâne rasé, et on comprend assez vite qu'il n'hésitera pas à faire le coup de poing avec l'extrême droite ou les ultra-orthodoxes s'il le faut. « Je ne suis pas dans la provocation.

Certains activistes queer tentent d'organiser ici une "Moscow Pride" devant le Kremlin. Une Gay Pride sur la place Rouge ! Pourquoi pas sur la place Tiananmen pendant qu'on y est ! Le problème avec la provocation, c'est que c'est souvent contre-productif. Ça ne permet guère de faire avancer les droits concrets des homosexuels. Ce que je veux, c'est construire un mouvement gay crédible et moderne. Nous jouons la carte de la légalité et désormais nos manifestations sont autorisées. Il faut être plus malin que Poutine et ne pas lui servir sur un plateau des arguments pour arrêter les militants gays. »

Iasine incarne le visage du nouveau militantisme gay moscovite, mais aussi, plus largement, celui de la nouvelle Russie. Journaliste de la chaîne de télévision internationale Russia Today, parlant couramment arabe et anglais, bon connaisseur d'Internet, il sait comment médiatiser ses actions dans un pays où la censure de l'audiovisuel est la norme. « La vie gay est très underground en Russie, reconnaît Iasine. Qu'on le veuille ou non, il nous faut être plus visibles. »

Igor Iasine n'est pas seul aujourd'hui à être publiquement gay en Russie. « Le problème ici, c'est que la société civile n'existe guère. Les

associations gays ne peuvent pas être légalement enregistrées et les manifestations sont la plupart du temps interdites. Alors, nous inventons de nouvelles formes de mobilisation », m'explique Andrey Obolensky, le président de la Moscow LGBT Rainbow Association, un jeune avocat de 25 ans, spécialisé dans le droit pénal. « Les associations s'enregistrent avec un autre objet social, par exemple en tant que simple festival de films LGBT. On fait aussi des "flash mob demonstrations", des petites actions, rapides, massives, dans un lieu stratégique, ce qui évite que la police ait le temps d'intervenir. On ne les annonce qu'au dernier moment par SMS ou sur VKontakte. ru [un équivalent de Facebook en Russie qui vient d'autoriser, sous la pression de ses utilisateurs, les statuts de couples de même sexe]. On multiplie aussi les piquets de grève solitaires, avec un seul homme et son Rainbow flag, car étrangement la loi autorise les manifestations s'il n'y a qu'un participant. »

Depuis la fin des années 2000, les lois hostiles à toute « propagande » gay se sont multipliées, au niveau des parlements locaux russes, et neuf d'entre eux (sur quatre-vingt-trois) ont maintenant adopté une telle législation. C'est le cas notamment à Saint-Petersbourg depuis 2012. Le risque serait la généralisation de cette loi dans toutes les régions russes, puis sa fédéralisation par le Kremlin.

Paradoxalement, au même moment, les bars et les clubs gays se multiplient dans les grandes villes. Bien sûr, le gouvernement n'y est pour rien, c'est le marché qui mène le jeu et, la démographie aidant, la pression commerciale est telle que les patrons adaptent l'offre à la demande de la clientèle gay. Au Central Station, à Moscou, un immense club sur trois niveaux, je vois par exemple un millier de gays faire la fête lors d'une soirée qui n'a rien à envier à celles de Paris, Londres ou New York. Comme au Mexique, au Brésil ou en Chine, les boîtes gays de Moscou sont parmi les plus audacieuses et les plus festives au monde. La vie gay dans les pays émergents est pour moi une révélation.

En dépit du contrôle politique et policier, la société se libère. Il y a même une prolifération de groupes en faveur des Droits de l'homme, de think tanks, d'associations, reconnues ou non, qui constituent une ébauche de société civile. À Saint-Petersbourg, la scène gay underground est vibrante, avec ses groupes de lesbiennes punks et ses soirées queer. « Et encore, Poutine ne sait pas tout ! Il y a un club SM à Moscou où le supplice du knout, cet instrument de torture de l'ancienne Russie, un fouet à lanières de cuir prolongées de boules de métal, devient un objet SM. Les gays savent rester russes ! » me dit Leonid, un collaborateur de l'important site gay.ru, interviewé au café du GUM, sur la place Rouge.

Est-on à la veille d'un Mai 68 russe, comme certains le croient ?

Les grandes villes comme Moscou et Saint-Pétersbourg sont-elles en train de basculer dans la contestation ? Ou assiste-t-on, au contraire, à la reprise en main du pays par le système Poutine, allié à l'Église orthodoxe ? « La Russie a pris une très mauvaise direction », tranche, pour sa part, Tanya Lokshina.

La représentante de Human Rights Watch, une jeune femme rousse, figure infatigable des Droits de l'homme en Russie, me parle d'une voix éraillée incroyablement persuasive. « Nous avons ici beaucoup de libertés dans notre vie privée. On peut lire les journaux de son choix, consulter librement Internet, être gay ou lesbienne. On peut voyager. La scène contestataire est très riche. Ce n'est pas l'Union soviétique. Pourtant, l'État de droit, lui, n'existe pas. On torture les activistes du Caucase du Nord. Les chaînes de télévision sont entre les mains du régime. La justice n'est pas impartiale. L'Église orthodoxe a une influence anormalement puissante sur la politique du Kremlin. Quant à la loi contre la "propagande" gay, elle est inconstitutionnelle et contraire à la fois aux règles du droit russe et aux traités internationaux que la Russie a signés. »

Les droits des personnes LGBT n'existent pas dans le système cynique et corrompu de Vladimir Poutine – la vodka, les oligarques du pétrole, le gaz et le code nucléaire. Le président russe n'a même jamais parlé des gays publiquement, ni en bien ni en mal. La question ne l'intéresse pas. Et surtout, « il se fout complètement de ce que les gens pensent de lui en Occident », affirme Dimtri Peskov, son porte-parole (cité dans une interview au *New Yorker*). Lequel critique vertement les Américains et les Européens lorsqu'ils prétendent donner des leçons aux Russes sur la liberté et les Droits de l'homme. Il n'a toujours pas digéré, en particulier, l'intervention de Hillary Clinton, alors ministre des Affaires étrangères des États-Unis, critiquant la politique menée en Russie à l'égard des homosexuels. Le porte-parole de Poutine ironise : « Quoi ! Le Département d'État américain ! Avec la dette des États-Unis ! Avec leur économie qui s'écroule ! Avec le cauchemar en Afghanistan ! Le cauchemar en Irak ! Avec le cauchemar de l'économie mondiale ! Et ils sont très inquiets de la situation des gays en Russie ! Ha ! Ha ! Le jour où j'ai entendu ça à la radio, ça m'a vraiment mis de bonne humeur ! »

Moins communiste que nationaliste, le régime autoritaire de Poutine se caractérise aujourd'hui par une ambition : renouer avec la fierté russe, le monde slave et cyrillique, et si possible avec la Grande Russie. Il s'appuie sur le patriarche orthodoxe, son allié principal, pour construire cette idéologie chauvine qui est naturellement empreinte d'antioccidentalisme et d'antiaméricanisme. Dans cette construction paranoïaque, les droits LGBT apparaissent comme une importation occidentale et toute intervention de l'Union européenne ou des

Américains dans ce registre suscite l'hostilité. Que faire ? Le débat est vif à Moscou. Certains de mes interlocuteurs russes, au sein de la communauté gay ou parmi les défenseurs des Droits de l'homme, recommandent de privilégier l'aide indirecte aux ONG et aux lieux gays locaux, le soutien en termes de communication et de culture, plutôt que des actions étrangères frontales sur le terrain des valeurs. D'autres militants souhaitent en revanche une plus forte implication occidentale sur les droits LGBT et saluent la décision de la Cour européenne des Droits de l'homme qui a condamné la Russie à 30 000 euros d'amende pour avoir interdit une Gay Pride.

« Nous sommes très marqués par l'Union européenne, qui constitue pour nous le modèle à suivre, conclut Igor Iasine, mais en même temps, nous sommes Russes. Le mouvement gay doit s'organiser ici. Il doit être conduit par des Russes. Nous ne devons pas laisser croire que les droits des gays sont défendus par l'Occident. Nous n'importons pas l'homosexualité d'Europe ou des États-Unis. Elle est présente ici en Russie, massivement, et depuis toujours. L'homosexualité existait déjà à l'époque de Tchaïkovski. »

Dans LES ANCIENNES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES et, au-delà, en Europe orientale, la situation n'est pas meilleure qu'en Russie. On sait peu de chose des droits des gays en Biélorussie, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, au Turkménistan ou en Azerbaïdjan – une vaste zone grise au sud-ouest et à l'ouest de la Russie, où une homophobie froide semble se généraliser, favorisée ici par la religion orthodoxe, là par l'islam, ou simplement par des dictateurs sans foi ni loi (le Turkmène Berdimuhamedow ou le Biélorusse Loukachenko, celui-là même qui a déclaré « préférer être dictateur que pédé »). « On observe aujourd'hui un raidissement de ces pays sur la question homosexuelle. Pour une part, on calque partout dans le monde slave ses propres législations sur celle de la Russie qui reste souvent le modèle à suivre. Les lois homophobes russes s'étendent déjà à l'Ukraine et la Biélorussie et risquent de faire tache d'huile en Arménie et même en Géorgie – dans ce dernier pays, on déteste généralement les Russes, mais on prend exemple sur l'Arménie qui a pris elle-même modèle sur la Russie. Il y a donc actuellement un basculement du "monde cyrillique", et en particulier de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan, qui, sur la question gay comme sur d'autres sujets (projet d'une monnaie unique autour du rouble, suppression des barrières douanières), s'éloigne de l'Europe et de l'Occident pour s'aligner sur les positions de la Russie. La contagion va même jusqu'à la petite Lituanie, qui est pourtant membre de l'Union européenne. On voit donc l'effet boule de neige que peut avoir la loi russe contre la "propagande" gay dans le monde slave », m'explique Roman Dudnik,

qui coordonne un important programme de lutte contre le sida dans les pays de l'ancienne URSS, et que j'interviewe à Moscou. Il poursuit : « Ailleurs, dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, c'est une homosexualité traditionnelle : celle des parcs et des saunas. Mais partout, on observe une recrudescence du nombre de MSM [Men who have Sex with Men] contaminés par le virus du sida. Les nouvelles politiques antigays contribuent à la forte progression de l'épidémie que l'on observe partout en Russie comme dans l'ancienne URSS. »

En Ukraine, en Géorgie, en Moldavie, au Monténégro, les Gay Prides sont régulièrement interdites ou sont le théâtre de violences. À Belgrade (Serbie), la situation est encore pire : en 2010, des hooligans liés à l'extrême droite et à l'Église orthodoxe ont violemment attaqué les manifestants de la Gay Pride, faisant cent trente-deux blessés, y compris les policiers, et obligeant le gouvernement à déployer massivement les forces de l'ordre (la Gay Pride y a du coup été interdite en 2011 et à nouveau en 2012). Le rapport annuel de l'Union européenne concernant les pays candidats à l'accession à l'Europe dénonce la persistance de discriminations juridiques à l'égard des personnes LGBT non seulement en Serbie, mais aussi en Croatie (qui doit intégrer l'Union en juillet 2013), en Turquie, en Bosnie et en Macédoine – seules les situations au Monténégro, en Albanie et surtout en Islande sont jugées satisfaisantes. Même dans certains pays qui ont déjà intégré l'Union européenne, comme la Bulgarie et la Hongrie, les droits des gays sont encore peu respectés. En Hongrie, des propositions de lois (non encore votées) sont explicitement homophobes et un parti politique de droite extrême réclame l'interdiction de la Gay Pride avec un slogan simpliste : « Ouest déviant, Est normal. » Quant à la nouvelle Constitution hongroise, entrée en vigueur en janvier 2012, elle contient un article qui définit le mariage comme « l'union de base la plus naturelle entre un homme et une femme » – ce qui pourrait interdire durablement toute ouverture du mariage aux personnes de même sexe. Trois mille activistes ont néanmoins défilé à Budapest pour la Gay Pride en 2012, et des parades ont également eu lieu cette année-là en Bulgarie, Roumanie, Lettonie et, bien sûr, à Prague.

Šimon FormÁNEK n'a GUÈRE CHANGÉ. La première fois que je l'ai rencontré à Prague, c'était au printemps 1990, peu après la révolution de velours. Vingt ans plus tard, je le retrouve dans le mythique café Slavia – l'un des hauts lieux de la vie intellectuelle pragoise d'avant-guerre, aujourd'hui un peu ringardisé – et nous reprenons le fil de la conversation comme si le temps ne s'était pas écoulé. « Tu te souviens, à l'époque, sous le communisme, j'étais un poète décadent et je venais

de faire mon coming out » (non, je ne me souviens pas). Il parle lentement, un peu fatigué : « Dès 1988, j'avais fait une conférence à la fac sur "l'homosexualité comme surréalisme". Et puis ce fut 1989 : la plus belle année de ma vie. » Issu d'une grande famille bourgeoise persécutée par le communisme (son grand-père a été exécuté en 1948), Šimon Formánek émerge à Prague durant la révolution. Il a 24 ans. Artiste et activiste, agité, il est une sorte de Václav Havel « queer » qui ne veut pas qu'on oublie la question gay dans la révolution politique. « Je me suis autoproclamé leader des étudiants homosexuels en 1989 et je me suis fait inviter à la télévision pendant la révolution, appelant les gays à se réunir en mouvement politique. » L'écrivain Václav Jamek confirme, lorsque je l'interroge à Prague aujourd'hui : « Šimon fut l'un des premiers militants gays de ce nouveau pays. »

Dès 1990, Formanek se mobilise pour que l'homosexualité soit dépénalisée. Il crée l'Association des étudiants homosexuels révolutionnaires et devient le porte-parole du jeune mouvement gay. « On a appelé à une manifestation et on s'est retrouvés seulement avec cinquante personnes dans la rue – mais il y en avait trois cents sur les trottoirs qui hésitaient à nous rejoindre... Et tout à coup, j'ai vu Ginsberg qui était là, il était revenu ! C'était notre héros, le héros des sixties et il venait faire le lien avec la révolution de velours. C'était comme un rêve hallucinogène et pourtant, c'était vrai. » (Le poète américain, notoirement gay, Allen Ginsberg, expulsé de Prague par les communistes en mai 1965, y est effectivement revenu pendant deux semaines en avril 1990.) Dépénaliser l'homosexualité : le président Václav Havel, que Simon Formanek rencontre à cette occasion, approuve la demande. « Il nous a très clairement soutenus. » La Tchécoslovaquie devient le premier pays d'Europe centrale et orientale à mettre fin à la discrimination. « J'ai appris de la France les droits des gays. Le slogan de 1989, c'était : "Retour en Europe." Et cette fois, nous étions revenus », relate Simon. Ajoutant : « Tout cela, je l'ai fait inconsciemment. J'étais porté par l'histoire. » Il note cependant que le régime n'a jamais été très dur avec les homosexuels : « Dans les années 1980, il y avait des clubs gays à Prague et parmi les dissidents signataires de la Charte 77, il y avait au moins un gay » (il ne me dit pas lequel).

Pendant plusieurs soirs, je sors avec Šimon dans les bars gays de la vieille ville de Prague. Par exemple au Erra, un café situé en face d'une prison communiste transformée en hôtel de luxe : je suis surpris d'entendre Šimon critiquer les « excès des homosexuels ». Il a un côté prophète qui n'est pas sans rappeler le New-Yorkais Larry Kramer, le fondateur d'Act Up, qui en rajoute toujours un peu dans le côté père Fouettard. Il me dit qu'il n'aime guère le mariage gay, qu'il défend la

liberté absolue sur Internet et qu'il drague « les jeunes anarchistes bisexuels ». Un soir, tard dans la nuit, nous atterrissons au Valentino, un club célèbre du quartier gay de Vinohrady, où l'on passe du ska, du madness et du Frank Zappa (comme si l'histoire du rock s'était ici fossilisée). Tout y semble vieux et nouveau à la fois. Le Valentino est un espace étrange où se mélangent hippies, travestis burlesques et vieux oncles Picsou, étudiants attardés saouls et nouveaux riches qui semblent à la fois corrompus et michetons – car je me rends compte que de nombreux clients sont en fait des prostitués. « La prostitution hétérosexuelle, et aussi homosexuelle, est généralisée et a pignon sur rue. Pour le jeune provincial frais débarqué à Prague, c'est une façon de s'insérer socialement, parfois d'admettre son homosexualité et, bien sûr, c'est une question économique : on veut un nouveau téléphone portable », me dit Formánek, avec dédain.

C'est la nuit. J'ai l'impression que les bars homosexuels de Greenwich Village à New York dans les années 1960, ou de la rue Sainte-Anne à Paris dans les années 1970, devaient un peu ressembler à ça. Je me dis que les cafés de jour, banals, sans videur, sans tarifs prohibitifs, sans garçons tarifés, viendront plus tard.

L'actuel président tchèque, Vaclav Klaus, est à la fois nationaliste et ultralibéral, protectionniste et eurosceptique – et bien sûr, comme ses collègues polonais, russe ou hongrois, il est homophobe (des rumeurs circulent néanmoins sur son homosexualité supposée et il a même été « outé » par un célèbre militant gay, Jiri Hromada, qui n'a cependant apporté aucune preuve). Pour Václav Klaus, l'Europe en tout cas menacerait l'identité tchèque ; les gays aussi. « Klaus dit que les homosexuels menacent l'Europe. Il croit que les gays dirigent Bruxelles ! Il a mis aussi son veto contre la loi antidiscrimination. Mais la situation n'est pas aussi grave qu'en Pologne ou en Russie. La République tchèque est un pays laïque et athée. On a déjà le "partenariat enregistré" qui est une sorte d'union civile. Ici, les choses vont continuer à avancer petit à petit », me dit l'écrivain Václav Jamek. Pour la première fois, une Gay Pride a été organisée en août 2011, avec le soutien du maire de Prague, remportant un vif succès. Václav Jamek et Šimon Formánek misent beaucoup sur la jeunesse. Mais, pour l'instant, les jeunes Tchèques, entre désir d'Occident et volonté de rester Slaves, européens convaincus et contrariés à la fois, semblent dans l'expectative. Šimon, lui, n'arrive pas à se consoler que la révolution soit finie.

Partout, du Portugal à la Pologne, pays progressistes ou rétrogrades, militants gays ou homophobes, tout le monde regarde, pour demander de l'aide ou se plaindre, vers l'« Europe » – c'est-à-dire vers Bruxelles. Ses traités, ses règlements, ses directives, ses décisions.

Au-delà des hommes et des femmes qui mènent la bataille des droits LGBT dans les institutions européennes, et ceux qui s'y opposent, il y a les textes. Juridiquement, les actions en faveur des homosexuels s'appuient sur le traité européen lui-même qui interdit explicitement les discriminations fondées sur l'« orientation sexuelle » (une mention qui existe depuis le traité d'Amsterdam en 1997 et qui figure aujourd'hui dans l'article 19 du traité dit de « fonctionnement de l'Union européenne »). La formule est décisive, désormais officielle et reprise partout. Elle figure dans d'autres textes susceptibles d'être utilisés, comme la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui interdit également toute discrimination liée à l'« orientation sexuelle » (article 21), ou encore une importante directive en 2000 qui interdit toute discrimination en matière d'emploi et de droit du travail dans les vingt-sept, bientôt vingt-huit, États membres. Année après année, le droit européen a donc défini la non-discrimination sur la base de l'orientation sexuelle comme un droit fondamental de l'Union européenne et la dépénalisation de l'homosexualité comme une condition *sine qua non* pour qu'un État fasse partie de la grande Europe, celle du Conseil de l'Europe.

Six pays de l'Union européenne ont ouvert à ce jour le mariage aux couples homosexuels (Belgique, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Portugal, Suède) et treize autres ont mis en place des unions civiles offrant des droits significatifs aux couples de même sexe (parmi lesquels la Grande-Bretagne, l'Irlande et la France, des pays qui pourraient d'ailleurs ouvrir le mariage aux couples de même sexe en 2013). On constate que la plupart des pays d'Europe de l'Ouest ont progressé rapidement depuis 2001 sur cette question, alors que les avancées sont rares, ou plus lentes, à l'Est. Une Europe à deux vitesses.

« Peu à peu, une conscience européenne émerge et la question gay en fait partie. Nous avons construit une sorte de progressisme européen. L'orientation sexuelle, c'est l'Europe. La tolérance à l'égard des gays, c'est l'Europe aussi. La reconnaissance des couples gays, encore l'Europe. Et bientôt le mariage... » conclut Ottavio Marzocchi, un Italien du Parti radical qui est une figure incontournable de l'intergroupe pour les droits LGBT à Bruxelles. Ottavio, qui est né à Bologne, est également actif au sein de l'organisation gay Certi Diritti à Rome. Lorsque je l'interviewe, Ottavio me dit qu'il vient de se marier avec son copain espagnol, Joaquin Nogueroles, qui travaille pour le Conseil de l'Union européenne, et qui est devenu son mari. « Ce fut une très belle fête. Un moment de joie et de paix. On a été mariés par le frère de Joaquin. Il y avait une chorale, les neveux de Joaquin jouaient du violon, les autres du tambour. C'est une famille nombreuse ! Les voisins ont apporté des gâteaux et ils ont organisé un

feu d'artifice. Ma maman, qui est catholique, a fait un discours sur la religion et l'amour, en soulignant que le message fondamental de la religion catholique est l'amour et donc l'amour entre Joaquin et moi, entre nos amis et nos deux familles. » Sur un blog dédié, sur Internet, il me montre les photos de la cérémonie et les vidéos de la fête. Je lui demande où a eu lieu le mariage. Du haut de sa nationalité italienne, Ottavio sourit : « On s'est mariés en Espagne », lâche-t-il. Avant d'ajouter : « On ne pouvait pas le faire en Italie. »

La bataille de l'ONU

EDWIN CaMERON fouille dans les tiroirs de son immense bureau. Il ouvre quelques placards, au milieu de dizaines de codes juridiques et de registres de jurisprudences. Il se souvient avoir rangé quelque part des exemplaires de la Constitution sud-africaine. Il ne les retrouve pas. « Vous devez absolument avoir la vraie, pas une simple photocopie », insiste-t-il. Il fait venir sa secrétaire, son assistant, et leur parle avec une infinie gentillesse. Tout le monde se met à chercher les textes constitutionnels. Et voici qu'on retrouve les précieux documents : de petits livres violets de quatre cent soixante pages empilés, encore sous cellophane. Edwin Cameron déplie délicatement une Constitution et l'ouvre au deuxième chapitre, celui de la Déclaration des droits de l'homme. Et il me lit la section 9 intitulée « Égalité » : « Chaque homme est égal devant la loi et a droit aux mêmes protections et bienfaits de la loi. » Suivent plusieurs causes de discriminations explicitement interdites par l'État, parmi lesquelles : la race, le genre, le sexe, la couleur de peau et l'orientation sexuelle. Cameron répète : « L'orientation sexuelle. » C'est la première fois au monde qu'une Constitution contient une telle protection. L'Afrique du Sud fut en avance sur son temps. Grâce au juge Cameron.

La Cour suprême sud-africaine se situe sur le lieu même d'une ancienne prison célèbre au temps de l'apartheid : Old Fort Number Four. Nelson Mandela y a été emprisonné à deux reprises et je visite les cellules minuscules, spartiates, qui ont été préservées. Certaines ne sont pas plus grandes qu'un vulgaire placard à balais. Ce symbole des peines et des douleurs des prisonniers politiques est devenu le lieu de la justice par excellence. À l'entrée de la Cour, je vois une immense photo : un couple gay qui a obtenu le droit de se marier.

À 60 ANS, Edwin Cameron est impressionnant par son physique et son élégance. Simple, tiré à quatre épingles, il mesure un mètre quatre-vingt-treize. Il est né à Pretoria dans une famille blanche mi-afrikaner, par sa mère, mi-écossaise, par son père. « C'était une famille très pauvre, populaire, non éduquée. Son père était alcoolique, il a fait de la prison. Très jeune, Edwin a dû satisfaire aux besoins de ses parents », me raconte Timothy Trengove-Jones, le meilleur ami de Cameron. En dépit de ces origines modestes, Edwin Cameron est un élève brillant à l'école. Il veut faire du droit et est accepté à Oxford, en

Angleterre. Là, loin de l'Afrique, le jeune Edwin se révèle exceptionnellement doué et, couvert de diplômes, il en sort avocat et professeur de droit. Son destin est tout tracé : il va exercer à Londres, parmi les plus grands, être un « barrister », celui qui signe les grandes plaidoiries et laisse son nom attaché à d'importantes jurisprudences. Sauf que Cameron déteste la rigidité de la société britannique, la prétention de l'élite british, l'esprit étroit et raffiné de la petite Angleterre, sa distinction et sa langue châtiée. Il veut fuir les hiérarchies sociales et culturelles européennes. Il rentre chez lui, en Afrique.

« Pour moi l'Afrique du Sud, c'est l'hiver sec en juillet et l'odeur de l'herbe couleur marron, sèche, en été, au mois de décembre. J'aime mon pays », me dit Cameron. À Johannesburg, où il s'installe, c'est l'apartheid : un système raciste qui a érigé en norme la suprématie blanche et cantonne les Noirs dans les townships et les bantoustans. Comme avocat, et d'abord en tant que Blanc, Ed Cameron se met à défendre la cause noire. Il se rapproche de l'ANC, le parti politique de la majorité noire, déclaré illégal par la minorité blanche qui dirige l'Afrique du Sud. Il devient l'un des avocats anti-apartheid et intègre les instances de l'ANC en 1990. Bientôt, le système raciste sud-africain s'écroule et Nelson Mandela sort de prison.

« Nous nous engageons à libérer notre peuple de l'esclavage permanent dû à la pauvreté, à la privation, à la souffrance, au genre et à toute autre discrimination » : ainsi parle Mandela, le 10 mai 1994, le jour de son investiture comme premier président de l'Afrique du Sud libre. Celui qui vient de passer vingt-six années en prison – le prisonnier politique le plus célèbre du monde, sous son matricule 466/64 – n'est pas amer. Il ne réclame pas vengeance. Il n'accable pas les Blancs. Il veut simplement faire « naître une société dont l'humanité entière sera fière ». Cette morale d'égalité, cette mansuétude, il l'applique aux Noirs comme aux Blancs, aux questions sociales ou éducatives, mais aussi explicitement au « genre ». Et dès son accession à la présidence de la « Rainbow nation », l'ancien avocat Mandela propose de dépénaliser l'homosexualité, vestige obsolète hérité du colonialisme britannique et de l'apartheid (un « crime » alors puni de sept ans de prison).

Edwin Cameron connaît Mandela. Il vénère son sens de la justice, ses principes de non-violence et me raconte, au cours de plusieurs entretiens, la vie de Mandela, dont il détaille les moindres événements, comme s'il était son biographe officiel. Mandela lui est reconnaissant d'avoir servi la cause des Noirs sous l'apartheid et le nomme immédiatement, dès son accession au pouvoir en 1994, magistrat de première instance – un privilège rare (il sera nommé juge de cour d'appel par le successeur de Mandela et finalement membre

de la Cour suprême en 2008).

Parallèlement au militantisme noir, Edwin Cameron s'est découvert, au fil du temps, une seconde cause : la question LGBT. « Il n'était pas ouvertement gay lorsqu'il était étudiant à Oxford, il s'est même marié avant de divorcer rapidement », raconte son ami Timothy Trengove-Jones. Au fil des ans, il commence à afficher son homosexualité dans une Afrique du Sud encore très homophobe et sa détermination en faveur des gays s'accroît. Il est parmi les organisateurs de la première Gay Pride à Johannesburg et fonde l'association des juristes gays. Surtout, il milite auprès de Mandela et de son parti, l'ANC, pour faire inclure dans la nouvelle Constitution sud-africaine l'interdiction des discriminations basées sur l'orientation sexuelle. « J'ai cru très tôt à l'idée de Rainbow nation. Pour sortir de l'apartheid et être un pays inclusif, l'Afrique du Sud devait aussi inclure les gays et ne pas les laisser au bord du chemin », me dit Cameron. Alors, il s'active. « Edwin sait toujours où il veut aller. Il adapte constamment sa stratégie à son but. Il n'est jamais dans la confrontation. Il cherche à persuader, à convaincre, toujours avec calme et détermination », commente Trengove-Jones.

Les négociations vont être serrées. Au sein de l'ANC, des voix s'élèvent contre la valorisation dans la Constitution d'une pratique, l'homosexualité, qui est une « perversion non africaine ». Certains ironisent sur l'autorisation de la bestialité et de la pédophilie. Mais pour Mandela, le débat n'a pas lieu d'être. « Nous ne sommes pas encore libres, nous avons seulement atteint la liberté d'être libres », dit-il. Pour lui, comme plus tard pour Barack Obama, il existe un lien entre la condition des Noirs et celle des homosexuels. Il est important d'offrir à tous les citoyens une égalité des droits. L'homosexualité, dira-t-il, n'est pas « antiafricaine », mais « juste une autre forme de sexualité qui a été réprimée depuis des années ».

En lisant, dans l'avion qui me conduit à Johannesburg, l'autobiographie de Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, et en parcourant ses carnets, *Conversations avec moi-même*, j'ai été frappé par le souci de justice qui a toujours animé celui qui reçut le prix Nobel de la paix en 1993. Il y apparaît passionné, exubérant même, toujours soucieux d'être juste, hier avec ses geôliers ou avec les Afrikaners, et désormais avec ses opposants politiques. « Mandela n'était pas très à l'aise, contrairement à ce que l'on croit parfois, sur la question homosexuelle. Il a toujours été très contrôlé à propos de la sexualité et il y a d'ailleurs des phrases très fortes dans ses mémoires sur l'impératif d'abstinence sexuelle en prison. Mais il n'y avait pas de doutes pour lui sur le fait que l'orientation sexuelle devait figurer dans la Constitution. Ce n'était pas une question d'appréciation personnelle, c'était une question de justice sociale et de droits de l'homme »,

explique Edwin Cameron. Ce que confirme Anthony Manion, le directeur de l'importante association sud-africaine GALA (Gay and Lesbian Archives) : « Mandela n'était pas particulièrement pro-gay. D'après tous les témoignages que nous avons recueillis, il était plutôt inconfortable sur le sujet. Il a promu les droits des gays à travers son idée de réconciliation nationale et d'inclusion. C'est son génie d'avoir anticipé l'importance du sujet et d'avoir voulu l'égalité pour tous. » Manion me montre d'ailleurs une photographie célèbre, datant de 1995, où l'on voit Mandela entouré des responsables associatifs LGBT.

Pour Mandela, comme pour Cameron, l'orientation sexuelle doit donc figurer dans la Constitution. « On a fait un intense lobbying et Mandela savait très bien que j'étais gay. J'ai choisi et voulu très ardemment cette expression "orientation sexuelle". On a réussi à convaincre l'ANC de lutter à la fois contre l'apartheid et contre les discriminations gays », commente Cameron. Lequel est rejoint dans son combat par Simon Nkoli, l'un des rares militants ouvertement gay au sein de l'ANC (il est décédé du sida en 1998). « Je suis Noir et je suis gay. En Afrique du Sud, je suis opprimé parce que je suis un homme noir et je suis opprimé parce que je suis gay. Alors, lorsque je me bats pour ma liberté, je dois me battre en même temps contre ces deux oppressions », affirmait Nkoli. Ensemble, avec Cameron, ils rédigent la section de la Constitution où doit figurer l'« orientation sexuelle » et abordent même franchement le sujet avec Mandela. Le comité chargé de la rédaction constitutionnelle est approché et le lobbying s'intensifie, porté notamment par l'archevêque anglican Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, qui rédige une lettre en faveur de la prise en compte de l'orientation sexuelle dans la Constitution : « Les lois antihomosexuelles seront regardées dans le futur comme aussi fautives que l'apartheid », écrit Tutu. « Et ç'a marché, se réjouit Edwin Cameron. La première Constitution post-apartheid a été adoptée en 1994, et confirmée en 1996, en incluant l'orientation sexuelle. C'était une première mondiale. C'est la première fois qu'une Constitution contient la protection des homosexuels. Plus de quinze ans ont passé depuis et je n'arrive toujours pas à croire qu'on a réussi. »

Au mur, dans le bureau de Cameron, un jaguar embrasse une fleur : c'est une belle tapisserie figurative. Une métaphore ? Posée sur une étagère de l'immense bibliothèque, je vois aussi une photo de Cameron en compagnie de Mandela. Nous parlons de Makgatho, son second fils, mort du sida. « Mandela a rendu publique la cause de la mort de son fils en même temps que son intention de consacrer le restant de sa vie à la lutte contre le sida. J'ai été marqué par ce langage de vérité. » Cameron a lui-même découvert sa propre séropositivité en 1996 et l'a rendue publique trois ans plus tard. « Il a

dû faire deux coming out : celui de son homosexualité et celui de sa séropositivité », témoigne son ami Trengove-Jones. Depuis, le juge Cameron a poursuivi inlassablement son combat pour les droits des gays et des personnes vivant avec le VIH.

« Pour moi, l'important c'est de garder un cap, de savoir ce qu'on veut, et d'y aller prudemment, graduellement. » Cameron insiste sur le mot « gradualisme ». « Dès qu'il s'agit de libertés fondamentales et de droits civiques, il faut y aller petit à petit, progressivement, mais sans jamais céder ni reculer », ajoute-t-il. Mi-activiste, mi-juge – c'est sa force –, Edwin Cameron regarde toujours devant. L'étape suivante : le mariage.

C'est le pouvoir judiciaire qui va entrer, cette fois, dans le jeu. Cameron fut l'un des juges d'appel à avoir plaidé pour que l'affaire soit portée devant la Cour suprême. Et dix ans après avoir adopté la Constitution la plus gay friendly du monde, l'Afrique du Sud autorise en 2006, sous la pression des juges, le mariage pour tous. Elle devient ainsi le premier – et pour l'heure le seul – pays africain à avoir autorisé le mariage pour les couples de même sexe (et le cinquième à l'échelle mondiale). Le futur successeur de Mandela, Jacob Zuma, est alors un virulent opposant à cette loi.

Un PROGRESSISME SUD-AFRICAIN ? « Je ne suis pas optimiste, mais je suis plein d'espoir. Qui aurait pensé qu'on trouverait des traitements contre le sida ? Qui aurait imaginé la fin de l'apartheid ? Qui m'aurait prédit que je deviendrais l'un des onze juges de la Cour suprême d'Afrique du Sud ? Chaque jour qui passe, je suis heureux d'apprendre de nouvelles choses », me dit Cameron. La situation d'aujourd'hui n'est plus celle de Mandela en 1994. Si l'espoir demeure, l'optimisme n'est plus à la mode.

Aujourd'hui, l'Afrique du Sud, pays émergent à croissance économique rapide, a rejoint le club très convoité des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine, devenu les BRIICS, avec l'Indonésie et l'Afrique du Sud). La vie gay de Johannesburg et des grandes villes, de Pretoria au Cap, en passant par Durban, est vivante et des Gay Prides y sont populaires chaque année. On considère souvent que l'Afrique du Sud est le pays le plus gay friendly du continent africain.

En dépit de ces avancées décisives, de graves problèmes persistent pour les personnes LGBT. Le sida d'abord, avec une épidémie affolante (le pays compte actuellement près de six millions de personnes infectées par le VIH, selon les chiffres d'ONUSIDA). Mais si la pandémie affecte l'ensemble de la population, elle touche plus encore les homosexuels avec des taux de prévalence qui montent à 34 % chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes dans les ghettos noirs, mais aussi dans des villes comme Le Cap ou Durban.

« Ici, le sida est un élément central de notre vie quotidienne », me dit Siphso Dladla, un militant socioculturel dynamique avec qui je me rends dans le township de Kliptown, un bidonville de tôles ondulées, d'une pauvreté et d'une insécurité stupéfiantes, à Soweto.

Au-delà du sida, une homophobie familiale et sociale, parfois entretenue par les nombreuses religions du pays, et plus encore par les traditions, reste très ancrée dans la société sud-africaine. Dans ce pays toujours violent, en particulier dans les townships, et dont le taux de mortalité criminelle est élevé, les crimes homophobes, les violences à l'encontre des transsexuels et surtout les viols de lesbiennes sont fréquents. « C'est un phénomène qui reste largement sous-estimé. Cela concerne des personnes triplement vulnérables : des femmes noires lesbiennes. Les femmes sont déjà en situation de fragilité dans les townships, l'homosexualité est un facteur de risque aggravant. Surtout que la police ne prend jamais au sérieux leurs plaintes », me dit Noma Pakade, une activiste lesbienne noire qui m'accompagne dans le ghetto de Hillbrow. « Le problème, c'est que l'égalité existe sur le papier. Pas dans les mentalités. C'est une chose d'avoir des droits, c'en est une autre de pouvoir se défendre », confirme pour sa part Tiseke Kazambala, une responsable de Human Rights Watch (elle a participé à un important rapport sur les « corrective rapes », les viols « correctifs » à l'encontre des lesbiennes noires en Afrique du Sud).

Des formes de ségrégation persistent aussi. Dans les bars gays de Johannesburg, je suis frappé par la séparation fréquente entre les gays noirs et les gays blancs. Au Liquid, sur la 7^e Rue dans le quartier alternatif de Melville, la foule est nombreuse, mais je suis le seul Blanc ; au café Liberation, en revanche, les Blancs sont très majoritaires. Il en va de même pour la Gay Pride qui fut mixte durant les années 2000 sur Pretoria Street, dans le quartier de Hillbrow à Johannesburg ; aujourd'hui, il y a deux Gay Prides : une « parade » festive dans le quartier aisé et blanc de Rosebank et une « marche » plus politique dans le quartier noir de Soweto. En Afrique du Sud, la race et la classe sociale sont souvent des facteurs autrement plus déterminants que l'orientation sexuelle.

En définitive, si les Américains et les Européens apparaissent parfois en avance sur leurs Constitutions et leurs lois, l'Afrique du Sud offre cette singularité d'être un pays où la Constitution est en avance sur les mentalités.

Reste le pouvoir en place. L'actuel président sud-africain, le Zoulou Jacob Zuma, n'a jamais vraiment épousé les arguments pro-gays de Nelson Mandela, même s'il a partagé un moment sa cellule en prison. Ce polygame revendiqué, soucieux d'apparaître comme un « vrai Africain », avait bruyamment fait part de son hostilité au mariage des couples de même sexe durant les débats parlementaires. Il a conduit

depuis son élection à la présidence sud-africaine une politique ambiguë à domicile et une politique diplomatique souvent antigay en Afrique australe. « Le président Zuma a dit des choses complètement inacceptables sur la question LGBT, me dit Kgamadi Kometsi, l'un des responsables de la très officielle Human Rights Commission sud-africaine. Mais il s'est excusé. Il ne faut pas seulement voir les choses négatives. Il s'agit maintenant d'avancer. » Depuis 2010 justement, à l'occasion de la Coupe du monde de football, Jacob Zuma s'est engagé à faire de la « nation arc-en-ciel » un pays exemplaire ayant vocation à respecter les Droits de l'homme. Moins sincère sans doute qu'opportuniste, Zuma a fait des gestes en faveur des gays et, en 2011, il semble avoir rejoint le camp des pays progressistes en s'engageant pour la dépénalisation de l'homosexualité aux Nations unies.

« La manière DONT LES DROITS LGBT seront considérés et traités sera un bon baromètre de l'avenir de l'Afrique du Sud », me dit Edwin Cameron, au cours d'un dîner, la veille de mon départ de Johannesburg. Cameron a commandé un bon vin de cépage français « mais, précisez-t-il, de production sud-africaine ». Je suis heureux de le voir détendu, lui qui semble si souvent obsédé par le travail. Il a quitté son costume, ses boutons de manchettes et sa cravate rouge : il est en jean et ressemblerait à tous les clients de ce shopping-mall si, un peu plus tôt dans la soirée, au cours d'un événement culturel, les organisateurs n'avaient salué publiquement sa présence, suscitant un long applaudissement de la salle.

Cameron ose quelques mots de zoulou – et m'avoue n'en connaître qu'une petite centaine. Il demande les prénoms des serveuses, des gardiens de parking, s'en souvient, laisse un pourboire conséquent. Il a une générosité et un sens de l'écoute avec les gens ordinaires qui m'impressionnent. Je pense à Mandela. Edwin Cameron est une sorte de Mandela de la cause LGBT.

« Si nous pouvons donner l'exemple au reste de l'Afrique sur la question gay, ce sera bien, conclut Cameron. C'est notre prochain combat : la dépénalisation universelle de l'homosexualité.

Pour ça aussi, Mandela a donné l'exemple. » Michel Sidibé, directeur d'ONUSIDA et secrétaire général adjoint des Nations unies ne dit pas autre chose, lorsque je l'interroge à Genève : « La Constitution sud-africaine de Mandela a donné le *la*. C'est notre texte de référence. Et Mandela est encore aujourd'hui une des voix qui portent en Afrique. » Quant à Alice Nkom, la principale avocate des droits LGBT au Cameroun, elle me dit : « Nelson Mandela a montré la voie. Comme toujours, il a été un pionnier. C'est lui qui a fait dépénaliser l'homosexualité. L'Afrique du Sud incarne le modèle à suivre sur tout le continent. »

« La CHASSE AUX HOMOS a été déclarée ici. » La formule de Pierre-Marie Djongo est explicite. Je suis dans le centre de Yaoundé, la capitale du Cameroun, dans les studios de Sky 1, la radio que dirige Djongo. « Chaque soir, on a une illustration en direct de l'état des préjugés africains. Des auditeurs comparent les homosexuels à des chiens. D'autres pensent que le sida est un châtiment envoyé par Satan. Et puis, certains auditeurs appellent aussi pour dire leur souffrance d'être gays. On mesure en écoutant les gens parler librement à l'antenne le chemin qui reste à parcourir en matière de mœurs. » Pierre-Marie Djongo me fait visiter le petit studio de cette radio privée qui tente, face aux médias puissants – et pas du tout gay friendly – de l'audiovisuel public camerounais, d'apporter plus de progressisme. « Le plus grave, poursuit Djongo, c'est que les instances politiques ou morales entretiennent aussi ces préjugés homophobes. L'archevêque de Yaoundé, une autorité très écoutée ici, dénonce dans ses homélies les homosexuels en des termes particulièrement violents. »

Au Cameroun, les homosexuels sont passibles, selon l'article 347 bis du Code pénal, de six mois à cinq ans d'emprisonnement. Il y a un risque de chantage et de persécution constant. Des « rafles » ont même eu lieu dans certains établissements soupçonnés d'être gays, par exemple onze hommes ont été arrêtés dans un club de Yaoundé en 2005 et une dizaine d'autres, parfois pour de simples SMS, en 2011. « Certains de ces homosexuels ont été violés en prison et leur culpabilité a été "prouvée" à partir d'inspections anales dégradantes. C'est clair : il y a une véritable chasse aux homosexuels », me confirme Alice Nkom, l'avocate camerounaise qui a défendu les accusés et se mobilise désormais pour dépénaliser l'homosexualité en Afrique. Dans son grand boubou orange vif, parée de bracelets, Nkom, que je rencontre à Paris, m'impressionne. « J'ai fait libérer ces jeunes homosexuels l'un après l'autre. L'un d'entre eux n'avait pas 15 ans. » L'avocate de 67 ans est l'une des figures les plus respectées des Droits de l'homme sur le continent noir. Depuis une dizaine d'années, elle lutte sur tous les fronts pour protéger « tous les marginaux ». Elle a créé une association pour la défense des homosexuels, ce qui lui a valu le surnom ironique de « mémé gouine » (en français). Pourtant, cette mère de famille n'est pas une activiste, ni même lesbienne : elle entend se placer sur le seul terrain du droit pour défendre les gays, l'homosexualité faisant partie pour elle des droits de l'homme. « L'homophobie est souvent de circonstance en Afrique, insiste-t-elle. Elle n'est pas inscrite dans notre histoire. Le tabou de l'homosexualité

est d'abord entretenu par des hommes politiques populistes et par les religieux. Et le risque n'est pas tant celui d'une Afrique qui serait en retard ou rétrograde, restée à l'âge féodal, comme certains le croient, mais au contraire une évolution ultramoderne, à l'américaine, celle des néo-évangélistes exaltés. »

La situation CRITIQUE des droits des homosexuels au Cameroun n'est pas singulière en Afrique, où l'homophobie apparaît comme la norme et non pas l'exception. Sur ce sujet, comme sur d'autres, il faut se garder toutefois d'évoquer une seule Afrique, monolithique : il n'existe pas un « homme africain » ni des valeurs africaines uniques – et ce qui fait l'identité, donc la richesse de l'Afrique, c'est d'abord sa diversité. Avec la mondialisation et la démographie, le continent change à grande vitesse, avec des situations locales et des rythmes très différents. Aujourd'hui, trente-huit villes africaines ont plus d'un million d'habitants, quand il n'y en avait qu'une en 1950. Parfois, le taux de natalité se rapproche des normes occidentales, mais dans d'autres cas il reste très élevé. C'est déjà le continent le plus jeune au monde. Les technologies de l'information y bouleversent les rapports de travail, les modes de communication et les hiérarchies culturelles. Des associations gays existent aujourd'hui dans de nombreux pays africains, elles sont visibles en Afrique du Sud bien sûr, mais aussi au Zimbabwe ou au Cameroun ; il existe également des coalitions régionales, qui rassemblent les activistes de plusieurs pays francophones ou anglophones (telles que All African Rights Initiative, Coalition for African Lesbians, Africagay contre le sida ou encore African Men for Sexual Health and Rights).

Reste le sida : le virus continue à faire des ravages, en particulier en Afrique australe, où sont situés les pays présentant les plus fortes prévalences au VIH au niveau mondial (Swaziland, Botswana, Lesotho, Zimbabwe, Zambie et Afrique du Sud, des États où la prévalence dépasse toujours 10 % de la population adulte et atteint 25 % pour les trois premiers cités). Mais l'épidémie est également forte au Malawi, en Tanzanie, au Kenya ou en Ouganda, ce qui est un prétexte parfois, mais non pas systématiquement, pour que certains gouvernements mettent en place des politiques antigays. « En Afrique subsaharienne, le virus VIH se diffuse principalement par les relations hétérosexuelles, on peut donc affirmer, chiffres à l'appui, que les lois homophobes, en plus d'attenter aux droits humains, sont complètement inefficaces ; et plus les homosexuels se cachent, plus ils sont vulnérables. En fin de compte, en renforçant la stigmatisation, on court le risque de freiner la lutte contre le sida et de multiplier les contaminations des populations vulnérables », me dit le Malien Michel Sidibé, directeur général d'ONUSIDA.

Toujours est-il que l'Afrique demeure un continent où l'homophobie est trop souvent la norme : près d'une quarantaine de pays sont dotés de lois interdisant les rapports homosexuels entre adultes consentants. Dans une vingtaine d'entre eux au moins, des atteintes graves aux droits des personnes homosexuelles sont régulièrement constatées. Enfin, dans quatre pays musulmans d'Afrique, l'homosexualité est encore aujourd'hui passible de la peine de mort (en Mauritanie, au Nord-Soudan, au nord du Nigeria et dans certaines régions de Somalie). Plusieurs autres États entendent même actuellement durcir leur législation contre les homosexuels. Ces phénomènes de repénalisation ou de sur-pénalisation de l'homosexualité au cours des années 2010 ne cessent de surprendre. Et paraissent très anachroniques.

En fait, ils sont paradoxalement – et comme en Asie – souvent des résidus du colonialisme. La faute à la prudence de Sa Majesté ! Les pays anglophones ont fréquemment conservé les lois homophobes victoriennes, bien que le gouvernement britannique les ait fait évoluer sur son propre sol en dépénalisant la plupart des conduites homosexuelles dès 1967. Pas les pays africains colonisés par les Britanniques.

Les pays francophones, en revanche, ont généralement hérité du Code Napoléon, silencieux en matière d'homosexualité. Ainsi, la frontière linguistique marque souvent en Afrique la limite entre la tolérance et l'interdit : on peut faire une véritable géopolitique des droits LGBT en fonction des langues qui sont aussi des frontières culturelles. Plusieurs pays francophones n'ont officiellement pas de lois homophobes (Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Tchad par exemple) et certains de ces pays sont même, à l'occasion, des défenseurs des droits des gays, la République centrafricaine et le Gabon notamment. Mais la règle ne se vérifie pas pour tous les pays francophones, loin s'en faut, car l'homosexualité est illégale au Sénégal (où des condamnations sévères ont eu lieu après des jugements expéditifs en 2009 et 2012), au Togo, et plus encore au Cameroun et en Mauritanie (pour ne pas parler des pays musulmans francophones d'Afrique du Nord, comme le Maroc et la Tunisie, qui ont hérité de l'homophobie du mandat français, et l'Algérie qui a connu, en tant que départements français, la pénalisation accrue du régime de Vichy). Surtout, il ne faut pas confondre la loi et les pratiques : bien des pays ont des lois clémentes, mais une homophobie politique et sociale forte (ainsi de l'Afrique du Sud et de l'Égypte), alors que des pays africains peuvent interdire officiellement dans la loi l'homosexualité sans pour autant poursuivre les homosexuels (ainsi de l'île Maurice ou de São Tomé-et-Principe). Enfin, l'homosexualité est légale dans plusieurs pays lusophones

(Mozambique, Cap-Vert, Guinée-Bissau), et dans les anciennes colonies belges (Rwanda et Congo RDC en dépit de projets de lois de repénalisation).

Toujours est-il que dans la plupart des autres pays anglophones l'homosexualité reste aujourd'hui réprimée. Et, paradoxalement, ces régimes entendent bien conserver leurs articles de lois homophobes au nom de la diversité culturelle, de leur histoire et de leur identité nationale. Ils refusent de céder aux pressions internationales et critiquent les Occidentaux pour vouloir diffuser en Afrique leur « culture décadente », c'est-à-dire l'homosexualité, laquelle est, bien sûr, « étrangère à la véritable tradition africaine » (pour reprendre les mots du président ougandais). Pour le dictateur Robert Mugabe, président du Zimbabwe, l'homosexualité est une « pratique occidentale anti-africaine » et, pour celui du Kenya, elle est « contraire à la tradition africaine ».

Ethnocentrisme ? Non : colonialisme. La tradition en question est en réalité, on l'a vu, britannique et, comme en Inde, un résidu du colonialisme anglais qui visait justement à « civiliser » les autochtones, leur inculquer une « morale européenne » et condamner leurs pratiques homosexuelles. On retrouve aujourd'hui l'article 377 colonial anglais, presque intact, dans les lois d'une vingtaine de pays africains (Botswana, Gambie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Nigeria, Somalie, Swaziland, Soudan, Tanzanie, Zambie notamment). Cet article est parfois complété, modifié ou renforcé, mais la matrice reste d'origine coloniale. Simplement renuméroté, l'article 140 du Code pénal en Ouganda reprend lui aussi, aux mots près, le texte de l'article 377 du Code victorien.

Figure de proue d'un PAYS ANGLOPHONE, l'Ouganda³, David Kato était l'un des plus célèbres militants africains des droits des gays. Début 2011, il a été battu à mort à coups de marteau. Quelques mois plus tôt, un journal tabloïd ougandais baptisé *Rolling Stone* (sans lien avec le magazine américain du même nom) avait publié un article sur les homosexuels comportant une bannière : « Pendez-les. » Des photographies de personnes suspectées d'être gays accompagnaient le texte, avec leur adresse personnelle, dont celle de David Kato. Professeur de lycée d'une quarantaine d'années, Kato a fait son coming out lorsqu'il séjournait en Afrique du Sud, avant de revenir en Ouganda. « Je suis rentré, car il y a peu de gens qui sont "out" ici. Mon rôle est de me battre et de libérer les gens », devait-il confier à un journaliste du *New York Times*. À cette époque, il commence à militer pour la cause homosexuelle. On le voit défendre, toujours actif, les droits des gays dans des conférences de presse à Kampala, la capitale du pays. Il est parfois arrêté et battu par la police. « Je vis mon

homosexualité au grand jour non seulement parce que je ne veux pas me cacher, mais aussi parce que les gens ont besoin de voir qu'il y a des gays en Afrique, comme il y en a partout dans le monde. » Son optimisme, intact malgré les menaces de mort anonymes qu'il reçoit, frappe tous ceux qui le rencontrent. Peu avant son assassinat, ce petit homme au crâne rasé portant d'épaisses lunettes, toujours un peu agité, déclarait : « Je veux être un bon défenseur des Droits de l'homme, pas un activiste mort. Un activiste vivant. » (L'assassinat de Kato reste mal élucidé. Devant l'émotion internationale, les autorités judiciaires ougandaises ont affirmé avoir arrêté un suspect : il s'agirait d'un jeune homme de 22 ans qui connaissait la victime et aurait eu avec lui, à plusieurs reprises, des relations sexuelles tarifées. Si cette version des faits est vraie – ce qui sera difficile à établir dans un pays où la police comme la justice sont discréditées – le mobile du crime ne serait peut-être pas l'homophobie, mais éventuellement le vol, par un prostitué.)

Au-delà du meurtre de David Kato, cette nouvelle haine antigay en Ouganda a également des causes extérieures. Les observateurs l'expliquent par le fort renouveau religieux dans ce pays de la région des Grands Lacs et par le travail d'évangélisation des Églises ultraconservatrices américaines.

Ainsi, en 2009, un groupe d'évangélistes en provenance des États-Unis a séjourné en Ouganda, prêchant l'homophobie, dénonçant « les gays qui sodomiseraient souvent les jeunes garçons » et allant jusqu'à recommander dans des workshops des méthodes pour « soigner » les gays en les rendant hétérosexuels. Des milliers d'Ougandais auraient participé à ces séminaires homophobes sponsorisés. Peu après leur passage, le Parlement discutait d'une proposition de loi pour punir de la prison à vie les homosexuels et, dans certains cas d'« homosexualité aggravée », de condamner à mort les gays. Les artisans de cette loi ont reconnu s'être inspirés des évangélistes américains et avoir notamment rencontré un certain Scott Lively, missionnaire américain qui se présente comme « spécialiste de l'homosexualité » et a écrit des livres douteux sur le sujet. Quant au pasteur Rick Warren, qui anime une célèbre megachurch californienne, il a fait plusieurs missions en Ouganda pour lutter contre la pauvreté et le sida, tout en diffusant ses recommandations d'abstinence et ses messages antigays. Ces croisades homophobes, reprises délibérément par la presse d'État, ont rencontré un large écho dans le pays et suscité certaines campagnes de lynchage.

Fin 2012, la proposition de loi antigay restait une vraie menace en Ouganda, et la peine de mort pourrait y être réintroduite, en dépit d'une forte mobilisation internationale. L'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton n'a pas hésité à contacter personnellement le président ougandais pour lui demander de retirer ce texte

homophobe, en y conditionnant l'aide financière américaine. Des organisations gays et des fondations généralistes des États-Unis sont également intervenues en finançant les rares associations LGBT ougandaises. (La Fondation Ford, par exemple, a lancé le programme Global Initiative on Sexual Minority Rights et j'ai découvert sur le terrain, en Afrique, mais aussi au Viêtnam, en Chine, ou au Moyen-Orient, le rôle de tels financements auprès des associations LGBT. Cette stratégie mondiale pro-gay m'a été confirmée, lors de plusieurs visites au siège de la Ford, à New York, même si elle est encore, délibérément, peu médiatisée.)

En fin de compte, l'Ouganda apparaît comme le terrain d'une étrange « culture war » américaine menée à des milliers de kilomètres des États-Unis, par des groupes pro et antigays, les évangélistes face aux associations gays, qui tous soutiennent et financent leurs alliés locaux. Ou comment les Américains exportent leurs divisions et leurs guerres culturelles aux dépens de l'Afrique.

« JESUS IS. » Sur la plaque d'immatriculation d'une voiture garée sur le parking de la Rhema Bible Church, je lis cette formule. Je ne rêve pas. L'automobiliste a obtenu de l'administration sud-africaine que la plaque de son véhicule porte, en lieu et place des chiffres officiels, ces lettres formant le nom du Christ. Dans cette megachurch évangéliste, située à la périphérie de Johannesburg, à environ quarante minutes du centre-ville, je vais de surprise en surprise.

Après avoir passé quelques minutes seul dans une salle d'attente kitsch, avec de fausses plantes vertes, Rufus, le superviseur du bâtiment – un employé noir sympathique qui m'explique vouloir devenir pasteur – me conduit dans les coulisses, en sous-sol, allume une trentaine d'interrupteurs, et me fait pénétrer dans l'enceinte de l'église, fermée ce jour-là. Soudain, tout s'éclaire. Devant moi, huit mille cinq cents sièges vides. Ce n'est plus une église : c'est un théâtre ! Plus une chapelle : un stade ! « Le dimanche, nous avons ici trois services, et ils sont entièrement pleins, affirme Rufus. Sur cette immense scène, que vous voyez là, il y a plus de cinquante personnes en même temps : les pasteurs, mais aussi le chœur, les chanteurs, c'est un vrai spectacle. » Je veux bien le croire. Je suis stupéfié par la taille des écrans géants, les poursuites en hauteur, partout des caméras et des projecteurs ultra-modernes.

Je continue ma visite. Dans une salle adjacente, je tombe sur une centaine de femmes qui font des paquets-cadeaux. J'interroge Rufus. Il s'agit de dons offerts par les fidèles et qui seront envoyés dans les « townships pauvres » de la ville et même à l'étranger, dans des pays d'Afrique où « les besoins sont immenses ». De l'autre côté du bâtiment, qui fait au moins deux cents mètres de long, et après avoir

longé des dizaines de salles de training, une infirmerie et des salles de prière, j'atterris maintenant dans une librairie. Il y a là des milliers de livres, de DVD et de CD. Non pas une sorte de bible, mais une centaine de versions différentes – y compris des bibles électroniques, des bibles pour Kindle ou pour iPad. Le vendeur, un jeune Noir cultivé, qui me dit s'appeler Salvation, me décrit la culture évangéliste. Il me parle des blockbusters « chrétiens » et leurs propres « franchises » qui n'ont rien à envier à Hollywood : *Jesus the Dreamer*, *Jesus the Hero*, *Jesus the Underdog*, *Jesus the Headliner*. Vendent-ils du rap ? « Sorry, sir, nous sommes en rupture de stock », s'excuse Salvation, qui me propose à la place des centaines de chanteurs de christian music. Il semble connaître tous les noms, tous les genres. Les livres chrétiens pour les enfants, pour les adolescents, pour les aveugles et pour les malentendants, tout est disponible dans cet hypermarché de la culture évangéliste. Pour une large part, les produits sont made in USA ; mais beaucoup sont fabriqués sur place. Ce qui me frappe surtout, c'est la modernité des outils : l'église dispose de sites web dernier cri (rhema.co.za ou rhemabiblechurch.com), d'une forte présence sur les réseaux sociaux et sur YouTube.

Salvation et Rufus me confirment que je me trouve au quartier général de la Rhema Bible Church, mais que l'église dispose de nombreuses annexes dans le pays. On peut ainsi aller à la messe le dimanche dans cinq autres églises de la même obédience à Johannesburg ou dans d'autres paroisses similaires en Afrique du Sud et partout en Afrique anglophone, de la Zambie au Nigeria. Et j'apprends surtout que l'église est affiliée à une organisation religieuse mère à Oklahoma City, aux États-Unis, à laquelle elle emprunte une partie de sa doctrine charismatique. Voilà donc le dispositif des évangélistes qui tentent comme ici, avec des millions de dollars, des tonnes de livres et de CD prêts à partir pour l'étranger, de convertir l'Afrique à des prêches sectaires et homophobes.

Le pasteur Ray McCauley, qui a fondé la Rhema Bible Church d'Afrique du Sud et y officie encore régulièrement pour la messe – il est Blanc mais fut contre l'apartheid –, s'est fait remarquer ces dernières années pour ses propos très antigays. D'obédience pentecôtiste, ce prédicateur radical prône le retour aux valeurs familiales (ce qui ne l'a pas empêché de divorcer deux fois) et milite vivement pour l'abrogation du mariage pour tous, pourtant adopté en Afrique du Sud. Il est considéré comme proche de l'actuel président sud-africain Jacob Zuma et aurait engrangé des millions de dollars grâce à ses prêches sectaires. Ses cinquante mille fidèles, appartenant pour la plupart aux couches pauvres et noires de la ville, sont incités à lui donner 10 % de leur salaire chaque mois – pour avoir plus de chance d'accéder à une vie dans l'au-delà.

À partir de ce quartier général de la banlieue lointaine de Johannesburg, des églises comme la Rhema Bible Church, véritable base arrière néo-protestante, construisent des campagnes d'évangélisation pour le reste de l'Afrique. Peu importe que l'homophobie qu'elles véhiculent soit en porte-à-faux avec le message d'humanité de l'Église : l'archevêque anglican Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a rappelé « qu'il n'y a pas de place, et qu'il ne peut y avoir aucune place, pour l'homophobie dans l'Église ». Ces prédicateurs partent malgré tout en croisade et, venus des États-Unis ou d'Afrique du Sud, ils mettent le cap sur les pays les plus fragiles de l'Afrique subsaharienne. « Les évangélistes sont très puissants en Afrique du Sud, mais ils ne peuvent guère espérer voir ici aboutir leurs critiques antigays, car la Constitution protège les droits LGBT. Alors, ils se transportent ailleurs dans les pays d'Afrique de l'Est où il n'y a pas de protection juridique », commente Tiseke Kazambala de Human Rights Watch à Johannesburg. Comme beaucoup, elle s'inquiète du poids croissant en Afrique de ces clergymen sous influence évangéliste américaine. De véritables huguenots illuminés.

Un FORT ÉVANGÉLISME, local ou importé, est également responsable, comme en Afrique du Sud et en Ouganda, d'une recrudescence homophobe dans plusieurs autres pays africains. C'est le cas du Zimbabwe, un pays anglophone de l'Afrique australe, où le dictateur Robert Mugabe, 89 ans, a dénoncé les Droits de l'homme en général et les homosexuels en particulier pour être « pire que des chiens et des porcs ». Il a fait du « gay bashing » un de ses thèmes politiques de prédilection. L'homosexualité est illégale au Zimbabwe et les intimidations et arrestations sont monnaie courante, même s'il existe une association de défense des droits des gays financée par l'aide internationale. C'est une véritable homophobie d'État, particulièrement violente, qui repose sur la critique d'un Occident décadent qui aurait, selon Mugabe, importé l'homosexualité avec le colonialisme. Mais elle est, ici aussi, exacerbée par l'Occident, avec le rôle actif d'évangélistes américains, notamment des pentecôtistes.

Autre terre privilégiée de l'évangélisme made in USA, le Burundi, petit pays de l'Afrique de l'Est, où l'homosexualité a été pénalisée ces dernières années. La situation n'est pas plus brillante au Kenya, où des arrestations ont été signalées récemment et des peines de prison infligées à des gays dans un rare mouvement de « surpénalisation » malgré une nouvelle Constitution qui n'a pas condamné l'homosexualité, alors qu'elle aurait pu le faire. Même tension au Malawi, où les associations de défense des droits des gays sont interdites et où un couple LGBT, qui s'était marié symboliquement, a été condamné à quatorze ans de travaux forcés et emprisonné (les

deux partenaires, Steven et Tiwonge, dont l'un était transsexuel, ont finalement été « pardonnés » cinq mois plus tard par le président du Malawi et libérés après une forte mobilisation internationale ; celle-ci a culminé avec l'intervention sur place du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et par un appel de Madonna qui a adopté deux enfants du Malawi et s'est dite solidaire du couple gay). « La situation reste très tendue. Avant, l'homosexualité était condamnée, mais la loi n'était pas appliquée. Maintenant, on en parle tout le temps. Il y a les évangélistes d'un côté et de l'autre ceux que j'appellerai les traditionalistes, parce qu'ils défendent les valeurs prétendument africaines. Tous sont très homophobes », m'explique Tiseke Kazambala, une activiste de nationalité malawite, qui travaille au bureau de Human Rights Watch pour l'Afrique de l'Est, basé à Johannesburg. La nouvelle présidente du Malawi vient toutefois d'annoncer son intention, à rebours de la politique homophobe menée par son prédécesseur (brutalement décédé en 2012), de dépénaliser l'homosexualité.

Dans une autre veine, il y a le Nigeria, grand pays anglophone émergent, où la situation est également critique, exacerbée cette fois par les évangélistes au Sud et par les islamistes au Nord (où la charia a été adoptée dans certaines régions, les homosexuels pouvant être condamnés à mort par lapidation). « Les deux nouveautés les plus dramatiques pour les homosexuels en Afrique ce sont, d'une part, le néo-évangélisme chrétien, souvent importé ou inspiré des États-Unis, et d'autre part, l'islamisme politique, calqué sur l'Iran ou sur l'Arabie Saoudite », me dit l'avocate camerounaise Alice Nkom. Sans atteindre les proportions du Nigeria ou de la Mauritanie, les homosexuels connaissent des problèmes dans d'autres pays africains à cause de la pression des Islamistes, par exemple en Gambie, pays anglophone d'Afrique de l'Ouest, où les musulmans sunnites constituent la majorité de la population.

« Je constate la montée d'un conservatisme grandissant en Afrique, mais en même temps, je vois aussi un espace de dialogue s'ouvrir. L'hostilité est parfois préférable au silence. On ne peut plus ignorer la question et on peut en parler », me dit le Malien Michel Sidibé, directeur général d'ONUSIDA. Qui ajoute, me tutoyant tout de suite, à l'africaine : « Tu sais, depuis que je coordonne la politique de lutte contre le sida, ma mère, qui vit au Mali et qui a 89 ans, me demande parfois : “Tu es devenu gay maintenant ?” Je lui réponds : “Non, maman, pas encore. “ Tu vois, ça montre, combien en Afrique, ça reste difficile, même pour ma mère. » Dans son bureau, Sidibé a une grande photographie du désert de Namibie, une petite chèvre en miniature du Burkina Faso et un hippopotame du Sud Bénin. Il aime l'Afrique et me le dit : « Nous avons été discriminés parce que nous étions Noirs. Voilà

pourquoi nous ne pouvons pas, aujourd'hui, discriminer les gays parce qu'ils sont gays. C'est aussi évident que cela. C'est une question de droits. C'est ce que j'explique au président du Malawi, du Sénégal, de l'Ouganda, du Nigeria ou même au président Zuma, en Afrique du Sud : c'est une question de Droits de l'homme. Souvent, ils ne voient pas la question sous l'angle des droits humains. Je crois au contraire que le lien avec la question noire est évident. Je compare l'homophobie à l'apartheid. Et c'est pourquoi nous devons tout faire pour encourager la dépénalisation universelle de l'homosexualité. Comme l'a dit Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies : "Le moment est venu." »

La déclaration des Nations unies

PARIS (2005). « "Makoumè" : c'est comme ça qu'on appelle en créole un "pédé". C'est péjoratif. En français, on dirait "ma-commère". Dans les deux cas, c'est assez homophobe », m'explique Louis-Georges Tin. Le 17 mai 2005, ce jeune professeur de lettres, né à Rivière-Salée, une petite ville de Martinique, lance la première Journée mondiale contre l'homophobie. « L'idée a été imaginée au Canada quelques années plus tôt, explique Tin, mais elle ne s'était pas vraiment concrétisée. Je l'ai relancée. » Pourquoi cette date ? « C'est le 17 mai 1990 que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a supprimé l'homosexualité de la liste des maladies mentales. J'ai pensé que c'était un symbole, une date internationale positive », m'explique Tin de sa voix douce, dans un café de la place de la Bastille, à Paris. Bon élève dans les DOM-TOM où il obtient une mention « très bien » au baccalauréat, Louis-Georges Tin arrive à Paris à 17 ans pour poursuivre ses études. Il représente ce qu'on aime appeler en France le produit de l'« ascension sociale républicaine » par l'école : hypokhâgne au lycée Henri-IV, Normale Sup', agrégation de lettres. Depuis, cet activiste atypique a publié plusieurs ouvrages aux titres explicites, tel le *Dictionnaire de l'homophobie* ou *L'Invention de la culture hétérosexuelle*. Il est aussi resté fidèle à son autre cause : le militantisme noir. Il préside le Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN).

La deuxième édition de la Journée internationale contre l'homophobie (Idaho), en mai 2006, confirme le succès de la première et s'étend sur la scène internationale à plus de soixante pays. Cette année-là, Tin choisit d'accentuer la pression en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité, rejoignant alors la préoccupation de nombreuses autres associations et personnalités qui entendent, elles aussi, porter cette revendication devant les Nations unies. Une pétition est lancée, signée notamment par les Prix Nobel

Desmond Tutu ou Dario Fo, ainsi que par la comédienne Meryl Streep. Il se rend aussi sur le terrain, en Afrique surtout, là où les discriminations antigays frappent : en Ouganda, au Togo, en Côte-d'Ivoire. Certains, bien sûr, reprochent à Tin son activisme, lequel aurait des effets pervers. « L'argument des effets pervers est presque toujours un argument réactionnaire », biche-t-il. Tin est ce mélange rare de lobbyiste au regard de cocker triste qui peut séduire par sa bonté et surprendre par son intransigeance. À la fois soft-spoken et Saint-Just, il porte en bandoulière une sorte d'inquiétude, mariage instable où se mêlent identité noire et identité gay, ce qui redouble sa force de conviction et le rend infiniment attachant.

GENÈVE (2005-2007). Dans le quartier des Nations unies, au bord du lac Léman, se trouve le siège de nombreuses organisations et bureaux de l'ONU qui interviennent régulièrement, ou plus ponctuellement, sur la question des droits des gays. Il y a là ONUSIDA, mais aussi l'Organisation mondiale de la santé, le Haut-Commissariat pour les réfugiés, le Haut-Commissariat aux Droits de l'homme ainsi que le Conseil des Droits de l'homme des Nations unies. Très tôt, des initiatives ont été prises par plusieurs pays pour tenter de faire adopter un texte sur la dépénalisation de l'homosexualité au sein de ce Conseil des Droits de l'homme : le Brésil a été précurseur en présentant, dès 2003, une déclaration (qui a recueilli 20 signataires), la Nouvelle-Zélande en 2005 (32 signataires), la Norvège en 2006 (54 signataires) ou encore, collectivement, les pays nordiques en 2007 (54 signataires). Dans la hiérarchie des normes onusiennes, ces textes n'étaient encore que de simples déclarations d'intention, plus ou moins isolées, mais dont la portée était déjà hautement symbolique. La question gay était seulement une question émergente aux Nations unies.

New York (2007). Lorsqu'il arrive à New York à la direction de Human Rights Watch, début 2007, Boris Dittrich est précédé d'une réputation flatteuse. Ce Néerlandais né à Utrecht, et magistrat de profession, a été élu en 1994 au Parlement des Pays-Bas. Dittrich devient rapidement l'un des leaders du parti social-libéral (démocrate) et, comme député, l'artisan d'une proposition de loi en faveur de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Celle-ci est débattue entre 1994 et 2000, puis définitivement adoptée. Le 1^{er} avril 2001, la loi entre en vigueur : les Pays-Bas deviennent, ce jour-là, le premier pays au monde à avoir ouvert le mariage aux couples de même sexe. L'article de la loi néerlandaise est modifié très simplement et devient : « Un mariage peut être contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe. » Dittrich n'a pas oublié l'explosion de

joie que le passage de la loi a suscitée dans le milieu gay aux Pays-Bas, ni les premiers mariages, uniques au monde, fêtés comme un tournant capital dans l'histoire du mouvement homosexuel global. Il épousera lui-même, en 2006, Jehoshua, un artiste israélo-néerlandais avec qui il vit depuis trente ans : son mari.

« J'ai été longtemps militant et homme politique et après avoir contribué à faire changer la loi des Pays-Bas, j'ai pensé qu'il me fallait continuer ce combat au niveau international », me dit Boris Dittrich, au cours de plusieurs heures d'interview à Amsterdam, au café The Mandje. L'ambiance y est bon enfant, et le patron du bar, rue Zeedijk, a reconnu Dittrich : il vient s'asseoir à notre table et nous raconte l'histoire du plus vieux bar gay des Pays-Bas, créé dès 1927 par une lesbienne à moto, « allumée et parfois un peu alcoolique ». Toute l'histoire du mouvement gay néerlandais s'affiche dans le café, à travers des photos, des musiques et, au plafond, une impressionnante collection de cravates. « En 1975, me raconte Dittrich, j'ai fait de l'auto-stop aux États-Unis avec ma copine de l'époque et j'ai atterri dans le Castro, à San Francisco. J'étais encore un hétérosexuel qui se cherchait [questioning heterosexual] et j'ai rencontré Harvey Milk. Il a tout de suite vu que j'étais gay et il m'a outé devant ma copine, que ç'a beaucoup traumatisée. Il a marqué mon destin : je suis devenu activiste gay au grand désespoir de mon père, un réfugié politique tchèque, qui a mis longtemps à admettre mon homosexualité. »

En 2007, Boris Dittrich accepte donc un poste à New York, comme coordinateur du programme LGBT de Human Rights Watch, l'une des principales ONG internationales chargées des Droits de l'homme. Il a 52 ans. Avec une équipe de six chercheurs, un bureau à Nairobi et à Beyrouth, il a pour mission d'organiser le monitoring de la question gay à travers le monde. Et si Human Rights Watch est d'abord spécialisée dans la recherche, l'association veut aussi agir : « Pour commencer, nous documentons la situation et ensuite nous faisons de l'«advocacy» pour défendre la cause », explique Dittrich, qui a depuis été de tous les combats sur cinq continents en faveur de la défense des homosexuels.

Dittrich est, au sens propre, un « développeur », celui qui construit un réseau, mobilise les bonnes volontés, réunit des acteurs. « À l'origine, l'idée de lire une déclaration en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité aux Nations unies était une idée néerlandaise. Nous avons commencé à nous préparer pour une conférence onusienne, prévue fin 2007, mais nous nous sentions un peu seuls. À l'époque, rares étaient les pays qui s'intéressaient à cette cause. Peu à peu, à partir de 2008, les choses ont commencé à bouger. »

Lorsqu'on reconstitue l'histoire de la mobilisation en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité à travers le monde, on se rend

compte du rôle majeur joué par les associations. Partout, dans les principales capitales occidentales, et dans certains pays clés, comme l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Ukraine, Israël ou le Liban, des associations et des organisations non gouvernementales se mobilisent spontanément. C'est un mouvement un peu brouillon, disparate, très décentralisé. Les stratégies de mobilisation varient, entre les associations qui sont en contact avec les chancelleries occidentales et les autres, qui agissent spontanément, parfois sans agenda. « J'ai été surpris par le fait que certaines associations gays n'ont pas voulu coopérer avec nous », s'étonne Louis-Georges Tin. « Parfois, les associations ne connaissaient rien à la mécanique de l'ONU et proposaient littéralement n'importe quoi », sourit aujourd'hui Jacques Pellet, le diplomate qui, alors sous-Directeur des Droits de l'homme au ministère français des Affaires étrangères, a suivi le dossier. « Il y a beaucoup de drama queens dans le milieu gay », tempère, avec bienveillance, Boris Dittrich qui reconnaît qu'au début « tout le monde travaillait un peu dans son coin ». Pas à pas, presque partout, le sens des réalités et de la responsabilité prévaut et, à Beyrouth, comme à São Paulo ou à Tokyo, les associations feront le travail de lobbying plutôt sérieusement en privilégiant la bonne entente collective.

Au siège de Human Rights Watch à New York, le programme LGBT est en première ligne. « Nous avons voulu professionnaliser le lobbying. L'ONU est une machine très complexe où l'on n'a pas droit à l'erreur. Il fallait réussir à marier la bonne volonté des associations présentes sur les cinq continents et les règles très spécifiques des Nations unies », raconte Dittrich. Lequel a les moyens de ses ambitions : Human Rights Watch a reçu fin 2010 un don de 100 millions de dollars du milliardaire George Soros pour développer une action de défense des Droits de l'homme à l'international. La dépénalisation universelle de l'homosexualité est inscrite parmi les priorités.

Aux côtés de Human Rights Watch, trois autres associations jouent un rôle décisif dès 2007. Le siège d'Amnesty International à Londres est mobilisé dans la bataille de l'ONU, tout comme le comité français Idaho de Louis-Georges Tin. Une troisième association, moins connue, ARC International, fut également active. « Sans les gouvernements, il ne se serait rien passé ; mais sans les associations non plus, car les pressions sont nécessaires pour que les gouvernements agissent. C'est une sorte de tango, entre les États et les ONG. On a besoin les uns des autres, mais on met du temps à trouver le bon tempo », me dit John Fisher à Genève. Néo-Zélandais, Fisher codirige ARC International, une association créée en 2003 pour défendre les droits LGBT au niveau global. « Lorsqu'on a commencé à se mobiliser, la question était encore taboue. Aux Nations unies, à Genève comme à New York,

ce n'était une priorité pour personne. Même la France ne voulait pas entendre parler de ce sujet. »

Paris (mai 2008). En France, Nicolas Sarkozy a été élu président de la République en 2007 et dans son entourage nul ne prend au sérieux l'agitation de quelques militants gays sur la question de la dépénalisation internationale de l'homosexualité.

C'est même un euphémisme. Les conseillers du président sont aux abonnés absents. Chez Bernard Kouchner, le nouveau ministre des Affaires étrangères, un conseiller laisse même entendre : « On ne va pas faire la guerre à l'Iran parce qu'ils pendent quelques homosexuels. » Et quand Louis-Georges Tin approche Rama Yade, secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme, qu'il connaît pour avoir milité avec elle autour des droits des Noirs, elle ne répond pas à ses appels.

Il y a pire. Pour avoir manifesté un peu trop bruyamment en faveur des droits des gays devant le palais de l'Élysée le 15 mai 2008, Louis-Georges Tin, et plusieurs militants d'Act Up, se font embarquer. Ils restent au commissariat de police pendant quatre heures pour « trouble à l'ordre public ». Le soir, en pétard, Emmanuelle Mignon, directeur *[sic]* de cabinet du président de la République, appelle Tin au téléphone : « Elle m'a dit qu'en ayant tenté de manifester devant l'Élysée, on avait voulu faire pression sur elle. Que c'était inadmissible, car j'avais déjà obtenu un rendez-vous pour le lendemain. Que j'avais voulu la piéger. Elle m'insultait : "Vous êtes un connard", criait-elle. Puis elle m'a quand même demandé de venir la voir le lendemain », se souvient Tin. Emmanuelle Mignon, que j'ai interrogée, confirme à peu près cette version des faits : « Que je l'ai traité de connard, je n'en ai aucun souvenir, mais j'admets tout à fait que c'est possible. Que j'ai crié, sûrement pas. Je ne crie jamais au téléphone. »

Le 16 mai, l'activiste Louis-Georges Tin est donc reçu par Mignon au palais de l'Élysée. Surprise. Le discours et le ton ont changé : Mignon est devenue gay friendly, à rebours de sa propre culture. Cette catholique, conservatrice, qui a son franc-parler, semble maintenant favorable à la dépénalisation universelle de l'homosexualité. « Une catholique radicale et une musulmane pratiquante : c'est elle et moi qui avons fait cela ! Voilà une belle histoire », me dira la ministre Rama Yade. Toujours est-il que la principale conseillère du président Sarkozy affirme maintenant que l'Élysée est prêt à s'engager dans la bataille de la dépénalisation gay. Il faut même avancer vite. Et justement une réunion publique a déjà été organisée sur le sujet, pour le lendemain, le 17 mai, autour de Rama Yade. Tin y est invité, comme plusieurs associations. Mignon vient de confirmer que la

France a choisi de faire de la dépénalisation de l'homosexualité l'une de ses priorités pour la présidence française de l'Union européenne. C'est un tournant.

Qu'est-ce qui a fait changer la donne ? Il est difficile d'écrire une histoire quand les intervenants sont nombreux et internationaux. On peut tenter d'en retracer la genèse à partir d'interviews avec les principaux protagonistes dans plusieurs pays et la consultation des archives (dont plusieurs notes aux ministres français concernés et une centaine de télégrammes diplomatiques échangés avec les ambassadeurs français, que je me suis procurés). Pour comprendre cette évolution globale, on pourrait parler de « momentum » : à un moment donné, une dynamique se met en place, parallèlement, dans plusieurs pays et différentes organisations, comme si le tempo était devenu le bon et l'agenda politique, idéal. La question de la dépénalisation de l'homosexualité est arrivée à maturité. « J'ai eu l'impression que les esprits étaient mûrs », me confirme Rama Yade, la ministre française qui va gérer le dossier.

Un des éléments déclencheurs a sans doute été l'exécution en juillet 2005 de Mahmoud Asghari et Ayaz Marhouni, deux jeunes garçons soupçonnés d'être homosexuels et que l'on a vu, sur des photographies insoutenables, la corde au cou, peu avant leur pendaison sur une place publique en Iran. Ces images, qui ont fait le tour du monde, ont suscité une immense colère partout en Occident, bien au-delà des milieux homosexuels. Surtout qu'un autre Iranien, Makwan Mouloudzadeh, est également pendu en décembre 2007 pour un acte homosexuel commis lorsqu'il avait 13 ans (et qu'il a toujours nié). Cette fois, les pétitions se multiplient, et au début de l'année 2008, la question de la dépénalisation internationale de l'homosexualité refait surface dans la presse et dans les esprits.

Au même moment, de nombreuses associations homosexuelles, rejointes par des ONG « généralistes » accréditées à l'ONU, telles Amnesty International et Human Rights Watch, prennent conscience de la nécessité d'agir. Chacune d'entre elles mobilise son gouvernement et on observe la même prise de conscience en Belgique, au Danemark, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas ou en Norvège.

Au contexte général qui explique ce momentum s'ajoute le choix propre à la France de faire de la dépénalisation de l'homosexualité l'une des priorités de la présidence française de l'Union européenne en 2008.

PARIS (mai 2008). Bernard Kouchner est ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy depuis une année. Co-fondateur de Médecins sans frontières (pour lequel il a reçu, au nom de l'association, le prix Nobel de la paix), ancien ministre de la Santé, il

fut l'un des artisans du « droit d'ingérence ». Il entend moderniser ce concept et cherche à lui trouver une application concrète. Bon connaisseur des Nations unies, Kouchner envisage très tôt d'intervenir devant l'Assemblée générale. À l'Élysée, Emmanuelle Mignon pense la même chose. Comme elle me le révèle, elle prend alors sur elle – acte rarissime – de donner le feu vert sur cette question sensible au nom de Nicolas Sarkozy sans lui en avoir parlé : « La réalité, c'est que j'ai fait croire à tout le monde que j'avais l'accord du président de la République pour faire cette déclaration contre la pénalisation de l'homosexualité. En fait, je ne l'avais pas. Non pas qu'il ne me l'aurait pas donné, mais tout simplement parce que je ne le lui ai pas demandé. Personne ne s'occupait de ces questions à l'Élysée, je n'étais pas particulièrement investie du sujet, mais j'avais les réseaux, alors j'ai assumé mes responsabilités. Comme je n'avais aucun doute sur la pensée personnelle de Sarko [je garde les formules exactes de Mignon], avec lequel j'avais déjà fait beaucoup de coups sur le sujet [lorsqu'il était ministre de l'intérieur, puis de l'Économie], j'ai dit au Premier ministre que Sarko souhaitait qu'on reconnaisse la Journée internationale contre l'homophobie et j'ai dit à Rama [Rama Yade, secrétaire d'État aux Droits de l'homme] qu'il fallait faire cette déclaration à l'ONU. Voilà, c'est comme ça que les choses se sont passées. Et ce qui est le plus étonnant, c'est que cela a été suivi d'effet ! » Voilà l'Élysée engagé. Le gouvernement est mobilisé. Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères, réfléchit à la meilleure stratégie à suivre. Or, il a un atout de poids dans la bataille : l'ambassadeur Jean-Maurice Ripert, représentant permanent de la France à l'ONU est un de ses plus proches amis. Il va devenir la cheville ouvrière de la bataille à New York. « Pour le Quai d'Orsay [le ministère français des Affaires étrangères], c'était un sujet absolument nouveau. Il y avait un grand scepticisme chez les diplomates français. Et, même parmi mes collaborateurs à l'ambassade à New York, la personne qui était chargée du dossier, un catholique, était contre ! » sourit l'ambassadeur Ripert, que j'interviewe à Genève. Il propose à son ministre et au gouvernement une stratégie : « Il était important d'agir, et la déclaration devant l'Assemblée générale des Nations unies nous a semblé le premier pas. C'est un texte symbolique fort, même s'il n'est pas contraignant et n'a pas force de loi. » Avec le feu vert de l'Élysée et la méthode fixée par Kouchner et Ripert, c'est une jeune ministre, Rama Yade, chargée des droits de l'homme, qui va se lancer dans la bataille de l'ONU. Née au Sénégal, d'origine léboue et de confession musulmane, parlant le wolof, la jeune femme incarne par sa seule présence une France diverse. « Au départ, je me suis engagée sur cette question un peu par hasard et dans l'urgence. Je n'étais pas du tout familière avec le sujet, pas préparée. Je viens d'un milieu très

religieux, très conservateur, dans lequel l'homosexualité n'est pas un sujet très bien accepté. Je n'avais pas d'amis gays. Je ne suis jamais allée à la Gay Pride. Ce n'était pas une question avec laquelle j'étais à l'aise. Mes convictions sont nées d'un engagement politique. Il y avait des homosexuels qui étaient condamnés à mort en raison de leur sexualité. Ce n'était pas acceptable. Pour moi, cela faisait tout à coup sens. Il y avait convergence de la lutte contre la peine de mort et de la lutte contre l'homophobie. Peu à peu, j'en ai fait un axe central de ma politique, avec des objectifs et un calendrier. Et je suis devenue très activiste sur le sujet », raconte avec sincérité Rama Yade, lorsque je l'interviewe en 2011, dans son bureau. Face à elle, une belle photo est accrochée au mur : on la voit en compagnie de Nelson Mandela. À côté, une bande dessinée : *Les Aventures de Rama au Congo*. Une version apocryphe de Tintin.

Paris (17 mai 2008). Le 17 mai 2008, la ministre Rama Yade annonce donc, lors de la Journée mondiale contre l'homophobie, et en présence des associations LGBT qu'elle a réunies au Quai d'Orsay, que la France prendra une initiative appelant à la dépénalisation universelle de l'homosexualité. Dans un télégramme diplomatique, fin mai 2008, diffusé à tous les ambassadeurs de France, la stratégie minutieusement définie est précisée : il s'agira d'une initiative européenne, présentée par la France dans le cadre de la présidence de l'Union européenne, sous la forme d'une « déclaration » prononcée lors de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2008. « L'objectif de cette initiative, qui devra être transrégionale, est d'évoquer la question dans le cadre des Nations unies pour sensibiliser aux violences et discriminations dont sont victimes les personnes LGBT », précise le télégramme confidentiel.

Parallèlement, une grande consultation est lancée auprès de tous les ambassadeurs en poste à l'étranger pour recueillir, sur le terrain, des informations précises sur « l'état de la législation et des pratiques à l'égard des personnes LGBT ». Chaque ambassadeur est prié de faire parvenir au ministre un rapport circonstancié avant le 13 juin. Et chaque ambassadeur s'exécute, en respectant le délai, en style administratif certes, mais avec rigueur et parfois même un peu de militantisme : la défense des droits des gays devient, par ce seul acte, ce jour-là et pour la première fois de son histoire, une mission régalienne de la diplomatie française.

À partir de l'été 2008, la bataille de la dépénalisation internationale de l'homosexualité lancée par Paris est présentée à Bruxelles pour les négociations européennes, et validée à New York au siège des Nations unies. Le 10 juin, une importante réunion est

organisée par Rama Yade à Paris, en présence d'ambassadeurs et de plusieurs homologues étrangers – notamment le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, un peu vexé par cette récupération française, alors que les Néerlandais ont été à la pointe du combat avant la France, et qui tient à rappeler, par sa présence, que l'initiative est collective et européenne. Les représentants des associations sont également présents. Une feuille de route est discutée. Certains gouvernements disent leur préférence pour une initiative centrée sur Genève ; d'autres (comme l'association Act Up) maintiennent leur position en préconisant une « résolution » avec un vote devant l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2008. Au nom de Human Rights Watch, Boris Dittrich fait passer le message qu'il faut privilégier une simple « déclaration », sans vote, plutôt qu'une « résolution » avec vote : « Je pensais qu'il ne fallait pas défendre une résolution si l'on n'était pas certain d'obtenir la majorité des votes. Sinon, on risquait de se retrouver avec une décision officielle des Nations unies contre les droits des homosexuels et on aurait alors perdu la bataille pour plusieurs années. Il me semblait essentiel de commencer par se compter, de voir combien de pays accepteraient de soutenir un tel texte avant d'aller plus loin. C'est pourquoi il fallait une déclaration sans vote », m'explique aujourd'hui Dittrich. « C'était aussi la position de la France, car à l'ONU nous sommes cent quarante-trois pays et nous ne pouvions pas prendre le risque d'un vote négatif à l'Assemblée générale onusienne, ce qui aurait eu des effets de blocage à long terme », confirme Jacques Pellet, le diplomate français chargé du dossier. Quant à Jean-Maurice Ripert, l'ambassadeur français qui va porter le projet aux Nations unies à New York, il decode pour moi la stratégie qu'il a recommandée : « Sur un sujet comme celui-ci, on est dans la diplomatie multilatérale. C'est un peu comme pour le débat sur la peine de mort. La stratégie est connue : il faut savoir convaincre, il faut tenter de faire l'unanimité. Gagner du terrain. Le facteur temps est très important aux Nations unies. Il faut créer le mouvement. On ne peut pas forcer ni provoquer. On savait où l'on voulait aller, mais tout était encore à inventer. » Enfin, Rama Yade me confirme sa ligne : « On a senti que la résolution risquait d'échouer. On ne voulait pas un échec. Il fallait montrer une progression. Il fallait un temps pédagogique. La déclaration était la meilleure solution. »

Certaines associations militent aussi pour une déclaration élargie à la question de l'adoption par les couples de même sexe, au mariage gay ou à la transphobie, mais sans réussir à convaincre. « Au début, c'est vrai, c'était une discussion un peu délicate. On a négocié sur chaque mot. On a dû abandonner l'idée de défendre les transsexuels ou l'adoption. Quant au mariage, ça n'a jamais vraiment été un

débat », explique John Fisher d'ARC International. « À l'ONU, l'adoption ou le mariage nous auraient conduits à l'échec assuré car nous serions sortis du cadre strict des Droits de l'homme en abordant des questions sociétales qui doivent rester du ressort des États. Mais en mentionnant, au côté de l'orientation sexuelle, l'identité de genre, nous avons en partie répondu à la demande concernant les transsexuels », précise le diplomate Jacques Pellet. « J'ai fait en sorte que ça reste une question de Droits de l'homme », confirme simplement Rama Yade.

Paris, Oslo, Amsterdam, Bruxelles (été 2008). Durant l'été, la cellule qui coordonne le projet de déclaration au ministère français des Affaires étrangères s'active en liaison constante avec les ministères des Affaires étrangères des Pays-Bas et de Norvège. « On a senti que les choses commençaient à avancer. Tout à coup, il y avait une masse critique », se souvient John Fisher d'ARC International. La représentation française auprès de l'Union européenne est mobilisée. Régulièrement, les associations sont consultées et elles participent à de nombreuses réunions. La ministre Rama Yade suit personnellement l'évolution du dossier et affine le plan d'action avec son équipe. « En tout état de cause, pour assurer le succès de cette initiative, la déclaration devra être coécrite par des pays de tous les continents qui seront amenés à faire campagne avec la France pour recueillir le plus grand nombre de coparrainages du texte », peut-on lire dans un télégramme diplomatique confidentiel, adressé aux ambassadeurs français.

À ce stade, trois pays sont plus particulièrement mobilisés : la Norvège, les Pays-Bas et la France. Un groupe de contact (dit « core group ») est mis en place pour piloter l'initiative européenne et il est basé à New York au siège des Nations unies, où Jean-Maurice Ripert, ambassadeur représentant permanent de la France, en assure la coordination. « Je faisais des petits-déjeuners en invitant des groupes d'ambassadeurs de quatre ou cinq pays, m'explique Ripert. Pour les cas difficiles, comme l'Afrique du Sud, je faisais les rendez-vous en tête à tête, un ambassadeur après l'autre. Mais il me fallait, surtout, vérifier que mes interlocuteurs avaient des instructions claires de leur gouvernement, pour éviter un revirement au dernier moment. À Paris, ils ont mobilisé tout notre réseau diplomatique pour s'assurer de la fermeté des soutiens. » Des contacts sont établis avec des pays susceptibles de rejoindre ce « core group » sur plusieurs continents, à commencer par le Brésil, l'Inde et surtout l'Afrique du Sud. « Techniquement, on ne peut pas réussir à faire voter un texte sur le terrain des Droits de l'homme à l'ONU si l'on prend des positions jugées prooccidentales ou hostiles aux pays du Sud. Il était donc vital

d'avoir des alliés sur tous les continents et parmi les pays du Sud. Le Brésil était de ce point de vue décisif et il s'est tout de suite montré favorable à la déclaration, d'abord parce qu'il a toujours été en avance sur cette question, ensuite parce qu'il aspire à un poste permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et tient à donner l'exemple. En revanche, c'était beaucoup plus difficile avec l'Inde et l'Afrique du Sud », explique le diplomate Jacques Pellet. « C'est vrai, la question LGBT correspondait d'abord à un agenda des pays occidentaux. Il nous fallait donc, et c'était notre priorité absolue, montrer que cette idée était universelle et défendue sur tous les continents. C'est pourquoi on a concentré tellement d'efforts sur le Japon, l'Afrique du Sud et le Brésil. Nous devons absolument les convaincre et les avoir avec nous », explique Boris Dittrich, qui, bon connaisseur de l'Afrique du Sud (il fut l'un des avocats de Nelson Mandela) se rend lui-même au Cap et à Pretoria pour essayer de convaincre le gouvernement sud-africain.

Ensemble, les pays du « core group » sont les coauteurs de la déclaration et se répartissent les démarches pour recueillir le plus grand nombre de signatures. Le texte de la déclaration est rédigé et discuté, au cours de longs allers-retours, entre les principales chancelleries. Des dizaines d'ambassadeurs sont mobilisés pour trouver des « alliés » susceptibles de signer le texte. Une nouvelle fois, l'accent est mis sur l'importance de ne pas présenter un front « occidental » sur la question gay, mais de recueillir des soutiens de poids sur les cinq continents, incluant prioritairement des pays du Sud. Ainsi, comme le révèlent les archives consultées, l'ambassadeur de France en poste au Gabon approche officiellement, à la demande du Quai d'Orsay, le gouvernement de Libreville où il reçoit un accueil favorable. « Rama Yade a fait une forte pression sur le Gabon et comme c'est la clientèle captive de la France, le gouvernement gabonais a accepté », commente cyniquement un diplomate français en poste en Afrique. Du côté de l'Union européenne, le sous-directeur des Droits de l'homme, Jacques Pellet, vérifie au cours de plusieurs réunions à Bruxelles, sous présidence française, que les pays membres sont partants et l'unanimité est obtenue (en dépit de quelques réserves de l'Italie de Berlusconi du fait de l'hostilité militante du Vatican, de Chypre, de la Pologne et de la Lituanie). Une pression, qualifiée à Bruxelles de « subtile mais ferme », est également exercée sur les pays européens candidats à l'accession à l'Union européenne et tous, sauf la Turquie qui s'abstiendra, signeront la déclaration sans rechigner, et parfois en dépit de leurs convictions (Albanie, Croatie, Islande, Macédoine, Monténégro, Serbie). On teste aussi la position de ce qu'on s'amuse à appeler les « swing states », des pays symboliques susceptibles d'en entraîner d'autres, comme l'Afrique du Sud, l'Inde,

l'Ukraine, le Venezuela ou le Liban. En définitive, huit pays corédigent le texte final et forment donc le groupe de contact définitif : Argentine, Croatie, France, Gabon, Japon, Norvège, Pays-Bas et donc le Brésil.

Brasilia, Buenos Aires (été 2008). « Diversidade sexual » : l'expression me frappe. Je suis au siège de MixBrasil à São Paulo et André Fischer, qui dirige cette importante organisation gay, utilise plusieurs fois la formule. « Je suis heureux de voir, depuis une dizaine d'années, les avancées de la question LGBT au Brésil. Ici, à São Paulo, on a la plus grande Gay Pride du monde. Les telenovelas mettent en scène des personnages gays. Les bars deviennent gay friendly. Et on parle tout le temps de "diversidade sexual" : la diversité sexuelle est vraiment l'expression à la mode au Brésil », m'indique André Fischer. Qui ajoute : « Mais tout cela vient des Brésiliens eux-mêmes. Ça vient des associations. Ça part du terrain. Personnellement, je n'attends pas grand-chose des politiques. Même si, c'est vrai, Lula est très gay friendly. »

Dès son élection, en 2003, le président brésilien Lula da Silva a été un militant actif de la cause gay, créant très tôt un statut d'union civile pour les couples gays et mettant en place dans les lycées une campagne publique dont le slogan était : « Le Brésil sans homophobie. » À l'international, il a également incité ses diplomates à défendre, à l'époque de manière très isolée, une simple déclaration en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies à Genève. Tout naturellement donc, le Brésil rejoint, dès l'été 2008, le « core group » mis en place à New York pour soutenir la nouvelle déclaration.

L'Amérique latine apparaît aujourd'hui comme l'une des régions du monde les plus favorables à la question gay. Outre le Brésil de Lula, l'Argentine de Cristina Kirchner s'est mobilisée immédiatement en faveur de la déclaration des Nations unies en 2008 et, par la suite, est devenue le premier pays d'Amérique latine à légaliser le mariage pour les couples de même sexe, en 2010. « Le Brésil et l'Argentine sont les pays les plus avancés sur la question LGBT, mais le Mexique est en train de nous rattraper. Dans la ville de Mexico, le mariage pour tous a été légalisé. Et il y a de moins en moins de problèmes au Venezuela et même à Cuba », confirme pour sa part Fernando d'Elio, responsable de la section d'Amérique latine de l'international Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC, basée à New York), et que j'interviewe dans le café de la librairie El Atenco au centre de Buenos Aires.

Je suis frappé en effet des avancées des droits des gays dans les pays d'Amérique latine où j'ai mené cette enquête – Brésil, Argentine,

Mexique, Colombie – même si le sous-continent a aussi ses mauvais élèves, comme je l’ai constaté au Venezuela et à Cuba. Selon les ONG et les médias, la Bolivie reste également en retard (Evo Morales est antigay), comme une partie de l’Amérique centrale (Nicaragua, Salvador et surtout au Honduras, où l’on a recensé trente et une personnes LGBT assassinées ces dernières années). Le Venezuela ne semble guère se soucier des gays – même si ceux que j’ai rencontrés à Caracas ne m’ont pas paru très pro-Chávez. Des problèmes sont signalés en Équateur, au Pérou, au Chili ainsi qu’en Uruguay et au Paraguay. L’Église catholique reste un frein et la montée en puissance des évangélistes protestants – y compris au Brésil avec des pentecôtistes antigays comme le télévangéliste Silas Malafaia – complique également la situation.

En revanche, la situation est plus positive en Colombie. « Buenos Aires, Rio et Bogota se battent pour être la ville la plus gay friendly d’Amérique latine », me résume, à Bogota, Toby de Lys, le directeur du site bogogay.com qui vise à attirer les touristes gays. Et la concurrence est rude. « Le ministre du Tourisme m’a demandé de faire un guide LGBT de la ville de Mexico. Ils veulent les “pesos gays” », ajoute le célèbre journaliste Guillermo Osorno, interrogé à Mexico.

Dans tous les pays d’Amérique latine, des associations existent et la situation des gays s’améliore. Et s’il fallait un seul exemple plus « people », il suffirait d’évoquer le nom du chanteur portoricain Ricky Martin, qui symbolise le rapport décomplexé des Latinos à la question gay. La superstar hispanique, de nationalité américaine, a fait un coming out mondialisé en mars 2010 – un événement considérable à travers toute l’Amérique latine. « Je suis fier de dire que je suis un homme homosexuel heureux [fortunate homosexual man] », avait simplement annoncé Ricky Martin sur son site web. Peu après, il a épousé à New York son boyfriend Carlos, un analyste financier (il élève avec lui leurs deux jumeaux Matteo et Valentino, nés d’une mère porteuse). En 2011, son nouvel album, véritable service après-vente de son coming out, déborde de chansons pro-gays dans lesquelles, toujours souriant, il s’explique et chante « Basta Ya » (Assez), « Sera Sera » (Ça viendra), « No Te Miento » (Je ne mens pas), avec à chaque fois un message en direction des homos. Dans la vidéo de son hit, *The Best Thing About Me is You*, hymne à l’égalité, on voit des couples gays et hétéros sur fond de signe égal. Depuis, il a continué sa croisade globalisée en faveur des gays, intervenant publiquement dès qu’un cas d’homophobie est avéré en Amérique latine, défendant le mariage pour tous et réclamant la fin des lois antigays à l’échelle internationale. En décembre 2012, il était même aux côtés de Ban Ki-moon, Secrétaire général de l’ONU, à New York, pour réclamer la fin des lois homophobes : « Nous ne demandons pas des droits

spécifiques, a insisté Ricky Martin. Nous demandons seulement les mêmes droits. Nous ne voulons pas être plus ou moins. Nous voulons juste être les mêmes » (We don't want to be more or less, we just want to be the same).

L'Amérique latine fut donc une des régions du monde à prendre le leadership sur la dépénalisation de l'homosexualité aux Nations unies en 2008. Avec à sa tête : le Brésil et l'Argentine.

New York (31 juillet 2008). Une réunion du groupe de contact est organisée par l'ambassadeur français Jean-Maurice Ripert aux Nations unies avec les ambassadeurs des pays mobilisés pour affiner la stratégie. La rencontre est élargie à des pays susceptibles de basculer, comme l'Ukraine et l'Afrique du Sud. À partir de cette date, les opérations sont plus étroitement pilotées depuis le siège de l'ONU par les diplomates, bons connaisseurs des arcanes de la machine onusienne. Le 18 août, nouvelle réunion des ambassadeurs des pays du « core group », élargi cette fois aux ONG actives sur la question LGBT et présentes à New York. Boris Dittrich y participe pour Human Rights Watch ainsi que des représentants d'Amnesty International, d'ARC International, de l'international Gay and Lesbian Human Rights Commission, au total une dizaine d'associations.

Au cours de l'automne, plusieurs réunions ont lieu dans les chancelleries concernées à Paris, Genève, Bruxelles et New York. Et peu à peu l'idée germe de faire lire la déclaration par un pays non européen et si possible du « Sud », afin de limiter au maximum la critique d'une déclaration fondée sur des valeurs occidentales. Les diplomates se mettent d'accord sur le Gabon, pays qui donne son accord par la voie de son ambassadeur à New York, un diplomate plutôt gay friendly – avant de se rétracter subitement à la suite du refus de son gouvernement. C'est en fin de compte l'Argentine qui sera chargée au dernier moment de présenter la déclaration. Au pied levé.

Séoul, Rome, Bruxelles (2008). Pendant que les chancelleries occidentales s'activent à New York, les activistes poursuivent leur travail de lobbying un peu partout dans le monde. Leur action est peu coordonnée, mais chacun, avec ses méthodes et ses moyens, contribue à mettre la pression sur son gouvernement.

En Asie, par exemple, un travail de persuasion est mené depuis Séoul par Sukhragchaa Mijidsuren, dit Suki. Je le rencontre, en 2009, en Corée du Sud, dans un petit restaurant d'une banlieue lointaine de Séoul. De nationalité mongole, il a une trentaine d'années. Il m'a donné rendez-vous dans cet endroit improbable car, dans la vie non militante, il travaille à deux pas pour une société de technologies, et n'a qu'une heure de pause pour le déjeuner. Nous partageons des petits plats traditionnels, appelés « banchan », et il me raconte son

parcours singulier. Suki a quitté la Mongolie, un immense pays riche et peu peuplé où la vie, pour un gay, était selon lui « inappropriée ». Il me parle aussi des tracasseries répétitives, liées à son homosexualité, et des risques d'exclusion dont il a fait l'objet. Grâce à son militantisme, en Mongolie d'abord, en Corée du Sud ensuite, il a été repéré par l'ILGA, une association internationale de défense des droits des gays qui a son siège à Bruxelles. Aujourd'hui représentant de l'ILGA pour l'Asie, Suki est de ceux qui, avec de faibles moyens (il est bénévole), ont fait pression sur les gouvernements asiatiques au moment de la discussion à l'ONU.

« La bataille de l'ONU a été menée par de nombreuses ONG qui, comme l'ILGA, se sont mobilisées bien avant les gouvernements pour la dépénalisation de l'homosexualité à travers le monde. Nous attendions ce moment depuis des années », commente, dans un français parfait (il parle six langues), l'italien Renato Sabbadini. Né à Bergame, Sabbadini a fait ses premières armes au sein de l'Associazione Lesbica e Gay Italiana (ou Arci-gay), la principale association LGBT italienne qui fut fondée en 1985 sur le modèle des cellules communistes. En 2008, ce traducteur de profession, bon connaisseur du Parlement européen, est élu secrétaire général de l'international Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, and Intersex Association (ILGA) dont le siège est à Bruxelles, où je le rencontre.

Précoce, l'ILGA a été créée dès 1978 sur le modèle décentralisé d'une fédération d'associations gays réparties à travers le monde. Une douzaine de salariés travaillent dans ses locaux au sixième étage d'un immeuble de la rue de la Charité, au centre de Bruxelles. Elle reçoit des fonds, notamment des gouvernements d'Europe du Nord et, pour sa section européenne, dynamique et autonome, de l'Union européenne. « Nous sommes aujourd'hui dans un processus d'institutionnalisation », m'explique Sabbadini. L'ILGA a été reconnue officiellement par l'ONU en 2011.

Tel-Aviv (2008). En Israël, c'est un député travailliste, Nitzan Horowitz, qui a mené la bataille à la Knesset, le Parlement de l'État hébreu. « Désormais, Israël est du côté des gays. La question homo ne fait plus trop débat ici. On veut être moderne, ouvert, occidental », explique Horowitz lorsque je l'interviewe à Tel-Aviv.

Chemise en jean, les yeux verts, Nitzan Horowitz est le seul député ouvertement gay de la Knesset. Il est né près de Tel-Aviv, d'une famille ashkénaze d'origine polonaise et conserve une grande affection pour l'État d'Israël des débuts : le parti travailliste de Ben Gourion, le parti de gauche Mapam, le grand syndicat Histadrut (dont il est membre). Il me dit être fasciné par le partage, la solidarité, le sens de la communauté en Israël, ce qu'incarnent pour lui, par exemple, les

nouveaux kibboutz urbains qui fleurissent dans les villes. « Je suis d'abord un homme politique de gauche. Je suis ensuite gay. Je ne me sens pas le représentant des gays. D'ailleurs, la communauté LGBT est très divisée ici : elle est plutôt de gauche, mais de nombreux gays votent à droite à cause de la question arabe, de l'embourgeoisement ou de l'esprit entrepreneurial israélien », décrypte Horowitz. Il constate en effet que le Likoud (le grand parti de droite de Benyamin Netanyahu) et Kadima (le parti de centre droit de l'ancien Premier ministre Ariel Sharon) sont devenus gay friendly. Des formations politiques qui soulignent, dès qu'elles le peuvent, que des « centaines » d'homosexuels palestiniens persécutés se réfugient en Israël. « Même "Bibi" Netanyahu tient à apparaître au niveau international comme pro-gay. Cela lui permet de montrer du doigt les pays arabes. Il instrumentalise la question gay à des fins de politique intérieure. Il a même évoqué les gays pendus en Iran. Il fait du "pink washing" ! » me dit Horowitz. (Netanyahu a effectivement déclaré en mai 2011 devant le Congrès américain qu'Israël était le seul pays à « se distinguer » au Proche-Orient, dans « une région où les femmes étaient lapidées, les gays pendus et les chrétiens persécutés ».)

Je suis dans le célèbre restaurant Brasserie sur la place Yitzhak-Rabin de Tel-Aviv, à deux pas de l'endroit où l'ancien Premier ministre a été assassiné. Pendant que nous discutons, le compagnon de Nitzan Horowitz arrive : il interrompt gentiment notre conversation pour ramener Soof. Soof est le nom de leur magnifique chien. « Maintenant, tu as vu toute la famille », me dit Horowitz.

Il n'existe pas de mariage civil en Israël – donc pas de mariage pour les personnes de même sexe. Les unions civiles sont en revanche très répandues et offrent des droits importants ; l'homoparentalité est très fréquente. « Les gays israéliens ont tendance à choisir la normalité et la vie familiale dans un pays qui est lui-même très familial, poursuit Horowitz. Aujourd'hui, les gays sont très bien intégrés ici. »

Les associations LGBT israéliennes se soucient également de la situation internationale. « Israël a été un supporter très actif de la déclaration sur la dépénalisation de l'homosexualité aux Nations unies, précise Horowitz, et j'ai moi-même participé à plusieurs événements, en tant que représentant officiel d'Israël. Les associations militent aussi contre l'homophobie en Russie, surtout compte tenu du grand nombre de Juifs émigrés russes qui vivent ici. On a été très actifs également sur la question de l'homophobie dans plusieurs pays africains et, bien sûr, au Proche-Orient. »

Quelques jours plus tard, j'ai une confirmation concrète de ces évolutions lorsque je participe, au nord de Tel-Aviv, à un dîner de Pessa'h (la Pâque juive). Il y a là, réunis par Benny Ziffer, l'un des rédacteurs en chef de *Haaretz*, le principal quotidien israélien, un

designer, un chorégraphe célèbre, un journaliste santé ainsi que Adi Niv-Yagoda, l'un des avocats de la Aguda, la principale association LGBT israélienne. Je suis surpris que, dès le début de la soirée, chaque invité demande des nouvelles des enfants des autres homosexuels présents et se mette à raconter la vie de sa petite famille. Les gays sans enfant font part de leur désir d'en avoir. « Il y a actuellement ici un véritable baby-boom dans la communauté gay, confirme Adi. L'augmentation du nombre d'enfants nés de parents gays ou d'individus gays est spectaculaire. » Trois options sont privilégiées : le « shared parenting », un partage de l'autorité parentale, par exemple entre un couple de gays et de lesbiennes ; le recours à une mère porteuse, la plupart du temps hors d'Israël, généralement en Inde ou aux États-Unis (car c'est encore interdit par l'État hébreu pour les couples gays) ; enfin l'adoption, quoique de moins en moins fréquente en Israël.

La communauté gay mène actuellement une bataille juridique pour améliorer les choses : « En raison du modèle politique israélien, et du pouvoir des partis religieux au Parlement, nous avons privilégié le combat judiciaire plutôt que le lobbying vis-à-vis du gouvernement. Nous avons gagné les batailles, les unes après les autres, depuis dix ans, devant la Cour suprême. Et peu à peu, ces victoires ont sensibilisé la société israélienne, qui est de plus en plus gay friendly », indique Adi Niv-Yagoda, de la puissante association Aguda.

S'agit-il de la patrie ? Ils s'enrôlent. S'agit-il de la paternité ? Ils font des enfants. S'agit-il de l'homosexualité ? Ils militent. Ils sont Israéliens et gays. Et justement, au cours du dîner, la conversation bascule sur l'armée, et tous les invités présents racontent maintenant leurs souvenirs du service militaire (obligatoire, pour tous, hommes et femmes, durant trois années, vers l'âge de 18 ans, suivi d'un mois chaque année jusqu'à 45 ans). Les homosexuels semblent fiers d'avoir servi dans l'armée et affirment qu'il n'y a pas de problèmes, aujourd'hui, à être ouvertement gay au sein de Tsahal – les forces armées israéliennes. « Les gays ont été officiellement tolérés dans l'armée depuis 1984 et au fur et à mesure des années leur intégration a été de plus en plus facile. Aujourd'hui, on voit des commandants d'unités de combat qui sont sortis du placard », confirme Adi. En écoutant ces gays parler fraternellement, Benny Ziffer, notre hôte, me fait remarquer qu'un tel dîner homo et une telle conversation seraient tout simplement impensables à quelques kilomètres de là, derrière la ligne verte, en territoire palestinien.

C'est un fait : aujourd'hui, la situation des homosexuels s'est normalisée en Israël. Ce n'est pas encore le paradis de Sodome et Gomorrhe mais ce n'est plus la Géhenne. Quoi alors ? Une chose normale, passablement américanisée. L'État hébreu est en train de

quitter le modèle sioniste, celui des kibboutz et du socialisme à la Ben Gourion, et se tourne de plus en plus vers un modèle américanisé, avec ses valeurs individualistes et pragmatiques. Sur l'homoparentalité, l'armée, le rôle des cours de justice et le débat sur le mariage gay, Israël se rapproche des États-Unis. Les deux pays semblent s'influencer l'un l'autre. On dit parfois, sur le ton anecdotique, qu'Israël est le cinquante et unième État américain – et sur la question gay, ce n'est pas si faux. « Les droits des gays apparaissent peu à peu comme des valeurs israéliennes », résume Benny Ziffer. En définitive, au Proche-Orient, l'homosexualité est en train de devenir casher ; mais elle n'est pas encore halal.

Le soir même, sur le fronton des bars gays de Tel-Aviv, je vois les drapeaux israéliens – deux bandeaux bleus encadrant une étoile de David –, et les Rainbow flags multicolores flotter au vent côte à côte, mêlés, enlassés, comme s'ils ne formaient plus qu'un seul étendard.

Damas, Riyad, Le Caire, Téhéran (automne 2008). C'est au cours de l'automne que l'idée d'une contre-déclaration émerge en Syrie, en Égypte et en Iran. Bien rompus aux techniques de lobbying onusien, déjà expérimentées sur la peine de mort, ces pays musulmans décident de se mobiliser. Ils réussissent peu à peu à créer une coalition, certes disparate et de circonstance, mais qui va rassembler la presque totalité des pays arabes et certains pays africains à majorité chrétienne. Ils reçoivent en outre le soutien inespéré du Vatican et de la Chine.

Comme le confirment les archives, les pays du « core group » ont imaginé dès le début le risque d'une contre-déclaration des pays hostiles à la dépénalisation de l'homosexualité. Dans un télégramme, l'ambassadeur de France auprès de l'ONU, Jean-Maurice Ripert, avait mis en garde le ministre des Affaires étrangères : « Le dépôt d'une éventuelle contre-déclaration, moyen déjà utilisé l'an dernier dans le contexte de l'adoption de la résolution sur la peine de mort, serait probablement l'élément le plus difficile à gérer, dans la mesure où un texte d'apparence non polémique, se contentant par exemple d'en appeler à la "diversité culturelle" et à la possibilité pour les États de décider de leur politique en matière pénale, pourrait probablement recueillir un nombre important de signatures. » Et c'est ce qui advint.

L'opposition principale contre la déclaration est menée par l'Arabie Saoudite, la Syrie et l'Iran sous la bannière de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Dans le monde arabo-musulman, les deux principales organisations internationales partagent, en dépit de leurs fortes divergences, une même hostilité envers la question gay. La plus ancienne, la Ligue arabe, créée en 1945, est d'inspiration plutôt socialiste et nationaliste (l'Égypte de Nasser, la Tunisie de Bourguiba, la Syrie d'Hafez el-Assad). Elle vise l'unité arabe et défend la

modernisation du Moyen-Orient et du Maghreb à travers un certain panarabisme. Mais elle a perdu, ces dernières années, beaucoup de son influence au profit des islamistes. L'OCI, justement, a été créée plus récemment, en 1969. Elle est dominée par l'Arabie Saoudite, où se trouve son siège social, et l'Iran. En 1990, l'OCI a promu une « Déclaration des droits de l'homme en Islam » qui propose une relecture des Droits de l'homme dans un cadre compatible avec l'islam. À l'« égalité » des pays occidentaux, ces États opposent la « justice », c'est-à-dire des critères moraux inspirés du bien et du mal tels que définis par la loi coranique. Paradoxalement, l'OCI oppose parfois à la vision de la Ligue arabe, figée et datée, un certain souci de réformisme, et à travers des allers-retours compliqués, cherche à adapter l'islam à la modernité. Mais la question homosexuelle est trop chargée, c'est un tabou trop puissant en terre musulmane, pour que des avancées aient pu être imaginées. C'est même l'un des rares sujets capables de réunir l'Arabie Saoudite et l'Iran, pourtant ennemis déclarés. En fin de compte, la lutte contre la reconnaissance de l'homosexualité a eu tendance à devenir un marqueur idéologique fort des pays de l'OCI, et c'est autour d'elle que s'est construite la contre-déclaration aux Nations unies.

« Très tôt, on a vu le problème que représentait l'Arabie Saoudite. L'OCI a en général un positionnement politique et il est possible de négocier. Mais l'homosexualité n'est pas un problème politique comme les autres. Pour l'Arabie Saoudite, c'est une question fondamentale, une question d'ordre religieux. Si elle décidait de s'exprimer au sein de l'OCI contre la déclaration, nous savions que tous les pays musulmans suivraient. Que c'était perdu. Or, un jour, finalement, l'Arabie Saoudite s'est décidée à parler... » commente l'ambassadeur Jean-Maurice Ripert. De son côté, la ministre Rama Yade se souvient : « J'ai reçu beaucoup de ministres et d'ambassadeurs qui sont venus m'expliquer l'opposition de leurs pays. La plupart du temps, ils n'avaient pas d'arguments rationnels. Il n'y avait pas de refus frontal. Ils me disaient que le problème ne venait pas de leur gouvernement, mais des opinions publiques qui "n'étaient pas prêtes". Qu'il fallait être patient, leur laisser du temps. Ils mettaient en avant les effets pervers d'une telle déclaration. Ils me disaient qu'il fallait respecter leur culture, leurs idées. C'est au nom de la diversité culturelle qu'ils refusaient de nous suivre. Et moi, je leur répondais qu'on ne menait pas un combat culturel. Que ce n'étaient pas les pays du Nord contre les pays du Sud. Je leur disais qu'on ne remettait pas en question leur religion ni leur culture : on défendait seulement les Droits de l'homme. C'était à peu près cela nos discussions avec les pays africains, ou avec la Pologne par exemple, ce n'était jamais violent. Et puis, il y a eu l'Islam, l'Organisation de la conférence islamique et là,

tout à coup, la bataille est devenue beaucoup plus compliquée. »

Entre l'« Occident » et l'Islam, que va faire la Chine ? Cette dernière refuse par principe toute ingérence de l'ONU dans les questions relatives aux Droits de l'homme, même si pour elle la question homosexuelle ne constitue pas un point de fixation. « Pour la Chine, pour Singapour, pour beaucoup de pays d'Asie, la question gay n'est pas un sujet central. Si l'on prend soin de ne pas en faire une question d'affrontement entre l'Orient et l'Occident, il est tout à fait possible de négocier avec ces pays un accord à l'ONU, en échange de contreparties et d'un deal. Ce n'est pas comme pour les pays arabes », m'explique, à Singapour, l'intellectuel et universitaire Russell Heng Hiang, qui est aussi l'un des fondateurs de la célèbre association gay People Like Us. Alors comment expliquer la position de la Chine, de Singapour et surtout de la Malaisie ? « Cette hostilité à la dépénalisation internationale de l'homosexualité est le résultat d'une campagne qui a débuté bien plus tôt, dès les années 1990. Des hommes politiques comme Mahathir Mohamad, le Premier ministre de la Malaisie musulmane ou Lee Kuan Yew, qui était encore l'homme fort de Singapour, ont critiqué très sévèrement l'idéologie occidentale, la "lecture occidentaliste" des Droits de l'homme. Pour eux, il ne s'agit pas de droits universels, mais d'une volonté pour l'Occident d'imposer ses valeurs. Or, ces valeurs sont souvent vues comme immorales : la liberté d'expression qui mène à la pornographie, l'encouragement à l'adultère, la défense de l'homosexualité et du mariage gay. En fait, la question gay est devenue très centrale dans leur discours. Plus tard, la Chine les a rejoints sur cette ligne, mais la Malaisie et Singapour, au nom des valeurs de l'Asie, ont été les premiers à se mobiliser contre l'homosexualité », explique Douglas Sanders, un universitaire canadien spécialiste des Droits de l'homme et de la question gay en Asie, interviewé à Bangkok.

Tel est donc à peu près le rapport de force sur les cinq continents à la veille de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

New York (18 décembre 2008). Dans la prestigieuse enceinte de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, c'est donc, comme prévu, l'Argentine qui, ce 18 décembre 2008, lit la « Déclaration relative aux Droits de l'homme et à l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». Ce n'est pas une résolution avec vote mais, comme l'ont voulu ses artisans, une simple déclaration sans vote, ce qu'on nomme dans le jargon onusien un « joint statement ». Le texte est officiellement présenté par le Brésil, la Croatie, la France, le Gabon, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas et donc l'Argentine. Il comporte treize articles et mentionne à plusieurs reprises les

expressions « orientation sexuelle » ou « identité de genre ». Il s'inquiète de « la violence, du harcèlement, de la discrimination, de l'exclusion, de la stigmatisation et des préjugés dont sont victimes » les homosexuels (mais le mot lui-même n'est jamais mentionné, pas plus que le mot homophobie).

L'initiative reçoit le soutien de soixante-six pays : tous les États de l'Union européenne la signent ainsi que six pays d'Afrique, quatre en Asie dont le Népal, treize en Amérique latine dont le Mexique (et à noter le Venezuela et Cuba), ou encore Israël, l'Australie et le Canada. Trois pays membres de l'OCI (Albanie, Gabon et Guinée-Bissau) l'approuvent également, ainsi que deux pays observateurs à l'OCI (Bosnie-Herzégovine et République centrafricaine). Pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, des États de tous les continents se prononcent contre les violations des Droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle.

« Ce fut un moment historique », me dit Rama Yade, qui a fait le déplacement à New York. Laquelle ajoute : « Je tenais à ce qu'on porte ce combat à New York, au siège des Nations unies, et non pas seulement à Genève devant le Conseil des Droits de l'homme. Pour dire que ce n'était pas un sujet annexe. » Après la lecture de la déclaration, qui dure environ une heure et demie, l'ensemble des participants se retrouvent dans un « side event », comme on appelle, aux Nations unies, les réunions politiques où les alliés d'une cause fêtent, sinon leur victoire, du moins leur travail. Les acteurs de la déclaration y prennent la parole. Le président du comité Idaho, Louis-Georges Tin, se met à chanter *We Shall Overcome*, protest song emblématique des droits civiques. « Il y avait une très forte émotion. J'étais fière pour mon pays. Nous allions dans le sens de l'histoire », se souvient Rama Yade. Jean-Maurice Ripert, un ambassadeur qui en a pourtant vu d'autres, raconte : « C'était une séance historique très émouvante de témoignages. J'avoue avoir été au bord des larmes. »

Comme prévu, une contre-déclaration sur les « prétendues notions d'orientation sexuelle et d'identité de genre » est lue parallèlement, dans une salle juste à côté, par la Syrie, au nom de cinquante-neuf pays. Les premières moutures du texte, telles qu'elles ont circulé, étaient particulièrement violentes et explicitement antigays : l'homosexualité y était notamment assimilée « à la bestialité » et à « l'inceste » (ces termes figurent dans une version non datée, dite « V. 3 », probablement de début décembre 2008, que je me suis procurée). Par choix tactique, et après négociation au sein de l'OCI, la version finale est tout compte fait atténuée (le Maroc et la Turquie ont fait pression, en refusant d'approuver le texte en l'état, la Turquie finissant par s'abstenir, tout comme six autres pays membres de l'OCI). La contre-déclaration se concentre sur la défense de la famille comme

« élément naturel et fondamental de la société » (une référence habile à l'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) et critique la création de « nouveaux droits » et de « nouveaux standards » qui trahissent l'esprit des documents de référence des Nations unies. Le texte condamne en particulier l'expression « orientation sexuelle », critiquée pour n'avoir pas « de base légale onusienne » et parce qu'elle ouvrirait la voie à une légitimation de « nombreux actes déplorables incluant la pédophilie ». En brandissant explicitement ce spectre de la pédophilie, la Syrie et les pays de l'OCI réussissent à rassembler. La quasi-totalité des pays arabes soutiennent la contre-déclaration, ainsi que trente et un pays africains (dont le Cameroun, la Côte-d'Ivoire et le Sénégal), plusieurs pays d'Asie (dont la Malaisie et l'Indonésie musulmanes et, sans surprise, la Corée du Nord) et, bien sûr, l'Iran. Il est à noter également la présence de quatre pays qui sont membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan) ainsi que de quelques pays qui ne pénalisent pourtant pas l'homosexualité sur leur territoire. La France a usé de son influence pour tenter de faire basculer au moins un pays arabe, le Liban, mais elle a échoué : « Le Liban a malheureusement voté avec les pays arabes. Nous avons mené un intense lobbying auprès de l'ambassadeur du Liban à l'ONU, mais rien n'y a fait. Le Liban s'est aligné sur l'OCI », regrette Georges Azzi, alors président de Helem, la principale ONG gay arabe, que j'ai interviewé à Beyrouth.

Parmi les pays à s'être associés à la contre-déclaration, il en est un qui a suscité beaucoup de critiques, c'est le Vatican. « Il s'est aligné sur l'Iran et la Chine, c'est inadmissible. Au moins le Vatican aurait-il pu s'abstenir. Mais, non, il a même fait campagne et a été très actif contre la déclaration », précise Sergio Rovasio, le président de l'association gay Certi Diritti, proche du parti radical que j'interviewe à Florence. Qui ajoute, sévère : « Le Vatican est antigay. Soit. Mais il n'a jamais rien dit contre les prostituées mineures de Berlusconi ni contre les prêtres pédophiles. C'est vraiment une politique homophobe. Et une politique incohérente, avec deux poids, deux mesures. »

Soixante-huit pays s'abstiennent, refusant de s'associer au texte présenté par l'Argentine ou à la contre-déclaration de la Syrie. Parmi ces pays « neutres », on peut citer la Chine et Singapour, la Turquie, l'Inde, la Thaïlande, le Viêtnam et la Russie. S'abstiennent également la Corée du Sud, l'Ukraine et l'Afrique du Sud, ce qui fut décevant, puisque Séoul, Kiev et Pretoria participaient aux premières réunions sur la déclaration mais s'en sont désolidarisés à partir du moment où la contre-pétition a émergé. En particulier, l'Afrique du Sud de Jacob Zuma a joué sa propre partition, à la fois pour conserver un rôle de

leader africain face au Nigeria, très hostile à la déclaration, et pour affirmer, avec l'Inde, la Chine et la Russie, la singularité des pays émergents qui aspirent à être mieux représentés aux Nations unies – tous ceux-là se sont d'ailleurs abstenus.

Mais la plus grande déception de décembre 2008 concerne les États-Unis, qui décident, sur ordre de George W. Bush, de s'abstenir également. C'est le seul pays « occidental » à faire faux bond à New York ! Le silence américain suscite de vives critiques internationales et de nombreuses organisations gays dénoncent le fait que les États-Unis se sont placés du côté de la Chine. Un porte-parole du Département d'État justifiera l'abstention pour des raisons légales, internes au droit américain – sans convaincre. Immédiatement après son entrée en fonction à la Maison-Blanche, en février 2009, Barack Obama corrigera cependant le tir, affirmant dans un communiqué : « Au niveau international, j'ai joint nos efforts à ceux des Nations unies pour décriminaliser l'homosexualité partout dans le monde. » Et les États-Unis signent finalement, avec retard, la déclaration portée par l'Argentine. Avec le rajout du Costa Rica, il y a donc maintenant 68 pays signataires de la déclaration sur les 192 pays que compte l'ONU. Fin du premier round.

« Tout est allé beaucoup plus vite que je ne l'aurais pensé, ou même rêvé. Et en même temps, tout a été aussi beaucoup plus compliqué », commente, visiblement heureux mais prudent, le militant français Louis-Georges Tin. L'étape suivante ? « La résolution », affirme-t-il. De son côté, le diplomate Jacques Pellet conclut : « L'ONU, c'est vraiment le temps long de la négociation. À court terme, l'idée serait de refaire une déclaration pour augmenter le nombre de votants. À moyen terme, on peut imaginer une résolution. Mais le sujet reste difficile et les résultats précaires. Ce sera long. Le calcul est simple : il y a 193 pays à l'ONU et il en faut la moitié, soit 97, si l'on veut qu'une résolution soit votée. Comme le vote se fait à la majorité simple, on peut aussi miser sur des abstentions. Mais certains pays, comme Cuba, qui ont accepté de s'associer à une déclaration de principes s'opposeront peut-être à une résolution plus contraignante. Il faut donc continuer à convaincre. »

Pretoria, Afrique du Sud (2011). « Discrimination is wrong, Frédéric. It is wrong. » Sans hésiter, Jerry Matjila, que je rencontre pour la première fois, m'appelle par mon prénom, à l'africaine. Il répète ces mots d'une voix éraillée, avec un fort accent : « Les discriminations, c'est mal. » Je suis au ministère des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, un bunker colossal, au centre de Pretoria. En 2011, Matjila était l'ambassadeur sud-africain auprès des Nations unies à Genève. Aujourd'hui, à 60 ans, il est le très puissant directeur

général du ministère des Affaires étrangères – le numéro deux de la diplomatie sud-africaine. « J'étais en exil en Suède pendant l'apartheid. Comment voulez-vous que quelqu'un comme moi, qui s'est battu toute sa vie contre les discriminations, ne soit pas favorable aux droits des gays ? Les choses sont donc très claires : notre diplomatie est guidée par la Constitution. La Constitution est hostile aux discriminations en raison de l'orientation sexuelle. Nous menons donc une politique étrangère en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité. » Je demande à Matjila pourquoi l'Afrique du Sud s'est abstenue à New York en 2008. « On a essayé de convaincre les pays africains. C'était difficile, on n'a pas voulu se désolidariser de l'Afrique en 2008, mais lorsque je suis devenu ambassadeur à Genève, j'ai choisi une autre stratégie. J'ai dit au ministre : "Lets agree to disagree with Africa on this issue" (Soyons d'accord pour ne pas être d'accord avec l'Afrique sur ce sujet). Et c'est ce que nous avons fait en 2011. Nous nous sommes servis du texte de notre Constitution pour proposer une résolution contre les discriminations. Et cette fois-ci, nous avons réussi. » Matjila s'interrompt pour échanger quelques secondes avec sa conseillère en zoulou – l'une des onze langues officielles de l'Afrique du Sud. Habile, le diplomate Matjila me glisse maintenant des remarques bien réfléchies : il me rappelle que les États-Unis se sont abstenus eux aussi, en 2008, sur la déclaration de l'ONU et que l'Afrique du Sud est le premier pays au monde à avoir adopté une Constitution gay friendly. « On a été très en avance également sur le mariage, vous savez, même les homosexuels australiens venaient se marier en Afrique du Sud parce qu'ils ne pouvaient pas le faire chez eux... » Je lui demande comment se fait-il qu'un ambassadeur de son pays, en l'occurrence Jon Qwulane, en poste en Ouganda, ait pu tenir publiquement des propos homophobes. Matjila me regarde et lâche : « Frédéric, des gens sont morts ici pour que notre Constitution existe. Personne n'a le droit de la renier. Tous les diplomates sud-africains doivent suivre notre Constitution. C'est tout. » Après avoir taclé son ambassadeur récalcitrant, Matjila insiste sur la stratégie sud-africaine à venir : « Nous sommes décidés à nous battre sur l'orientation sexuelle. On doit faire des campagnes d'éducation, on doit porter le débat en Afrique, on doit mettre à l'agenda cette question au sein du sommet de la francophonie, mais aussi dans les instances du Commonwealth. Il faut avancer pas à pas. Graduellement. On consolide ce qu'on a et on avance. » L'Afrique du Sud soutiendra-t-elle une nouvelle résolution devant les Nations unies ? Matjila hésite, échange en zoulou avec sa conseillère et, retrouvant tout à coup sa langue de bois, me répond : « Je ne connais pas l'agenda 2013 et 2014, c'est à la ministre des Affaires étrangères de décider. »

Que penser de cette position officielle ? L'Afrique du Sud me donne l'impression étrange d'avoir choisi une stratégie qui consiste à se séparer du camp « occidental » avant la bataille de l'ONU, quitte à se retrouver après la victoire. Étrange. Afin de multiplier les points de vue, je rencontre à Johannesburg les principaux acteurs du débat sur la dépénalisation universelle de l'homosexualité. À commencer par la Human Rights Commission, une agence officielle du gouvernement sud-africain, qui est intervenue pour défendre la déclaration aux Nations unies. « Je me souviens d'une réunion convoquée en urgence un dimanche matin. Les membres de la commission se sont immédiatement prononcés à l'unanimité et ont demandé au gouvernement de respecter la Constitution sud-africaine et de signer la déclaration des Nations unies », m'explique Kgamadi Kometsi, l'un des responsables de cette Human Rights Commission. Dans un café au centre de Johannesburg, ce médecin noir poursuit : « C'est effectivement un sujet qui divise encore profondément le pays. Mais notre point de vue est simple : l'Afrique du Sud est allée trop loin pour reculer. L'orientation sexuelle figure dans la Constitution sud-africaine. Le débat est clos. » Après l'abstention de 2008, la Human Rights Commission a demandé des explications au gouvernement, et elle n'a pas hésité à attaquer en justice l'ambassadeur sud-africain en poste en Ouganda, Jon Qwulane, pour ses propos homophobes (l'affaire est devant la Cour suprême sud-africaine). « Pour nous, il n'est pas possible de défendre à l'international des positions contraires à notre Constitution », ajoute Kometsi.

Du côté des organisations LGBT, la question est également prise très au sérieux. Mais Anthony Manion, le directeur (blanc) de l'association gay GALA, avance une autre explication : « Le problème de l'Afrique du Sud, c'est que ses positions pro-LGBT ne sont pas comprises en Afrique. Sur ce sujet, les autres pays pensent que notre gouvernement est sous la pression du mouvement gay sud-africain blanc. Ils ne croient pas que c'est une revendication réelle de l'Afrique du Sud noire, mais seulement de sa minorité blanche. Et autant ils respectent beaucoup les positions de Pretoria, autant ils ne pensent pas que leur combat en faveur des droits des gays soit sincère. Ils voient cela comme un agenda occidental, dont le portage en matière de communication est seulement assuré par l'Afrique du Sud. »

Nations unies, Genève, New York (2011-2013). Le combat a continué depuis, plus fréquent et plus actif que jamais. Le 22 mars 2011, un nouveau texte a été présenté dans l'enceinte du Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, cette fois à Genève, suivi d'un autre dans la même enceinte le 17 juin 2011. Le premier a été porté par la Colombie et le deuxième par l'Afrique du Sud qui, en prenant

ainsi le leadership sur le sujet, semblait donc vouloir faire oublier son silence de 2008. Si les déclarations de Genève sont moins solennelles ou influentes que celles qui ont été présentées à New York, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, ces textes ont ouvert une nouvelle brèche : le premier était une simple déclaration soutenue par quatre-vingt-cinq pays (soit une progression d'une quinzaine de pays par rapport à la déclaration de New York en 2008, parmi lesquels se sont ajoutés le Rwanda, la Mongolie ou le Vanuatu, alors même que le Gabon s'est désisté). Quant au second, il s'agissait cette fois d'une résolution, plus contraignante, mais relative à un sujet plus spécifique, non pas la dépénalisation de l'homosexualité en elle-même, mais la seule dénonciation des actes de violence et de discrimination liés à l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La résolution demandait notamment la préparation d'un rapport sur ces violences et un état des lieux sur les lois et les pratiques discriminatoires. Elle a été, pour la première fois, suivie d'un vote : il a réuni, sur les 47 membres du Conseil des Droits de l'homme de Genève, 23 votes en faveur, 19 votes contre et 3 abstentions (dont la Chine). « C'est un nouveau jalon décisif dans le long combat pour l'égalité et le début de la reconnaissance universelle des personnes LGBT qui doivent avoir les mêmes droits, et être dotées des mêmes protections, que tous les êtres humains », s'est tout de suite réjoui, dans un communiqué, Barack Obama. Parallèlement, sa Secrétaire d'État, Hillary Clinton, a accentué la pression sur le sujet, menant une politique très volontariste contre l'homophobie et délivrant même un discours historique aux Nations unies, à Genève, en décembre 2011. Elle y a annoncé que la diplomatie américaine soutiendrait désormais les militants gays internationaux : « Certains ont affirmé que les droits des gays et les Droits de l'homme étaient séparés et distincts ; en fait, les droits des gays font partie des Droits de l'homme et ne font qu'un [gay rights are human rights, and human rights are gay rights]. » Pour ces propos particulièrement gay friendly, Hillary Clinton fut ovationnée par l'Assemblée générale des Nations unies.

L'année suivante, le 7 mars 2012, un panel s'est réuni, dans le cadre du Conseil des Droits de l'homme à Genève, pour examiner le rapport qui avait été entretemps rédigé et pour discuter des mesures à prendre sur la durée. Les débats ont été précédés d'un message du secrétaire général des Nations unies, le Sud-Coréen Ban Ki-moon, nouvel allié de poids, qui milite désormais ouvertement pour cette dépénalisation. Ban Ki-moon déclare : « Certains disent que l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont un sujet sensible. Je comprends cela. Comme beaucoup de gens de ma génération, j'ai grandi dans un monde où l'on ne parlait pas de ça. Mais j'ai appris à m'exprimer en faveur [de cette question], car des vies sont en jeu... Et

pour ceux qui sont lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres, laissez-moi vous dire ceci : vous n'êtes pas seuls. Je suis de votre côté. Un changement majeur est en cours. Le moment est venu. »

La déclaration de Ban Ki-moon est un tournant crucial. Pour la première fois de l'histoire des Nations unies, le secrétaire général monte au créneau pour défendre les personnes LGBT, mêlant à une position de principe fondamentale son histoire personnelle. « Vous n'êtes pas seuls », dit-il aux homosexuels du monde entier. La vidéo a fait le tour du monde, reprise par des milliers d'associations sur les cinq continents. « Le moment est venu. »

Depuis, on ne compte plus les discours dans le même sens. Barack Obama a repris la parole en 2012 et a choisi de faire de la dépénalisation de l'homosexualité un des objectifs principaux de la diplomatie américaine. Le Premier ministre anglais, David Cameron, a laissé entendre qu'il allait conditionner l'aide et la coopération britannique à cette dépénalisation – avant de se rétracter –, et la Chambre des lords s'est prononcée, à l'unanimité, en octobre 2012, pour en finir avec « la haine antigay internationale » (le conservateur Lord Lexden, qui a mené le débat à la Chambre haute, a évoqué les risques de persécution pour plus de « 175 millions » d'homosexuels discriminés dans « au moins 76 pays »). Quant au nouveau président de la République française, François Hollande, il s'est engagé sur ce sujet dans son discours devant la soixante-septième Assemblée générale des Nations unies, à New York, en septembre 2012 : « La France continuera à mener tous ces combats : pour l'abolition de la peine de mort, pour les droits des femmes à l'égalité et à la dignité, pour la dépénalisation universelle de l'homosexualité, qui ne peut pas être reconnue comme un crime, mais au contraire comme la reconnaissance d'une orientation. »

Partout en Europe et aux États-Unis, la société civile se mobilise également. De nouvelles associations voient le jour pour défendre les droits des personnes LGBT. Des coalitions politiques émergent aussi : en Angleterre, le Kaleidoscope Trust a été lancé (kaleidoscopetrust.com) et aux États-Unis, un Council for Global Equality (globalequality.org), basé à Washington, réunit une douzaine d'associations LGBT, et mène désormais un intense travail de lobbying et d'advocacy sur la dépénalisation universelle en direction du Parti démocrate ou du Département d'État. Et Ban Ki-moon a renouvelé – cette fois en personne – son appel mondial en faveur des personnes LGBT à l'ONU en décembre 2012.

Les batailles de New York et de Genève dessinent la carte d'une véritable géopolitique de la question des droits des gays et des lesbiennes. Des pays sont gay friendly, des pays sont hostiles, d'autres, enfin, restent neutres. Les termes du débat sont posés. Le rapport de

force a été mesuré aux Nations unies. Les pays musulmans, le monde arabe, l'Iran ont pris le leadership contre la question gay. Mais les lignes bougent, des retournements d'alliances auront lieu et l'esprit du temps fera évoluer les positions. La bataille ne fait que commencer.

Queen Boat

Georges Azzi est un chrétien libanais de 33 ans. Ingénieur multimédia, il a étudié à Paris, mais il se sent profondément Arabe et souhaite continuer à vivre au Liban. Dynamique et séduisant, il est le président de la plus importante association gay arabe, Helem.

Je suis dans le quartier de Sanayeh, à Beyrouth, au siège de Helem. À deux pas se trouve la chaîne de télévision Future, qui appartient à la famille sunnite Hariri. Au 174 de la rue Spears, Helem loue une maison bourgeoise, de couleur jaune, avec un jardin au rez-de-chaussée et, sur trois étages, des balcons et des volets verts⁴.

« En arabe, on peut traduire le mot “Helem” par “rêve”, mais les initiales ont un autre sens : c’est un acronyme qui signifie Himaya Lubnaniyya lil-Mithliyyin, ce qui veut dire en gros “protection des personnes LGBT du Liban” », explique Georges Azzi. Helem a été créée en 1999, mais c’est seulement depuis 2004 qu’elle a pignon sur rue. Au siège, à Beyrouth, il y a des groupes de support, un centre de dépistage du sida anonyme et gratuit, une association jumelle lesbienne (Meem), un bar, une bibliothèque et, bien visible, un Rainbow flag. « L’homosexualité est toujours illégale au Liban et punie par le Code pénal d’un mois à un an d’emprisonnement. Nous devons cela aux Français, au temps du mandat, et cela est vrai aussi pour toutes les anciennes colonies comme la Tunisie, le Maroc et l’Algérie. Heureusement, la loi n’est quasiment pas appliquée aujourd’hui. Nous réclamons son abrogation mais, en attendant, la police n’intervient plus. Helem est agréée par l’État et nous sommes financés officiellement par le ministère de la Santé pour nos actions contre le sida. »

Helem est devenue une sorte de porte-parole de la communauté gay libanaise, « toutes confessions religieuses confondues », insiste Azzi, puisqu’elle compte parmi son millier de membres des chrétiens, des musulmans sunnites, des coptes orthodoxes et même des chiites. Grâce à cet œcuménisme et ce pluralisme politique dans un pays taraudé par les tensions religieuses, Helem parvient, quoique modestement, à dialoguer avec tous. Par exemple, une coopération existe avec les associations palestiniennes et Helem prend en charge certains gays qui ont connu des difficultés dans les camps de réfugiés comme Sabra ou Chatila. « On rencontre tous les députés au Parlement, quelle que soit leur appartenance et on dialogue même

avec le Hezbollah. D'ailleurs, pendant la seconde guerre du Liban, en 2006, les locaux de Helem étaient prêtés aux réfugiés du quartier chiite de Beyrouth-Sud qui étaient bombardés constamment et, un jour, on a eu la visite des responsables du Hezbollah. Sur les murs, il y avait des photographies d'hommes torse nus. Ils savaient très bien où ils étaient, mais ils se sont montrés très reconnaissants pour notre travail. » (Les principaux soutiens politiques de l'association viennent toutefois d'individus au sein des partis chrétiens, hostiles au Hezbollah.)

Georges Azzi reprend : « Ma priorité, c'est d'éviter à tout prix que le Hezbollah s'en prenne à nous. Pour l'instant, ils n'ont jamais parlé d'homosexualité et sont très discrets sur les questions de mœurs. Ils veulent plutôt garder une image libérale et ne font pas de campagne antigay. Il n'est pas question de les provoquer ; au contraire nous faisons tout pour dialoguer avec leurs élus. » Est-ce possible ? « Nous sommes très pragmatiques : souvent nous travaillons dans le quartier chiite par l'intermédiaire d'autres ONG. Notre objectif est de leur prouver qu'on peut les aider du point de vue social, en matière de santé, en luttant contre le sida ou en nous occupant des toxicomanes. Notre cause n'est pas politique. »

Le Hezbollah est un parti qui entend se « libaniser », comme me le confirme un peu plus tard Loqman Slim, un intellectuel qui dirige un important centre culturel indépendant, en milieu chiite, lorsque je le rencontre à Haret Hreik, le fief du Hezbollah à Beyrouth-Sud. « Le Hezbollah est considéré comme proche de l'Iran. Mais on est à Beyrouth et le parti de Dieu sait qu'il doit faire des concessions. Il autorise les cafés dès lors qu'ils ne sont fréquentés que par les hommes. Sur de nombreux sujets, les officiels chiites sont même plutôt libéraux : ils ne veulent pas apparaître comme des censeurs ni être trop orthodoxes sur les droits des femmes. Ils essayent de coller aux aspirations, et à l'envie de divertissement de la jeunesse chiite libanaise. Le Hezbollah n'entend pas défendre les positions morales de l'Iran : il sait qu'il lui faut se "libaniser" pour réussir et être plus permissif », décrypte Slim. Je suis, dans ce quartier chiite, à seulement vingt minutes du quartier chrétien d'Achrafieh où je loge, mais Beyrouth n'a plus le même visage. L'armée israélienne a pilonné ces rues en 2006. De nombreux immeubles, détruits ou éventrés, en portent encore les traces. Certaines ruines datent même de la guerre du Liban de 1982 et attendent toujours d'être rasées.

Dans le bureau de Georges Azzi au siège de Helem, il y a des affiches en anglais avec pour slogan « Say No To Homophobia » ou encore « Tolerate Difference ». Posées sur une table : des seringues propres, sous cellophane, disponibles pour les toxicomanes suivis par

Helem, un cylindre pour seringues usagées et des dépliants d'Amnesty International ou de Human Rights Watch, soutiens actifs de l'association libanaise. (La Fondation américaine Ford, la fondation allemande Heinrich Böll et l'ambassade de Norvège la financent également.)

Helem est une sorte d'exception dans le monde arabe. Elle joue donc également un rôle informel comme tête de pont pour les revendications homosexuelles au Moyen-Orient et au Maghreb en multipliant les programmes à l'étranger. Ces actions sont encore microscopiques ou rudimentaires, souvent limitées à des rapports et des enquêtes de terrain en Syrie ou en Jordanie, mais elles permettent déjà aux organisations internationales d'avoir un interlocuteur. Le symbole, surtout, est essentiel : la défense des droits des gays dans les pays arabes ne vient pas seulement de l'Occident, mais des Arabes eux-mêmes.

« L'homophobie, c'est ce que les gouvernements arabes donnent en gage aux islamistes pour les calmer », commente Georges Azzi. Le président de Helem est néanmoins prudent et se dit hostile à toute forme de provocation : « Lorsque l'Égypte a arrêté tous les homosexuels présents à une soirée de la discothèque Queen Boat au Caire, des associations comme Act Up ont manifesté devant les ambassades d'Égypte en Europe et aux États-Unis, et d'autres ont fait des kiss-ins pour protester. Des kiss-ins devant les ambassades ! C'est à partir de ce moment-là, nous ont dit ces prisonniers, qu'ils ont été torturés en représailles. Pour aider les gays dans le monde arabe, il faut être plus prudent et plus subtil que ça. Provoquer, militer, faire du prosélytisme, ce n'est pas forcément le meilleur moyen d'aider les homosexuels sur le terrain. Si les islamistes s'en servent pour renforcer leur contrôle et punir les gays les plus visibles, c'est très contre-productif. L'important, c'est d'avoir des stratégies pragmatiques, très locales, de fournir de l'aide, de l'information et, dans certains cas, d'accueillir les réfugiés. »

Dans le jardin de Helem, je rencontre justement un groupe de jeunes Irakiens. Anwar a 21 ans (il souhaite que je mentionne son véritable prénom). Il a fui Bagdad avec plusieurs amis. Le récit qu'il me fait de son exil est édifiant (il s'exprime en arabe et Georges Azzi le traduit). En Irak, Anwar s'occupait d'une « safe house », une résidence d'accueil réservée aux homosexuels, qui avait été financée par les ONG américaines, jusqu'à ce qu'il soit arrêté avec cinq autres garçons, en février 2009. Il est resté en prison vingt et un jours à Bagdad et me dit « avoir été torturé et plusieurs fois violé ». Sans procès, lui et ses amis sont condamnés à mort. « Mes quatre compagnons, avec qui je travaillais, et qui ont été arrêtés avec moi, ont été exécutés par pendaison », raconte-t-il d'une voix brisée. Il

aurait été sauvé par un contact haut placé dont il me donne le nom (mais ne veut pas qu'il soit publié) : cette personne, elle-même homosexuelle, serait intervenue pour payer une importante caution. Il se serait caché plusieurs semaines à Bagdad avant que des amis organisent sa fuite d'Irak *via* la Jordanie. Il est arrivé au Liban en avril 2009.

Selon Amnesty International et Human Rights Watch, de nombreux homosexuels (entre vingt-cinq et cent selon les sources) auraient été tués en 2009 en raison de leur sexualité par des milices armées chiites dans les villes de Bagdad, Kirkuk, Najaf et Basra. Selon le magazine américain *Newsweek*, certains chefs spirituels, notamment dans la ville de Sadr, en banlieue de Bagdad, ont appelé à éradiquer l'homosexualité de la société irakienne. En février et mars 2012, une dizaine de gays (les chiffres varient encore selon les sources) auraient été également assassinés. Une des victimes, Saif Raad Asmar Abboudi, un garçon de 20 ans, a été battu à mort à coups de pierres, dans la ville de Sadr, le 17 février (selon la police et les associations de défense des Droits de l'homme). Pour la première fois, à la suite de ces graves violences, certains religieux chiites ont dénoncé les crimes commis, affirmant que l'homosexualité devait être soignée, mais sans violence. Une première victoire... en quelque sorte.

Les cheveux décolorés, un anneau à l'oreille, des chaussures non lacées façon rappeur et la mémoire fraîche, Anwar me décrit à Beyrouth le calvaire qu'il a vécu avec ses amis, la fuite de Bagdad et l'exil d'Irak, son pays ne protégeant plus ses citoyens les plus vulnérables. En attendant de connaître leur sort, ils sont hébergés par Helem au Liban. Est-ce possible d'être si jeune et de paraître si fatigué ? Et de ne posséder plus rien que l'histoire de sa vie ? (Depuis notre rencontre à Beyrouth, Anwar a été accueilli en France, où je l'ai revu régulièrement. Il vit aujourd'hui à Paris, comme réfugié politique. Il souhaite changer de prénom, se convertir au christianisme, trouver un emploi dans la mode et créer une association de défense des droits des gays dans les pays arabes.)

Un autre soir, je retrouve Georges Azzi au Bardo, un restaurant et bar gay connu de Beyrouth. Étrangement, le bureau de la chaîne qatarie Al Jazeera au Liban est situé juste à côté, placé sous surveillance étroite. Dans le bar, l'atmosphère est chaleureuse, des dizaines de gays discutent comme s'ils étaient en Europe. Maintenant détendu et moins secret, Azzi raconte davantage sa vie. Il est issu d'une famille chrétienne. « Mes parents étaient des maronites "très confessionnels", ce qui, au Liban, signifie très anti-islam. Longtemps, j'ai eu du mal à parler avec les musulmans. Je ne sortais jamais du quartier chrétien, je regardais vers Paris, je n'aimais pas l'islam. Peu à

peu, je me suis ouvert aux sunnites et aux chiïtes, et maintenant, j'essaye de créer des passerelles avec eux. » (Georges Azzi poursuit aujourd'hui ce combat au sein de Helem, mais il a quitté la présidence de l'association, reprise par Charbel Maydaa. Il dirige depuis peu l'Arab Foundation for Freedoms and Equality spécialisée dans les questions LGBT. Il vit toujours à Beyrouth.)

Il est maintenant tard. Peu à peu, le restaurant se vide. Direction : la banlieue nord de Beyrouth, où a lieu une importante soirée gay. Sur une colline, dans le quartier de Sin el-Fil, Acid est une immense discothèque et d'interminables files de voitures témoignent de l'affluence plusieurs centaines de mètres à l'avance. L'entrée est assez chère (20 dollars) et l'endroit très surveillé. Des gardes du corps bodybuildés m'accostent d'ailleurs, sans ménagement, et se saisissent de mon carnet de notes. S'assurant que je n'ai pas d'appareil photo, ils me laissent finalement tranquille, après l'intervention de deux amis libanais, tout en continuant à me jeter des regards suspicieux. À l'intérieur, la foule est compacte. On danse torse nu, essentiellement sur des hits américains. Tout à coup, l'ambiance s'échauffe et le public s'emballe : le DJ vient de mettre un morceau arabe, une version dance d'un tube d'Amr Diab, le chanteur égyptien sexy de la maison de disque saoudienne Rotana. Autour de moi, il y a un jeune Ali Baba portant Ray-Ban entouré de sa suite de mignons en grand arroi, un Aladin faisant clignoter des baguettes contenant des liquides fluorescents, une Schéhérazade en talons aiguilles qui s'imagine dans une cour royale et embrasse, en se penchant, tous les garçons en sueur qui s'approchent. Des baisers acides ? Mais dans quel caravansérail ai-je atterri ?

C'est une soirée entièrement gay, plutôt jeune, où le public est « majoritairement chrétien, mais avec de nombreux musulmans sunnites, des chiïtes, quoique peu nombreux, et je connais même un ou deux coptes. C'est le Liban dans tous ses éclats, le Liban que j'aime », me dit Julien, un chrétien francophone. Comment les jeunes sont-ils informés de la soirée ? Julien réfléchit puis lâche : « Le téléphone arabe, ils l'apprennent par le téléphone arabe. » Jamais une expression ne m'a paru aussi juste.

Si l'on se rend à Beyrouth aujourd'hui, et que l'on parvienne à retrouver la discothèque Acid – qui existe toujours mais sous un autre nom –, il y a de fortes chances pour que l'on n'y croise guère d'homosexuels. Dans bien des pays du monde, et au Liban plus qu'ailleurs, les soirées gays se déplacent et migrent selon des lois complexes. Ce sont partout des sortes d'êtres vivants, instables, mobiles, capricieux. Dans le monde arabe, ou sous les régimes autoritaires, comme à Cuba, au Venezuela ou en Chine, les lieux gays sont souvent discontinus. Il suffit d'un incident, une rumeur, un

problème policier, qui sait quoi, et voici que le public disparaît, le réseau se dilue, invisible. Il ne reste que les touristes avec leur médiocre guide Spartacus, systématiquement obsolète. Mais si un nouveau lieu émerge ou si une soirée cool se dessine, tout à coup, par SMS, par chats, et donc par le « téléphone arabe », le buzz s'installe et le peuple LGBT converge vers l'adresse du moment. La vie gay nocturne est partout élastique, les lieux éphémères et les gays vivent au jour le jour. Ou plutôt : à la nuit la nuit.

« *Le Queen Boat, c'est notre Stonewall* »

Dans UNE TOYOTA DE LUXE aux vitres teintées, nous roulons à toute vitesse dans les rues du Caire. Un peu plus tôt, Khaled Abol Naga a baissé la vitre de la voiture à un feu rouge et des passants l'ont reconnu. Ils ont crié son nom, il a dû signer des autographes, la foule a grossi et des dizaines de jeunes Égyptiens se sont mis à nous poursuivre dans les rues, forçant la police à intervenir en douceur pour libérer la voie et faciliter le départ de la voiture de la star.

Assis à l'arrière, Khaled Abol Naga balaie l'air chaud et moite d'une main, demande au chauffeur de mettre la climatisation. On écoute à forte puissance la chanteuse tunisienne Latifa – à moins que ce ne soit la Syrienne Assala ou la Libanaise Elissa, toutes les trois se ressemblant – à partir d'un iPod 80 gigas branché sur un autoradio de luxe. Khaled Abol Naga est beau et sourit : il semble avoir 30 ans (il en a certainement dix de plus).

L'Égypte est ce pays paradoxal où l'homosexualité n'est pas – pas encore – pénalisée, un pays où il n'y a pas de loi homophobe, mais où l'on peut être condamné lourdement à cause d'elle. Khaled Abol Naga sait tout cela, mais il n'a pas peur. « Mon image est celle du "liberal fun guy" », explique-t-il, mettant en avant son attitude jeune, souriante, libre. « Moi, je suis moderne, ouvert. Je dis ce que je suis d'une manière simple, sans provocation. Et surtout je ne mens pas : les Égyptiens sont de mon côté parce que je suis sincère » (« They side with me », répète-t-il, en anglais). Sa carrière a commencé avec *Good Morning Egypt*, un programme télévisé d'entertainment, qu'il animait chaque matin. Depuis, il a multiplié les émissions, surfant sur le boom des médias en Égypte résultant de la libéralisation du secteur et des forts investissements des pays du Golfe : il a animé *The Big Night* sur Dubaï TV ou encore *Late Night Show*, où il s'est fait un nom dans la « stand up comedy » arabe (mais presque entièrement imitée des networks américains). Sa carrière cinématographique a débuté dans la foulée, même si son succès reste, pour l'heure, étroitement lié à la télévision.

Khaled Abol Naga est aussi un militant engagé. Depuis des années,

il défend les droits des femmes et dénonce notamment les « crimes d'honneur » qui existent encore en Égypte, ainsi que dans plusieurs pays arabes. Il s'agit de crimes commis par un père sur sa fille ou son fils, un mari sur sa femme ou un frère sur sa sœur, meurtres qui sont pardonnés, ou seulement sanctionnés de quelques mois de prison, comme de simples délits, parce que l'« honneur » de la famille est en jeu. L'adultère est souvent une « excuse » pour les crimes d'honneur, comme le refus d'un mariage arrangé, ou même l'homosexualité, qu'elle soit féminine ou masculine (un rapport officiel du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU a confirmé, en novembre 2011, la réalité de ces crimes, notamment à l'égard des personnes LGBT).

Khaled Abol Naga semble fatigué de se battre contre des pratiques féodales. Il pose sa tête sur un coussin blanc, témoin des longs trajets qu'il fait dans sa Toyota à travers l'Égypte. Il m'a l'air assoupi mais se reprend soudain, très combatif : « Dans l'affaire du Queen Boat, je me suis mobilisé, mais nous avons été trop faibles. Nous avons dénoncé l'hypocrisie du gouvernement et ce fut un tournant important. Nous n'aurions pas dû nous laisser faire. C'est parce qu'on ne se bat pas qu'on est vulnérable. Vous avez vu, tout à l'heure, lorsque j'ai ouvert la fenêtre, les garçons ont crié mon nom. Vous avez vu ces gamins qui voulaient des autographes. Ils ne m'en voulaient pas d'avoir pris la défense des gens du Queen Boat. Ils me respectent parce que je suis fort, parce que si l'on me touche, je me bats. »

ASSEM, LUI, n'a PAS EU ENVIE DE SE battre. Il faisait partie des homosexuels présents sur le Queen Boat le soir du drame. « C'était le 11 mai 2001, un jeudi, ce qui en Égypte correspond à la veille du week-end. Le soir où tout le monde sort au Caire », me raconte-t-il, d'une voix posée, lors d'une série d'interviews réalisées par téléphone en 2012. Son nom complet est Assem al-Tawdi et il accepte de parler sous sa véritable identité.

« À l'époque, j'avais 24 ans. J'étais un jeune enseignant d'anglais, mais je vivais encore chez mes parents. Ma mère savait que j'étais gay depuis mon coming out, vers 17 ans, mais mon père venait seulement de l'apprendre. Et il l'a très mal vécu. » Je sens que sa gorge se noue. Assem reprend : « Ce soir-là, je voulais sortir avec Fadi [le prénom a été changé], un de mes proches amis, mais il était un peu fatigué et j'ai dû le persuader longuement avant qu'il accepte de m'accompagner sur le Queen Boat. Nous sommes arrivés vers 1 heure du matin. Le bateau était ancré sur la rive du Nil, amarré près de l'hôtel Marriott, à hauteur de l'île de Zamalek au centre du Caire. »

J'ai cherché depuis, pour cette enquête, à retrouver le Queen Boat. Il est toujours amarré là, sur le Nil, au bord de l'avenue Mohamed-Abdel-Wahab, pas très loin du pont du 26 Juillet, mais il a changé de

nom. Aujourd'hui, c'est une zone plutôt chic du Caire, considérée comme « libérale ». Non loin se trouvent un café Rotana, ainsi qu'un Harry's Bar et le restaurant Pacha. Assem poursuit : « Officiellement, le Queen Boat n'était pas un lieu gay, mais disons plutôt un club gay friendly. Au Caire, la vie homo est très underground, donc les lieux changent tout le temps. On est prévenu par le bouche à oreille. Et lorsque nous sommes arrivés à la soirée, il n'y avait aucun doute : c'était bien une soirée gay. » Assem al-Tawdi continue : « Le bateau était de couleur blanche, on y accédait par une passerelle et il y avait trois niveaux. Le club était au sous-sol. Lorsque nous sommes entrés, il y avait étrangement assez peu de monde. En principe, ces soirées étaient bondées, j'ai trouvé cela étrange. Il y avait néanmoins pas mal de couples de garçons qui dansaient ou s'embrassaient. On buvait de l'alcool, la musique était arabe avec aussi de la pop américaine, c'était une soirée calme, plutôt sympa. » Assem s'interrompt un instant, car, dit-il, ses deux chats sont en train de se disputer. Il reprend : « Soudain, il était un peu plus de 2 heures du matin, lorsque la musique s'est arrêtée et les lumières se sont allumées. Quelqu'un m'a dit : "La police est là et ils arrêtent tout le monde." Il y a eu, tout à coup, beaucoup de confusion. Je me suis mis à avoir peur. Vraiment peur. J'allais et venais dans le bateau en répétant : "Oh my god, oh my god !" J'étais désespéré. Je me demandais affolé : "What am I gonna do ?" [Qu'est-ce que je vais faire ?]. J'ai vu les policiers en civil arrêter les gens. J'ai vu un gay se jeter à l'eau dans le Nil pour s'enfuir. C'était un cauchemar. On m'a demandé de laisser mon nom et j'ai triché, en ne donnant que mes deux prénoms "Assem Seif", mais en oubliant délibérément mon nom de famille "al-Tawdi", qui est assez rare en Égypte. On m'a demandé mon téléphone et j'ai donné le numéro, mais en inversant plusieurs chiffres. Un policier en civil m'a interrogé pour savoir quelle était ma profession. Je lui ai répondu "enseignant d'anglais". J'ai entendu quelqu'un me traiter de "pédé" en arabe et un policier a giflé et insulté un gay qui était à mes côtés. Je ne pouvais pas croire ce que je voyais. J'étais totalement choqué. Je suis monté sur la passerelle et là un policier m'a stoppé. "On peut partir ?" j'ai dit, effrontément. Puis, je me suis mis à marcher. Sans me retourner. Je ne sais pas comment j'ai eu le courage d'agir ainsi. Il y avait là des agents en uniforme et des voitures de police. J'ai traversé le pont du 26-Juillet. Personne ne me suivait. Je me suis mis à courir. J'étais comme en apnée. Je suis arrivé chez moi, j'ai raconté à ma sœur ce qui venait de se passer, sans réveiller ma mère pour ne pas l'inquiéter, j'ai appelé des amis. Puis, je me suis enfoui sous les couvertures en tremblant. Là, je me suis mis à réciter des versets du Coran. »

Ce MÊME SOIR, LE 11 mai 2001, Mazen se trouvait à l'hôtel Marriott, juste en face du Queen Boat. Au moment où Assem échappait à la prison, Mazen prenait tranquillement un verre avec un ami. En quittant l'hôtel, il a tenté de héler un taxi. C'est à ce moment-là qu'il a vu les voitures de police, sans trop comprendre ce qui était en train de se passer. Tout est allé très vite. Le DJ du club, qui venait d'être arrêté, lui a fait un signe de la main. Un policier égyptien l'a vu. Il fut à son tour interpellé. Contrôlé. Et le dernier des « Queen Boat » à être embarqué.

Devant moi, c'est un garçon traumatisé, fuyant, mais solide aussi, que je rencontre. Il est des adversités qui durcissent l'âme. Barbu, avec de grosses lunettes, Mazen porte d'imposantes bagues et une montre Dolce & Gabbana. Plus de dix ans ont passé. Il n'est pas Mandela ni même Oscar Wilde. Il a payé cher de n'avoir rien fait de mal et veut simplement tourner la page.

Nous sommes attablés chez Omar, le célèbre restaurant maghrébin de couscous du Marais, à Paris, et Mazen a acquis une dureté qui, sans doute, ne lui ressemblait pas. Bien sûr qu'il a du ressentiment. Il est même en colère. Et a envie d'en découdre.

Mazen est né à Alexandrie, au nord de l'Égypte, sur les berges de la Méditerranée. Un peu comédien, un peu styliste, il s'intéresse à la haute couture et s' imagine faire une carrière dans la mode au Caire où il déménage. Il aime cette nouvelle vie dans la capitale, urbaine, internationale et gay friendly. Il est jeune, il sort et commence à assumer son homosexualité. « J'étais allé au Queen Boat trois ou quatre fois. C'était un lieu assez petit où je trouvais qu'il y avait trop de "filles à pédé", comme on dit. Les clients pouvaient choisir la musique en offrant une bière au DJ. Le Queen Boat nous paraissait alors un lieu à la mode, même si, pour le regard occidental, ce ne serait peut-être qu'un dancing populaire. » Une guinguette ? un bastringue à garçons ?

Voici Mazen dans la voiture de police. Il vient d'être arrêté devant le Queen Boat alors qu'il n'y était même pas rentré ce soir-là. « J'étais seul avec le DJ du Queen Boat. Il était hétéro ! Nous avons été les deux derniers à être embarqués », me dit Mazen. Au commissariat de police, il retrouve les autres personnes arrêtées. « Tout la nuit, nous avons été humiliés, maltraités. Parfois, les policiers nous frappaient avec des tuyaux de chicha », raconte-t-il. Plusieurs rapports d'ONG internationales ont établi par la suite que certaines de ces personnes avaient été torturées durant leur garde à vue.

Au matin, Mazen et les autres « Queen Boat » sont transférés dans les bureaux des célèbres services de sécurité égyptiens, connus sous le nom de Mabath al-Amn al-Dawla. « Nous étions une cinquantaine à ce moment-là. Quand on a su qu'ils nous conduisaient au quartier

général de la sécurité nationale, on a compris que l'affaire était sérieuse. Mais on ne pensait pas que ça allait être un cauchemar. On nous a bandé les yeux. À partir de là, ils ont voulu nous faire passer aux aveux. Ils nous ont interrogés individuellement. Ils voulaient que j'avoue être homosexuel. Au début, j'ai nié. Ils m'ont frappé, giflé. Ils faisaient du chantage, menaçaient d'appeler nos familles. Je n'avais pas dormi, c'était déjà le lendemain. Ils m'insultaient. J'ai finalement dit ce qu'ils voulaient entendre. J'ai dit que j'étais "gay". » Mazen me fait avec les mains un signe qui signifie qu'il met l'expression entre guillemets. Il a avoué avec la sincérité d'un otage.

À l'exception des femmes et des étrangers du Queen Boat, peu inquiétés, et de certains jeunes gays bien connectés au régime de Moubarak et à sa nomenclatura, immédiatement libérés, tous les autres sont emprisonnés – sans mise en examen par un juge ni recours à un avocat – dans la célèbre maison d'arrêt de haute sécurité de Tora au Caire. Au total, cinquante-deux personnes, dont Mazen et Fadi, l'ami d'Assem. « Nous sommes restés tous ensemble pendant de longs mois dans une seule cellule. On nous a rasé la tête. On nous nourrissait de pain et de fèves – ce qu'on appelle le "foul" égyptien. Nous n'avions droit à de la viande qu'une fois par semaine, le vendredi. Le groupe s'est très vite divisé en deux clans : il y avait ceux qui avaient été arrêtés dans la rue, souvent analphabètes, parfois des gigolos ; et puis nous, des médecins, des ingénieurs, souvent de bonnes familles. Il y a eu des bagarres entre le groupe "de la rue" et le groupe du Queen Boat. Je pleurais souvent en prison, car je ne pouvais pas croire ce qui m'arrivait. Nous avions droit à une heure de promenade par jour. J'allais aussi à la mosquée, car je suis musulman. Nous étions tous en tenue blanche avant notre procès, puis en tenue bleue après. Des couples se sont formés dans notre cellule. Parfois, nous riions ensemble, nous nous racontions nos vies. Nos vies de "mithly" – mot que l'on employait entre nous, plutôt que "shaadh", qui signifie davantage "pédé" ou "contre nature". Il y avait des folles, des gigolos, on se travestissait, c'était parfois très drôle. En face de notre cellule, il y avait des terroristes qui étaient emprisonnés, des gens d'Al-Qaida ! D'autres fois, nos gardiens nous insultaient, disaient que nous étions sataniques, nous battaient, ou lâchaient leurs chiens sur nous et les laissaient nous mordre. On a eu droit aussi à des inspections anales, pour vérifier qu'on était bien homosexuels et les policiers semblaient obsédés par le fait de savoir si on était actifs ou passifs. Ils voulaient nous cataloguer. Les tests médicaux anaux, à quatre pattes, furent les moments les plus humiliants de ma vie. Il y a eu des viols aussi... » Mazen ne souhaite pas développer ce dernier point, mais tous les rapports internationaux confirment ses dires.

Symboles de l'oppression, les « Cairo 52 », comme ils ont été

appelés dans les pays anglophones, deviennent une « cause célèbre ». Le procès a lieu devant un tribunal d'exception – « special emergency State security court » – une indication que le régime considère la chose comme étant du registre de la sécurité nationale. Les audiences commencent en juin 2001, mais elles vont s'éterniser et durer plus de six mois. « J'avais déjà passé cinq mois en prison quand, pour la première fois, j'ai vu un avocat. Celui-ci a été payé par une ONG internationale. » Reconnus coupables en novembre 2001 de « conduites obscènes » et de « mépris envers l'islam », vingt-trois « Queen Boat » sont condamnés à trois années de prison assorties de travaux forcés et une personne, connue sous le prénom de Chérif, considérée comme le meneur de la « secte », à une peine de cinq ans (vingt-neuf autres sont acquittés, car leur homosexualité n'a pas été « prouvée »). Certaines « preuves » menant à leur condamnation – orgies, imitations de mariages gays, nudité, actes blasphématoires contre le Coran – ont été totalement falsifiées et fabriquées par la police. Les photographies des « coupables », leurs noms et adresses, sont publiés dans les journaux. L'affaire fait grand bruit en Égypte. La presse a parlé d'une « secte » favorable aux homosexuels et qui se serait réclamée d'Abû Nawâs, poète musulman bisexuel – leur prophète. Il est possible que la rafle ait été décidée par le régime de Hosni Moubarak afin de donner des gages aux islamistes. En tout cas, des indicateurs policiers avaient infiltré le milieu gay depuis quelque temps. Une autre hypothèse est avancée par certains, comme Mazen : « Il y avait des rumeurs insistantes sur le fait que l'un des fils de Moubarak était gay et celles-ci provenaient, dit-on, de membres de l'opposition. On a donc commencé par arrêter les principaux auteurs des rumeurs, puis le lendemain une rafle a été organisée, un peu au hasard, dans les lieux de drague homosexuels, pour arrêter une vingtaine de gays dans les rues du Caire, avant que n'ait lieu la rafle du Queen Boat le surlendemain. Tout fut très planifié. »

Ce qui est sûr : les personnes arrêtées n'ont bénéficié d'aucun des droits minimaux de la défense. Leurs aveux ont été extorqués sous la pression. Un mineur a été condamné à trois ans de prison. Des actes de torture et de viol ont été confirmés par les ONG. L'ensemble de l'affaire du Queen Boat a suscité de très vives protestations de l'Union européenne, de membres du Congrès américain et des organisations de défense des Droits de l'homme.

Mazen est resté EN prison UNE année. Surgi du noir animal, il fut libéré en mai 2002 – contre une « caution », en fait un important bakchich. Il était alors censé se présenter à l'ouverture d'un second procès, qui a eu lieu en juillet 2003. « Je ne suis jamais allé au second procès. Je n'ai pas donné de nouvelles. Et quand j'ai appris que les

“Queen Boat” avaient écopé, en appel, de trois ans de prison, la peine ayant été encore aggravée, j’ai fui mon pays. » Mazen n’a pas bénéficié d’un élargissement : il a choisi l’exil. Et le raconte : « J’ai organisé illégalement mon départ pour la France grâce à Human Rights Watch. J’ai dû aussi bakchicher. C’était le 8 août 2003. En passant la frontière, je tremblais. La personne juste devant moi dans la queue, à l’aéroport, a fait l’objet d’un contrôle d’identité approfondi. J’étais tétanisé. Ça n’en finissait pas. Si j’avais droit au même contrôle, c’est sûr, ils verraient que j’étais recherché par la police et que je ne m’étais pas présenté à mon procès. Mais finalement, le policier a regardé mon passeport et m’a laissé passer. J’ai levé les yeux au ciel. J’étais sauvé. Le soir même, j’étais à Paris où j’ai demandé l’asile politique. La France m’a accueilli. En 2009, j’ai obtenu la nationalité française. J’aimerais créer à Paris une association LGBT pour aider les gays égyptiens. Je suis assez inquiet de la situation en Égypte, mais c’est toujours mon pays, même si j’ai été comme coupé en deux par l’exil. D’un côté, je reste très nostalgique des années 1950, quand les femmes n’étaient pas voilées et qu’on pouvait voir librement les films d’Omar Sharif. Je reste fidèle à l’Égypte, par procuration, grâce à Facebook. Je n’ai pas oublié *L’Immeuble Yacoubian*, un film que j’ai adoré, même si, en Égypte, toute la salle s’est levée pour applaudir la scène où l’homosexuel est assassiné, prélude à ce qui allait être mon affaire avec le Queen Boat. La révolution de la place Tahrir a été un immense espoir, mais aujourd’hui j’ai peur des Frères musulmans. Je crains pour ma famille. Je n’ai jamais revu aucun des “Queen Boat”. »

Assem, lui, avait réussi à fuir le soir du drame. Les semaines qui ont suivi, il a cru qu’il serait dénoncé et convoqué par la police. Il pense que son ami Fadi, pour le protéger, l’a fait passer pour un étranger qui enseignait l’anglais, ce qui explique qu’il ait pu échapper aux poursuites. Le 2 août 2001, deux mois après la nuit du Queen Boat, Assem a pris un billet d’avion pour San Francisco avec un simple visa touriste et a demandé l’asile aux États-Unis. Dix jours plus tard, compte tenu de la gravité de son dossier, il était reconnu réfugié politique et, quelques mois après, il obtenait une carte verte. En 2010, il est devenu citoyen américain. À 36 ans, il vit aujourd’hui à San Francisco où ses parents lui ont rendu visite plusieurs fois. Aguerri, sinon endurci, il me dit que le Queen Boat est, paradoxalement, la meilleure chose qui ait pu lui arriver : « J’ai réussi – Allah est grand – à quitter l’Égypte. » Il consacre ses loisirs à sa chaîne YouTube et à son site (arabs4tolerance.org) sur lesquels il discute de la vie des Arabes gays. Après plusieurs années en prison, l’ami d’Assem, Fadi, a fui l’Égypte. Il vivrait aujourd’hui en France, où je n’ai pas pu le retrouver.

Au Caire, à bord de sa Toyota, l’acteur Khaled Abol Naga me dit :

« Le Queen Boat, c'est notre Stonewall. »

HUIT PAYS maintiennent encore officiellement dans leur droit la peine de mort pour les homosexuels : Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Iran, Mauritanie, Nord-Soudan et Yémen, auxquels il faut ajouter le nord du Nigeria et certaines régions de la Somalie. Ce sont tous, sans exception, des pays musulmans. Ils appliquent la charia ou loi islamique. L'homosexualité est dénoncée dans le Coran, l'Ancien Testament et la Torah (on retrouve, avec des variantes, la même histoire d'un homme baptisé Loth, neveu d'Abraham, qui, devenu prophète à Sodome et Gomorrhe, tente de sauver les habitants qui s'adonnent à l'homosexualité). Aujourd'hui, toute une école d'exégètes tend à montrer que la condamnation de l'homosexualité par l'islam n'est pas fidèle au texte : le peuple de Sodome serait sanctionné en raison de viols homosexuels et pour pédophilie, pas pour l'homosexualité en elle-même. Certains historiens ont montré de leur côté que les pratiques homosexuelles ont toujours été très fréquentes dans les pays musulmans, parfois tolérées (il existait des mariages gays dans les villages reculés de Syrie), et qu'elles ont nourri une vaste littérature arabe. L'homosexualité n'est donc pas un phénomène occidental ou païen : elle s'inscrit au sein même de la civilisation arabe, comme de toute autre civilisation.

En regardant les hommes marcher dans les rues commerçantes de Riyad, les garçons se tenir par la main et s'embrasser affectueusement dans les shopping-malls de Dubaï ou Doha, je devine l'embarras, la colère, que les gays suscitent – moins pour ce qu'ils font que pour ce qu'ils défont. L'homosexualité vient perturber la société arabe, frontalement : la séparation des sexes, la division du travail, les mécanismes de solidarité familiale, les règles de succession, le code de l'honneur. Même pour les Arabes les plus libéraux que j'ai pu rencontrer au Liban ou au Maghreb, l'homosexualité est une source de tensions qui dépasse de beaucoup le religieux et affecte le droit, la justice, la police, le politique.

Ce malaise et souvent cette violence du monde musulman à l'égard des gays demeurent pourtant très hypocrites. Les pays qui ont les lois les plus dures sont aussi ceux où les pratiques homosexuelles se répandent le plus dans toutes les couches de la société. Parmi les quinze pays musulmans où j'ai mené cette enquête, c'est dans le Golfe que le sujet m'a paru à la fois le plus tabou et le plus commun – notamment au Qatar, dans les Émirats arabes unis et, bien sûr, en Arabie Saoudite. Dans ce pays sunnite où la vie s'arrête entièrement cinq fois par jour pour la prière, la religion officielle est une sorte de salafisme, une variante puritaine de l'islam : le wahhabisme.

À Riyad, je rencontre une intellectuelle, à son bureau (sous une

tente), où elle me reçoit en tee-shirt et sans voile, acceptant de me parler librement. Elle est bisexuelle. « Le roi Abdallah a beaucoup contribué à l'évolution des mœurs en menant une politique favorable aux femmes. Il y en a une douzaine au Conseil consultatif du royaume et nous avons une femme ministre. Pour une personne de ma génération, c'est un changement considérable. Mais la chape de plomb reste insoutenable. Une femme n'a toujours pas le droit de conduire en Arabie Saoudite... » Pendant une semaine à Riyad, je peux voir de mes propres yeux, comme sortie d'un autre temps, cette ségrégation des femmes généralisée à l'échelle d'un pays : aucune ne peut sortir de chez elle sans son mari ; aucune ne peut prendre le volant d'une voiture ; voile strict et burqa partout – même dans l'Iran chiite, on est loin des pratiques du royaume saoudien à la fois médiéval et postmoderne. Mais pour mon interlocutrice, le problème n'est pas tant celui de l'islam politique, affaibli, pense-t-elle, que celui d'un islam fondamentaliste nouvelle manière : « Le risque principal n'est pas le retour en arrière, car personne n'accepterait en Arabie Saoudite de se priver d'Internet ni des chaînes de télévision par satellite. Le danger, c'est au contraire une évolution à l'américaine, avec des évangélistes, non pas archaïques, mais ultramodernes. On constate cela ici, à Riyad, avec les nouveaux prédicateurs musulmans télévangélistes, ceux qu'on appelle les "satellite cheiks", qui édictent des fatwas dans leurs talk-shows et qui connaissent beaucoup de succès. »

Je me frotte les yeux. Je suis en Arabie Saoudite, avec une femme bisexuelle, sous une tente, en train de boire du thé à la menthe et de manger des dattes fraîches, les pieds nus sur le tapis, et elle me parle de satellite cheiks ! Mon interlocutrice reprend sans sourciller : « Puisque les salles de concerts, les cinémas, les lieux mixtes sont interdits, les jeunes contournent les règles par des voies très imaginatives comme le sport ou le business. Et lorsque vous êtes chez vous, à votre domicile, vous pouvez faire ce que vous voulez. Le domicile est sacré et nul ne peut le pénétrer, même pas la police, sauf avec un mandat spécial. »

C'est ce que pense aussi Hassan, un autre Saoudien, que je rencontre dans le café Starbucks du Granada Mall, un étonnant centre commercial au cœur de Riyad (son prénom et plusieurs autres informations le concernant ont été changés). Pour le rencontrer, il m'a fallu de la persévérance. L'homme a annulé deux fois ses rendez-vous. La troisième est la bonne. Je le sens pourtant soupçonneux. Comme il est angoissé. Plus que de parler avec un Occidental, c'est la présence de mon interprète qui l'inquiète. Il le dit. Petite explication entre Arabes et tout rentre dans l'ordre. « Je suis très prudent et ma vie est entièrement cloisonnée, car si l'on apprend que je suis homosexuel, c'en est fini de ma carrière et de ma vie », explique Hassan. Il y a

autour de nous dans ce Starbucks, profitant de l'air conditionné, des dizaines de jeunes hommes, portant une longue « thobe » blanche, l'habit traditionnel saoudien, et le « shmaikh », un keffieh à carreaux rouges. Lui-même en thobe, Hassan me décrit sa vie privée comme un monde cadénassé et barricadé, confirmant qu'il y a eu en Arabie Saoudite des gays exécutés, puis, sans transition, comme un monde merveilleux dont il détient les clés et les codes. Ainsi, il évoque maintenant les soirées « olé olé » qui ont lieu dans le quartier de Nassiriah à Riyad ou dans le compound dit du « DQ » (Diplomatic Quarter) où certains princes héritiers saoudiens – ils sont plus de quatre mille de sang royal – braveraient les interdits religieux, buvant de l'alcool, s'adonnant à la prostitution mais aussi à l'homosexualité. (Hassan reconnaît toutefois que, tout en appartenant à une famille aisée, il n'a jamais participé à l'une de ces soirées.) « Il existe ici une homosexualité de classe qui, dans la haute société, est tolérée par le régime tant qu'elle reste discrète et même secrète. C'est dans la nature même du système. Car l'islam sunnite dogmatique force les musulmans, avant le mariage, à ne pas être hétérosexuels. » L'homme semble fier de sa formule – efficace en effet. Il ajoute : « Il y a quelques années, on a parlé de l'affaire de Djeddah. C'était une sorte de café dans la deuxième ville d'Arabie Saoudite, au bord de la mer Rouge, près de La Mecque, dont la rumeur disait qu'il était fréquenté par les homosexuels. Le roi aurait, dit-on, demandé sa fermeture. La police religieuse et morale, la fameuse Moutawa, de son vrai nom "Commanderie pour la répression du vice et la promotion de la vertu", qui agit souvent à partir de messages de délation, est intervenue de façon très musclée. Tout le monde a été arrêté, soit près d'une centaine d'individus. Et puis on s'est aperçu que la moitié des personnes interpellées étaient des princes de sang. En Arabie Saoudite, comme souvent dans le Golfe et les Émirats, ils ont tous les droits. Ordre a donc été donné de relâcher tout le monde, en leur faisant promettre de "ne jamais recommencer". Et l'affaire a été étouffée. »

Plus récemment, en octobre 2010, le prince Saud bin Abdulaziz bin Nasser al-Saud a été condamné en Angleterre à vingt ans de prison pour avoir assassiné à Londres un de ses servants, Bandar Abdulaziz, qui était aussi son amant. Le prince en question était l'un des petits-fils du roi. Le régime saoudien n'a fait aucun commentaire, et la télévision saoudienne n'a jamais évoqué l'affaire – signes de l'embarras de la famille royale. Qui persiste à croire que l'homosexualité est un « vice occidental et impie » – quand elle est si répandue au cœur même de l'islam le plus rigoriste.

Quel est le sort réservé aux homosexuels par Riyad ? La police « morale » a-t-elle des consignes particulières à leur sujet ? Y a-t-il des condamnations à mort ? Nous n'en savons presque rien. En fin de

compte, l'Arabie Saoudite réussit à dissimuler la véritable situation des droits des gays sur son territoire. Contrairement à l'Iran, fréquemment dénoncé pour ses crimes homophobes, rares sont les médias occidentaux et les ONG qui s'intéressent à la réalité des violations des Droits de l'homme dans le royaume. Hossein Alizadeh, le responsable de la section Moyen-Orient d'une importante ONG basée à New York, l'international Gay and Lesbian Human Rights Commission, confirme : « L'Arabie Saoudite sait faire une habile danse diplomatique avec les Occidentaux sans pour autant respecter les droits humains les plus élémentaires, y compris, bien sûr, les droits des personnes LGBT. »

Abû Nawâs EST CONSIDÉRÉ comme l'un des plus grands poètes arabes. Il a vécu au VIII^e siècle à Bagdad. « Où il a fait, avant tout le monde, son coming out ! » lâche Mehdi. Les poèmes d'Abû Nawâs sont en effet limpides sur l'amour des garçons et sa bisexualité est avérée.

Aujourd'hui, Abû Nawâs est le nom d'une importante association gay algérienne. Mehdi, 25 ans, en est le cofondateur. Il habite dans le Sahara, au sud de l'Algérie, mais je le rencontre à Alger. « On a choisi le nom d'Abû Nawâs pour montrer qu'on était des Arabes. » L'histoire de l'association est révélatrice de changements imperceptibles qui, peu à peu, produisent des effets. « À l'origine, en 2005, on a créé un groupe étudiant gay à l'université de Constantine et un blog intitulé Homo-self-help, ou HSH. C'était juste un Skyblog, mais on a eu de nombreuses visites. Du coup, on a eu l'idée de lancer un forum public en 2006 et ainsi est née l'association Gay & Lesbian Algeria, ou GLA, hébergée en France. On a aussi créé AlGay, un autre forum plus arabophone, qui a eu beaucoup de succès. À partir de là, il fallait devenir plus professionnels et on a lancé une véritable association avec un site web, abunawasdz.org », raconte Mehdi (les lettres « dz » correspondent au code du domaine national pour l'Algérie).

Il faut un certain courage pour agir ainsi. Mehdi et ses amis sont des héros – des héros peu connus, des héros ordinaires. Les risques qu'ils prennent sont considérables. La surveillance des associations et des forums Internet est très intense en Algérie, menée au plus haut niveau par le DRS, le Département du renseignement et de la sécurité. Les convocations par la police également. On peut perdre son emploi (ce fut le cas de Zoheir, un ami de Mehdi, cofondateur avec lui de l'association). On peut faire aussi l'objet de rumeurs. « En Tunisie et au Maroc, le tourisme est très valorisé. Les gouvernements ferment les yeux. En Algérie, en revanche, il n'y a pas de tourisme, et le contrôle est beaucoup plus strict », commente Zoheir, que j'interviewe également à Alger.

Mehdi, Zoheir et leurs amis sont régulièrement dénoncés dans la

presse. Notamment par *Echorouk*, un tabloïd arabophone qui est le journal le plus vendu en Algérie, avec sept cent mille exemplaires par jour. « Ils renforcent les préjugés, ils dénoncent notre association. Ils décrivent nos forums de discussion gays, ils rendent publics nos lieux de rencontres et parfois désignent nommément des militants en appelant à la haine antigay. Ils proposent qu'on arrête les homosexuels et qu'on les incarcère dans des prisons pour femmes. Ils veulent changer la loi pour que la part d'héritage transmise à un fils homosexuel soit réduite. Surtout, ils nous reprochent d'être un lobby juif lié à Israël, ou d'être une résurgence du colonialisme français. Ils répandent même des rumeurs sans aucune preuve sur le roi du Maroc, Mohammed VI, qui serait, écrivent-ils, "une reine". Ils diffament et calomnient tout le temps. Mais pour eux, l'homosexualité c'est surtout *Harvey Milk* et *Brokeback Mountain* ! Ça vient forcément de l'étranger. C'est l'Occident décadent. » (Selon les journalistes du quotidien de l'opposition, mais proche de l'armée, *El Watan*, que j'ai interrogés à Alger, *Echorouk* serait informé par les réseaux policiers algériens et indirectement par le gouvernement.) Mehdi insiste : « C'est pourquoi j'ai voulu que notre site soit hébergé en Algérie. Les homophobes dénoncent souvent l'homosexualité comme étant une perversion importée d'Occident. Nous, on veut montrer qu'on est des Algériens et qu'on est aussi gays. Selon les estimations, il y aurait au moins 20 millions de personnes homosexuelles dans le monde arabe, peut-être 5 millions en Iran et, au total, entre 50 et 60 millions dans le monde musulman. On est partout ! Je l'ai écrit dans une lettre ouverte que j'ai envoyée au président Bouteflika pour réclamer la dépénalisation de l'homosexualité. »

Tout ce qui libère n'est pas sans risque. Les gays algériens que j'ai rencontrés sont souvent inquiets. « Je vis en cachette », me dit Salim, un étudiant en biologie qui est aussi un militant gay d'Aids Algérie, que j'interviewe au Milk Bar, au centre d'Alger (aucun rapport avec Harvey Milk). Il a une casquette, un minuscule Rainbow flag en pin's et un tee-shirt sur lequel est écrit, ironiquement : « Wanted. » Il bégaye un peu, en me parlant, comme s'il était inquiet de s'exprimer ainsi, dans un café public, à visage découvert. Il me dit d'entrée de jeu, avec des mots pesés dans un français parfait : « Je suis musulman. Praticant. Je fais le ramadan. Et je suis gay. » Prudent et inquiet, Salim a deux téléphones portables : un pour discuter avec les hétéros et un pour parler plus librement avec les gays. Il a aussi deux comptes MSN, deux adresses e-mails, deux pages Facebook. Il a organisé sa double vie d'une manière très étanche de telle sorte que son existence souterraine ne revienne pas à la surface. Il ne redoute qu'une chose : que ses vies parallèles deviennent des vies sécantes. « Je joue tellement de rôles différents que je pourrais réussir au cinéma, dit

Salim. Je mérite un Oscar, n'est-ce-pas ? »

Notre conversation, que je qualifierais de « sous le manteau » si nous n'étions sur une terrasse brûlante de chaleur, dure longtemps et Salim me décrit une vie gay souterraine très vaste, un nouveau monde encore peu documenté et que je découvre avec lui, médusé.

Ne forçons pas le trait. Ces réseaux associatifs sont minuscules et fragiles. Une vingtaine d'activistes tout au plus, quelques centaines de membres. Un épiphénomène en Algérie. Un grain de sable à l'échelle du monde arabe. Lorsqu'ils ont fait leur coming out, les militants font souvent l'épreuve du déracinement. Ils rompent avec leur milieu d'origine, s'éloignent souvent de leur famille. Politisés, ils sont généralement hostiles au régime d'Abdelaziz Bouteflika. Pétris de culture française, ces jeunes gays algériens regardent la France comme les Cubains les États-Unis, les Iraniens Istanbul et les Chinois Hong Kong – des territoires frères où une diaspora se développe en attendant des jours meilleurs. Francophones, ils connaissent tout de la vie gay parisienne – et en rêvent. Une France un peu figée dans le passé. Ils me parlent de *Comme ils disent* de Charles Aznavour et d'*Un garçon pas comme les autres* de Starmania. Ils veulent savoir si la discothèque Le Queen est toujours ouverte sur les Champs-Élysées et si elle est encore gay (je leur dis « plus vraiment » et cette information les déçoit). Amoureux de la France, ils sont pourtant très attachés à l'Algérie. Ils voudraient tellement la faire évoluer, espérant ainsi une amélioration de leur condition. Ils connaissent le prix à payer pour leur engagement : l'exil. Si la révolte nourrit leur détermination, un immense sentiment d'impuissance domine. Et pourtant, l'espoir demeure. Les révolutions tunisiennes et égyptiennes, le Printemps arabe de 2011, ont été le déclic. Le cadeau des circonstances. Un autre monde est possible.

C'est à peu près la même impression que je retiens de plusieurs autres voyages en Tunisie et au Maroc entre 2010 et 2012. Sur l'avenue Bourguiba à Tunis, la vie homosexuelle est discrète mais perceptible, sans chichi. En fin d'après-midi, la foule envahit les cafés, parfois vieillots, d'immenses salles avec de grandes colonnes jaunes et des rideaux d'un autre temps, parfois davantage branchés, avec vidéoclips en boucle sur écrans plats. Partout, on sert une bière locale, la Celtia, et du thé à la menthe. Les garçons ne sont pas tous gays, loin s'en faut. Mais certains le sont, plus ou moins assumés ; et la confusion est telle que tout se mêle : l'homosexualité et la bisexualité, les gays authentiques et la sexualité de substitution par manque de femmes, parfois la prostitution. Personne en tout cas n'aborde le sujet. C'est un jeu de regards et de codes, sous l'œil vigilant de la police.

Au Café de Paris justement, je retrouve Akram, un jeune journaliste qui pige pour Al Jazeera. « La communauté gay vit

librement en Tunisie, mais la question gay n'existe pas, me dit-il. Si on reste discret et qu'on ne s'affiche pas, on n'a pas de problème. On peut même faire son coming out. Mais cela reste individuel. Il ne faut pas en faire un combat collectif, pas revendiquer. Il n'y a pas de bar gay. Le problème, ce n'est pas l'homosexualité, c'est sa visibilité. » Dans ce pays où, dans la rue, on tient plus facilement la main d'un garçon que d'une fille, Rachid Khechana, rédacteur en chef d'un journal démocrate, confirme : « On n'arrête pas les gays ; on ferme les yeux. »

Cependant, sous la dictature de Ben Ali, les homosexuels étaient constamment fichés et surveillés. Le régime les laissait vivre, mais il les contrôlait. Pour avoir contacté plusieurs opposants tunisiens et militants gays, j'ai fait moi-même l'expérience en 2010 de cette surveillance serrée. Dès mon deuxième jour à Tunis, j'ai été constamment suivi par trois policiers en civil qui, à pied dans les rues, m'ont pris en filature, de nuit comme de jour. Les personnes que je rencontrais – dissident politique, militante féministe, blogueur, activiste gay, correspondant d'Al Jazeera – étaient systématiquement photographiés ou filmés. Parfois interrogés après coup. Lorsque je prenais un taxi, un second groupe me suivait à moto. Et lorsque j'ai quitté Tunis pour interviewer d'autres militants, ils m'ont suivi encore, cette fois en voiture, des dizaines d'heures durant.

Ce système tunisien d'avant la chute de Ben Ali n'était généralement pas violent. Et d'ailleurs, l'homosexualité intéressait peu la police : ce qui importait au régime à travers elle, c'était l'accès qu'elle ouvrait aux étrangers ou à des informations interdites. Nejib Chebbi, un avocat et dissident politique (devenu ministre en 2011), confirme : « Il y avait sous Ben Ali une cellule spécialisée dans le contrôle de la vie privée. Les homosexuels étaient particulièrement surveillés et souvent filmés à leur insu, y compris dans les chambres d'hôtel. La Tunisie était alors un régime totalement répressif, non pas systématiquement violent, mais systématiquement répressif. »

Pour la dictature tunisienne hier, comme aujourd'hui encore en Algérie ou au Maroc – et dans tant d'autres pays, de Cuba à la Chine –, l'homosexualité est une pièce sensible dans un dossier policier. Même lorsqu'elle n'est plus punie, elle offre des moyens de pression, rend vulnérable et peut inciter certains homosexuels à devenir, à leur tour, des indics. Rien de plus facile, en effet, que de faire chanter un homosexuel sur lequel on a patiemment constitué un dossier. La délation, les pressions, les « appâts », le chantage, sont monnaie courante. Les services de renseignements occidentaux, dont j'ai interrogé certains responsables, soupçonnent même plusieurs régimes autoritaires, pourtant homophobes, parmi lesquels des pays musulmans, d'avoir recours ou de recruter des gays comme « honorables correspondants », ou de les envoyer à l'étranger en

mission. De leur côté, plusieurs de mes interlocuteurs arabes m'ont également confirmé qu'on utilise au Maghreb l'homosexualité, avérée ou fabriquée, pour emprisonner des islamistes. Un comble !

« Mithly » est aujourd'hui un signe d'espoir. Comme « tongzhi » en Asie ou « gay » partout dans le monde, c'est un mot positif qui se répand dans le monde arabe. Il atteste que les choses évoluent. « Mithly » signifie en arabe « homosexuel » ou « gay » (mais aussi « identique » ou « comme moi »). Et contrairement à d'autres mots, beaucoup plus péjoratifs (comme « cheth » ou « neqch » au Maghreb ou « khawal » et « shaadh » en Égypte, ou encore, dans d'autres pays arabes, « louter », « tobjeh », « cheezzz », « byintek »...), « mithly » est neutre et sans connotation négative. Désormais, c'est le mot utilisé sur les chaînes arabes progressistes ou, par exemple, sur Al Jazeera. « Le terme "mithly" est d'un emploi récent dans le jargon arabe, confirme Lotfi Hajji, correspondant d'Al Jazeera en Tunisie. On l'emploie désormais de préférence aux autres mots sur Al Jazeera. » Une revue et un site gay portent également ce nom au Maroc, symbole de son appropriation par la communauté gay du Maghreb.

Il est difficile de dire si le « printemps arabe » a eu un effet sur le mouvement gay, mais il est clair que les pays du Maghreb occidental (Maroc, Algérie, Tunisie) connaissent depuis 2011 une petite révolution « mithly ». Une association a été créée à Tunis, commune aux trois pays : Khomsa. « Il y a un printemps mithly, c'est certain », me dit Mehdi, de l'association Abu Nawâs, interviewé à Alger. Depuis six ans, il organise le « Ten-Ten » (chaque 10 octobre), une journée en faveur des personnes LGBT en Algérie pour tenter de sensibiliser l'opinion publique et changer les lois.

Mais au Maghreb, comme au Moyen-Orient, le tabou de l'homosexualité demeure vif. Le printemps arabe de 2011 peut-il réellement changer la vie des gays ? C'est encore difficile à dire. On peut redouter d'un côté une réislamisation et une sorte de retour en arrière – un hiver arabe –, ce que semblent montrer les premières élections libres dans ces pays. Les gays en feront certainement les frais – ou pas. Dans le meilleur des cas, le modèle turc ou indonésien primerait : la loi tolère des pratiques que la société continue à rejeter (il y a une Gay Pride, légale et festive et une quinzaine de lieux gays à Istanbul, l'homosexualité n'a jamais été pénalisée par Ankara). Dans le pire, c'est le modèle irakien, où une violente homophobie d'État, ou cautionnée par lui, est réapparue ces dernières années à cause des tensions entre chiites et sunnites.

On peut espérer, à l'inverse, une sécularisation accrue dans les pays musulmans ayant retrouvé la liberté, avec un déclin sinon de l'islam politique, du moins des islamistes radicaux

(néofondamentalistes, Frères musulmans, salafistes). Le paradoxe, c'est que les versions « libérales » de l'islamisme peuvent se révéler également très antigay. Car même si les musulmans sont de plus en plus nombreux à vivre un islam *a minima*, notamment en Europe, ils risquent de vouloir compenser dans l'exaltation des valeurs ce qu'ils perdent en pratique. Face à l'individualisme croissant, à la mondialisation et à la nécessaire adaptation au monde contemporain, la fidélité à un certain islam se ferait alors sur les mœurs, faute de pouvoir se porter sur d'autres thèmes. L'utopie de l'islamisme se réduirait alors à une sorte de conservatisme en ce qui concerne l'alimentation et les sujets de société (viande halal, refus de manger du porc, virginité des femmes avant le mariage, hostilité à l'homosexualité), et le raidissement sur les mœurs serait d'autant plus fort que l'occidentalisation s'accroîtrait. L'homophobie serait alors un bon « alibi », la reconnaissance de l'homosexualité un sujet de clivage fort (alors que c'est un sujet marginal dans la tradition islamique) et les homosexuels, des « victimes collatérales », si l'on ose dire, de questions politiques plus vastes. On peut donc être éventuellement optimiste quant au devenir des révolutions arabes en ce qui concerne la démocratie et la modernisation, tout en restant pessimiste quant à l'avenir de la question gay au Moyen-Orient et au Maghreb.

Souvent montrés du doigt, les chiites (l'Iran, le Hezbollah libanais, Bahreïn, la majorité de l'Irak et, proche d'eux, les alawites de Syrie) peuvent, à l'occasion, se révéler plus tolérants que les sunnites rigoristes inspirés par l'Arabie Saoudite. Sur certains sujets, ils ont pu apparaître davantage « modernes » que les sunnites et faire preuve d'imagination pour trouver des accommodements, toujours à géométrie variable, avec une lecture littérale du Coran – tout dépend des contextes régionaux et des rapports de force locaux. Les chiites sont une branche minoritaire : au sein du monde musulman, où ils pèsent moins de 15 %, ils se situent dans un rapport un peu équivalent, vis-à-vis de la très grande majorité sunnite, à celui qu'eurent longtemps les protestants vis-à-vis des catholiques – souvent des victimes opprimées. Ils peuvent rejeter les différences, être ultra-orthodoxes et évangélistes, ou même se comporter en minorité criminelle comme aujourd'hui les alawites de Syrie, mais ils peuvent aussi, en regardant leur propre destin, se montrer plus tolérant. C'est toute l'histoire de l'Iran. Où, bien sûr et naturellement, il n'y a pas d'homosexuels.

« En Iran, nous n'avons pas d'homosexuels »

Lorsque je rencontre Amirs dans les quartiers nord de Téhéran, sa présence même est un démenti cinglant au mensonge d'État proféré par Mahmoud Ahmadinejad. Le président iranien déclarait le 24 septembre 2007, lors d'une conférence publique à l'université de Columbia à New York, en éludant une question d'un étudiant américain sur l'exécution d'homosexuels : « En Iran, nous n'avons pas d'homosexuels comme dans votre pays. [*Rires de la salle.*] Nous n'avons pas ça dans notre pays. [*Chahut du public.*] En Iran, nous n'avons pas ce phénomène. Je ne sais pas qui vous a dit que nous en avons. » (Précisons que dans ce discours Ahmadinejad a utilisé le terme « hamjens-baz » en farsi, littéralement « pédé », et non pas « hamjensgara », mot plus neutre, l'équivalent du terme « homosexuel ».)

Amir sourit. Il sait qu'Ahmadinejad a tort. Et pour une raison très simple : il est Iranien et gay.

JE SUIS DANS UN ATELIER d'artiste et Amir m'offre des kakis et des grenades. Il a 30 ans, porte des Ray-Ban et une montre Swatch. Il est peintre et me fait voir ses tableaux, figuratifs, que je trouve plutôt déprimants. « Officiellement, l'homosexualité est interdite en Iran, explique Amir. En théorie, on risque la peine de mort, mais la police doit prouver qu'il y a bien eu un acte sexuel consommé et, selon le Code pénal islamique iranien, il lui faut quatre témoins masculins irréfutables qui ont vu la scène du début à la fin et qui témoignent devant le tribunal. Le plus souvent, les homosexuels ne sont pas assassinés. Ils sont persécutés, surveillés, et vivent cachés. » Amir me montre son dos, lacéré de coups de fouet. « J'ai été puni de soixante-quatorze coups de fouets lorsque j'avais 20 ans, non pas parce que j'étais gay, mais simplement parce que j'avais bu de l'alcool. Le problème n'est pas tant l'homosexualité en elle-même, mais tout ce qui est considéré comme "occidental". Et si la question gay est taboue, c'est moins un tabou politique qu'un tabou social. » Amir m'a été présenté comme un gay « outspoken », ouvertement gay, et qui assume. Jamais ses amours ne lui ont fait redouter la colère de Dieu. Il poursuit : « Il n'y a pas de règle, pas d'État de droit en Iran. Ce n'est pas seulement une théocratie, c'est une dictature. C'est le régime de l'arbitraire : le gouvernement, la police, la justice peuvent changer les

règles à tout moment. C'est la versatilité qui caractérise le régime. En même temps, dans la plupart des cas, si l'on a de l'argent, on peut bakchicher : tout s'achète en Iran. Même une peine de prison peut être évitée avec des pots-de-vin. Bien sûr, être homosexuel est une circonstance fortement aggravante, mais il y a tellement de raisons d'être arrêté que je m'inquiète par exemple moins d'être gay que d'être un artiste déviant. »

Régulièrement, l'Iran condamne à mort des homosexuels pour « crime sexuel » ou « sodomie » (« lavat »). On se souvient de l'exécution le 19 juillet 2005 de deux jeunes homosexuels, Mahmoud Asghari, 16 ans, et Ayaz Marhouni, 18 ans : les photographies, atroces, qui les montrent sur la potence, la corde au cou, peu avant leur pendaison sur une place publique, ont fait le tour du monde. Plus récemment, le cas de Makwan Mouloudzadeh a également suscité une vive réaction des organisations de défense des Droits de l'homme : ce jeune Kurde iranien a été pendu en décembre 2007 pour un acte homosexuel commis lorsqu'il avait 13 ans alors qu'il a toujours clamé son innocence (ainsi que son homosexualité), notamment dans un poème désormais célèbre écrit à sa mère.

Dans la plupart des cas, le régime iranien a justifié ces pendaisons en arguant que les condamnés à mort auraient été reconnus coupables, non pas tant d'homosexualité que de viol homosexuel (« lavat-be-onf »), aggravé, car perpétré sur mineur de 13 ans. Ces faits sont plausibles, mais non prouvés. En dépit de la complexité juridique de ces affaires, les organisations internationales de défense des Droits de l'homme, Amnesty International et Human Rights Watch en tête, dénoncent la mascarade judiciaire qui a donné lieu à ces condamnations : aveux extorqués sous la torture, témoins qui se sont rétractés, avocats de la défense incompetents et graves erreurs de procédure des tribunaux islamiques. Surtout, elles prennent soin de ne pas entrer dans le débat sur l'homosexualité et préfèrent s'attacher à condamner avec virulence, au nom de la Convention internationale des droits de l'enfant adoptée par l'ONU, ratifiée par l'Iran, toute condamnation à mort de personnes mineures au moment des faits.

Combien de personnes sont condamnées ainsi chaque année en Iran pour homosexualité ? Nous ne le savons pas. Combien de gays sont punis sous d'autres motifs, dans des cas de vendettas et de règlements de comptes locaux, ou de mises en scène gouvernementales ? Nous ne le savons pas non plus. Comment ces faits, avérés ou inventés, sont-ils jugés par les tribunaux islamiques régionaux, encore plus arbitraires loin de Téhéran ? Nous n'en savons rien. Et, au-delà des condamnations à mort les plus spectaculaires, qu'en est-il des peines de prison aggravées du fait de l'homosexualité ?

Des arrestations illégales (comme lorsque quatre-vingt-sept personnes ont été arrêtées à un anniversaire gay en 2007) ? des viols en prison qui seraient monnaie courante pour les condamnés « sexuels » ? des fichages qui perdurent ? sans parler des « moindres » peines – soixante-quatorze ou quatre-vingt-dix-neuf coups de fouet – infligées pour subversion, pour avoir sapé la morale ou pour « recherche avide de plaisir » ? Nous ne le savons pas.

Afin d'obtenir des informations fiables sur la situation des gays en Iran, et pour préparer cette enquête de terrain à Téhéran, je me suis adressé aux associations gays iraniennes expatriées au Canada, en Turquie et aux États-Unis. En Californie notamment, j'ai visité « Tehrangeles » – surnom du quartier de Westwood à Los Angeles où vivent plus de huit cent mille Iraniens : on y trouve toute une subculture, avec des alimentations spécialisées, des cafés musulmans, des salles de concerts de rock iranien, sans oublier près de vingt-cinq chaînes de télévision satellitaires qui émettent en farsi depuis la Californie à destination des paraboles privées des habitants de l'Iran. La libération passe aujourd'hui en Iran par des réseaux aux noms étranges : Hotbird, Eutelsat, Türksat et dans une moindre mesure ArabSat, NileSat et Asiasat – les satellites étrangers accessibles depuis l'Iran.

Les associations gays comme Iranian Queer Organization ou Iranian Railroad for Queer Refugees, ou certaines ONG qui s'occupent des réfugiés gays plus généralement, comme ORAM International, suivent jour après jour la situation des homosexuels restés au pays, comme j'ai pu le constater, en rencontrant plusieurs de leurs responsables aux États-Unis, en Turquie ou au Canada. « Ici, à Toronto, il y a seulement une centaine d'homosexuels iraniens exilés, c'est une petite communauté. Mais nous pouvons faire connaître notre association dans les médias iraniens, notamment sur les sites web, qui existent au Canada, où vivent plus de cinq cent mille Iraniens », m'explique la poétesse Saghi Ghahraman, en exil à Toronto où je l'interviewe, et qui préside l'Iranian Queer Organization. Et depuis la fameuse phrase d'Ahmadinejad, selon lequel « en Iran, nous n'avons pas d'homosexuels », ces associations semblent mieux financées et davantage reconnues par les communautés iraniennes expatriées. « Les personnes LGBT ont longtemps été marginalisées par les associations des Iraniens de l'étranger, qui ne voulaient pas ajouter cette cause à leur combat. Les attaques du régime contre les homosexuels ont eu pour conséquence paradoxale de rendre crédible le sujet. Les associations prennent désormais au sérieux la question gay », me confirme Hossein Alizadeh, un Iranien, responsable de la section Moyen-Orient d'une importante ONG basée à New York,

l'international Gay and Lesbian Human Rights Commission (et que j'ai interrogé par téléphone).

La plupart de ceux qui, à la tête de ces associations LGBT, émissions de télévision ou blogs, militent pour la défense des gays iraniens sont eux-mêmes des réfugiés. Leur parcours est souvent similaire : ils ont choisi de fuir l'Iran, en raison des risques qu'ils prenaient en étant homosexuels, ont voyagé en simples touristes en Malaisie, en Arménie ou en Turquie (les Iraniens peuvent entrer dans ces pays sans visa) et, de là, ont demandé l'asile politique avant de pouvoir rejoindre, après d'innombrables tracasseries, l'Amérique du Nord.

S'agissant des homosexuels iraniens condamnés à mort, les associations gays nord-américaines peinent à donner des chiffres. Certains blogueurs et activistes, qui ne parlent pas toujours farsi, font circuler des statistiques inquiétantes, qui restent impossibles à établir avec un minimum de précision. À l'inverse, la quasi officielle Iranian Students News Agency affirme que l'Iran ne condamne plus aujourd'hui d'individus à mort sur la seule base de leur homosexualité, sauf dans le cas d'un viol (des diplomates occidentaux en poste en Iran, et que j'ai interrogés à Téhéran, confirment cette évolution récente, mais différentes ONG la contestent). Le régime ne communique pas de chiffres spécifiques, Amnesty International et Human Rights Watch non plus. Un rapport officiel des Nations unies en 2012, relatif à la situation des Droits de l'homme en Iran, confirme néanmoins qu'il y a eu des exécutions d'homosexuels.

L'Iranien Hossein Alizadeh de l'international Gay and Lesbian Human Rights Commission, qui suit le dossier quotidiennement, me confirme à mots comptés : « Combien de personnes homosexuelles sont tuées en Iran ? Les chiffres ne sont ni fiables ni justes. Pas fiables, car aucune autorité ne peut dire avec certitude combien de personnes ont pu être exécutées spécifiquement pour avoir commis un "crime" en ayant des relations homosexuelles avec une personne majeure et consentante. Ces chiffres sont pure spéculation, et ni le gouvernement ni les observateurs indépendants ne peuvent avancer un nombre précis. Ils sont aussi injustes, car ils réduisent le problème aux seules exécutions, ou comme certains activistes américains le disent, au "génocide gay en Iran". La vérité est qu'il n'y a pas de génocide gay en Iran, mais il y a un nettoyage systématique de la société de ses éléments perturbateurs, dont les gays et les lesbiennes. Si les transsexuels sont mieux tolérés, les homosexuels sont constamment harcelés, persécutés et occasionnellement emprisonnés ou même exécutés. En Iran, ils sont condamnés à l'invisibilité, et avec l'invisibilité vient l'absence de droits fondamentaux et de protection légale. Au-delà du nombre de victimes, le risque de persécution qui touche les homosexuels en permanence en même temps que

l'homophobie constante du gouvernement sont les vrais problèmes de la communauté gay iranienne. »

Enfin, certains éléments factuels sont également avérés : le régime iranien est arbitraire dans sa justice et les droits de la défense sont gravement déficients. La peine de mort y est fréquente : six cent soixante personnes ont été exécutées en 2011 selon les ONG (dont quatre femmes, quelques hommes pour viol et une très grande majorité en tant que « trafiquants de stupéfiants », bien que ce qualificatif puisse être utilisé pour d'autres crimes). Comme le trafic de drogue, les meurtres, les viols aggravés et le terrorisme, l'homosexualité figure officiellement parmi les « crimes » passibles de la peine capitale.

Près de l'université de Téhéran, j'ai rendez-vous avec Amir dans le « parc des Tulipes » (Laleh Park). C'est jeudi et les promeneurs sont nombreux. Situé entre le musée du Tapis et le musée d'Art moderne, le jardin est ordonné avec des sections de cèdres, de pins méditerranéens, de châtaigniers et, me dit Amir, de « platanes d'Occident ». Dans de petits potagers, on cultive des fleurs et des choux.

Partout, des bancs bleus en fonte. Des couples hétéros se touchent discrètement la main pendant que des femmes portant le tchador font leur jogging. Certaines participent même à un jeu de volley-ball. C'est un parc familial, paisible, avec ses jets d'eau et ses enfants qui jouent au cerf-volant. Tout près de là, m'explique Amir, a été tuée par balles la jeune Neda Agha-Soltan durant les protestations électorales de 2009. Les images de son agonie – l'une des vidéos virales les plus regardées sur YouTube – ont fait le tour du monde et donné un visage à la révolte « verte ».

La « Police Park » (c'est son nom, écrit en farsi et – étrangement – en anglais sur les blousons des agents) patrouille à moto. C'est une police municipale moins politique que morale : elle veille à la « décence ». À son passage, les couples se desserrent, les foudards s'ajustent, les caresses se font plus rares.

La rigueur de l'islam iranien à l'égard des femmes ne se traduit pas seulement par l'épaisseur et la largeur du voile, obligatoire à tout moment ; il se traduit aussi en longueur de manches de chemise ou de pantalon : pas un bout de peau ne doit être découvert, même pour pratiquer un sport de plein air en été.

En traversant le parc avec Amir, nous arrivons dans une espèce de clairière où nous sommes tout à coup seulement entourés d'hommes. « C'est un lieu de drague homosexuelle bien connu de Téhéran », me révèle Amir. Nous abordons facilement les passants, d'âges variés, peu farouches, qui savent très bien pourquoi ils sont là. On discute avec

des Iraniens de Téhéran, mais aussi avec des Kurdes, des Turcs azéris, des Turkmènes iraniens (qui sont originaires du Turkménistan et habitent généralement le Nord-Est iranien), et même des Arméniens : le parc recrée toutes les composantes de la société perse en miniature, toutes minorités joyeusement mêlées. La prudence domine pourtant et je sens bien, à travers leurs approches ou leurs évitements, que les gays ajustent constamment leur désir aux circonstances et aux risques.

Le plus étonnant dans cet immense spectacle de drague gay en plein air, au cœur de Téhéran, est la liberté d'un petit groupe de garçons, jeunes, qui paraissent comme hystérisés par la dictature islamique. On les entend s'apostropher au féminin, parler fort. Ils s'amuse à draguer bruyamment, comme s'ils étaient sur une plage gay de Mykonos ou de Sitges. Les voici qui pointent du doigt un garçon sur un banc en le traitant de « folle ». Lequel, bravement, les qualifie en retour de « frappa-dingues ». Ils nous abordent maintenant, dans la bonne humeur, en nous appelant « girlfriends ». Eh oui, il y a bien des homosexuels en Iran.

Un peu plus tard, nous sommes accostés dans le jardin, avec Amir, par Mohammad, la quarantaine, et deux de ses amis plus jeunes. Peu farouches, eux aussi, ils nous expliquent après quelques minutes de dialogue qu'ils travaillent tous les trois dans le Grand Bazar, au sud de Téhéran. Le lieu de notre rencontre ne laisse aucun doute sur leur sexualité. Rendez-vous est pris pour visiter dans les jours suivants leur atelier de confection d'habits.

Le soir, je SUIS au café Viuna, près du musée du Cinéma, au nord de Téhéran. Si le Sud de la ville est pauvre et populaire, le Nord est riche et chic. Ici, sur l'avenue Valiye Asr, les haies de platanes d'Occident blancs sont taillées à la perfection et les femmes troquent le voile noir ou le tchador pour un simple foulard – plus tendance. Et d'ailleurs, que d'élégance ici, que de style, dans l'art de porter le voile : les femmes sont éclatantes, les jeunes filles aguicheuses. Plus on monte vers le nord, plus on gravit les marches des classes sociales, plus le foulard est discret. Ce châle clair, ce foulard de soie tombe ici négligemment ; en public, les filles laissent faire un instant, surprises de leur propre audace, avant de se ressaisir, tout à coup, et de se rajuster. Ainsi va la vie dans le Nord de Téhéran.

Au café Viuna, la musique est forte, exclusivement anglo-saxonne : *We Are the Champions* de Queen, *The Wall* de Pink Floyd, *The Logical Song* de Supertramp. Ici, on aime les garçons qui chantent comme les filles – ce qui tranche avec d'autres lieux iraniens contre-culturels où dominant le heavy metal et le rock « loud », plus brut ou plus bruyant. Comme s'il fallait en Iran aimer le rock dur pour être un bon révolté, au risque cette fois d'un certain anachronisme musical.

Je fais la connaissance d'Ehssan et Nima, 22 et 23 ans, vêtus à l'américaine et bodybuildés, qui semblent tout droit sortis d'un club gay de West Hollywood. On dirait deux frères. Au début, ces nouveaux amis se montrent prudents avec moi et n'abordent aucun sujet sensible. Bientôt, la confiance s'installe et nous allons manger. Nous partons en voiture de sport (celle d'Ehssan) à travers la nuit, à toute vitesse, lecteur mp3 dernier cri et musique électro à forte puissance.

Ehssan est « coach » personnel de fitness et il a le physique de l'emploi. Nous sommes maintenant assis dans une sorte de McDonald's iranien à manger des frites, des cuisses de poulet et à boire du Pepsi. Ehssan porte un faux tee-shirt Abercrombie & Fitch et des sneakers Nike. Les deux garçons évoquent leur bisexualité avant d'avouer, un peu plus tard, que, finalement, ils ne s'intéressent pas du tout aux filles. Sont-ils en couple ? En souriant, ils me disent que non. L'ont-ils été ? C'est possible.

La vie gay est difficile à Téhéran, disent-ils, mais ils se « débrouillent ». Par petites touches, ils me décrivent un autre monde, non pas tant celui de la vie secrète des gays que celui des mœurs cachées de la bourgeoisie iranienne. Prototypes de la jeunesse dorée persane, Ehssan et Nima vivent la nuit. Et la soirée ne fait que commencer.

DEUX HEURES plus TARD, nous nous retrouvons dans une soirée privée au nord de la ville, près de la place Tajrish. À l'extérieur, l'immeuble semble vaguement en rénovation ; mais à l'intérieur, l'appartement est ultramoderne et je n'en crois pas mes yeux. Au sol, des tapis partout ; aux fenêtres des rideaux épais soigneusement fermés. Il y a là des dizaines de personnes, les filles ont les cheveux à l'air, sans aucun voile, et font la bise pour saluer les invités ; des couples gays s'embrassent comme dans une boîte de Miami Beach. L'alcool coule à flot, du vin millésimé et du champagne. Tout le monde dansote sur le dernier hit de David Guetta.

Une télévision marche aussi dans une petite pièce : c'est Farsi 1. La chaîne est interdite en Iran, mais tout le monde la capte grâce à des paraboles illégales. Émettant depuis Dubaï, et possédé à 50 % par l'Américain Rupert Murdoch, Farsi 1 propose des émissions d'entertainment mondialisé en persan. À l'écran, les filles, pulpeuses, y apparaissent sans voile. « Elles me rendraient hétéro », s'amuse Ehssan. Qui ajoute : « Et encore, tu n'as pas vu nos chaînes pornographiques, car on peut en capter beaucoup ici grâce au satellite ArabSat. » Je lui fais remarquer que ce satellite appartient à l'Arabie Saoudite. Ehssan et Nima applaudissent et disent en cœur : « Merci les Saoudiens ! »

Autour de nous, les femmes passent leurs mains dans leurs longs

cheveux libérés. Tout le monde se prépare à une nuit de fête, tous voiles dehors. « C'est trop hétéro pour nous », dit finalement Nima. Qui propose de repartir.

Nous sommes à nouveau sur les autoroutes de Téhéran, à cent vingt kilomètres à l'heure. Pour un peu, je me croirais sur une beltway circulaire autour de Dallas ou Atlanta. On s'arrête dans un quartier périphérique récupérer une fille, et on repart de plus belle. Saba m'est présentée comme la « girl-friend officielle » de Nima. Il l'embrasse, lui enlève son voile islamique (un carré Hermès) et lui met la main à la poitrine. Tout le monde éclate de rire. Plus tard, il me dira : « Je lui fais croire que je suis avec elle, mais je ne l'aime pas. C'est horrible, mais je n'aime pas les femmes. »

On tourne dans la ville. Les taux d'alcoolémie s'élèvent. Les téléphones portables ne cessent de sonner. Saba me demande mon adresse Facebook – le passe-temps préféré des jeunes Iraniens. Ehssan et Nima multiplient les blagues salaces, comme si leur libération ne pouvait passer que par des excès de langage. Un feu rouge brûlé, une rue remontée en sens interdit. On s'arrête pour acheter des betteraves chaudes, vendues fréquemment coupées en morceaux dans des échoppes au bord des routes. On repart. On double à gauche, à droite, sans craindre les embardées, avec des appels de phares et des coups de frein brusques. Délices de la nuit urbaine.

Tout à coup, une voiture de police nous suit. Ehssan décélère, coupe la musique (interdite en Iran) et la jeune fille s'arrange en remettant son voile. La patrouille nous double, sans s'intéresser à nous, et le danger passé, la musique repart de plus belle. La jeunesse se fait peur toute seule, à toute vitesse et à bout de souffle. « À cette heure-là, les "bassidji" sont couchés », ironise Nima. Souvent composés d'anciens combattants de la révolution islamique, les bassidji sont la police des mœurs, celle qui fait respecter le port du voile et lutte parfois violemment contre les « immoralités sociales ».

Où aller ? C'est la question que les jeunes Iraniens se posent chaque soir, et plus encore les jeunes gays. Leur famille leur interdit l'espace privé ; la République islamique d'Iran leur interdit les espaces publics. Alors, dans ce pays où l'essence est moins chère que l'eau (0,08 euro le litre, malgré quelques problèmes d'approvisionnement, faute de raffineries suffisantes), il ne reste plus qu'à rouler sans but sur les autoroutes. C'est d'ailleurs un jeu très prisé par les jeunes Iraniens que de faire des courses de vitesse sur les autoroutes de Téhéran sous l'emprise de l'alcool. Leurs écarts de conduite n'ont d'égal que leurs frasques privées.

Toute la nuit, j'ai cru que nous allions quelque part alors que nous n'avions pas de destination. L'Iran impose à sa jeunesse de ne jamais s'arrêter pour vivre. La liberté se vit sur une autoroute. Dans sa

voiture. Toujours en mouvement.

Les mœurs cachées de la BOURGEOISIE IRANIENNE : voilà ce que j'ai découvert avec Ehssan, Nima ou Amir. Les fêtes semblent d'autant plus débridées à Téhéran que le contrôle d'État y est plus strict qu'ailleurs. Un soir, c'est une party entièrement gay, frôlant l'orgie, dans un appartement privé. Un autre soir, je me retrouve dans une maison près d'Azari Street, pour une soirée dite « NA », où les drogues douces s'échangent et circulent sans souci – et pour cause : la marijuana et le haschich sont cultivés dans le jardin ! (Les drogues dures circulent aussi, me dit-on, à Téhéran : le crack et l'héroïne, surtout vendus au sud de la ville, alors qu'au nord, la cocaïne et le cristal dominant, exportés en toute simplicité par les voisins afghans, irakiens ou pakistanais.) Un autre jour, j'assiste à une soirée où une dizaine de garçons complètement ivres jouent collectivement à *Call of Duty* – le jeu vidéo guerrier américain au succès phénoménal à Téhéran.

Tout ce qui est interdit officiellement circule largement dans la contre-société iranienne : la musique non religieuse, les films américains, l'alcool de contrebande, la charcuterie à base de porc, les films pornographiques, les jeux de cartes. La virginité des femmes est elle-même très relative : les chirurgiens iraniens, bien conscients que le pucelage est aussi un capital, sont passés maîtres dans l'art du raccomodage des hymens – une pratique courante, pour moins de 100 euros, juste avant le mariage. Au nord de Téhéran, la classe aisée iranienne, hommes et femmes confondus, gays et hétéros, est véritablement « out of control ».

La séparation entre les gays et les hétéros n'est pas aussi claire qu'on pourrait le croire. Ce qui frappe, en revanche, c'est la distance, criante, entre le nord et le sud de la ville. Au Sud, les gays draguent dans les parcs et sont à la merci de la police ; au Nord, ils vont dans les soirées chics, assumant jusqu'à un certain point leur identité. Comme si l'homosexualité se limitait à des « pratiques » au Sud, alors qu'elle pouvait être une « identité » au Nord. Pour l'observateur que je suis, la vie gay des premiers rappelle celle de l'Europe des années 1950 en pire – les parcs, les codes, les toilettes publiques, le déni homosexuel – alors que celle des seconds est étrangement plus radicale, presque trop déjantée, par rapport à celle des Occidentaux. Une vie du contrôle face à une vie de l'excès.

Quelques JOURS PLUS TARD, je rends visite, comme prévu, à Mohammad, qui m'accueille en invité de marque dans son petit magasin du Grand Bazar. Il m'a fallu près d'une heure pour arriver en taxi au sud de Téhéran et, comme partout, le chauffeur essaye de me

rouler, multipliant par trois le prix de la course, mais obtempérant sans moufter quand je le divise seulement par deux. Je suis accompagné ce matin-là par Fatemeh, une étudiante en médecine, voilée, qui me sert d'interprète. Elle est inquiète, mais intéressée, de rencontrer « des homosexuels ».

Le Grand Bazar de Téhéran est un caravansérail inimaginable où travaillent chaque jour 300 000 personnes et y commercent 600 000 clients. Partout, l'agitation. Partout, on marchande et on troque. Ce n'est pas aussi beau que le souk de la vieille ville de Jérusalem ou celui de Damas, mais plus vaste. Par la taille et l'atmosphère, on se croirait au Khan el-Khalili, le souk du Caire ; par la séparation stricte des sexes, cela ressemble plutôt au souk al-Thumairi de Riyad.

Mohammad est Azéri, comme un quart de la population iranienne. Il est né près de Tabriz, dans une province proche de l'Azerbaïdjan, au nord-ouest de l'Iran. Ses deux jeunes amis – ses amants, me dira-t-il – sont Arméniens et ils travaillent ensemble au Bazar, formant avec lui une étrange société. Au sous-sol d'un bâtiment peu fréquenté se trouvent plusieurs magasins de vêtements. L'un d'entre eux appartient à Mohammad. Je comprends qu'il est grossiste : les bazaris s'approvisionnent ici pour revendre à l'unité les tee-shirts et les pantalons qu'il expose. Quatre ou cinq personnes sont là, qui fredonnent, à partir d'un ordinateur relié à deux petites enceintes, un morceau d'Omid, un musicien rock iranien qui chante en farsi mais vit à Los Angeles. Avec Dubaï et Istanbul, la mégapole californienne constitue une base arrière, celle de l'Iran libéré, comme Miami représente une sorte de Cuba libéré.

Mohammad nous propose, avec Fatemeh, de visiter son atelier de confection à une dizaine de minutes à pied à travers le bazar. En chemin, c'est une succession de couleurs et d'odeurs – les épices, les fruits secs, les pâtisseries à l'envi. Tous les bazaris ont une spécialité : au lieu de se diviser, ils se rassemblent par marchandise ; c'est l'anti-shopping-mall. Ici, ce sont les ceintures et là les gants de toilette. Plus loin, les cintres, les portemanteaux, puis les manteaux. Il y a une rue où l'on ne trouve que des livres bon marché en anglais, par exemple des centaines de dictionnaires Longman (ce sont des copies reproduites illégalement en Iran). Et une autre, où je vois des montagnes de montres – Rolex, Breitling, Dolce & Gabbana – toutes de contrefaçon. Dans le souk, une Rolex vaut 50 dollars ; dans les quartiers nord de Téhéran, elle en vaut 5 000.

Le plus frappant : une forme d'étagement social complexe. D'abord les bazaris : des marchands, cravatés, une classe moyenne commerçante, plutôt conservatrice, qui s'accommode du régime et représente l'ossature de l'ordre urbain iranien – les petits horlogers, les joailliers, les tisserands, les épiciers et poissonniers, les vendeurs de

tapis, les parfumeurs. Ensuite, le peuple du bazar : la famille des marchands, les vendeurs, les commis, souvent de jeunes Iraniens. Enfin, les porteurs, livreurs, coltineurs et autres débardeurs : ils portent tout. Les sacs, les tapis, des montagnes de cartons sur des charrettes qui roulent à peine. Souvent originaires du Kurdistan iranien, je vois ces sans-culottes payés à la journée, habillés comme dans leur village, faire un travail physique ingrat. Avec sa misère diaprée et ses richesses étalées, les uns gagnant une fortune, les autres quelques riais, tous embarqués dans le même bazar, c'est un caravansérail anarchique, injuste. À la fois très moderne avec ses faux caleçons Calvin Klein et ses simili-Converse par milliers, et très archaïque avec les derniers zoroastriens, une secte adoratrice : tel est le bazar. Tout y est vrai et tout y est faux. Dans tous les sens du terme, je suis bien dans un « souk ».

Mohammad nous offre un thé servi dans des tasses qui semblent n'avoir jamais été lavées. Nous sommes maintenant dans son atelier de confection dans un bâtiment désaffecté, au second étage, où travaillent six garçons. Lui aussi a ses porteurs et ses ouvriers. Devant nous : des machines à coudre modernes ; des fers à repasser. Au mur, un poster de Brad Pitt, un autre de Rihanna, une photographie sexy du chanteur latino Enrique (Iglesias) et un portrait du roi Darius I^{er} – la grandeur perse et la culture mainstream mondialisée, résumé saisissant d'une identité à la fois locale et globale. À partir de longs rouleaux de tissus importés de Chine, ils fabriquent sous mes yeux de faux tee-shirts Calvin Klein en cinq minutes chrono. Ils y gravent des slogans en anglais dont ils ne comprennent pas le sens (« Bullshit », « You should better stop »), un Spider-Man ou une image de poupée Barbie (non voilée).

L'un des amants de Mohammad s'est assis, avec tendresse, sur ses genoux. C'est une image que je garderai longtemps à l'esprit. « Plus que dans n'importe quel pays, on est ici homosexuel à ses risques et périls », dit Mohammad, traduit par Fatemeh, visiblement éberluée et excitée à la fois par ce qu'elle voit pour la première fois de sa vie. Mohammad la chambre et lui reproche même en riant de ne pas porter le foulard de manière « assez stricte » (le foulard de Fatemeh est presque entièrement tombé sur sa nuque et elle prend son temps pour le remettre en place). Il poursuit : « Je peux te présenter une centaine d'homosexuels dans le bazar si tu veux. Mais il faut bien distinguer la bisexualité, qui est ici omniprésente, des véritables gays qui s'assument rarement. Et si Ahmadinejad a dit qu'il n'y avait pas d'homosexuels en Iran, c'est exactement l'inverse : il y en a partout ! »

Preuve s'il en est, Mohammad me parle des soirées gays qui ont lieu « en ville » et me donne les adresses des lieux de drague, nombreux à Téhéran. Il me raconte comment le soir il part, avec ses

deux amants, à trois sur une moto qu'il conduit, trouver de nouveaux partenaires. Il évoque même un café ouvertement gay où des centaines d'homosexuels se retrouvent le mardi soir à Jam-e-Jaam dans le shopping-mall du même nom (lorsque je le visiterai quelques jours après, le café sera désert, les gays ayant changé de lieu de rendez-vous après plusieurs descentes de bassidji). Mais la police peut bien fermer un café gay – elle ne peut rien contre des milliers de soirées gays privées.

Le bazar est un monde sans femmes. Mohammad est entouré d'une nuée de jeunes garçons qui entretiennent avec lui des relations de travail ou des relations troubles plus privées, difficiles à décrypter et dans lesquelles une homosexualité de substitution, faute de femmes, joue peut-être un rôle, le tout dans une grande confusion.

Dans le bazar, on est loin de l'homosexualité assumée et paisible des quartiers nord. Ici, c'est une homosexualité populaire, encore tragique. Mohammad est lui-même très conservateur, comme les bazaris en général, qui ont pour religion politique celle de leurs intérêts. Il est en avance sur les mœurs du bazar, mais en retard sur celles de la jeunesse de Téhéran. Des femmes, il pense qu'elles doivent rester à la maison. (Contrairement à l'Arabie Saoudite, les femmes ont le droit de conduire en Iran et peuvent être dans la rue sans leur mari.) Et quand je l'interroge sur les lesbiennes, il se braque, assène quelques formules lesbophobes, au point que Fatemeh, mon interprète, se dévoilant pour la première fois, ose le contredire : « Il y a beaucoup d'homosexualité parmi les femmes, dit-elle. Entre nous, à l'université, en famille, nous ne sommes pas obligées de porter le voile. Une grande proximité existe et je connais beaucoup de lesbiennes. Dans les dortoirs de la fac, il y a une homosexualité militante et assumée inimaginable. » (Mohammad me parle également des soirées « NK » qui seraient organisées par des groupes de gays conservateurs pour se « dé-addicter » de l'homosexualité et devenir hétérosexuels, mais il ne m'a pas été possible de vérifier cette information.)

Au fond, en séparant strictement les sexes, l'Iran chiite a facilité sans le vouloir la vie des gays et des lesbiennes. « En réalité, ce que vous ne comprenez pas, vous les Occidentaux, ajoute Mohammad, c'est qu'il est beaucoup plus facile de coucher avec un garçon qu'avec une fille en Iran. Des hommes peuvent réserver une chambre d'hôtel n'importe où, un homo peut héberger son copain chez ses parents ou faire monter un homme chez lui pour une seule nuit, même s'il est marié ! Tout cela est impossible avec une fille que l'on n'a pas épousée. » Quel paradoxe : l'adultère est surveillé lourdement sur les fiches d'hôtel à remplir quand l'homosexualité, si elle est tue, y est une simple formalité ! Tous mes interlocuteurs me confirment que

l'homosexualité est d'autant plus facile en Iran que le pays a interdit la mixité, forçant les jeunes à ne pas être hétérosexuels. Mohammad insiste : « À condition de rester discret, c'est beaucoup plus facile pour un jeune Iranien d'être gay que d'être hétérosexuel. »

Banlieue de Téhéran : j'y rencontre Mohsen. Il est chanteur d'un groupe rock underground et il m'a été recommandé, lui aussi, parce qu'il était gay. Il me donne rendez-vous dans le sous-sol d'une sorte de supermarché de la périphérie de Téhéran où je me rends, seul, un peu inquiet (l'Iran est pourtant, en matière de sécurité, l'un des pays les plus sûrs de la région). La circonspection est de mise au début : Mohsen surveille ses paroles, choisit ses mots, en prenant garde à tout. Son allure est empruntée. Puis la confiance s'établit. Et le garçon se lâche. « Je suis au cœur de la contre-société iranienne. Quitte à être underground, autant l'être complètement : je suis blogueur, je fais du rock, je manifeste contre Ahmadinejad et je suis gay ! J'ai choisi la fuite en avant », dit Mohsen en souriant. Surpris par sa liberté de ton spontanée, je lui demande pourquoi il accepte de me parler sans crainte. « Parce que j'ai confiance en la fille qui nous a mis en contact. I trust her », me répond-t-il, en anglais. Le « trust », la confiance, est l'élément central de la vie gay en Iran. J'apprendrai au cours de la soirée que Mohsen vient de purger une peine de trois ans de prison.

Avec lui, je pénètre à nouveau dans une contre-société fascinante. « Ma vie réelle est organisée comme une page Facebook, m'explique Mohsen. J'ai des amis que j'accepte de rencontrer, ou non, en fonction d'un certain degré de confiance. Une grande prudence prévaut. Un nouveau venu qui ne partage pas avec moi des amis : danger. Mais les amis appellent les amis. » La plupart des personnes qu'il rencontre, ses amants, les fans de ses concerts de rock, tout ce petit monde constitue sa famille. « Dès qu'il y a une soirée intéressante ou un concert, on se contacte par SMS, par téléphone, par Internet et, tout à coup, des centaines de personnes débarquent de nulle part. Mais les soirées changent de lieu chaque soir. Il ne faut jamais se retrouver deux jours d'affilée dans le même endroit : on doit bouger tout le temps. »

C'est exactement ce qui se passe ce soir-là. Mohsen va se produire dans cette salle au sous-sol d'un petit supermarché et déjà une foule désordonnée se presse devant le lieu. Je m'aperçois que le groupe de Mohsen est relativement célèbre : je suis avec une star locale.

« La musique est la culture la plus interdite dans ce pays, explique Rasoul, batteur du même groupe. Seule la musique traditionnelle et certains chanteurs masculins sentimentaux sont autorisés en Iran. Ce sont des artistes du système, qui ont droit, eux, à des cachets et peuvent trouver un emploi comme professeur de musique. Tout le reste est interdit et bascule dans la contre-culture souterraine. La

musique rock, le rap iranien, et surtout les concerts live sont particulièrement interdits par le régime. » Il fait une pause et me regarde : « Comment peut-on interdire le rock ? Comment peut-on interdire pratiquement toute la musique ? » D'un signe de tête, je lui fais comprendre que je suis, comme lui, effaré. Il reprend : « Pourtant, à Téhéran, j'arrive à sortir tous les soirs, dans des garages, dans des salles improvisées et une fois j'ai même fait un concert secret dans une école maternelle ! Il suffit d'être dans le réseau. » Que risque-t-il ? « La destruction de ma batterie et deux nuits de prison ; dans certains cas graves, soixante-quatorze coups de fouet », affirme Rasoul. Avant d'ajouter : « Le mp3, iTunes, MySpace et YouTube ont tout changé. Les cassettes audio permettaient déjà aux jeunes d'accéder à la musique, mais maintenant ils n'ont même plus besoin de la conserver. Du coup, tout le monde connaît nos morceaux, alors qu'on est interdits et censés rester underground. »

En fin de compte, l'homosexualité, comme le rock, est partie prenante de cette immense culture underground qui constitue la contre-société iranienne. « Ce contre-réseau est efficace pour vivre sa sexualité et pour rencontrer des partenaires, précise Mohsen. En revanche, il n'est pas efficient pour militer. D'ailleurs, il n'y a aucun militant gay dans ce pays. » Tout le monde se rencontre et se croise à partir d'un immense réseau souterrain d'individus qui ne peuvent pas former un mouvement. « Les gays sont invisibles en Iran, ajoute Mohsen. Et puis, dès qu'on en voit un, on en connaît vingt. Et bientôt cent. » L'homosexualité en Iran est un cauchemar ou une féerie.

DEPUIS plusieurs JOURS, mes amis iraniens me parlent d'une exposition intéressante sur la question gay à Téhéran. Après quelques recherches, je finis par trouver l'adresse de la galerie en question, Azad Art Gallery, sur la place Fatemi. Malheureusement, lorsque je m'y rends, c'est pour m'apercevoir que l'exposition sur les homosexuels et les transsexuels iraniens qui s'y trouvait est terminée. Qu'à cela ne tienne, la galeriste me fait pénétrer dans ses réserves, au sous-sol, et me montre des dizaines de photographies en noir et blanc d'Asoo Khanmohammadi, qui me rappelle *The Ballad of Sexual Dependency* de Nan Goldin. On y voit un couple de jeunes gays qui s'embrasse frivolement ; un prostitué très jeune qui cherche un client au milieu des autobus ; un transsexuel non encore opéré, qui se prénomme Mira, assis, las, dans un wagon du métro réservé aux femmes (les transports publics sont ségrégués par sexe en Iran, mais les transsexuels peuvent se faire opérer légalement). Ces images sont bouleversantes. « Elles ne mentent pas, m'expliquera un peu plus tard Asoo Khanmohammadi. Je les ai prises dans les rues de Téhéran. Il m'a fallu faire en sorte, après beaucoup de temps, que ces

homosexuels m'adoptent, que je devienne leur amie pour qu'ils me fassent confiance. Souvent harcelés par la police, ils ont accepté d'être photographiés, conscients des risques, pour dire au monde qu'ils existent. » J'achète trois de ses photos en payant en liquide (aucune carte de crédit ne fonctionne en Iran), puis je les enroule minutieusement dans une protection.

Un peu après, je retrouve Amir dans un petit café, au sous-sol d'une ruelle, près de la place Imam-Khomeini, au sud de la ville. Un groupe de rock répète, dans une salle adjacente, des classiques de la contre-culture, tous interdits en Iran : *Blowin' in the Wind* de Bob Dylan, *Imagine* de John Lennon et le *What's Going On* de Marvin Gaye. Les lyrics « picket lines and picket signs » sur la brutalité de la police, les cheveux longs et la guerre résonnent dans le café. Les clients, garçons et femmes mêlés dans ce lieu mixte, n'y prêtent guère attention, mais Amir est fasciné par cette liberté musicale. Il me dit, en connaisseur, qu'il ne manque à l'appel que *Purple Haze* de Jimi Hendrix, *No Woman no Cry* de Bob Marley ou encore *Sympathy for the Devil* des Rolling Stones. J'acquiesce, ajoutant à la liste *Changes* de David Bowie et peut-être un Jim Morrison, *When the Music's Over*. Amir mange du cheesecake. « Everything's gonna be all right » (tout ira bien), reprend-t-il, citant une ligne célèbre de Bob Marley.

Le café a pignon sur rue et il est composé de trois salles enfumées où il est possible de consommer des boissons (mais pas d'alcool) et des plats du jour bon marché. Le wi-fi est gratuit. Un groupe d'étudiantes visionne sur YouTube la vidéo *Telephone* de Lady Gaga, où les lesbiennes ont le pouvoir et les hétéros finissent en prison. Autour de moi, les filles, étincelantes d'idées, accommodent leur voile à leur beauté en usant de capuches et de teintes osées. Et que de rouge à lèvres et de bijoux ! Peu importe que les Cartier soient vraies ou fausses (elles sont fausses), tout ce luxe permet de séduire autant que la loi islamique l'autorise. Une montre, du maquillage : cela se voit – même lorsqu'on est voilée. Et sous leurs manteaux noirs cintrés, elles ont les mêmes jeans troués que Kurt Cobain. Et que vois-je tout à coup ? Dans ce café, ces filles font des bisous à leur petit copain – bonheur simple, ici toléré, dans un pays d'intolérance. Et où il n'y a pas d'homosexuels.

Arrêtons-nous sur cette formule célèbre et pourtant extravagante. Les proches d'Ahmadinejad l'ont, depuis, partiellement démentie, prétextant une erreur de traduction. Ainsi, le président iranien aurait dit : « Comparé à la société américaine, nous n'avons pas tant d'homosexuels que ça [en Iran]. » Esfandiar Rahim Mashaïe, le directeur de cabinet du président, connu pour être laïc et libéral, a même affirmé qu'Ahmadinejad aurait dit : « Contrairement à votre pays, les homosexuels n'ont pas en Iran de revendications articulées. »

Ces lectures sont trop intéressées pour être crédibles. Alors, qu'a-t-il voulu dire ? Ahmadinejad sait mieux que quiconque qu'il y a des homosexuels en Iran puisqu'il en a fait arrêter, ce que, justement, les organisations internationales lui reprochent. Ce qu'il dénonce alors à New York, ce n'est pas tant l'homosexualité, mais sa reconnaissance. Sur les pratiques homosexuelles, il pourrait être prêt à fermer les yeux ; mais s'il s'agit de reconnaître une identité et une culture, c'est hors de question. Et comme l'« Occident » veut défendre les droits LGBT, il lui suffit de suivre sa pente pour basculer dans l'homophobie rabique. « L'homosexualité est affaire de capitalisme... Elle met fin à la reproduction de l'espèce », déclare-t-il encore sur CNN en 2012. Officiellement, le régime iranien confirme au même moment qu'il refusera toute relation diplomatique avec les États-Unis tant que ceux-ci défendront « Israël, le droit à l'avortement et les droits des gays » (selon les propos du général commandant les forces armées iraniennes). En homosexualisant leur ennemi, il fait de l'anti-occidentalisme une haine.

Par un contrôle minutieux de la vie privée, et un harcèlement permanent, la république islamique entend donc *seulement* apeurer ou terroriser les gays et, dans certains cas, faire des exemples. « Les policiers multiplient les rafles dans les lieux de drague et les soirées gays, mais le plus souvent, ils ne nous embêtent guère. J'imagine qu'ils savent tout, sur chacun de nous, mais tant qu'on ne les dérange pas, en étant visible ou en faisant de la politique, ils ne nous arrêtent pas. L'important est de ne pas se faire remarquer », confirme Amir. Qui ajoute : « D'ailleurs, j'ai des amis qui ont avoué qu'ils étaient homosexuels à l'armée et ils ont simplement été exemptés de service militaire » (ce point étonnant est confirmé par les ONG américaines qui suivent la question des droits des gays en Iran). Autre paradoxe : les transsexuels sont également autorisés à se faire opérer dans une certaine légalité.

Systématiquement, en revanche, le régime iranien s'oppose sur son territoire et dans les enceintes internationales à toute forme de reconnaissance de l'homosexualité – valeur exogène de l'Occident décadent haï. « En Iran, nous n'avons pas d'homosexuels *comme dans votre pays* », c'est alors cette deuxième partie de la phrase qui importe. Car en Iran, effectivement, il n'y a pas d'homosexuels parce qu'il n'y a pas non plus d'hétérosexuels : ces deux catégories n'existent pas. Ce qu'Ahmadinejad abomine le plus, ce ne sont pas seulement les homosexuels – détestés bien sûr –, mais leur visibilité, leurs revendications. Ce qu'il exècre plus encore que les actes, c'est l'identité gay avec ses attributs, sa culture, ses droits. Il propose donc de résister à l'hégémonie occidentale et à l'arrogance des élites mondialisées, dont les Droits de l'homme en général et ceux des gays

en particulier constituant, estime-t-il, une des matrices. Face à un « Occident décadent », il rêve d'un « Orient civilisé ». « Si Ahmadinejad redoute, plus que tout, la contamination culturelle occidentale, c'est que, du rock au cinéma, en passant par la télévision, Internet ou la liberté sexuelle, il en voit chaque jour les effets plus prononcés en Iran même. Il sait bien que les jeunes Iraniens ne rêvent que de ça », juge mon interprète Fatemeh.

En définitive, la société iranienne – qui n'est ni arabe ni historiquement religieuse – est profondément laïque. La dictature théocratique chiite est à ce point stricte qu'elle ne laisse à la jeunesse d'autres options que de se rebeller contre des règles arbitraires, perçues comme féodales. « La révolution islamique est morte dans l'opinion. Que peut-elle offrir aux jeunes Iraniens ? Le culte des martyrs Ali et Hossein dont la mort remonte à plus de mille ans ? L'attente du douzième imam caché ? C'est à mourir de rire », explique Amir. En Iran, face à cette théocratie sectaire, une contre-culture prospère loin des préceptes des mollahs. À défaut de libertés publiques, les jeunes ont inventé les libertés privées. J'en ai mesuré la puissance partout, souterraine certes, se cherchant à tâtons, mais opérant inexorablement un formidable remaniement des idées et des valeurs. Le régime peut sévir, punir ou assassiner, il n'a pas pris sur cette évolution qui se nourrit de moteurs plus forts : une démographie exceptionnellement jeune (65 % des 75 millions d'Iraniens ont moins de 35 ans), un niveau d'éducation élevé, en particulier des filles, une importante classe moyenne, des nouvelles technologies omniprésentes, une économie prospère qui fait de l'Iran un pays émergent, et ce qu'on pourrait appeler, expressions difficiles à définir, mais si perceptibles en Iran, l'esprit du temps et l'évolution des mentalités.

Ne forçons pas le trait. Ici, l'observateur extérieur doit prendre garde à ne pas surestimer le rôle et l'influence de cette contre-société. Toutes les dictatures ont leur nomenklatura. Tous les régimes autoritaires ont leurs enclaves underground. Leurs sinécures et leurs prébendiers. S'agit-il seulement à Téhéran d'une élite dorée débridée, épiphénomène en marge du système et du reste du pays, ou d'un mouvement de fond, massif, qui unit la jeunesse, annonçant l'avenir de la société iranienne ? C'est toute la question – et de sa réponse dépend largement l'avenir de cette « République islamique » d'Iran – dont la tension entre le religieux et le laïc figure jusque dans son nom.

Plusieurs de mes interlocuteurs en Iran m'ont dit que le régime iranien, ébranlé par la force de la contestation des élections de 2009 – trois millions de personnes ont bravé la police au péril de leur vie dans les rues de Téhéran, événement inouï, si l'on y songe –, était en train d'évoluer vers le modèle chinois. Il serait obligé de lâcher du lest sur l'économie, la culture et les mœurs pour sauver ce qui peut l'être :

la politique. Il ferait la part du feu.

D'autres défendent au contraire l'idée que le régime se durcit actuellement et qu'il est en train d'évoluer en dictature policière pure. « Ce qui est certain, reprend Fatemeh, c'est que le peuple et le gouvernement marchent dans des directions opposées. » Amir ajoute : « Le nombre d'homosexuels est important aujourd'hui à Téhéran. On est de plus en plus nombreux. Je crains le retour de bâton. Ahmadinejad est un opportuniste : punir les gays peut lui permettre de retrouver le soutien d'une partie de la population. »

Fatemeh reste néanmoins optimiste. Elle n'a plus peur des « pasdaran » (les gardiens de la révolution islamique) et elle pense que la contre-culture montre le sens de l'histoire. Pour elle, comme pour Amir, le rock, la culture, Internet et les gays font partie de cette immense culture underground et s'y enracinent. L'ensemble forme une véritable société civile. Cette contre-société est cachée, mais elle représente aussi la réalité de la société iranienne. Amir ajoute : « Ce n'est même plus une contre-société. C'est la véritable société. C'est l'Iran. »

Le soir même, en entrant dans un Airbus de la compagnie néerlandaise KLM, je suis accueilli en classe éco par des hôtesses de l'air blondes et sexy qui me proposent *The Economist* et un verre de vin français. Elles me regardent dans les yeux. Elles ne sont pas voilées. Après deux semaines passées, un peu seul, en Iran, on se sent, à ce moment-là, vraiment Européen.

La bataille mondiale des images

Sur LE PETIT ÉCRAN : une infirmière qui devient une drag-queen ; une scène de drague dans les toilettes d'une cour de justice fédérale ; une orgie dans un parc public ; un paradis qui ressemble au quartier gay du Castro ; un orgasme lesbien avec un ange de sexe féminin. Et cette phrase : « Only in America. »

La série télévisée s'appelle *Angels in America*. Rôles-titres : Al Pacino et Meryl Streep. Elle a été diffusée en six épisodes d'une heure en 2003 sur la chaîne payante HBO. Un tournant dans l'histoire de la libération gay à la télévision américaine.

« Des millions de gens ont vu *Angels in America* à la télévision et ce fut l'un des programmes les plus regardés sur le câble cette année-là », se réjouit Tony Kushner, l'auteur de la minisérie. Kushner est un écrivain gay qui, à lui seul, résume la vitalité de la culture gay américaine : il est devenu l'un de ses porte-drapeaux. Je le rencontre longuement dans les locaux du Public Theater, l'un des principaux théâtres d'East Village à New York.

Avant d'être une mini-série télévisée de HBO, *Angels in America* fut une pièce de théâtre, créée en 1993, et qui a reçu dix-huit Tony Awards, la plus haute récompense de Broadway. Et le prix Pulitzer. Cette « fantaisie gay sur des thèmes nationaux » aborde frontalement les maux de l'Amérique : le racisme, la peine de mort, les addictions aux psychotropes, la non-reconnaissance du couple gay et surtout l'homophobie de la droite reaganienne au début des années sida. Débordant de kitsch et d'humour queer, abondant en drag-queens, la pièce ose l'humour des « folles » et multiplie les allusions codées. « Je suis un écrivain politique, je suis un écrivain engagé, je suis de gauche, et ce que je souhaite, c'est que mes textes aient un impact. Qu'ils mettent même les gens en colère », me dit Kushner. Mission accomplie : *Angels in America* a été dénoncé par la droite dure, tendance Reagan et Bush, et menacé d'interdiction à Charlotte, en Caroline du Nord, alors que l'agence culturelle locale qui avait financé sa mise en scène a été démantelée par les républicains. *Angels in America* rejoignait, ainsi, les œuvres que les conservateurs américains ont voulu faire interdire, durant ce qu'on a appelé les « culture wars ». À son corps défendant, Tony Kushner a donc lui-même rejoint la liste des artistes censurés dans les années 1990 aux États-Unis. En l'écoutant parler, je sens comme une fierté rentrée, celle que l'on

ressent quand on est montré du doigt. Kushner sait être, à l'occasion, une dramaqueen.

Après son grand œuvre gay, le dramaturge a connu le succès avec une pièce de théâtre sur la tension entre les Noirs et les juifs en Amérique, *Caroline or Change*, il a été le scénariste de Steven Spielberg pour les films *Munich* et *Lincoln*, avant de revenir à la question gay avec une énigmatique pièce intitulée *The Intelligent Homosexual's Guide to Capitalism and Socialism With a Key to the Scriptures*. Grand défenseur du mariage pour tous, il s'est marié avec l'écrivain Mark Harris : « C'était un mariage juif tout à fait normal, avec la houppe et toutes les formules qu'on prononce dans un mariage juif. Le rabbin était une lesbienne, et tous nos amis étaient réunis. C'était un jour extraordinaire », me raconte Kushner. Le *New York Times*, qui a décidé d'autoriser la publication des annonces de mariage pour les personnes de même sexe, publie un compte rendu pour l'occasion. Et Kushner d'ajouter, plus militant que jamais et se battant toujours pour une Amérique plus juste : « On ne peut pas être citoyen de ce pays si l'on ne peut pas se marier. C'est absolument nécessaire que les homosexuels obtiennent le mariage. Et nous allons l'avoir. Il est clair maintenant que nous allons l'avoir. »

Angels in America est un exemple de l'intérêt croissant de la télévision américaine pour la question gay. De *Queer as Folk* à *Glee*, en passant par *The L Word*, *Six Feet Under* ou *Queer Eye for the Straight Guy* (devenu *Queer Eye* à partir de la saison 3), les séries télévisées made in USA qui mettent en scène des personnages gays ont été en avance. À l'origine, et sans remonter jusqu'à *Dynastie*, le phénomène est né dans une niche : celle des télévisions payantes du câble américain. Les chaînes HBO et Showtime, mais aussi Bravo ou la chaîne satellitaire anglaise More4 (où a été créé initialement *Queer as Folk*) ont été précurseurs dans ce mouvement. Au fur et à mesure du succès, les networks plus mainstream (*Will & Grace* sur NBC, *Brothers & Sisters* sur ABC) ou plus conservateurs (*Glee* sur Fox TV) amplifient le mouvement. De plus en plus souvent, un personnage gay apparaît dans une intrigue, y compris dans les *Sopranos* (le personnage de Vito Spatafore dans la saison 6), *Desperate Housewives* (Andrew, le fils de Bree Van de Kamp est gay et il y a un couple homosexuel dans le quartier), *Sex & the City* (Stanford Blatch), *Six Feet Under* (Edie, David et Keith), *South Park* (Big Gay Al), *Oz* (Hanlon, Cramer), *Melrose Place* (l'infirmier Matt), *Friends* (le couple lesbien Carol et Susan), *Glee* (le contre-ténor Kurt Hummel, des enfants avec deux « papas » et un couple lesbien) et tant d'autres.

Plus récemment, de nombreuses séries télévisées américaines ont même fait de la gayness l'un de leurs sujets principaux : *The New*

Normal (NBC), *Modern Family* (ABC), *Partners* (CBS), *The Neighbors* (ABC), *Girls* (HBO) ou même *The Mindy Project* (Fox). Selon une étude de l'association gay américaine GLAAD, il y avait trente et un personnages LGBT dans les quatre-vingt-dix-sept nouvelles séries télévisées programmées pour l'automne 2012. Les mauvaises langues disent que cette multiplication des personnages et intrigues gays s'explique par le grand nombre de scénaristes, d'acteurs et de producteurs de séries télévisées qui sont eux-mêmes gays aux États-Unis. Peut-être, mais cela reflète surtout l'esprit du temps. Après la visibilité des Noirs, la visibilité des homosexuels s'impose. Et même à Springfield, dans le dessin animé familial *The Simpsons*, sur la très conservatrice Fox TV, un bar gay a ouvert...

Les séries télévisées américaines sont diffusées dans le monde entier, y compris, par le biais du satellite, dans les pays où la question gay est complètement taboue. Souvent, l'intégrale des séries est également disponible en DVD pirates au marché noir à Shanghai comme à Téhéran, à São Paulo comme au Caire. Marina, une militante lesbienne kabyle de l'association Abû Nawâs, interrogée à la brasserie Tantonville, sur le square Port-Saïd, face à la mer, à Alger, me confirme : « Pour moi, la révolution lesbienne, ce fut *The L Word*. Toutes les femmes homosexuelles et même souvent les hétéros ont vu cette série télé en Algérie. On a découvert aussi la version télé-réalité, plus coquine, *The Real L Word*. Et l'avantage, c'est qu'ici tout le monde sait désormais que les lesbiennes existent. En revanche, il y a un bémol : dès qu'on rencontre une femme, on ne peut plus, comme avant, jouer sur l'ambiguïté. Toutes les femmes savent maintenant ce qu'est l'homosexualité et, lorsqu'elles sont hétéros, elles se méfient davantage... » Marina a 25 ans. Elle me raconte comment la télévision et le cinéma occidentaux ont été le moteur de son coming out. Mêlant le masculin au féminin, elle me parle des gays et des lesbiennes, qu'on ne voyait jamais hier, et qui semblent aujourd'hui si visibles sur les écrans, mais aussi dans les rues d'Alger. Nous sommes maintenant aux Sablettes, une plage gay friendly du quartier de Bab-el-Oued, près d'Alger. Selon elle, la télévision a ouvert l'horizon des gays et des lesbiennes. Assise sur la corniche, Marina se rembrunit : « La télévision, c'est bien. *The L Word*, c'est fantastique. Mais je ne te cache pas que j'ai plus envie de vivre ici. »

« Ma MISSION EST de DIVERTIR LES GENS. Mais, je suis aussi un activiste. On participe au mouvement gay par notre visibilité et celle de nos animateurs. Par la diversité des visages, la tolérance, les différentes sensibilités du milieu gay. On espère contribuer à casser les préjugés, ici aux États-Unis et partout dans le monde », m'explique Brian Graden, le patron de la chaîne Logo, que j'interviewe à Los

Angeles. En 2005, MTV a lancé Logo, sa chaîne spécialisée LGBT. Son slogan : « Fierce TV » (Télévision féroce, tête, fière).

Dans le bureau de Graden chez MTV, je remarque, posés sur la table, des dizaines de DVD de séries télévisées gay friendly, que Logo a diffusées. La chaîne a imaginé les programmes de télé-réalité les plus inattendus : une émission avec un groupe de fleuristes d'intérieur ; une autre centrée sur les ambassadeurs spécialisés en mariage gay ; une compétition pour trouver la femme biologique idéale pour une insémination artificielle ; et même une série télévisée dédiée aux voyages dans les « small towns » de l'Amérique profonde à la recherche d'indices de vie gay ! « Nous faisons de la télévision classique américaine à travers le prisme gay », confirme Graden. Lequel mène aussi un combat contre les émissions homophobes. Au vrai, on ne compte plus les talk-shows conservateurs antigays à la télévision et à la radio américaine, avec des « anchors » (présentateurs) et des humoristes réactionnaires qui rêvent de revenir à l'Amérique des pères fondateurs – une Amérique blanche, machiste et sans gays. Leurs noms : Glenn Beck, Bill O'Reilly, Rush Limbaugh, Sean Hannity... La plupart vocifèrent sur le câble ou sur Fox News et leurs shows antigays sont souvent repris en « syndication » sur d'innombrables antennes locales à travers tout le pays. Logo, MTV, The Oprah Winfrey Network et même certains programmes de CNN, MSNBC (Rachel Maddow Show) ou NBC (Ellen DeGeneres Show) tentent de contrer cette offensive homophobe en multipliant les programmes friendly.

À mesure que les vidéoclips se sont banalisés sur YouTube, affaiblissant l'audience et menaçant le modèle économique de MTV, le groupe de médias Viacom, qui possède la chaîne, s'est diversifié. Au lieu de privilégier une chaîne généraliste, MTV a cherché à segmenter son audience en autant de niches. Et a d'abord misé sur les Noirs, en rachetant le network BET (Black Entertainment Television), avant de s'intéresser à l'audience latino (MTV Latin) et asiatique (MTV Asia). Des chaînes spécialisées musique country, hip-hop ou jeux vidéo ont suivi. Avec Logo, MTV a ensuite voulu cibler l'audience LGBT. « On croit à la diversité culturelle à la télévision », me dit Graden, qui cite *Noah's Arc*, la célèbre série de Logo mettant en scène la vie de quatre gays appartenant à la communauté noire et latino. Cette sorte de *Sex and the City* version gay, a su trouver son public. Une adaptation cinéma a suivi. Comment expliquer ce succès ? C'est que le jeune kid, qu'il soit Noir, gay ou Latino, est devenu aujourd'hui un prescripteur essentiel de la culture américaine. Il est celui qui, en sneaker, en skateboard, fier d'être Noir ou ouvertement gay, arbitre aujourd'hui les modes, fait le « hip » et définit le « cool ».

« C'est ici qu'a été tourné *Queer as Folk* », me dit, visiblement fier, Steven, un barman du Woody's. Je suis au n° 465 de Church Street, au cœur du village gay de Toronto. Dans la version américaine de la série télévisée, filmée au Canada (mais censée se dérouler à Pittsburgh en Pennsylvanie), les cinq personnages gays évoluent dans ce quartier friendly et fréquentent assidûment le Woody's.

Aujourd'hui, c'est un bar populaire. On y entre au niveau de l'entresol par un petit vestibule dans lequel trône un portrait de la reine d'Angleterre. Le bar est immense et tout en longueur. Sa mascotte : le rhinocéros – et je vois de nombreux portraits du mammifère cornu et des représentations en porcelaine miniature. D'une salle à l'autre, on passe dans des atmosphères différentes : ici une salle avec d'immenses écrans plats de télévision ; là un espace billard ; ici encore une salle décorée d'une impressionnante collection de photos de marins et de paquebots du début du XX^e siècle. L'ensemble est un mélange étrange, un *continuum* de salles totalement américanisées, de pub anglais et de lieu canadien fier de son identité : sur les murs, le mot CANADA est écrit en majuscules et plusieurs drapeaux nationaux, reconnaissables à leur feuille d'érable rouge, flottent aux côtés du Rainbow flag. Un nouveau portrait de la reine Elisabeth II rappelle, s'il en était besoin, qu'on n'est pas aux États-Unis. « Le Canada, c'est ça : la reine d'Angleterre, l'assurance maladie, le mariage gay, le refus de la peine de mort, Leonard Cohen et *Queer as Folk* ! » m'explique un peu plus tard, dans un coffeeshop de Toronto, le blogueur Scott Dagostino. Qui ajoute avec fierté : « Nous savons pourquoi nous ne vivons pas aux États-Unis. La manière pacifique et consensuelle qui a été la nôtre pour faire adopter le mariage gay nous distingue des US. Mais *Queer as Folk* nous en rapproche. »

Le lendemain, je visite les locaux d'Inside Out, le festival annuel de films LGBT de Toronto, créé il y a une vingtaine d'années. Une dizaine de milliers de personnes s'y retrouvent tous les ans en mai, pour assister à des projections. « Avec le théâtre Buddies in Bad Times, nous sommes les deux institutions incontournables pour la culture queer de Toronto et plus largement du Canada », me dit Brendan Healey, le directeur du théâtre Buddies, spécialisé lui aussi dans le répertoire gay.

Ce programme de films LGBT n'est pas une anomalie en Amérique du Nord. Partout, dans la plupart des grandes villes, il existe des festivals similaires : à Montréal, Vancouver et Ottawa, mais aussi aux États-Unis, à New York, Boston, Seattle, Chicago, Los Angeles ou Philadelphie. J'ai même découvert des festivals de films gays dans des villes moins évidentes, comme Kansas City, Houston, Durham, Atlanta et jusque dans le désert d'Arizona, où se déroule un événement sous le

nom *Out in the Desert*. « Les homosexuels ont toujours eu un rapport très fort aux images et aux films gays. Et ici, le festival est l'événement gay le plus important de l'année avec la Gay Parade », me dit Matt Westendorf, le directeur du développement du célèbre festival Frameline à San Francisco. « Notre objectif est de montrer la diversité de la communauté gay. Ici, on a projeté cette année 270 films dont 77 longs métrages et on a vendu environ 80 000 billets d'entrée. On est au-delà du simple festival : c'est un événement qui rassemble toute la communauté », confirme, de son côté, Jennifer Morris, qui codirige Frameline et que j'interviewe à San Francisco.

Au-delà des classiques américains que presque tout le monde a vus lors de leurs sorties (*Harvey Milk*, *Le Secret de Brokeback Mountain*, *I Love You Philip Morris*, *The Kids Are All Right*, ou même *Brüno* et le très arty *Tarnation*), la programmation de ces festivals est d'une richesse internationale insoupçonnée. Les long-métrages brésiliens (*Do Começo ao Fim*), côtoient les films israéliens (*Tu n'aimeras pas*), égyptiens (*L'Immeuble Yacoubian* et toute l'œuvre gay friendly de Youssef Chahine), les feuilletons sud-africains (*Egoli*, qui met notamment en scène un couple gay, ou *Generations*, qui a osé un baiser entre hommes), mais aussi des productions indiennes, chinoises, iraniennes ou cubaines. La soirée de clôture est alors l'occasion de remettre un prix à un cinéaste LGBT taïwanais ou guatémaltèque qui serait resté, sans cette récompense, underground. Les meilleurs longs métrages sont aussi promus au festival gay de Berlin, où ils reçoivent un Teddy Award. Quant aux documentaires, innombrables, ils reviennent sur les pages les plus sombres, ou les moins connues, de l'histoire du mouvement gay mondial. Ainsi du film *Call Me Kuchu*, consacré au militant LGBT David Kato assassiné en Ouganda, ou *A Jihad for Love*, qui décrit l'homosexualité en terre d'Islam.

« Tant que les homosexuels et les lesbiennes ne seront pas visibles sur les écrans, ils n'existeront pas », lâche Nodi Mur-phy. « Si vous ne vous voyez pas dans les films, vous n'existez pas », répète-t-elle. Nodi anime depuis une vingtaine d'années *Out in Africa*, le festival de films LGBT d'Afrique du Sud. Le jour où j'assiste avec elle aux projections, dans un multiplexe de Johannesburg, Nodi est en colère. Elle en veut à un critique de cinéma qui a fustigé sa sélection de films : « médiocre, terrible, ringarde », a-t-il écrit. Certes, la soirée manque de professionnalisme : la bobine 35 mm n'est pas arrivée à temps et on doit se contenter d'une copie vidéo ; le micro ne marche pas pour présenter le film ; le court métrage sur les « crimes d'honneur » qui est proposé avant la séance est décevant ; et quand l'heure des questions-réponses arrive, après le film, les organisateurs s'excusent d'avoir perdu le réalisateur, avant de le voir surgir sur scène complètement

saoul. Les festivals LGBT sont parfois tout un cinéma ! Pourtant, les deux films que je vois, deux soirs consécutifs, sont meilleurs que les critiques ne le disent : *Mixed Kebab*, par exemple, est un beau film sur le coming out d'un jeune Turc exilé en Belgique et obligé d'avouer son homosexualité pour échapper à un mariage arrangé par son père. « Le coming out est le passage vraiment obligé de ce genre de films », confirme Nodi Murphy. Laquelle m'explique avoir néanmoins des difficultés à trouver des films LGBT africains ou simplement des « films positifs avec des gens de couleur » (elle est Blanche). « La majorité des films sont indépendants, produits par les réalisateurs qui les financent eux-mêmes », dit-elle. La qualité des films présentés en sélection s'améliorerait pourtant et, selon Nodi, l'origine des films se diversifierait également. Le festival Out in Africa est maintenant présent dans quatre villes sud-africaines et, chaque année, il se multiplie dans des villes moyennes, des universités et des bases militaires. Dans des casernes ? Devant mon étonnement, Nodi Murphy précise : « Partout dans le monde, l'armée est un repère d'homosexuels. C'est une constante. »

Au-delà de l'Afrique du Sud, le phénomène des festivals de films LGBT est en train de devenir global. À Tel-Aviv comme à Bangalore, à Mexico comme à Sydney, les manifestations se multiplient. À Shanghai et Beijing, les projections de films LGBT m'ont paru encore expérimentales – les militants s'y étonnaient eux-mêmes de leur propre audace – mais à Jakarta, en Indonésie, il m'a semblé que l'événement était déjà bien rodé.

John Badalu dirige le Q Film Festival, le principal rendez-vous gay et lesbien d'Indonésie, et je le rencontre lors d'un petit-déjeuner au Social House, un bar à vins dans le shopping-mall Grand Indonesia, au cœur de Jakarta. « J'organise le festival juste avant le ramadan, explique-t-il. Du coup, la date recule dans le calendrier chaque année... » Quatre-vingts films sont présentés dans cinq villes d'Indonésie pour un public qui atteint près de cinquante mille personnes par an. Partout en Asie, à Hong Kong, à Tokyo, à Séoul, à Taïwan, à New Delhi et même au Vietnam, j'ai rencontré les artisans de ces festivals à la fois culturels et militants.

« Aujourd'hui, le festival MixBrasil est organisé dans douze villes du Brésil, c'est devenu un événement international mature qui se déplace d'une région à l'autre. Nous venons de fêter notre vingtième édition en 2012 », se réjouit André Fischer, le président de cet important festival LGBT, que j'interroge à São Paulo. Fischer ajoute : « Notre priorité, c'est de montrer la diversidade sexual ».

« Mon nom anglais est Tony. C'est celui que je donne aux étrangers. Je l'ai pris de *West Side Story*. Tony, c'est plus facile à

prononcer. Appelez-moi Tony. » Hong Seok-Cheon (Tony) est une star de télévision en Corée du Sud. Je le rencontre à Itaewon, le quartier gay de Séoul. Il y possède plusieurs établissements, des bars comme My Chelsea, des karaokés, mais aussi des restaurants, dont Our Place, où je le retrouve. « Il y a dix ans, on ne voyait jamais de gays à la télévision en Corée ; aujourd'hui, on ne voit que ça », se réjouit-il. Tête rasée, barbichette, pas encore 40 ans, Hong Seok-Cheon est le plus célèbre gay de Corée depuis qu'il a fait son coming out en 2000 en direct à la télévision. « Ce n'était pas prémédité. On m'a posé la question. J'ai répondu... »

Acteur et patron de neuf lieux gays sud-coréens, l'homme est singulier. Il fut initialement repéré grâce à l'adaptation locale de la série américaine *Friends*, où il jouait, dit-il, un « fashion designer efféminé, mais pas encore ouvertement gay ». Après son coming out, un intense débat a lieu et il est boycotté pendant quelque temps des écrans en Corée du Sud, bien que l'homosexualité n'y soit plus pénalisée. Le magazine américain *Time* fait de lui son « Asian Hero 2004 ». Alors, on se met à le réinviter non pas tant comme acteur, que comme sujet de société – il court les plateaux des talk-shows, y compris avec ses parents, M. et M^{me} Hong (le nom de famille en Corée est toujours placé avant le prénom) qui disent être fiers de leur fils Seok-Cheon.

Au-delà de ce cas singulier, la télévision et le cinéma sud-coréens semblent connaître aujourd'hui une importante évolution sur la question gay. Le film *The King and the Clown*, un blockbuster, tourne autour du sujet. Les « dramas » surtout, comme on appelle en Asie les séries télévisées, abordent désormais la problématique gay comme une composante à part entière de la société. « Les dramas japonais sont souvent très imaginaires, très irréels, alors que les dramas coréens jouent, au contraire, la carte du réalisme. C'est-à-dire qu'on essaye de gommer au maximum les différences entre fiction et réalité. Et parler de la réalité, dans une série télé aujourd'hui, c'est montrer des familles dysfonctionnelles, des adultères et bien sûr parler des gays », m'explique BJ Song, le président de Group 8, l'un des principaux producteurs de séries télévisées en Corée. Qui ajoute : « En même temps, on reste encore dans le non-dit, l'amour idéalisé, et bien sûr il n'y a jamais de sexe. Même pas de petits baisers ! »

Jean Noh, le rédacteur en chef pour l'Asie de *Screen International*, spécialisé dans les séries télévisées, partage cette analyse lorsque je l'interroge à Séoul : « Les dramas coréens abordent tous les sujets et le cœur du problème demeure le code du "seon", comme on l'appelle ici : c'est le moment où la famille décide de marier son enfant, vers 28-29 ans pour les garçons, un peu plus tôt pour les filles. C'est un mariage arrangé qui a lieu au cours d'une série de "match meetings".

Pour les gays, c'est évidemment le tournant décisif. Et ce qui est intéressant, c'est que les dramas abordent cette question en montrant les cas de conscience que cela pose aux homosexuels. Par petites touches, la société évolue. »

Des séries comme *Family Humanity*, *Fairy Tailing*, *I Love Hyun-Jung*, *Life is Beautiful* et surtout *Coffee Prince*, s'intéressent à ces personnages gays qui viennent bouleverser les règles du jeu familial. « Cette plus grande visibilité des gays à la télévision ne signifie pas pour autant que le problème soit réglé. Au contraire. Le sujet est désormais visible, mais ses conséquences négatives apparaissent aussi. Car la société coréenne est construite autour de la famille et de la descendance. Faute de mariage et d'enfants, l'homosexuel vient casser cette lignée de sang traditionnelle. Le gay n'est plus un vrai fils, la lesbienne n'est plus une vraie mère », commente Hong Seok-Cheon. La jeune actrice Mín Seon-Kím, qui nous a rejoints au restaurant Our Place, réagit : « Oui, mais les Coréens adorent la beauté des garçons homosexuels. Au point que tous les jeunes acteurs hétéros veulent désormais interpréter des personnages gays. C'est grâce à la beauté des gays qu'on va faire bouger les lignes. » Hong Seok-Cheon privilégie une autre solution. Il estime qu'en autorisant le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels, « tout rentrera dans l'ordre en Corée ».

Plus tard dans la soirée, je fais le tour du quartier avec mon hôte et ses amis, une nuée de jeunes acteurs en devenir. « C'est avec l'argent des séries télévisées que j'ai pu acheter ces restaurants », me dit Hong Seok-Cheon. Nous entrons dans des karaokés et des bars d'Itaewon qui portent des noms américains, comme le Why Not. « La Corée du Sud est une importante base militaire américaine et le soir, dans les bars d'Itaewon, on voit des groupes de GI traîner et draguer », souligne Seok-Cheon.

Nous prenons une rue en pente qui compte à elle seule une vingtaine de clubs gays. Quelques Rainbow flags flottent discrètement. À nouveau des karaokés et même des love hotels, qui ne sont pas forcément, comme on pourrait le croire, des lieux de prostitution, mais simplement des lieux, hétérosexuels ou gays, où les amoureux peuvent passer un moment ensemble faute de pouvoir ramener leur partenaire au domicile familial.

So Young-Sík, le patron du bar Always Homme (ça ne s'invente pas), nous reçoit, en grande pompe : embrassades, verre d'alcool blanc offert, sourires. « En Corée, le chemin est encore long. Les personnages gays dans les dramas, c'est bien. C'est une première étape. Maintenant, il faut faire évoluer la famille et les traditions. Ce sera plus difficile. Car le problème, en Corée, n'est pas tant d'être gay ni même openly gay. Il n'y a que les militants qui pensent que c'est dur d'être gay ! Le problème, c'est la famille, et les gays ne souhaitent tout

simplement pas faire leur coming out. Regardez, moi, je suis le patron de deux bars gays qui sont très connus ici à Séoul et je n'ai toujours pas dit à mes parents que j'étais gay... »

La nouvelle vague cinématographique et télévisuelle coréenne – appelée Hallyu – n'est pas la seule à déferler sur l'Asie en abordant la problématique gay. Les séries télévisées taïwanaises ou indonésiennes, les films de Bollywood, les talk-shows au Viêtnam commencent à s'intéresser à la question LGBT, souvent pour des raisons plus commerciales que politiques. Car la grande nouveauté des dix dernières années, c'est que le sujet génère désormais de l'audience. Il fait vendre.

« L'homosexualité a été longtemps interdite ici, ensuite elle a été taboue, aujourd'hui elle est devenue cool », se réjouit la jeune réalisatrice Arunita Rachmania, une Indonésienne magnifique, que j'interviewe à Jakarta. L'Indonésie, pourtant, est un pays musulman. « Il n'empêche, me dit Heru Hendratmoko, le président de l'association des journalistes indépendants d'Indonésie, les personnages gays sont de plus en plus à la mode dans les séries télévisées. » King Oey, l'un des principaux militants gays indonésiens, est plus réservé : « Il n'y a pas de loi antigay en Indonésie, mais les partis islamistes réclament, notamment lors du ramadan, des actions contre les homosexuels. Ils mènent donc une bataille contre les images en demandant – et en obtenant souvent – la censure des émissions de télévision qui évoquent les sexualités qu'ils jugent “déviantes”. Et devinez quoi : l'homosexualité a été classée avec la nécrophilie, la pédophilie et la zoophilie ! » D'autres personnes interrogées au sein des directions des chaînes de télévision ou des maisons de production audiovisuelle indonésiennes sont plus optimistes. Comme Johandi Yahya, directeur d'Oxygen Entertainment, que j'interroge à Cibubur, une ville à l'est de Jakarta : « L'Indonésie est un pays jeune. Les lignes bougent. Toutes les évolutions de la société apparaissent les unes après les autres à la télévision : d'abord les tatouages, ensuite les piercings, puis on a vu des filles vêtues de “see-through clothes” (les habits à travers lesquels on peut discerner leurs seins), les lesbiennes et les gays ont suivi. Les Indonésiens tolèrent de mieux en mieux ces images dans les séries télévisées. » Toutefois, Hari Sungkari, le président du MIKTI, l'agence gouvernementale chargée de dynamiser les industries créatives, la télévision et Internet en Indonésie, me confirme que la censure est inévitable : « Nous ne pouvons pas laisser passer des images qui sont trop explicitement sexuelles, nous sommes un pays musulman. Mais les choses évolueront. »

Elles évoluent aussi en Inde – à petits pas. Dans ce pays de 1,2 milliard d'habitants, les militants placent leurs espoirs dans la

télévision et dans Bollywood, le cœur du système cinématographique. « Longtemps, les films les plus populaires étaient aussi les films les plus populistes. Bollywood était un cinéma au premier degré qui reflétait les instincts les plus triviaux du public indien : le nationalisme, la fierté, le machisme et souvent l'homophobie », explique le critique de cinéma Jerry Pinto, interrogé au BBC, un des cafés de l'hôtel Marriott à Mumbai. Mais ces dernières années, des films grand public, comme *Dostana (Amitié)*, ont abordé la question gay et des personnages homosexuels ont même été interprétés par des vedettes hollywoodiennes, ce qui, pour Jerry Pinto, « aurait été encore impensable il y a quelques années. » Dans *Dostana*, la star John Abraham introduit son colocataire, le célébritissime Abhishek Bachchan, par cette formule : « Nous sommes gays, voici mon boyfriend » (le film, tourné à Miami, a suscité un intéressant débat en Inde, bien qu'il surfe encore sur les préjugés : les deux protagonistes se font passer pour des homosexuels afin de pouvoir louer ensemble un appartement ; ils se tiennent par la main, dansent ensemble, et la mère demande si elle doit appeler le copain de son fils « beau-fils » ou « belle-fille »). La critique Saibal Chatterjee, interviewée à New Delhi, partage ce sentiment : « Si l'industrie de Bollywood veut devenir globale, elle ne pourra pas continuer à raconter les histoires qu'elle raconte aujourd'hui. » Chatterjee pense que, pour toucher des publics plus internationaux, pour répondre aux attentes des jeunes et pour remplir les salles (actuellement on inaugure chaque jour un nouvel écran de multiplexe en Inde), Bollywood va devoir se moderniser et s'ouvrir aux sujets dont les jeunes discutent entre eux. Et l'homosexualité est de ceux-là.

La télévision mainstream avance plus lentement. Pourtant, un soap opera, *Maryada : LeKin Kab Tak*, vient de devenir la première série télé avec un personnage ouvertement gay. De son côté, la star de Bollywood, Aamir Khan (on se souvient de lui dans *Lagaan*), vient de lancer un talk-show sur la chaîne Star India, dans lequel il aborde sans tabous les problèmes sociaux de l'Inde. En expliquant de manière simple – ses contradicteurs disent simpliste – des sujets complexes, le séducteur Aamir Khan, qui est aussi musulman, est en train de devenir une sorte d'Oprah Winfrey indienne et son show baptisé *Satyamev Jayate (Seule la vérité prévaut)* a réuni près de cinq cents millions de téléspectateurs en audience cumulée en 2012. Néanmoins, l'audace a ses limites : l'homosexualité n'a pas encore été traitée. Mais ce pourrait être le cas, selon les indiscretions de la presse, dans la seconde saison.

Certains de mes interlocuteurs à Mumbai et New Delhi font une analyse plus géopolitique. Selon eux, l'Inde cherche, avant tout, à se distinguer de la Chine, et le thème de la liberté d'expression est

naturellement très porteur. Tout ce qui permettra d'accentuer le clivage sera bienvenu. Et de même qu'à Taïwan et à Hong Kong les cinéastes et réalisateurs de télévision cherchent à être en avance sur la question gay, pour se distinguer de l'audiovisuel chinois, on peut parier sur des avancées similaires sur les écrans indiens. Et le critique de cinéma Faizal Khan, interrogé à New Delhi, de prédire : « Je crois que Bollywood ne cherche pas à être en avance sur la société. C'est un cinéma qui est plutôt en retard sur les mœurs et qui ne s'intéresse qu'au plus petit commun dénominateur. Tant que les gays et les lesbiennes ne constituaient qu'une minorité invisible, il n'y avait pas de place pour une homosexualité positive dans le cinéma indien. Mais ça va changer. Le sujet est en train de devenir mainstream, plus visible, et à Bollywood on commence à se rendre compte qu'il y a des dizaines de millions – oui des millions – d'homosexuels en Inde. Je parie que le premier baiser gay ne va pas tarder. »

Le CLUB porte BIEN SON NOM : TV Bar. À l'angle de la rue Francisco-Otaviano, dans un petit quartier singulièrement enchâssé entre les plages de Copacabana et Ipanema à Rio de Janeiro, c'est un bar gay tout en images. Partout des écrans.

Des écrans géants sur lesquels défilent les meilleurs moments des telenovelas brésiliennes de la saison ; des écrans plus réduits où des stars latinos chantent ; des écrans connectés où les clients interagissent sur les réseaux sociaux ; des écrans factices, enfin, qui servent de décor au club. Comme sorti d'un talk-show de TV Globo, le serveur, noir et déjanté, magnifique, me propose un verre. Il abuse gentiment de sa beauté pour pousser au vice : Caipirinha ou Batida. L'ambiance est festive. Le TV Bar est, en version miniature, un résumé de l'influence des telenovelas sur le pays.

Au Brésil comme ailleurs, les gays sont entrés par le petit écran après avoir été trop longtemps rejetés sur le grand. « Par rapport aux telenovelas mexicaines ou vénézuéliennes, les telenovelas brésiliennes reflètent la réalité : la question gay a donc fait son arrivée dans nos séries dès le milieu des années 1970 », m'explique Edson Pimentai, directeur exécutif de TV Globo, à Rio, la plus puissante chaîne d'Amérique du Sud. Plus récemment, en 2011, *Insensato Coração* (*Cœur insensé*), une telenovela de TV Globo, a mis en scène plusieurs personnages gays et suscité un débat national autour du – possible – premier baiser gay de l'histoire de la télévision brésilienne. « On a beaucoup hésité. Les réalisateurs militaient pour qu'on voie le baiser à l'écran. Mais les téléspectateurs étaient divisés. La question a été tranchée au plus haut niveau. On était très partagés. On fait de la télévision mainstream, on n'est pas juste là pour provoquer. Il fallait attendre un meilleur moment pour le faire, on a décidé de ne pas

montrer le baiser à l'écran », commente Luiz Claudio Latgé, l'un des directeurs de TV Globo, interviewé également à Rio de Janeiro. Et lorsque j'interroge sur le même sujet le multimillionnaire Roberto Irineu Marinho, président du groupe TV Globo, il me répond d'un laconique : « Oui, je sais. On a bien vu l'importance quantitative du public gay au Brésil ! Mais je dois plutôt veiller à limiter le prisme pro-gay de nos équipes », ajoute-t-il en insistant sur le fait qu'il y a « beaucoup, beaucoup de gays » au Central globo de produção, les célèbres studios de TV Globo, dans la banlieue ouest de Rio. Ce que j'ai pu vérifier en effet. « On est plutôt en avance au Brésil, surtout si l'on se compare au Mexique. Il y a toujours un gay dans nos telenovelas. En revanche, on est en retard par rapport à l'Argentine : les gays baisent carrément dans leurs telenovelas, alors que chez nous ils ne s'embrassent pas encore ! » ironise André Fischer, le président du festival de films LGBT brésiliens, que j'interviewe à São Paulo.

En Colombie aussi, la question gay est devenue banale sur les écrans. Les telenovelas produites à Bogota explorent depuis plusieurs années la problématique LGBT et n'hésitent plus à afficher des personnages gays. « Longtemps, les gays étaient montrés de manière très caricaturale. Aujourd'hui, ils commencent à apparaître comme des personnages "normaux" : ils vivent en couple et adoptent des enfants. Les lesbiennes sont en revanche plus rares », explique Omar Rincón, spécialiste des telenovelas, interviewé à Bogotá. Au début des années 2000, le phénomène *Yo soy Betty, la fea* fut un tournant. Cette telenovela colombienne met en scène plusieurs personnages gays ou transsexuels. Ainsi du jeune Marc St. James, l'assistant gay, adversaire de l'héroïne Betty dans la saison 1, mais qui devient son ami après l'avoir aidé à faire son coming out. Le couple Marc et Cliff, ou celui du jeune Justin avec Austin, montrent également une homosexualité banalisée. « Le succès de *Betty, la fea* a été spectaculaire. C'est la plus célèbre de toutes nos telenovelas. Elle a été diffusée dans une centaine de pays et adaptée en vingt langues. Et la popularité du personnage homosexuel, Marc St. James, nous a complètement stupéfiés. Il est drôle, flamboyant : il a été porté aux nues partout en Amérique latine », me dit Yolima Celis, l'une des directrices de RCN Television à Bogota, la chaîne colombienne qui a produit *Betty, la fea*. Aux États-Unis, la série a été reprise par la chaîne de Disney, ABC, sous le nom d'*Ugly Betty* ; au Brésil par TV Record, un groupe média pourtant évangéliste, sous le nom de *Bela a feia*. Et même au Mexique, où les telenovelas sont plus classiques, et où la question gay est délibérément évacuée, le géant Televisa n'a pas osé couper les personnages ouvertement gays de *Betty, la fea*. Pour l'heure, l'influence de l'Église catholique, l'importance des annonceurs publicitaires et les « valeurs » familiales de la société limitent encore ces expérimentations au

Mexique, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, mais le succès de cette Betty pas si belle – mais tellement gay friendly – fut un tournant.

Le SIÈGE DU GROUPE Média DoGan est un immense complexe situé au croisement de deux autoroutes, dans la banlieue nord-ouest d'Istanbul. Affable, bon vivant, parlant parfaitement anglais, l'un des directeurs du groupe, Ferhat Boratav, qui supervise notamment CNN Türk, me fait visiter les locaux. Ici, dans les studios de Star TV et de Kanal D, sont produits des dizaines de programmes d'actualités ou de divertissement, d'émissions de télé-réalité et des séries télévisées. Parmi lesquels : *Gümüş*.

« On nous connaît dans le monde entier pour *Gümüş* qui est la quintessence d'un soap opera turc », se réjouit Boratav. La série a été produite par Kanal D, en 2005-2007, mais elle a connu un immense succès, sinon global, du moins panarabe, à partir de sa diffusion sous le titre *Noor* (la « lumière » en arabe) par le network saoudien MBC à la fin des années 2000. Si l'on en croit les plus orthodoxes des islamistes, qui n'ont pas hésité à lancer contre elle leurs fatwas, la série était « démoniaque et diabolique », une véritable « faillite morale », une « guerre contre la vertu » ; il était même légitime, selon eux, d'assassiner les directeurs des chaînes de télévision satellitaires qui la diffusaient. « La première grande mutation du monde musulman, avant même Internet, ce fut celle des télévisions par satellite. Où que l'on soit, en Arabie Saoudite comme en Iran, on peut désormais accéder à toutes les chaînes – c'est une véritable révolution », confirme Ferhat Boratav. Pourquoi alors tant de réactions outrées à propos de *Noor* ? Simplement parce que la série montrait des hommes et des femmes musulmans, croyants sincères mais modérés, vivant leur vie, buvant de l'alcool à table et ayant même, quelquefois, des relations sexuelles avant le mariage. Comme tous les Arabes.

« *Noor* a été un événement dans les pays musulmans parce qu'on y montrait des femmes modernes qui aspiraient à travailler et à être égales des hommes. Et justement, le héros de la série, Muhannad, laissait à sa femme, Noor, sa liberté et son espace à elle, l'encourageant à devenir une fashion designer. La série se jouait des rôles traditionnels de la société arabe et faisait voler en éclats les tabous en plaidant pour le droit de se marier par amour, en montrant des femmes sans voile, des jeunes couples s'embrassant à l'écran et des enfants n'obéissant pas nécessairement aux volontés patriarcales. Mais s'il y avait un avortement dans la série, il n'y avait pas, pour l'instant, de personnage gay », commente le critique de télévision du journal israélien *Haaretz*, Benny Ziffer, qui fut l'un des premiers à remarquer le succès de la série dans les territoires palestiniens. Le dernier épisode

de *Noor* aurait été vu par quatre-vingt-cinq millions d'Arabes lors de sa diffusion en 2008 sur MBC.

Mazen Hayek, le porte-parole du groupe de médias privés saoudien MBC, dont les locaux sont basés à Dubaï, où je le rencontre, salue ce succès : « *Noor* a été un événement et ce soap opera a fait bouger les lignes. Ici, à MBC, on est très libre en terme de sexualité, parce que la jeunesse arabe est elle-même de plus en plus libre. » Il n'est pas anodin que la série vienne de Turquie : cette puissance globale et régionale à la fois affirme ainsi sa stratégie d'influence à travers la pop culture, l'audiovisuel et le numérique. On est ici à la frontière entre l'Orient et l'Occident, dans un pays musulman qui se veut laïc, où un parti islamiste modéré est au pouvoir mais où une Gay Pride est organisée légalement chaque année depuis 2003 (les lieux gays fleurissent aussi à Istanbul, même si les associations ont connu des problèmes avec la justice). La Turquie serait-elle un bon filtre, un palier intermédiaire, pour faire évoluer les mentalités arabes sans les braquer, comme le font parfois les séries américaines ? « Nous sommes haïs lorsque nous diffusons ces séries turques, relativise Mazen Hayek. Les islamistes radicaux, les Frères musulmans, les religieux iraniens, le Hezbollah : tous ceux-là rejettent l'entertainment, ils détestent nos séries et nos talk-shows. Pour eux, il ne peut y avoir aucune place pour le divertissement en terre d'Islam. » Plusieurs programmes télévisés arabes construits sur des formats occidentaux (*Loft Story* à Bahreïn, *Star Academy* au Koweït, au Liban et en Arabie Saoudite, *Super Star* au Liban et en Syrie) ont donné lieu à des fatwas émises par les religieux ou suscité des manifestations d'hostilité stigmatisant la « Satan Academy ».

Après la question des femmes, celle des gays ? Au siège de MBC à Dubaï, Mazen Hayek me montre maintenant des extraits de l'un des talk-shows les plus célèbres de MBC 1 : *Kalam Nawâem* (basé sur le format américain de *The View* sur ABC). Quatre femmes arabes y discutent librement de sujets d'actualité : Muna est Saoudienne et voilée (c'est la première fois qu'une Saoudienne anime une émission de télévision) ; Rania est Libanaise, c'est la plus « moderne » des quatre ; Fawzia est Égyptienne, et plus âgée, elle incarne une forme de sagesse maternelle ; Frarah, enfin, est Palestinienne. En regardant ce show (que me traduit une Libanaise), je suis surpris de voir ces quatre femmes débattre calmement de masturbation, de polygamie, des violences faites aux femmes et, bien sûr, de lesbianisme et d'homosexualité masculine. Le ton n'est pas provocateur, mais explicatif. Du coup, ce talk-show de soixante minutes, diffusé le dimanche soir depuis 2002, est regardé par des millions d'Arabes chaque semaine. Par précaution, il est tourné à Beyrouth et non pas à Dubaï, où la « media city » est pourtant considérée comme une « free

zone » (zone franche) avec ses exemptions fiscales, sa consommation d'alcool et sa liberté d'expression et de mœurs. « Nos talk-shows les plus progressistes sont tournés au Liban, ce qui nous donne plus de liberté », concède Mazen Hayek, qui est lui-même Libanais. (J'apprendrai par la suite que l'émission est enregistrée et « éditée » minutieusement avant sa diffusion selon des « guidelines » précises, afin d'éviter les provocations non validées, les formules par trop explicites et même les gros mots. Contrairement à ce que plaide parfois MBC, quand le talk-show irrite, notamment les Saoudiens, ce n'est jamais par hasard.)

Au siège de MBC à Dubaï, je rencontre également Lojain Ahmed Omran, la présentatrice vedette du *Daily Morning Show*, une sorte de *Good Morning Arabs*. Elle est Saoudienne – ce qui est aussi une exception dans l'audiovisuel arabe – et ne porte pas le voile – ce qui est une singularité supplémentaire. Tout juste affublée à l'antenne d'un simple foulard, elle affirme pouvoir « parler librement des sujets sensibles » et qu'il n'y a pas de « sujets tabous ». Mais elle ajoute : « À condition d'être dans l'analyse, la description, l'expertise, et non pas le prosélytisme.

Si je dis que les femmes peuvent être lesbiennes, ils ferment la chaîne ! »

Plus récemment, en 2010, une série télévisée turque, *Kiliç Güni*, produite par la chaîne concurrente de Kanal D, ATV, a mis en image son premier couple gay : un homme est au lit avec son petit copain lorsqu'il reçoit un appel de son patron lui demandant de venir au bureau. La scène n'est guère plus longue, mais elle est explicite et permet de montrer beaucoup en disant presque rien. La révolution gay arabe viendra-t-elle de la télévision turque ? À moins que ce ne soit des chaînes libanaises ?

AU QUARTIER GÉNÉRAL DE LA CHAÎNE ROTANA À RIYAD, et dans ses studios décentralisés du Caire, de Beyrouth et de Dubaï, que j'ai visités, on perçoit bien la tension qui traverse cet important groupe média saoudien appartenant au prince Al-Waleed. D'un côté, le groupe incarne la fidélité aux valeurs du régime qui défend l'islam le plus orthodoxe ; de l'autre, il tente de satisfaire aux attentes des jeunes par souci de modernité, d'audience ou simplement de modèle économique. L'obscurantisme et le postmoderne. Le Bédouin et la parabole. Le voile friendly et le gay friendly.

Lorsque j'assiste au tournage de *Rotana Café*, un important talk-show de la chaîne Rotana, au nord de Beyrouth, je constate que les jeunes qui sont sur le plateau – présentateurs, chroniqueurs et critiques – sont d'une liberté de ton stupéfiante. Ils sont vêtus à l'américaine, jeans et tee-shirts de marque (les filles sans voile aucun),

parlent librement de leurs expériences, des sujets d'actualité et de la vie sexuelle des jeunes. Tournées au Liban, ces émissions sont visibles partout dans le monde arabe, du Maroc à la Syrie, en passant par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, grâce au satellite.

Un soir, un jeune Saoudien, Mazen Abdel Jawad, a raconté dans le talk-show *Ligne rouge* sur la chaîne libanaise LBC, dont le prince Al-Waleed est également actionnaire, ses tribulations sexuelles : comment il draguait les filles voilées par Bluetooth dans les shopping-malls, comment il les approchait puis les dévergondait. « Et en plus il s'est vanté de ce qu'il faisait », me fait remarquer, à Riyad, Saoud Al-Arifi, le PDG d'un important groupe média. Lorsque l'émission a été diffusée, grâce aux satellites dans l'ensemble des pays du Golfe, les réactions saoudiennes n'ont pas tardé. La chaîne LBC a été temporairement interdite du satellite saoudien ArabSat et le jeune homme arrêté. Il a écopé pour « conduite immorale » de cinq ans de prison et de mille coups de fouet (au-delà de quelques centaines de coups de fouet, il arrive que la personne ne survive pas à ses blessures).

L'émission de LBC a-t-elle été un accident ? Si Mazen Abdel Jawad en a été assurément le symbole malheureux, il semble que sa diffusion n'ait rien eu de fortuit. « L'émission était enregistrée, elle n'était pas en direct. Il s'agit clairement d'une provocation des Libanais contre les Saoudiens, avec des arrière-pensées complexes, à la fois géopolitiques et économiques. LBC était une chaîne libanaise et elle était en train de repasser dans le giron saoudien, grâce à la montée à son capital d'Al-Waleed. Ce contexte explique une telle provocation », confirme, à Riyad, Saoud al-Arifi. D'autres professionnels des médias, interrogés à Beyrouth, estiment que LBC joue le rôle de poisson pilote pour voir jusqu'où ira Al-Waleed, qui a l'image d'un prince saoudien libéral. D'ailleurs, plus récemment, la même émission *Ligne rouge* de LBC a donné la parole à quatre homosexuels, bien que ce fut avec des clichés négatifs et des questions homophobes de la part des téléspectateurs. Enfin, certains soulignent que les chaînes libanaises, généralement confessionnelles, jouent des jeux ambigus qui évoluent en fonction de leurs rapports politiques avec les majorités chrétiennes, sunnites ou chiites. Ainsi, la chaîne libanaise chrétienne Murr TV, ironiquement moquée pour être proche des « chrétiens sunnites » (les chrétiens qui ont fait alliance en 2009 avec les sunnites contre le Hezbollah, les chiites et les pro-Syriens), a dénoncé dans un talk-show très homophobe, en août 2012, les clients d'un cinéma pornographique gay de la banlieue de Beyrouth. L'émission a entraîné la brève arrestation de trente-six personnes, lesquelles ont été soumises à des tests anaux dégradants. L'association gay Helem à Beyrouth, et Human Rights Watch, ont vivement dénoncé ces pratiques, contesté l'absence

de déontologie de ce talk-show, et réclamé la dépénalisation de l'homosexualité. Pour autant, Michel Murr, le P-DG de Murr TV, que j'ai interrogé longuement, affirme être favorable à la cause gay, ces « lieux fermés par la police et pointés du doigt par notre journaliste n'ayant rien à voir avec l'homosexualité ». Murr ajoute : « Ces cinémas X nourrissent des relations vicieuses et dangereuses. » Il précise enfin que la question homosexuelle est souvent débattue dans les programmes de sa chaîne, notamment dans l'émission *Tehkeek (Enquête)* dans laquelle la journaliste Claude Hindi « montre que l'homosexualité existe dans chaque famille, se demandant s'il n'était pas temps de lever le voile et d'accepter l'homosexualité dans la société arabe conservatrice ».

L'affaire du Saoudien qui draguait des filles par Bluetooth ou celle du cinéma porno gay libanais ne sont que des exemples parmi d'autres. On ne compte plus les tensions entre l'Arabie Saoudite et ses voisins du fait de la diffusion par satellite d'émissions controversées : en ligne de mire, MBC et Rotana (chaînes saoudiennes diffusées depuis l'étranger), mais aussi Dubaï TV, LBC, Nessma (Tunisie) ou Al Jazeera (Qatar). À de multiples reprises, ces chaînes ont programmé des émissions où les questions sexuelles étaient évoquées crûment, sans compter les talk-shows donnant la parole à des Saoudiens libidineux, à des femmes nymphomanes et à des gays.

Parfois, il s'agit de simples clips, comme ceux du jeune Libanais Hamed Sinno, chanteur sexy du groupe Mashrou' Leila, un Arabe ouvertement homosexuel et dont les chansons, magnifiques, sont très pro-gays (il a connu en 2012 un important succès d'audience à la télévision libanaise et sur YouTube avec *Shim el Yasmine*). Le groupe de médias tunisien Karoui & Karoui apparaît également gay friendly, que ce soit par sa chaîne de télévision panarabe, Nessma TV, ou par ses productions télévisées (comme la Star Academy Maghreb, ses séries et ses émissions culturelles). « Nessma TV est une chaîne généraliste très ouverte, très moderne. Elle a des animateurs gays et semble clairement gay friendly. Et grâce au satellite, on peut la voir partout, car les frontières n'existent plus dans le monde arabe », commente Zoheir, le militant gay de l'association Abû Nawâs que j'ai interrogé à Alger.

Ces séries turques, ces émissions du Maghreb et ces talk-shows libanais vont bien au-delà du simple divertissement : ils ébranlent les fondements mêmes du monde musulman. Ils sont source de graves inquiétudes pour Riyad ou Téhéran, et cause de perturbation sociale pour les familles patriarcales. En portant à l'écran, non seulement des femmes sans voile, mais des femmes tout court, sans parler des gays, ils touchent à l'ordre familial et affectent la séparation des sexes. Cette révolution en marche est donc un fait majeur.

« Ce sont des sujets qui me mettent profondément mal à l'aise », avoue franchement, lorsque je l'interroge à Riyad, Saoud Al-Arifi. Il poursuit : « Mais on doit regarder la société en face. Je n'aime pas ces talk-shows où des gays se vautrent dans des fauteuils, sans parler du Saoudien qui draguait les filles voilées par Bluetooth ! Mais s'ils parlent et agissent de cette façon, c'est que des milliers d'autres le font aussi, même si l'on ne les voit pas sur les écrans. Il nous faut prendre conscience de la réalité. »

Al Jazeera est un exemple plus complexe. La chaîne du Qatar, au succès considérable dans le monde musulman, a accompagné le printemps arabe de 2011. Ces dernières années, j'ai suivi ses journalistes et ses animateurs dans une dizaine de pays arabes, enquêté dans les bureaux de la chaîne en Syrie, au Liban, en Palestine, en Tunisie, en Égypte et passé du temps au siège du groupe, à Doha. Et je les ai interrogés sur la question gay. Les points de vue sont variés et contradictoires. « Al Jazeera est une chaîne particulièrement audacieuse en matière politique, mais nous n'avons pas eu cette audace sur les questions de société et les mœurs », reconnaît, au Qatar, le présentateur vedette de la chaîne, le Tunisien Mohamed Krichen. Avant d'ajouter : « Si nos talk-shows ne font pas eux-mêmes la modernisation de la société arabe, ils l'accompagnent assurément. Au début, ce qu'on y entendait était choquant, incroyable, aujourd'hui on s'habitue à notre propre audace et le public bouge avec nous. L'homosexualité est évoquée fréquemment sur Al Jazeera, mais essentiellement dans les talk-shows, très rarement dans les journaux d'information. C'est un sujet encore tabou. » Ce point de vue est confirmé par Ahmad Kamel, l'un des anciens correspondants en Europe : « L'homosexualité est encore une question très sensible dans le monde arabe et personne, pas une seule chaîne de télévision, ne soutient ouvertement les gays. Al Jazeera est très hostile au sujet, même si sa concurrente, Al Arabya, qui appartient au groupe saoudien MBC, est plus neutre. Mais ça reste, là encore, une modernité très superficielle. »

Si Al Jazeera apparaît parfois, à travers certains de ses talk-shows, comme un moteur du changement, la chaîne qatarie est aussi un frein. Comme l'atteste l'émission *La Charia et la Vie* diffusée depuis Doha chaque dimanche à 21 h 05 (heure de La Mecque). C'est dans ce programme fameux qu'intervient régulièrement la superstar de la téléprédication islamiste le cheik Youssef al-Qardaoui, un exilé égyptien que l'on sait proche des Frères musulmans. Dans cette émission, le « satellite cheik » répond aux questions concrètes que se posent les musulmans pour vivre dans la modernité tout en étant de bons croyants. Des millions de personnes sont influencées par ses avis

et ses fatwas, relayés dans ses livres (*Le Licite et l'illicite*) ainsi que sur son site Islam Online, l'un des principaux du monde arabe (islamonline.net). Selon ses partisans, Youssef al-Qardaoui serait plutôt l'interprète d'un islam progressiste, notamment à l'égard des femmes. D'autres lui reprochent d'avoir appelé au jihad contre la France pour avoir banni le port du foulard islamique dans les écoles publiques. Lorsqu'un téléspectateur lui demande si le Coran autorise de se filmer en train de faire l'amour avec sa femme, le télévangéliste répond : « Oui. » Et sa défense de la fellation, compatible selon lui avec les valeurs de l'islam, reste sans doute l'une des interventions les plus débattues de toute l'histoire de la télévision arabe. Que dit-il de l'homosexualité ? Il n'emploie plus les précautions dont il use pour les droits des femmes et pour le respect de la vie privée. Le voici qui mène des campagnes antigays. Plein de préjugés, il revient à une pensée très orthodoxe selon laquelle les gays comme les lesbiennes doivent être condamnés durement. La peine de mort ? Il ne l'exclut pas. Et parle même de lapidation. Dans d'autres circonstances, il encourage les thérapies de « réorientation sexuelle ». Ses positions sont donc caricaturalement homophobes et à rebours du progressisme que certains prêtent à Al Jazeera.

En fin de compte, la question homosexuelle ne peut pas être totalement évitée par Al Jazeera, car elle s'immisce inévitablement dans les débats grâce à la dimension interactive des émissions et au recours fréquent des questions du public *via* les réseaux sociaux. Al Jazeera donne la parole au peuple, ce qu'aucun média arabe n'avait fait auparavant – et le peuple parle aussi d'homosexualité. « De plus en plus, on nous demande de “personnifier” le débat, de raconter des histoires, de mettre en scène des histoires vécues, et c'est ainsi que la question homosexuelle apparaît à l'antenne, je dirais à notre corps défendant », explique Labib Fahmy, le chef du bureau d'Al Jazeera en Belgique, interviewé à Bruxelles. Il ajoute : « Mais en général, l'homosexualité n'est pas rejetée par Al Jazeera, elle est surtout niée : on n'en parle pas. »

Ali Al-Dhafiri est Saoudien et on le devine, car il est l'un des rares journalistes à être vêtu de la thobe et à porter le shmaikh. Présentateur d'Al Jazeera, il anime un talk-show célèbre. Je le rencontre à la cafétéria de la chaîne, au quartier général du groupe à Doha, dans une salle réservée aux fumeurs. « C'est la liberté d'expression qui a fait le succès d'Al Jazeera, explique-t-il. Nous avons fait la révolution de l'information : la révolution arabe des news. Mais la révolution des mœurs, ce sont d'autres chaînes qui sont en train de la faire : LBC, Rotana, MBC. »

Après plusieurs mois d'enquête dans les quartiers généraux de Rotana à Riyad, de MBC à Dubaï, de LBC et Murr TV à Beyrouth ou

d'Al Jazeera à Doha, je suis convaincu que la révolution sexuelle arabe, que ce soit pour les femmes ou pour les gays, passera par ces talk-shows, ces séries et ces émissions télévisées. Reste à savoir si le « printemps » arabe de 2012, en Égypte, en Tunisie ou en Libye notamment, favorisera ce « printemps » audiovisuel ou si, au contraire, il y mettra fin.

« C'est dans ces talk-shows tournés à Beyrouth par les chaînes de télévision Rotana, MTV, LBC, ou MBC qu'il y a la plus grande liberté, me dit Makram Hannoush, un célèbre producteur libanais de séries télévisées. Dans le monde arabe, ce que ces jeunes se disent, et nous disent, est complètement incroyable. Sous prétexte de parler entre eux, de faire du buzz à la télé, de décrire leur vie quotidienne, ils abordent la question de la drogue, de la prostitution, des gays, des lesbiennes, des transsexuels. Pour un homme de ma génération, c'est absolument invraisemblable d'entendre cela. Mais je les écoute, fasciné. Ce sont eux, ces animateurs de talk-shows qui n'ont pas 25 ans, qui vont contribuer à l'ouverture des pays arabes. »

Épilogue

La nouvelle frontière des Droits de l'homme

« Robinson CRUSOÉ. Celui qui est seul sur une île perdue et qui rencontre Vendredi. Avec Fridae, j'ai voulu conjurer la solitude des gays en Asie », m'explique Stuart Kœ. Autour de nous, on parle indien, pakistanais, mais aussi chinois. Sur l'écran d'une petite télévision : un film de Bollywood. Et sur la table, du chicken masala et un verre de lassi. Kœ, la petite quarantaine, a une longue mèche blonde qu'il remonte fréquemment d'un geste désinvolte de la main. Brun, bodybuildé, il est le fondateur du plus important site gay d'Asie : fridae.com

Je suis au Tekka Centre, un restaurant indien dans le quartier de Little India à Singapour. « Internet est une révolution pour les gays partout dans le monde, poursuit Stuart. Leur vie a littéralement été révolutionnée : ils ne sont plus seuls. » Son site a une audience qui se compte en millions d'utilisateurs chaque mois en Asie du Sud-Est, à Taïwan, à Hong Kong, en Indonésie et même en Chine, où il serait le deuxième site de rencontres gays.

Docteur en pharmacie, Stuart Kœ n'était guère préparé à devenir l'un des plus influents gays d'Asie. « Il y a beaucoup de hasard dans les trajectoires humaines. Pour moi, c'est le sida qui a été le déclic. En pharmacie, je me suis spécialisé dans le VIH, et j'ai ensuite milité dans les associations de lutte contre le sida de Singapour. » Stuart Kœ est à la fois un militant et un entrepreneur, mélange instable qui fait de lui, tour à tour, un radical ou un pragmatique, un Harvey Milk ou un patron gay embourgeoisé. « Oui, je suis un entrepreneur activiste », résume cet innovateur dont le modèle économique repose sur la vente de publicités et les heures de connexion. Les abonnements premiums et les services réservés aux commerces gays complètent les recettes. Le site compte aujourd'hui une quinzaine de salariés à temps plein, tous basés à Singapour. Paradoxalement, l'entrepreneur est bien toléré par le régime, pays « socialiste » qui défend sans état d'âme un capitalisme tous azimuts en suivant le modèle chinois.

Le militant est un autre Stuart Kœ. Le voici plus radical, plus revendicatif. « Ce que je déteste avec les gays en Asie, c'est leur défaitisme. Ils se font peur tout seuls, me dit-il. Je sais bien que les valeurs de l'Asie sont celles du respect mutuel et du consensus, que le bien-être collectif prime toujours sur l'intérêt individuel, mais parfois il faut savoir se mobiliser et crier : "Assez !" » Alors, dès 2005, il a

participé à l'organisation d'une Gay Pride singapourienne – chose impensable dans un pays qui interdit les manifestations, refuse la liberté d'association et sanctionne toute forme de mobilisation politique. Succès mitigé : la Gay Pride sera interdite l'année suivante et transformée en semaine gay baptisée, en guise de résistance, « Indignation ». En 2007, fridae.com réclame, avec une dizaine d'autres associations, l'abrogation de la section 377, l'article antigay du Code pénal singapourien. La demande remonte jusqu'au Premier ministre, qui la rejette. Dès lors, cet activiste à répétition commence à embarrasser le régime : si l'entrepreneur est bien toléré, le militant pose problème. La police veille. Stuart Kœ prend néanmoins ses précautions : pour éviter tout risque de censure, son site est désormais hébergé à Hong Kong.

Au cœur du projet de fridae.com, il n'a échappé à personne, et surtout pas au gouvernement, qu'il y a le militantisme gay. Le beau slogan du site, « Empowering Gay Asia » témoigne, s'il en était besoin, de cet objectif de mobilisation politique. Avec une cinquantaine de correspondants réguliers présents dans tous les pays d'Asie, sauf en Corée du Nord, fridae.com est un véritable média d'information en ligne, diffusé en plusieurs langues, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. À ce titre, ce site est probablement aujourd'hui le plus important média gay en Asie. « J'ai l'habitude de dire que Singapour est l'Asie en miniature. Eh bien, disons-le comme ça : fridae.com est l'Asie gay en miniature. »

Se sentant « activiste dans l'âme », Stuart Kœ a une admiration sans borne pour Harvey Milk, ce militant gay devenu homme politique américain, finalement assassiné. « Cet homme était extraordinaire et beaucoup d'associations, et de bars, utilisent son nom ici, comme symbole du combat politique contre les préjugés. C'est un modèle pour nous tous. On espère juste qu'on ne sera pas assassinés. »

Nous terminons le repas indien, abondant et gras. Stuart Kœ doit filer : il a maintenant rendez-vous, dans une salle de fitness, avec son personal trainer, un certain Abra Lee, originaire de Hong Kong. Stuart et Abra vivent en couple. « C'est pratique d'avoir son boyfriend comme coach ! Je continue à aller à la gym deux fois par semaine, mais j'ai la chance de ne pas prendre de poids facilement. Je n'ai pas besoin, comme tant de gays à Singapour, de faire mon “work out” tous les matins, ni de suivre religieusement un régime. Je fais du sport en mode maintenance. Juste pour ne pas être trop ridicule devant mon copain. »

World Wide Gay

SUR INTERNET, peut-être pour la première fois de leur histoire, les

gays ont l'avantage du terrain. À Hong Kong comme en Chine, en Iran comme en Algérie. Un changement dont on peine encore à mesurer toutes les conséquences.

Dans un café de la rue Maurice-Audin à Alger, pas très loin du quartier étudiant, je fais la connaissance de quelques militants gays très actifs sur Internet. « C'est le Marais ici », lance Walid, faisant ironiquement allusion au quartier gay de Paris, lorsqu'il nous rejoint⁶. Il y a là Kahina, qui s'intéresse plus particulièrement à la cause lesbienne et vient de lancer une revue en ligne ; Walid, qui milite sur Facebook, où il gère plusieurs pages gay friendly ; Yacine, qui a préféré se mettre à Twitter et commence à avoir un bon petit capital de followers ; Naceur, enfin, d'origine tunisienne, qui s'intéresse surtout au site manjam.com. En parlant avec les uns et les autres, je me rends compte de la puissance d'Internet et des réseaux sociaux. La vie gay ne sera jamais plus comme avant.

« En autorisant les statuts amoureux homosexuels, Facebook a enclenché une révolution dont ses fondateurs n'imaginaient pas l'importance », explique Walid, qui est fasciné par la puissance de ce réseau social pour les gays. « Facebook facilite la constitution de réseaux d'amis extrêmement élastiques et adaptables, même dans les situations à risque. On peut subtilement distinguer les amis proches et sûrs – les “friends” –, des amis plus lointains qui ne sont que des “connaissances”. On prend toujours des risques mais, si l'on sait bien gérer les paramètres de confidentialité, c'est assez fiable », poursuit-il. Comme ses amis, Walid affirme que le contrôle policier algérien existe sur Facebook, mais que le risque est plus faible que sur un blog : « Les réseaux sociaux sont utilisés par des milliers d'individus qui discutent avec des milliers d'individus, c'est difficile de tout contrôler. » Walid salue le fait que les groupes ouvertement homophobes de Facebook font l'objet d'une surveillance accrue et qu'ils peuvent être désactivés (selon les nouvelles guidelines développées par la firme de Mark Zuckerberg). Walid et ses amis n'hésitent pas à demander aux Américains l'interdiction des groupes arabes qu'ils jugent antigays, soulignant que plusieurs homicides homophobes ont eu lieu récemment à Alger et que les suicides de gays y sont fréquents : ils auraient plusieurs fois obtenu gain de cause. « Ils sont tellement gay friendly chez Facebook que ça nous rassure », ajoute Walid. Je lui dis que Chris Hughes, le cofondateur de Facebook, et Tim Cook, le patron d'Apple, sont ouvertement gays, et que même Jack Dorsey, le patron de Twitter, et Jeff Bezos, celui d'Amazon, sont connus pour être particulièrement gay friendly. Ces informations semblent être un cadeau tombé du ciel. Walid est aux anges. « Maintenant, je ne vais plus acheter que des Mac », sourit-il.

Kahina, elle, est fière de sa revue en ligne qui commence à toucher

de nombreuses lesbiennes, y compris en Tunisie et au Maroc. « Internet a tout changé pour les homosexuels au Maghreb, dit-elle. Le web remplace les cafés, les clubs, les lieux de rencontre. C'est désormais beaucoup plus facile de rencontrer des gens, et beaucoup plus sûr. Maintenant, on a des amis. On n'est plus seuls. » Avant même Internet, le téléphone portable a été pour Kahina une première révolution majeure. « Jusque-là, le contrôle parental était presque total. Mon père surveillait toutes nos conversations, surtout celles de mes grands frères. À partir du moment où l'on a tous eu nos portables, notre père ne pouvait plus contrôler nos appels. Les SMS ne nécessitent même pas de parler. Mes frères ont pu commencer à échanger avec leurs petites copines et pour la lesbienne que j'étais en train de devenir, ce fut une vraie libération. J'ai beaucoup gagné en autonomie. »

Kahina accepte de décrire minutieusement le réseau LGBT algérien sur Internet. Les activistes sont mobiles, décentralisés, sans tête de pont, dispersés dans toutes les grandes villes d'Algérie. « Il y a une grande force dans les liens faibles, c'est cela le secret de l'Internet gay », me dit-elle. Kahina s'inquiète néanmoins des projets occidentaux et européens de lutte contre la cybercriminalité. « Comme ici l'homosexualité est un crime, selon les articles 333 et 338 du Code pénal algérien, toutes ces lois anti-cybercriminalité seront facilement utilisées pour fermer les sites gay friendly du monde arabe. » Et Kahina d'ajouter : « Si je vais en prison, j'ai un projet : je ferai du sport. Je suis très motivée. »

Son ami Naceur s'intéresse peu à la politique. Il préfère concentrer son énergie à la rencontre de garçons sur le site manjam.com, un phénomène majeur dans le monde homosexuel arabe. Ce « Gay Social Network & Gay Dating – Hookup Now ! » comme l'affirme son slogan, est une plate-forme de rencontres live, doublée d'un chat et d'une messagerie instantanée. Hébergée au Royaume-Uni, elle offre des services gratuits et d'autres, premiums, payants. « On se sent plus à l'aise, et plus en sécurité sur la version payante du site », me dit Naceur. Lequel utilise aussi le site gay.com (basé à Los Angeles) et gaydar.com (basé à Londres) qui ont également une forte popularité dans le monde arabe. « Le fait que ce soient des sites anglo-saxons est un indice de sécurité, conclut Naceur. Nous ne ferions jamais confiance à un site de rencontres gays basé dans un pays arabe. » En Algérie, comme dans des dizaines d'autres pays, j'ai été frappé par la maturité et l'inventivité technologique des homosexuels. Partout, ils connaissent les sites et les risques, savent se protéger et contourner la censure. Pour la première fois, les individus semblent plus forts que les États.

« Il Y A DIX ANS, LA COMMUNAUTÉ GAY n'existait pas en Chine. Aujourd'hui, elle compte des millions de membres. » Ling Jueding, dit Jeff, dirige le site gay feizan.com, un des nombreux sites gays chinois. Je le rencontre à Beijing, avec son fiancé, Joëy, un garçon bodybuildé, avocat financier international, avec qui il vit depuis six ans. « Le gouvernement ne nous bloque jamais.

Si l'on respecte les règles – ni pornographie ni politique –, on n'a pas de problèmes. » Le site de Ling Jueding appartient à un incroyable network Internet gay qui redessine depuis quelques années toutes les relations homosexuelles en Chine. Ce sont souvent des sites de rencontres, comme boysky.com ou bf99.com, mais aussi des sites culturels, comme douban.com, et lesbien, comme lescn.blog.163.com. Les réseaux sociaux américains, tels Facebook et Twitter, sont cependant interdits en Chine, YouTube l'est également, et de nombreuses recherches sur Google et Wikipedia sont censurées, comme je le constate à Beijing en essayant plusieurs types de requêtes. Le même système de censure existe en Iran où Gmail est régulièrement interdit d'accès et Facebook redirigé vers des liens morts.

Mais les Chinois sont « en avance » sur les autres régimes autoritaires. Ils sont en train de bâtir un Internet qui voudrait être, à l'échelle d'un pays tout entier, un Intranet géant. Par nationalisme et par obsession du contrôle, de nombreux sites chinois sont de simples clones des géants du web américains : Baidu (l'équivalent de Google), QQ (MSN), Renren (Facebook), YouKu (YouTube) ou encore Hudong (Wikipedia). Ces moteurs de recherche et réseaux sociaux, sous contrôle chinois strict, allaient-ils exclure les gays ? « On l'a crain. Mais les gays chinois ont massivement adopté ces sites, ces réseaux et ces applications, et ils se les sont appropriés. On ne peut plus les arrêter. La vie gay n'est pas publique en Chine. Mais elle est omniprésente sur le web », commente Ling Jueding.

Plus récent, le phénomène des « Weibo », les équivalents chinois de Twitter, rassemblent désormais plus de cent cinquante millions d'utilisateurs réguliers. « En Chine, les gays sont passés des sites et des blogs aux réseaux sociaux, c'est plus sûr », me confie le dissident chinois Wan Yanhai, interrogé à Taïwan. Même avec sa cyberarmée d'agents de surveillance, estimée à plusieurs dizaines de milliers de membres, la Chine n'est plus capable d'interdire les messages homosexuels postés parmi les centaines de millions de textos et de tweets échangés chaque jour. Elle peut encore moins empêcher la drague et les rencontres. « Ils surveillent les réseaux sociaux à travers des mots clés dont la liste est tenue secrète. Mais si vous n'abordez pas les trois "T", les plus sensibles, le Tibet, Taïwan et Tiananmen, et s'il n'est pas question des deux "P", la prostitution et la pédophilie, le gouvernement vous laisse dire ce que vous voulez », commente Jiang

Hui, le patron du site aibai.org, interrogé à Beijing.

De tels propos sont considérés par d'autres activistes comme plutôt optimistes. Le gouvernement chinois tente actuellement d'imposer aux fabricants d'ordinateurs l'insertion de logiciels pour bloquer toute pornographie – ce qui concernerait naturellement les sites gays. L'Iran aimerait faire aussi bien.

Je fais un test à Téhéran : je tape le mot « sexe » sur Google... et je suis immédiatement redirigé vers une page qui me propose d'acheter le Coran. Parfois, le ridicule l'emporte sur l'efficacité. Je constate ainsi que le nom d'un ancien vice-président américain est fréquemment banni en Chine ou en Iran : Dick Cheney. Par antiaméricanisme ? Non ! Simplement parce que son prénom est « Dick » (littéralement « bite » en anglais). Le mot est donc automatiquement censuré.

Pourtant, en Chine, comme en Iran, à Cuba, en Russie, ou en Arabie Saoudite, la censure est à la peine. La plupart des activistes gays que j'ai rencontrés dans ces différents pays m'ont expliqué leurs méthodes de contournement. Généralement, ils ont recours à des « proxys », à des antifiltres (des Filter Breakers comme U999 d'Ultrasurf, freegate ou 4shared.com) ou mieux encore à un VPN (Virtual Private Network). Ces derniers permettent à un utilisateur d'obtenir une adresse IP artificiellement recrée hors de Chine ou d'Iran : l'utilisateur est ainsi relocalisé, par exemple au Canada, et ne dépend plus de la censure locale. Il peut donc surfer librement sur le web.

En Iran, les cybercafés que j'ai fréquentés proposent presque systématiquement des ordinateurs avec antifiltres, alors même qu'ils ont pignon sur rue. « Même dans les ministères, tous les ordinateurs sont équipés d'antifiltres », s'exclame le patron d'un de ces cybercafés près de la place Imam-Khomeini à Téhéran.

Et puis il y a les messageries instantanées, où la censure a, comme avec les réseaux sociaux, plusieurs batailles de retard. Les Iraniens utilisent en particulier les messageries instantanées sur Internet ou sur téléphone portable (MSN, GTalk, BBM, WhatsApp ou Yahoo Messenger) qui leur paraissent plus difficiles à contrôler et sur lesquelles des rubriques sont réputées gay friendly (sous Yahoo Messenger, la rubrique « culture and communication », puis sous-rubrique « adults », puis « Asie », puis « Iran », puis « Gay & Lesbian » est très active). La paranoïa existe aussi – souvent à juste titre. Beaucoup des gays que j'ai rencontrés en Chine ou en Iran s'interrogent pour savoir quelle est la messagerie la plus sûre, du point de vue de la confidentialité, entre Gmail, Yahoo et Hotmail. Yahoo est mal vu depuis sa coopération avec la censure chinoise (et ses liens avec le portail arabe Maktoob), Hotmail ne suscite guère d'avis et Gmail serait actuellement considérée comme la messagerie la plus

fiable.

Les censures chinoise, cubaine ou iranienne doivent enfin affronter la contre-censure américaine. Des milliers de « nerds » chinois veillent au grain dans le quartier de chinatown à San Francisco, des « geeks » cubains à Miami ou des anti-mollahs à « Tehrangeles », le quartier iranien de Los Angeles. Fondus de numérique ou salariés de start-up, ces immigrés inventent en temps réel des logiciels pour déjouer les ruses de la censure de leur pays d'origine. Jamais à court d'idées, ne comptant pas leurs heures, ils profitent du décalage horaire pour débloquer le web. Heureux d'en découdre avec la révolution islamique ou avec la dictature communiste chinoise, ils font même du zèle ; et à la différence de leurs amis chinois ou coreligionnaires restés en Iran, ils prennent peu de risques. « Les meilleurs antifiltres viennent des dissidents iraniens. Dès qu'un site est bloqué à Téhéran, des solutions de contournement ou des proxys sont mis en place par les Iraniens-Américains de Los Angeles qui, en utilisant le décalage horaire, le restaurent pour qu'il soit à nouveau actif le lendemain matin. C'est notre service après-vente de l'Internet iranien », m'explique, fasciné et reconnaissant, Mohsen, un blogueur et rocker gay interrogé à Téhéran.

De Stonewall à Twitter, les États-Unis continuent donc à fasciner les communautés LGBT du monde entier. Comme pour les séries télévisées, les festivals de films gays et maintenant grâce à Internet, l'Amérique persiste à donner le *la* du mouvement gay global. En tout cas, Jeremy Heimans en est persuadé – et il a trouvé sa mission. À 35 ans, cet Australien né de parents libanais et néerlandais est à la tête d'une ONG américaine basée à New York. *Via* Internet, il veut mobiliser les gays et les lesbiennes du monde entier. Rien de moins. Son but : qu'ils soient tous « out ».

« All Out est une organisation progressiste qui se bat pour défendre les gays non plus seulement aux États-Unis, mais de manière globale », me dit Jeremy Heimans, lors d'une série de rendez-vous à Paris. Son site (allout.org) a été créé en 2011 et il rassemble déjà plus d'un million de membres soucieux d'aider la cause gay par des actions microsegmentées et transversales, à la fois très locales et très globales. Si un État américain veut interdire aux gays de se marier, si une proposition de loi homophobe risque d'être votée en Russie ou si un gay est menacé d'être emprisonné dans un pays arabe, All Out se mobilise. L'association agit avec différents outils : des centaines de milliers d'e-mails ou de lettres de protestation sont envoyés des quatre coins du globe. S'il le faut, des publicités sont achetées dans les journaux, des actions de boycott d'une marque peuvent être aussi imaginées. « Nous menons des campagnes en ligne en temps réel, massives, rapides, efficaces, c'est cela notre rôle », ajoute Heimans qui

est bien rompu au langage du « marketing humanitaire ». Pour lui, l'activisme global n'est plus réservé aux rock stars ou aux millionnaires : chacun, avec de petits moyens, peut faire la différence. Il entend donc réveiller les gays du monde entier et, joignant le geste à la parole, multiplie, au cours de notre discussion, des expressions dynamiques comme « Get Up ! », « Don't Give Up ! » ou « Move on ! » en les accompagnant de grands gestes volontaristes de ses bras. Et le financement suit. « Les gens aiment se battre pour des causes qui les concernent. Ils se mobilisent et sont très actifs. Ils financent aussi l'organisation par des milliers de microdonations de quelques dollars », commente Jeremy Heimans (All Out est également financée par d'importantes fondations philanthropiques américaines, notamment par la Fondation Arcus et la Ford à New York, la Fondation Gill à Denver, mais refuse, par principe, afin de garder son indépendance, tout financement gouvernemental ou émanant d'une entreprise privée).

On a parfois émis des réserves sur ces mobilisations Internet, d'inspiration nord-américaine, centrées sur les Droits de l'homme mais déconnectées des situations locales. Trop simplistes ? trop naïves ? « Nous n'agissons jamais sans nous mettre au service des associations qui sont sur le terrain, plaide Heimans. En Russie, au Cameroun, nous sommes intervenus en fonction de ce que recommandaient nos contacts locaux. Tout est très décentralisé chez nous. Maintenant, c'est vrai, je pense que le cadre des Droits de l'homme n'est pas toujours le meilleur moyen pour agir. Il faut savoir utiliser d'autres outils : le droit et les avocats, la culture et les artistes, Internet bien sûr. Nous devons encore inventer nos moyens d'action. Nous sommes encore une jeune organisation. »

Richard Socarides, l'ancien conseiller de Bill Clinton pour les questions gays, qui a rejoint le conseil d'administration d'All Out, m'explique pour sa part : « Je pense que les répercussions d'Internet dans ce combat des Droits de l'homme sont déterminantes. Partager et communiquer des informations rapidement est une chose ; mais il faut aussi multiplier les voix, se défendre et être très réactif. Je crois qu'avec Internet et les réseaux sociaux, nous sommes seulement au début d'une véritable révolution pour les gays. Ce sont des outils transformatifs qui accélèrent les changements. » Au-delà d'All Out, il existe plusieurs organisations d'activisme en ligne qui interviennent aujourd'hui sur la question gay – avaaz.org, change.org ou dosomething.org – un mouvement que l'on qualifie de philanthropie du « DIY » (do-it-yourself). Pour la première fois, les gays ne sont plus seulement mus par leurs causes, ils sont aussi définis par leurs outils.

C'est aussi ce que pense, au Brésil, André Fischer – l'homme derrière le plus important site gay d'Amérique latine. Je le retrouve

pour déjeuner dans un « quilo » – comme on appelle à São Paulo les restaurants en self-service où l'on paye sa nourriture au poids. Né à Rio, le jeune homme a fait tous les métiers, du graphisme à la publicité, il a organisé des festivals de films gays, a lancé des magazines homos comme *Junior* puis *H Magazine*, et a même été DJ au bar A Loca, au début des années 2000. Depuis, il a bifurqué vers Internet et a créé successivement plusieurs sites gays, dont le très populaire MixBrazil (mixbrasil.uol.com.br). « C'est à la fois un site de rencontres et d'information, la drague et les droits, même si je sais pertinemment que pour les gays, les trucs fun marchent mieux que les trucs sérieux », reconnaît Fischer, qui finit son assiette de haricots rouges et noirs. Les audiences phénoménales de MixBrazil s'expliquent aussi par la montée en puissance numérique du Brésil et de ses presque deux cents millions d'habitants. Fischer est convaincu qu'Internet peut vraiment changer la vie des gays dans les pays émergents.

Comme en Inde (gaybombay.org), en Russie (gayrussia.eu ou facelink.ru), en Algérie (abunawasdz.org), en Tunisie (gaydaymagazine.wordpress.com), en Chine (fridae.com), et sur des centaines d'autres sites, l'actualité LGBT reste une source importante de trafic Internet tant les infos sur le sujet sont rares dans les médias officiels. Et Fischer de conclure : « Le moteur de la révolution gay, c'est la presse, les bars, les mobilisations populaires comme la Gay Pride, le marché, Internet, les réseaux sociaux et Grindr. »

Au-delà des sites gays – innombrables aujourd'hui au Brésil et à travers le monde –, la dernière révolution gay porte un nom imprononçable : Grindr. Les gays brésiliens l'utilisent massivement, mais j'ai pu également constater son influence en Europe, en Amérique du Nord ou en Asie. Imaginée par une start-up de Los Angeles, Grindr est une simple application pour smartphones qui permet de rencontrer d'autres gays situés tout près de soi (son slogan est « Meet guys near you »). Ouverte aux gays, aux bisexuels et aux « curious guys » (mais étrangement pas aux lesbiennes ni aux transsexuels ni à tous ceux qui ne peuvent s'offrir un smartphone), elle fonctionne sous iPhone, Blackberry et téléphones Android, selon le principe de la géolocalisation. Chaque utilisateur peut entrer en contact avec d'autres gays qui se trouvent dans un périmètre de quelques centaines de mètres, ce qui en fait un véritable « réseau géosocial ». (En Chine, j'ai constaté que les gays utilisaient massivement Grindr, mais aussi Jack'd, une application iPhone similaire.)

Ce genre d'outils transforme fortement la vie gay, comme le constate le blogueur gay Scott Dagostino, interrogé au Canada : « Ici, à Toronto, c'est une cold city. L'hiver est long et très froid. Avec Grindr,

une app faite pour le “gay cruising”, plus besoin de sortir de chez soi pour draguer. Cela enlève une des fonctions vitales des bars gays, la rencontre, et en cela c’est une nouveauté qui affecte profondément la vie gay. » En l’écouter parler, je me dis qu’Internet et les réseaux sociaux, qui représentent une révolution considérable pour les gays, ont de beaux jours devant eux. Pour les communautés LGBT du monde entier, ils sont en train de changer le rapport de force, de redonner du pouvoir aux individus, que ce soit pour contourner la censure en Chine, pour éviter les fatwas dans les pays musulmans ou pour pallier le froid de l’hiver en Amérique du Nord.

Les gays émergents

NOUS EN SOMMES LÀ et presque au terme de cette longue enquête. Quatre révolutions en cours – la télévision satellitaire, le téléphone portable, Internet et les réseaux sociaux – sont en train de transformer profondément la vie des gays à travers le monde. Un nouveau chapitre de l’histoire LGBT est en train de s’ouvrir.

Cette histoire – hélas ! – n’avance pas partout à la même vitesse. L’homosexualité est certes un phénomène global et des progrès considérables en matière de droits ont lieu sur les cinq continents. Mais si l’homosexualité est universelle, sa reconnaissance ne l’est pas. La question gay reste une ligne de fracture importante, non pas tant entre l’« Orient » et l’« Occident », comme on le croit souvent, ni même entre le « Nord » et le « Sud », mais au sein de chaque civilisation, à l’intérieur de chaque continent et parfois de chaque pays. Il y a des conflits de valeurs, mais ils n’opposent pas l’Ouest à l’Est, le christianisme à l’islam : ils se situent au sein même de ces différentes civilisations. Les militants gays existent *aussi* en « Orient », comme le prouvent les dissidents gays chinois et singapouriens, les militants LGBT algériens ou libanais, ainsi que les activistes africains pro-gays, tous ces héros « ordinaires » que nous avons suivis dans ce livre et dont le courage est extraordinaire. Quant aux homophobes, ils existent également en « Occident », comme l’attestent les néo-évangélistes protestants aux États-Unis et les référendums antigays dans de nombreux États américains (où, ne l’oublions pas, la sodomie était encore un crime dans une quinzaine d’États jusqu’en 2003). Et après tout, les homosexuels peuvent aujourd’hui se marier à Johannesburg et à Buenos Aires – mais pas à Chicago ni à Miami. En Europe, le rejet, parfois même la haine des gays, existe aussi. En Russie, en Pologne et en Europe de l’Est, bien sûr, mais aussi à l’« Ouest » comme le confirme l’homophobie militante du Vatican ou celle, meurtrière, du néonazi qui a perpétré l’attentat contre le pub gay *Admiral Duncan* dans le quartier de Soho à Londres en 1999.

L'« Occident » n'a donc pas le monopole de la défense des droits des gays et l'« Orient » ni le « Sud » le privilège de l'homophobie. L'« identité » gay ne se cantonne pas à l'« Ouest » ; alors que seules des « pratiques » homosexuelles existeraient, tant bien que mal, à l'« Est » et au « Sud ». Cette enquête de terrain, qui visait aussi à nous décentrer du regard purement « occidental », a montré que la géopolitique de la question gay n'est pas constituée de blocs régionaux homogènes, nécessairement antagonistes. La question est plus complexe ; elle nécessite des analyses plus nuancées. Il n'y a pas deux homosexualités, l'occidentale et l'orientale. Il n'y a pas de choc des sexualités. Il n'y a pas de « clash » gay des civilisations.

En MÊME TEMPS, il existe effectivement un certain nombre de pays où la tolérance en faveur des homosexuels s'est accrue d'une manière inattendue et où elle est en train d'entrer, si l'on peut dire, dans les mœurs. L'accélération de l'acceptation des gays est même l'un des phénomènes sociaux les plus marquants de notre époque. Nous sommes en train de passer, en Europe et en Amérique, de la pénalisation de l'homosexualité à la pénalisation de l'homophobie. Hier, il était difficile d'être ouvertement homosexuel ; aujourd'hui, il devient difficile d'être ouvertement homophobe.

Certains pays sont à la pointe de ce combat. Précoce, l'Union européenne a imposé la dépénalisation de l'homosexualité comme règle d'accession à l'union et elle a défini depuis 1997 l'orientation sexuelle comme le libre choix de chacun. Depuis 2008, les Nations unies s'inscrivent lentement dans le même mouvement et l'engagement personnel en 2012 de leur secrétaire général, Ban Ki-moon, en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité est un tournant. Les États-Unis de Barack Obama contribuent, de leur côté, à intégrer la liberté d'être homosexuel parmi les Droits de l'homme. Après le combat des droits civiques dans les années 1960, après les droits des femmes dans les années 1970, le droit des personnes LGBT est en train de faire son chemin, lentement. L'universalisation des droits des gays fait époque.

Toutefois, cette évolution globale n'a pas pour centre de gravité l'Amérique du Nord et l'Europe seulement : elle est devenue multipolaire. Nous assistons, comme cette enquête l'a montré, à une « désoccidentalisation » du combat pour les droits des gays. Le Brésil, l'Argentine, le Mexique et même l'Afrique du Sud ont pris leur destin en main et sont désormais de fervents partisans des droits LGBT. Cette mobilisation sur la question gay de certains pays émergents est un phénomène majeur de la dernière décennie – il est nouveau, inattendu, crucial. Les pays émergents n'émergent pas seulement avec leur démographie et leur PIB, ils émergent aussi – pour certains

d'entre eux – avec le combat pour les valeurs, dans lesquelles les droits des gays ont une place. La mondialisation n'est pas seulement économique ; elle est aussi une mondialisation des valeurs. Et les gays émergents sont la révélation de notre époque – et de cette enquête.

Que le combat en faveur des droits des gays soit mené sur les cinq continents est un argument décisif pour prouver que la question LGBT n'est en rien une question « occidentale ». Depuis longtemps, des phénomènes comme les Lady Boys asiatiques, les salons de coiffure du Tadjikistan, les karaokés et les mangas gays japonais, les mariages entre hommes dans la Syrie rurale, les transsexuels tolérés en Iran, la littérature perse et ses intrigues homosexuelles, sans parler des contes des *Mille et Une Nuits* et de leur érotisme gay, attestent une homosexualité ancrée en « Orient ». Des artistes homosexuels comme Tchaïkovski, Diaghilev ou Nijinski n'appartiennent pas à la tradition européenne « décadente », mais à celle de la Russie des tsars. Dans la Chine ancienne, une dizaine d'empereurs au moins auraient été bisexuels et le mariage entre hommes est bien documenté au XVII^e siècle dans certaines provinces. La cour du shah d'Iran comptait de nombreux princes homosexuels. Mais ce n'est pas seulement l'histoire ou les pratiques de l'élite qui nous confirment cette universalité : ce sont aussi les masses, aujourd'hui. Il suffit de consulter à n'importe quel moment les sites gays, les blogs, les portails spécialisés comme manjam, planetromeo, guys4men ou gaydar, et les réseaux sociaux, pour constater que des dizaines de millions de Chinois, de Russes, d'indonésiens, d'iraniens et d'Arabes les fréquentent assidûment, y échangent et s'y rencontrent – un fait décisif. Cette preuve par les chiffres, et non par l'idéologie, est une réfutation définitive des arguments qui font de l'homosexualité un phénomène occidental. Des millions de Chinois, de Saoudiens, d'Égyptiens, de Malaisiens, de Singapouriens ou d'iraniens disent désormais, publiquement, quotidiennement, par leur présence même sur les réseaux, qu'ils sont gays ou lesbiennes et qu'il faudra compter avec eux.

En réalité, contrairement à ce que prétendent les dirigeants de ces pays autoritaires et tous ceux qui ne reflètent pas les volontés des populations qu'ils prétendent représenter, les pratiques homosexuelles sont bien universelles. L'homosexualité n'est pas davantage aujourd'hui le produit d'une propagande occidentale décadente qu'elle n'a été, hier, le produit du colonialisme. Au contraire : les lois homophobes actuelles en vigueur au Moyen-Orient, en Inde ou en Afrique ont souvent été imposées aux peuples colonisés par l'Angleterre victorienne, par les colons français, quand ce n'est pas, aujourd'hui encore, par les évangélistes américains. Ce n'est pas l'homosexualité qui a été importée par les « Occidentaux » : c'est

souvent l'homophobie.

Partout, le militantisme gay prend donc racine. Et de l'Amérique latine à l'Asie, de l'Europe à l'Amérique du Nord, le « momentum » semble arrivé : la défense des droits des gays est en train de devenir la nouvelle frontière des Droits de l'homme.

Une nouvelle frontière pour les Droits de l'homme

L'homosexualité : un combat des Droits de l'homme ? C'est ce que l'on commence à penser désormais à Washington et à Bruxelles, en Europe de l'Ouest, mais aussi à Brasilia, Mexico, Bogota, Buenos Aires, Hong Kong ou Pretoria. Il ne s'agit cependant pas d'un « nouveau » droit de l'homme ou d'un droit spécifique qui serait « séparé et distinct », comme le prétendent les pays ultra-conservateurs hostiles à l'homosexualité, à commencer par les pays musulmans. Les droits des personnes LGBT font intrinsèquement partie des Droits de l'homme, au-delà de toute controverse ou polémique, car il s'agit bien de droits existants – droit à la vie, à la liberté, à la sûreté de la personne, protection égale contre toute discrimination, liberté d'expression, droit à la vie privée etc., tels qu'ils figurent notamment dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme – *appliqués* aux personnes LGBT. « Gay rights are human rights, and human rights are gay rights » a magnifiquement résumé Hillary Clinton.

Pour autant, il n'y a pas de modèle gay global, une seule façon d'être homosexuel – qui serait calquée sur la matrice nord-américaine. On ne doit pas voir le mouvement gay allant à la « libération » de manière homogène. Et encore moins y aller à l'« occidentale ».

Comme cette enquête l'a montré, la question gay est dans l'air du temps, la libération homosexuelle est en marche et le Rainbow flag flotte de plus en plus souvent à la terrasse des cafés gays du monde entier. Partout, les Gay Prides se multiplient. Partout, les sondages internationaux Gallup montrent que la tolérance croît sur la question gay – avec, certes, beaucoup d'inégalités géographiques, et de lenteurs, mais inexorablement. Et du coup, les gays donnent l'impression de converger vers un modèle unique, de tous se ressembler, désormais fascinés par le mode de vie américano-occidental. La gayness se mondialise. L'homosexualité est la « nouvelle frontière » de notre époque. Sans empreinte locale ? sans racines ?

En réalité, les homosexuels sont partout différents. Mondialisés certes, mais aussi très territorialisés. Il y a un « Global Gay » – mais il y a également de nombreux « Local Gay ». Cette enquête a décrit cette diversité et cet ancrage régional : les « line dances » des bars gays de cow-boys à Chicago ; les soirées gays de tango à Buenos Aires et de samba à Rio ; les « habitaciones » gays à Cuba ; les soirées où les

homosexuels jouent au shaï zi en Chine du Nord ; les équipes gays de Dragon Boating à Singapour ; les karaokés, « snacks » et autres love hotels gays à Tokyo. Souvent, les gays vivent en dehors de la globalisation et hors de toute américanisation. Ils ne font que rarement le choix ou l'épreuve de l'acculturation, c'est-à-dire de l'effacement de leur culture d'origine, au profit d'une identité gay globale. Ils sont plus en prise avec leur vie locale qu'ils ne sont globalisés. Ils sont à la fois universels *et* locaux. La diversité est grande au sein des communautés LGBT du monde entier. La mondialisation n'arase pas les différences au sein du monde homosexuel : elle les consacre. Et il existe ainsi une valeur plus puissante encore que la diversité : celle des différences au sein même des minorités. Ce que j'appellerai : la diversité de la diversité.

À Amman, une militante féministe m'a longuement reçu avant que je ne quitte la Jordanie. « La question gay est terriblement taboue ici, comme dans le monde arabe en général », m'a dit Layla Naffa Hamarneh, animatrice d'une importante organisation des droits des femmes. Son association fait partie du réseau Karama – « dignité » en arabe – et elle est financée par l'Union européenne, les Nations unies (UNRWA) et des fondations canadiennes, suédoises et allemandes. « Si on veut vraiment aider les gays ici, insiste-t-elle, il ne faut pas trop espérer du combat politique ou de la lutte en faveur des Droits de l'homme. Je ne crois guère au militantisme LGBT dans le monde arabe. En revanche, il faut faire confiance aux ONG, aider des petits lieux comme le Books@Café d'Amman et financer les sites web. C'est par les talk-shows télévisés, par Internet, par Facebook que les choses vont avancer. Et dans les cas les plus graves, il faut offrir l'asile politique. C'est ce qu'il y a de mieux à faire. »

Je crois, comme Layla Naffa Hamarneh, au combat politique des Droits de l'homme, et les révolutions arabes ont prouvé en 2011 que l'aspiration démocratique et la liberté d'expression étaient des valeurs universelles. Mais je suis également conscient que dans le combat en faveur des homosexuels des pays musulmans ou africains, il faut être plus habile. L'indignation légitime, les bonnes intentions et le discours des Droits de l'homme ne suffisent pas : aider les gays dans les pays hostiles est difficile pour nous et dangereux pour eux. C'est même une tâche extrêmement complexe, qui requiert à la fois de mener la bataille sur des valeurs universelles, de se servir de stratégies plus fines, parfois contre-intuitives, et de défendre des micro-politiques à différents niveaux. Il faudrait jouer subtilement avec les rapports de force plutôt qu'apparaître comme des prédicateurs mondialisés. On ne peut pas agir de la même manière en Russie et en Iran, à Singapour et en Ouganda : d'un côté, on est face à ce que j'appellerais une

« homophobie froide », ancrée dans un souci politique de souveraineté nationale et mâtinée de religion, d'authenticité culturelle et d'antimondialisation (Russie, Chine, Europe de l'Est, Asie) ; de l'autre, à une « homophobie chaude » de nature religieuse ou traditionaliste (pays arabes, Iran, Afrique évangéliste). L'important dans les deux cas est de respecter les personnes et les associations concernées et de n'agir qu'en concertation avec elles. Au lieu d'imposer des méthodes et un agenda « occidental », au risque de nuire aux personnes concernées, mieux vaudrait coller aux réalités du terrain, en se fiant aux acteurs locaux qui abondent souvent en propositions innovantes adaptées aux situations locales uniques.

Ici, on peut aider les gays à travers le combat des droits des femmes ou la lutte contre le sida en permettant d'accroître la tolérance gay sans susciter de blocages frontaux ; là, c'est en inscrivant le combat pour les droits des gays dans le combat plus large des libertés fondamentales – droit d'association, droit de réunion, liberté de la presse – que les choses avancent ; ou bien en s'appuyant sur la puissance des syndicats, comme en Afrique du Sud, ou de l'opposition démocratique, comme en Russie ; les Églises sont même parfois un acteur progressiste, comme le prouve l'engagement pro-gay de l'archevêque anglican Desmond Tutu ; parfois, c'est en aidant les associations gays présentes dans les diasporas – iraniennes à Angeles et Toronto, cubaines à Miami, africaines à Paris ou à Londres – qu'on peut le mieux influencer les populations intérieures ; parfois, c'est en adaptant les lois sur l'immigration, afin de faciliter l'exil ou l'asile des personnes LGBT en danger ; d'autres fois, il faut plutôt miser sur la culture et les nouveaux médias en favorisant le développement de sites Internet et les réseaux sociaux, en aidant la production de séries télévisées gay friendly ou en organisant du « media awareness » ; d'autres fois encore, on peut progresser en soutenant les entrepreneurs gays et en encourageant la création de cafés et de bars friendly. « Faute de mieux, les bars sont une sorte de militantisme ici », m'a dit Ng Yi-Cheng, une activiste lesbienne de Singapour. Partout, c'est par l'« empowerment », en donnant du pouvoir aux individus sur le terrain et en leur permettant de reprendre le contrôle sur leur propre vie, sans les exposer, qu'on avancera. Quelles sont, au demeurant, les solutions alternatives et les autres options ?

Le mouvement de l'éducation, l'émergence de nouvelles classes moyennes, l'accès à l'enseignement supérieur, les échanges universitaires internationaux, la multiplication des télévisions satellitaires et des sites web, la croissance des échanges commerciaux et du tourisme feront également leur effet peu à peu. Et partout, dans les pays arabes et africains, en Russie comme en Chine, je crois qu'on peut espérer beaucoup de la jeunesse, plus tolérante, plus friendly et

qui a envie de changer le monde : la démographie est notre plus bel espoir.

Il ne faut pas hésiter également à utiliser des arguments économiques, car l'homophobie peut être un frein au développement. Ainsi, le commerce, le tourisme et la culture sont des arguments parfois efficaces, des stratégies de contournement, pour améliorer les droits des gays. À Istanbul comme à Cuba, à Beijing comme à Budapest, Mumbai ou Jakarta, et même à Beyrouth ou au Caire, l'argument économique fait souvent mouche. Partout, les gouvernements et les maires veulent séduire les créateurs, les fashion designers, les touristes et les start-up. Partout, ils veulent « incubé » des entreprises de nouvelles technologies, attirer les milieux de la mode et du design et transformer leurs cités en « villes créatives ». Mais, désormais, les maires ne peuvent plus retenir leurs entrepreneurs et leurs artistes ; ce sont ces derniers qui choisissent les villes où ils vont vivre. Et j'ai montré dans mon précédent livre, *Mainstream*, que le « facteur gay » était déterminant pour attirer ces artistes, ces start-up et bâtir ces villes créatives. Il faut accepter que les gays soient libres si l'on veut attirer des créateurs de talent pour écrire des scénarios de séries télévisées innovantes, avoir des acteurs et des comédiens de qualité et produire des films mondialisés ; on a besoin de gays si l'on veut davantage de prescripteurs culturels, de gens de la mode, des milieux alternatifs et de buzz global ; il faut tolérer les quartiers gays si l'on veut plus de diversité culturelle, nourrir une contre-culture et avoir davantage de touristes ; il faut accepter les couples gays si l'on veut avoir des congrès, des croisières, des casinos ou des parcs d'attractions remplis ; il faut des villes plus diverses, plus tolérantes et plus ouvertes si l'on veut apparaître sur la carte des capitales créatives globales. Il faut même encourager le « gaystream » si on veut plus de culture « mainstream ».

Le PIB grâce aux gays ? N'exagérons pas : les villes peuvent devenir créatives et les entreprises prospérer sans les gays. Mais ils représentent certainement un élément du développement économique. Et si le « facteur gay » n'explique pas tout – la qualité des universités, l'innovation scientifique, la multiplication des centres technologiques, la diversité ethnique et bien d'autres facteurs jouent également –, c'est néanmoins un argument auquel les maires et les gouvernants sont sensibles. La question gay devient peu à peu un élément de la puissance, de l'économie. Elle est en train de devenir un véritable « soft power ».

Il me semble en définitive qu'il y a deux stratégies parallèles à conduire, deux sortes de diplomatie à mener, en faveur des personnes LGBT. Dans certains cas où l'on peut encourager la valorisation de l'« identité » homosexuelle, on peut privilégier une défense des valeurs

et des droits ; dans d'autres cas, même si les Droits de l'homme sont universels, il est possible de mettre davantage l'accent sur la défense de la culture, sur la communication et le commerce. Ces deux stratégies ne sont pas antinomiques. Elles se complètent. D'un côté, une défense « hard » des Droits de l'homme ; de l'autre une défense « soft » de ces mêmes Droits de l'homme. Lorsqu'on agit en Pologne, en Hongrie, à Taïwan, en Corée du Sud, en Amérique latine, en Afrique du Sud, en Europe centrale et orientale, la diplomatie des valeurs a toute sa place. On peut faire pression en défendant les droits des gays et assumer clairement cet objectif et la reconnaissance de l'« identité » homosexuelle. En revanche, lorsqu'on espère agir dans le monde arabe, en Iran, en Chine, en Afrique évangéliste ou à Singapour, en Russie aussi, mieux vaut accompagner les « pratiques » homosexuelles et privilégier la communication, le tourisme et la culture. La bataille peut être menée à travers des ONG, des start-up, des télévisions satellitaires, des lieux culturels. On peut financer des lieux gays. À la stratégie « hard » et frontale des Droits de l'homme, on peut préférer une stratégie plus douce, par la persuasion, la culture et Internet – une stratégie de contournement et de « soft power ».

Ces deux formes d'influence sont complémentaires. Elles ont le même objectif du point de vue des Droits de l'homme. Elles vont dans le même sens de la valorisation de l'identité homosexuelle et de l'émergence des personnes LGBT en tant que nouveaux acteurs des relations internationales et de la géopolitique.

Au TERME DE CETTE ENQUÊTE, l'inquiétude et l'optimisme dominant. L'inquiétude, bien sûr, et même la colère face aux huit pays qui maintiennent encore officiellement aujourd'hui la peine de mort pour les homosexuels dans leur droit – Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Iran, Mauritanie, Nord-Soudan et Yémen, auquel il faut ajouter le nord du Nigeria et certaines régions de la Somalie. L'inquiétude face aux soixante-seize pays qui condamnent à des peines de prison ou des amendes les homosexuels. L'inquiétude encore face aux nouvelles lois antigays qui se multiplient en Afrique, en Russie, en Europe de l'Est.

Mais l'optimisme aussi. L'espérance même. Comme celle que m'a transmise un jour Yahya Al-Aous, un activiste peu connu et dont le courage singulier est encore rare, sur la question gay, dans le monde arabe. Je l'ai rencontré en Syrie en 2009 – avant les débuts de la guerre. Je me souviens du bureau d'Al-Aous, dans le sous-sol d'une maison bourgeoise, au centre de Damas. Lorsque je suis arrivé, j'ai découvert cet homme de 39 ans seul au milieu de ses archives et de quelques vieux ordinateurs. Il venait de passer deux ans en prison pour avoir défendu les Droits de l'homme sur son blog contre la

dictature de Bachar el-Assad. Son courage et sa combativité m'ont impressionné. Il m'a servi du thé à la menthe et il m'a montré son site : Thara. C'est une revue en ligne spécialisée dans les Droits de l'homme et qui aborde régulièrement les droits des femmes et des homosexuels (thara-sy.com). Au détour d'une phrase, Yahya Al-Aous m'a laissé entendre qu'il n'était pas lui-même gay, qu'il était marié et père de deux filles. Mais hétéro ou homosexuel, seuls importaient à ses yeux les Droits de l'homme. Et pour Al-Aous, il n'y avait pas de doutes : la question LGBT faisait intrinsèquement partie des droits universels. C'était pour lui une question de dignité et de justice sociale. « L'homosexualité est particulièrement taboue dans les pays musulmans, m'a dit Yahya. Même les associations féministes refusent de prendre en compte les droits des homosexuels. Le mouvement gay est très underground en Syrie. Nous leur donnons souvent la parole, toujours sous pseudonyme. Selon leurs blogueurs, qu'on héberge, il y a une rue où les homosexuels se retrouvent. » J'ai pu découvrir cette courte rue, dans le centre-ville de Damas, où il y avait effectivement quelques bars spécialisés discrets, des restaurants gay friendly, que les gays repéraient sur Internet. Le quartier était très émouvant. C'était avant la guerre.

Aujourd'hui, Yahya Al-Aous a été placé sous contrôle et il est en quasi-résidence surveillée en Syrie. Il n'a pas droit à un passeport et ne peut pas voyager à l'étranger. On lui a interdit de faire de la politique. « Les associations sont interdites, alors une association de défense des Droits de l'homme ! Comment parler des femmes sans parler des droits des femmes ? des gays sans parler des droits des gays ? sans faire de politique ? C'est tout notre problème. Je ne peux pas écrire "woman rights", alors j'écris "woman literature". On a des stratégies originales. Et c'est la même chose pour les droits des gays », confirme-t-il. Il a un projet de documentaire sur la situation des gays en Syrie. « Je crois beaucoup à l'effet des séries télévisées, par exemple au feuilleton intitulé *Asii Al Damé (Difficile de pleurer)*. La série évoquait les conditions de vie des femmes de manière très forte. Et devant son succès, le gouvernement a dû modifier la loi et améliorer les droits des femmes. Mais les droits des femmes restent très précaires en Syrie, même si nous ne sommes pas en Iran. » Al-Aous pense que le cinéma, les images, le numérique vont dans le bon sens : « Je crois aux séries télévisées, aux films, aux réseaux sociaux, à Internet : ce sont aussi des stratégies de contournement. »

Au cours de mon enquête, j'ai rencontré plusieurs activistes qui ressemblent à Yahya Al-Aous, des hétérosexuels convaincus que la question gay fait partie des Droits de l'homme – Tanya Lokshina de Human Rights Watch à Moscou ; Wan Yanhai, le dissident chinois ; Alice Nkom, l'avocate du Cameroun ; Michel Sidibé, l'infatigable

Malien qui dirige ONUSIDA ; Layla Naffa Hamarneh, la féministe d'Amman, d'autres encore. Ils prennent des risques, pour une cause qui pourrait ne pas être la leur. C'est justement sur ce point qu'Al-Aous a voulu insister : « La question gay me concerne, même si je ne suis pas gay. La question des droits des femmes me concerne, même si je suis un homme. Il s'agit de droits humains, de droits universels. » Pour lui, comme pour beaucoup de ceux que j'ai interrogés pour ce livre, les droits des gays apparaissent de plus en plus comme un critère pertinent de l'état démocratique d'un pays. Et lorsqu'on regarde la carte de la libération des femmes, ou celle de la liberté de la presse, ou encore d'Internet, il est frappant de constater qu'elles ressemblent comme deux gouttes d'eau à celle des droits LGBT. « Tous ces droits forment un seul "package", m'a dit Yahya. On ne peut pas défendre les Droits de l'homme sans défendre les droits des gays. On ne peut pas être en faveur des uns sans défendre les autres. » Et il a ajouté à Damas : « Il ne faut pas oublier que la Syrie a porté et lu officiellement la déclaration contre la dépénalisation de l'homosexualité à l'ONU en 2008. »

Au moment de terminer ce livre, j'ai recontacté Yahya Al-Aous. La guerre ne cessait pas en Syrie et je n'étais pas certain qu'il soit encore vivant. Internet avait été coupé et les réseaux téléphoniques étaient très perturbés. Yahya m'a finalement répondu. Il allait bien. Il continuait son combat pour les Droits de l'homme. Il est toujours resté dans ce même bureau où je l'avais vu trois ans plus tôt, sauf pendant le mois où il a dû se cacher chez des amis. « À l'époque, m'a-t-il dit, nous avons peur d'être surveillés et arrêtés. Aujourd'hui, nous avons peur d'être assassinés. » Je me suis excusé de lui reparler des droits des gays, une préoccupation peut-être un peu incongrue face au nombre de morts que son pays déplorait chaque jour. Il m'a répondu : « Depuis que la guerre a commencé, c'est vrai, nous ne travaillons plus guère sur les questions ordinaires. C'est, comme vous le dites, difficile de travailler sur les droits des femmes, des gays, les questions de genre, quand les gens sont tués chaque jour dans les rues. Donc, on est devenu un observatoire des violences en général, mais on garde un œil sur les questions de genre, qui existent aussi dans ce conflit. Si l'on s'était préoccupés plus tôt des Droits de l'homme en Syrie, on n'en serait pas là aujourd'hui. » Il sait que les Droits de l'homme seront plus forts que Bachar el-Assad et que le dictateur va tomber. Maintenant ou plus tard. Il sait qu'il va tomber.

J'ai proposé à Yahya Al-Aous de figurer dans mon livre sous pseudonyme. Il a insisté pour être cité sous son vrai nom. Il est conscient des risques. Il m'a dit aussi que cela lui ferait plaisir que je cite sa revue Internet. Après ce nouvel échange, il m'a remercié d'avoir pris de ses nouvelles. « I'm fine », m'a-t-il répété (je vais bien).

Il a pris congé. Il avait, a-t-il dit, encore beaucoup de travail ce soir-là.

Paris, décembre 2012

Lexique

Advocacy. Plaidoyer.

Awareness. Sensibilisation.

Bear. Littéralement « ours ». Dans l'argot gay, il s'agit de personnes et de lieux qui survalorisent la virilité, les attributs de la masculinité et l'érigent parfois en subculture.

BRIC, BRIIC, BRIICS. Les principaux pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, auxquels on ajoute souvent l'Indonésie et l'Afrique du Sud). Mais le Mexique, la Colombie, le Chili, le Viêtnam, la Turquie, peut-être l'Égypte et le Nigeria, sont également émergents.

Cluster. Regroupement. Ici, type de quartier gay où les lieux gays s'agglomèrent dans un même espace géographique (Chelsea à New York par exemple).

Coming out. Dire ou affirmer son homosexualité ; sortir du « placard » (coming out of the closet).

Crime d'honneur. Crime commis par un père sur sa fille ou son fils, un mari sur sa femme ou un frère sur sa sœur, parce que l'« honneur » de la famille était en jeu, par exemple du fait d'un adultère ou de l'homosexualité. Ces crimes sont parfois pardonnés dans les pays musulmans, ou sanctionnés peu sévèrement, comme de simples délits.

Dink, Dinky, Dinkies. Double Income No Kids (Yet). Acronyme pour évoquer notamment les couples gays sans enfants et plutôt aisés.

Dont ask, dont tell. Littéralement : Ne pas demander, ne pas dire. Règle hypocrite érigée sous Bill Clinton pour les militaires homosexuels servant dans l'armée américaine et ne pouvant afficher publiquement leur homosexualité. Abrogée par Obama en 2010.

Empower, empowerment. Donner ou redonner du pouvoir (aux citoyens, aux militants sur le terrain...).

Exurb, exurbia. Deuxième anneau de banlieues autour des grandes villes et, plus largement, les banlieues lointaines dont les habitants ne transitent plus par les villes.

Gay. Le mot « gay » est désormais d'un usage standard à travers le monde, comme synonyme d'« homosexuel ». La plupart des gays le privilégient parce qu'ils l'ont choisi librement et qu'il ne se limite pas au domaine sexuel, mais s'étend aux aspects sociaux et culturels. (Il concerne fréquemment les deux sexes, homosexuels masculins et lesbiennes, et je l'emploie ainsi dans ce livre.)

Gayborhood. Un néologisme qui agrège les mots « gay » et « neighborhood ». Synonyme de « quartier gay ».

Gay friendly. Expression fréquente pour évoquer les personnes ou les lieux favorables aux gays, même s'ils ne sont pas strictement gays.

Gayness. Pour les mêmes raisons que le mot « gay », le terme « gayness » s'emploie de plus en plus comme synonyme d'« homosexualité ».

Gentrification. Embourgeoisement d'un quartier. Du verbe « to gentrify », s'embourgeoiser.

Homonationalisme. Notion relative à une pensée à la fois nationaliste et pro-gay, incarnée, par exemple, par certains homosexuels d'extrême droite aux Pays-Bas.

IDAHO. International Day Against Homophobia. Journée mondiale contre l'homophobie, créée en 2005. Elle a lieu chaque année le 17 mai. (Le mot Transphobie a été ajouté en 2009 mais le sigle est resté le même.)

LGBT. S'emploie désormais couramment pour Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres (on y ajoute parfois « Intersexué », « Queer » ou « Questioning », soit LGBTIQ ou d'autres combinaisons, bien que ces usages ne soient pas encore consensuels).

Mithly. Terme non péjoratif pour homosexuel en arabe. Sorte de synonyme de gay.

Monitoring. Action d'observer, de surveiller, de suivre de près une situation ou un pays.

MSM. Sigle utilisé dans la lutte contre le sida pour parler des « hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes » (Men who have Sex with Men), ce qui n'implique pas nécessairement une identité homosexuelle.

OCI. Organisation de la coopération islamique : elle regroupe 57 États musulmans. Son siège est à Djeddah en Arabie Saoudite. (Jusqu'en 2011, elle s'appelait Organisation de la conférence islamique, avec le même sigle.)

Off-beat. Décalé.

ONG. Organisation non gouvernementale.

Post-gay. Comme la formule « post-black », chère à Obama, l'expression « post-gay » suggère le dépassement de l'identité gay, après la libération et le mariage pour tous. Une identité définie par autre chose que les seules préférences sexuelles. C'est aussi l'idée d'une nouvelle socialisation pour les gays, et les quartiers où ils vivent, caractérisés par une mixité sexuelle décloisonnée et plus fluide.

Pink washing. Comme le « green washing » dans le secteur de l'environnement, le « pink washing » revient pour une entreprise ou un État à se servir de la cause gay pour se donner une image gay friendly, indépendamment de ce qu'on fait concrètement en faveur des gays.

Queer. Littéralement : étrange, bizarre. Le terme est employé par certains militants LGBT pour s'autodéfinir et repenser les questions de genre au-delà des catégories existantes.

Questioning. Littéralement : « qui se pose des questions ». Il peut s'agir d'une personne bisexuelle ou qui ne veut pas affirmer une identité sexuelle trop précise. On parle ainsi de LGBTQ.

Rainbow flag. Imaginé en 1978 par un artiste de San Francisco, il est devenu le symbole et le drapeau du mouvement gay à travers le monde.

Rice queen. Expression péjorative en Asie pour évoquer les gays occidentaux qui aiment les Asiatiques. Les Asiatiques qui restent entre Asiatiques sont appelés « sticky rice », ceux qui aiment les

Occidentaux sont qualifiés de « potato queens », et les Occidentaux entre eux de « mashed potato queens ». Ces qualificatifs sont parfois considérés comme racistes.

Same-sex marriage. Littéralement : mariage avec une personne de même sexe. Mariage pour tous.

Soft power. Au niveau des relations internationales, la puissance douce, le pouvoir doux, notamment par l'influence ou la culture, par opposition au « hard power », la puissance par la coercition ou le militaire.

Sprawl. Étalement, éparpillement. Ici, les lieux gays disséminés à travers une ville, loin les uns des autres.

Stonewall. Du nom du bar, le *Stonewall Inn*, à New York, où a débuté, lors d'émeutes en 1969, le mouvement gay moderne.

Straight. Littéralement : droit. Couramment employé pour hétérosexuel.

Strip. Littéralement : une bande. Ici, un quartier gay construit le long d'une grande avenue ou de part et d'autre d'une highway.

Tongzhi. Terme non péjoratif pour homosexuel à Taïwan, Hong Kong et en Chine. Synonyme de gay.

Sources

Ce livre est le résultat d'une longue enquête de terrain qui a été menée, depuis environ cinq ans, dans quarante-cinq pays.

Les pays où cette enquête a été effectuée sont les suivants : Afrique du Sud (2012), Algérie (2011), Arabie Saoudite (2009), Argentine (2009, 2011), Belgique (nombreux voyages), Brésil (2009, 2011, 2012), Cameroun (2008), Canada (2010, 2011), Chine (2008, 2012), Colombie (2012), Corée du Sud (2009), Cuba (2010), Danemark (2009), Égypte (2008), Émirats arabes unis / Dubaï (2009), Espagne (nombreux voyages), États-Unis (plus de 110 villes dans 35 États entre 2001 et 2011), France, Hong Kong / Chine (2008), Inde (2008), Indonésie (2009), Iran (2010), Israël (2006, 2012), Italie (nombreux voyages), Japon (2009, 2012), Jordanie (2010), Liban (2009), Maroc (2011, 2012), Mexique (2009, 2010, 2012), Palestine (2006, 2012), Pays-Bas (nombreux voyages), Pologne (2012), Qatar (2009), République tchèque (2011), Royaume-Uni (nombreux voyages), Russie (2012), Singapour (2009), Suisse (nombreux voyages), Syrie (2009), Taïwan (2011), Thaïlande (2009), Tunisie (2009, 2010), Turquie (2008), Venezuela (2009) et Viêtnam (2009).

Plus de six cents personnes ont été interviewées pour ce livre (toujours en face-à-face, sur le terrain, à l'exception de trois entretiens réalisés par téléphone, avec MM. Al-Tawdi et Alizadeh et M^{me} Bonauto, dûment signalés dans le texte).

Une enquête de cette ampleur n'est pas un travail solitaire. Plus encore que les historiens qui tentent de comprendre le passé, les chercheurs qui travaillent sur le présent dépendent de la coopération de dizaines de femmes et d'hommes qui leur font confiance, donnent généreusement leur temps, même si, dans la plupart des cas, ils ne pourront pas lire l'ouvrage qui en a résulté. Qu'il me soit simplement permis de les remercier ici, collectivement, comme expression de ma sincère reconnaissance.

Par souci d'indépendance, ce livre n'a bénéficié d'aucun financement public ou privé de quelque gouvernement, entreprise ou ONG que ce soit ; cette enquête a été prise en charge seulement par l'éditeur et l'auteur. L'autonomie du chercheur comme celle du

journaliste me paraissent être une condition *sine qua non*.

Chaque citation, information, ou donnée statistique qui figure dans cet ouvrage renvoie à des sources précises, mais que leur ampleur et le format de ce livre ne permettent pas de citer ici en détail. Les lecteurs et les chercheurs trouveront l'ensemble de ces sources sur le site fredericmartel.com qui est le complément naturel de ce livre. Et notamment :

- les tableaux et données d'ensemble sur la situation des droits des gays à travers le monde collectés ou utilisés pour ce livre ;
- des analyses et études complémentaires ;
- de nombreuses références bibliographiques pour chaque chapitre ;
- les remerciements.

Tous ces documents sont accessibles sur le site fredericmartel.com ; des mises à jour et des informations complémentaires seront régulièrement publiées également sur la page globalgay.fr ou postées sur Facebook et Twitter : @martelf.

NOTES

1

LGBT : lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres. (Pour tous les mots ou expressions en langue étrangère et les sigles, voir le *Lexique*.)

Certains noms de personnes et de lieux de ce chapitre ont été modifiés.

Si j'ai enquêté sur le terrain en Afrique du Sud et au Cameroun pour ce livre, mes informations concernant les autres pays d'Afrique subsaharienne où je ne suis pas allé – dont l'Ouganda – sont de seconde main.

Certains noms, lieux et situations ont été modifiés dans ce chapitre.

6

Tous les prénoms algériens ont été ici modifiés.